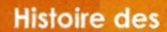


Histoire des

Relations diplomatiques franco-anglaises durant la Guerre de Succession d'Espagne

Jean-Claude Castex

Les Éditions du Phare-Ouest

Histoire des

Relations diplomatiques franco-anglaises

durant

la Guerre de Succession d'Espagne

(Deuxième édition revue et corrigée)

Jean-Claude Castex

Les Éditions du Phare-Ouest

Castex, Jean-Claude, 1941-

Histoire des relations diplomatiques franco-anglaises durant la Guerr
de Succession d'Espagne / Jean-Claude Castex. —

White Rock, C.B.: Éditions du Phare-Ouest, 2010.

Comprend des réf. Bibliogr.

ISBN : 978-2-921668-07-1

1.Guerre de la Succession d'Espagne, 1702-1714. 2. France—Relations—Grande-Bretagne. 3. Grande-Bretagne—Relations—France.

I. Titre.

D282.C38 2010 940.2'526 C2010-907184-0

Couverture : Philippe V, roi d'Espagne, l'homme qui fut la cause involontaire de cette guerre.

Marie-France Hautberg, Directrice

des Éditions du Phare-Ouest, Vancouver (BC) Canada

mfphareouest@gmail.com

Commandes à adresser au distributeur en ligne Lulu.com

Dépôt légal : 4e trimestre 2010

Bibliothèque Nationale du Québec, Montréal.

Bibliothèque Nationale, Ottawa.

Le contexte

Le 31 décembre 1700, le XVII^e siècle était enfin sur le point de rendre son âme, après cent ans de guerres religieuses, cruelles, atroces, impitoyables. Les chrétiens d'Europe s'étaient torturés au nom de Dieu et entretués avec passion. Les guerres à caractère sectaire s'étaient succédées avec une régularité désespérante : guerre de Trente Ans, guerres civiles de religions en Angleterre et en Irlande, guerres de religions en France et enfin, après la Révocation de l'Édit de Nantes, la Guerre de la Ligue d'Augsbourg[1]. Les nations s'étaient entre déchirées avec furie en Allemagne, en France, en Angleterre et ailleurs. *O tempora o mores*[2]*!*

Au Canada, le siècle expirant n'avait pas été moins éprouvant. Les Canadiens avaient écrit avec leur sang les plus belles pages de l'Histoire de France en soixante-dix opérations guerrières[3]. Par des raids d'hiver ou d'été, parcourant des distances inimaginables en raquettes dans des froids sibériens, ils avaient chassé leurs ennemis de la Baie d'Hudson et de Terre-Neuve[4]. Ces guerres éternelles contre les Anglais avaient fait des Canadiens-français un peuple guerrier, aussi combatif –a-t-on dit– que les Troyens de l'Antiquité[5]. Il le fallait car leur lointaine Métropole ne leur apportait qu'un secours dérisoire. Les Français de Nouvelle-France rendaient coup pour coup aux Anglais de Nouvelle-Angleterre dont le plus gros négociant en fourrures du pays, le maire d'Albany, le colonel Peter Schuyler, incitait les Indiens iroquois à venir harceler le Canada et l'Acadie. Outre son aspect de guerre inter-religieuse entre deux factions de la même religion chrétienne, ce conflit destructeur n'était en fait qu'une guerre commerciale, car les Canadiens faisaient à Peter Schuyler une importante concurrence dans son commerce avec les Indiens. En avril 1691, un raid indien contre Pointe-aux-Trembles[6] tourna au détriment des Iroquois qui furent capturés, jugés

---

[1]Auxquelles s'étaient ajoutées les guerres de la Fronde en France, les trois guerres Anglo-hollandaises, la guerre de Dévolution, la guerre de Hollande,...

[2]*Ô temps, ô mœurs!* comme s'exclama un célèbre personnage.

[3]Au cours des guerres de Trente Ans et de la Ligue d'Augsbourg, en Nouvelle-France seulement.

[4]Territoires que Louis XIV va rendre à l'Angleterre d'un simple trait de plume, en 1714.

[5]Québec a été parfois surnommée la Troie d'Amérique. L'historien québécois René Boulanger dans l'Action Nationale, Revue mensuelle d'avril 2007, écrit « la Nouvelle-France était une société militaire qui, malgré sa petite population, mobilisait dans des proportions beaucoup plus considérables que les Treize Colonies» et que la France même. Car la Conscription n'existera en Europe que trois siècles plus tard.

[6]Au cours de laquelle 30 maisons canadiennes furent brûlées.

comme de simples brigands en maraude, condamnés à mort et exécutés par la Justice de Nouvelle-France. Le résultat de ce dernier événement fut que les Iroquois refusèrent de lancer de nouvelles attaques contre les Français à moins que les Anglais ne se joignent à eux en personne. Peter Schuyler était pris à son propre piège. Il voulait bien armer les Indiens mais refusait de prendre des risques personnels. C'était l'habituel *«Armons-nous et partez!»* bien connu dans chaque guerre, de la part des buveurs de sang[1]. En juillet 1691, en conséquence de cette décision iroquoise qui mettait la crédibilité anglaise en doute, une importante expédition comprenant quelque 1400 soldats réguliers et Indiens s'avança en direction du Canada jusqu'à la Rivière-au-Bois[2]. Là, les Anglais hésitèrent, marquèrent le pas, puis, prétextant que d'autres renforts indiens n'arrivaient pas, firent demi-tour et rentrèrent chez eux. En août 1691, pour réparer la baisse de prestige aux yeux des Iroquois après l'échec de juillet, le colonel Peter Schuyler, à la tête d'un commando de 150 Anglais volontaires et de 300 Iroquois, se lança dans une expédition contre Montréal; mais, à La Prairie, il tomba sur une troupe de Canadiens qui les mit en déroute. Schuyler abandonna son *commando* pour fuir plus vite. La majorité de ses hommes furent tués ou capturés. Devant un tel comportement, les tribus indiennes se montrèrent disposées à faire la paix avec les Français.

En cette fin de XVII^{e} siècle, donc, se préparait à Montréal un grand événement. Trente-neuf nations indiennes du Nord-Est et du Mid-Ouest avaient été invitées à Montréal par Callières[3] pour signer avec la France, le 4 août 1701, *la Grande paix de Montréal*. Le 21 juillet 1701, une flottille de 200 canots iroquois apparût devant Montréal : les représentants des Nations Onneyouts, Onontagués, Goyogouins et Tsonnontouans. Les délégations de la Nation Agniers arrivèrent un peu plus tard. Le lendemain 22 juillet, 700 ou 800 Indiens alliés se présentèrent : les Outaouais, Saulteux, Algonquins du nord des Grands Lacs et aussi les Miamis, Illinois, Renards, Mascoutens, Folles-Avoines qui venaient de

---

[1]Aujourd'hui appelés *profiteurs de guerre*. Comme nous allons le voir, ce comportement de Peter Schuyler fut d'ailleur une simple métaphore de ce qu'allait être la guerre que cet ouvrage entreprend de décrire.

[2]Aujourd'hui Whitehall, dans l'État de New York.

[3]Louis-Hector de Callière ou Callières, chevalier, capitaine en France, gouverneur de Montréal, gouverneur général de la Nouvelle-France, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, né à Thorigny-sur-Vire, en Normandie, le 12 novembre 1648 ; mort à Québec le 26 mai 1703. Dictionnaire Biographique du Canada en ligne.

contrées aussi lointaines que l'ouest du lac Michigan. La présence française avait alors gagné ces régions habitées par divers groupes illinois, dont les Péorias, les Monisgouenars, les Tapouarouas et les Kouéras. Certains délégués de nations indiennes avaient franchi jusqu'à 1500 kilomètres en canot, coupés de dizaines de portages épuisants! Ceux-là provenaient essentiellement de la région des Grands Lacs, appelée les Pays d'en Haut[1] par les Français de la Vallée du Saint-Laurent. Plus de 1200 Indiens appartenant à 39 nations étaient présents à Montréal cet été-là. Les Indiens installèrent leurs tipis et leurs ouigouams le long des palissades de la ville. Leurs ambassadeurs apportaient un mandat de paix; de paix générale. Les belligérants étaient épuisés de toutes ces guerres aveugles et absurdes. Teganissorens, le grand chef iroquois de la Nation Onontagué, longtemps ami des Anglais, avait révisé ses positions. Les chefs comprenaient de mieux en mieux qu'ils avaient intérêt à manœuvrer de front contre la cupidité des deux puissances européennes afin d'assurer l'intégrité de leur territoire et l'indépendance de leur nation. Cette Assemblée de la Paix mettait fin à près de 100 ans de guerre et de raids. Tous voulaient commercer en paix. Le canon d'accueil précéda le message de bienvenue. Les Amérindiens poussèrent des clameurs, déchargèrent leurs fusils et agitèrent à bout de bras leurs avirons. Le Gouverneur de Nouvelle-France, Callière, successeur de Frontenac, avait fait aménager une vaste enceinte pourvue de gradins. Le 4 août, à l'issue de plusieurs semaines de négociations, d'échanges de cadeaux et de cérémonies d'amitié, une entente fut conclue. Tous les ambassadeurs ratifièrent la **paix** et apposèrent leur paraphe —en dessinant l'animal totem de la tribu— sur un document qui a disparu, mais dont le contenu sera respecté. Après la signature de la *Grande Paix*, le 4 août 1701,[2] les Français et les Amérindiens venus s'installer en Nouvelle-France pouvaient commencer à vivre paisiblement. À partir de ce moment, les Iroquois se joignirent, certes, aux Anglais en campagne, mais refusèrent de lancer des raids sans leur aide.

Mais revenons en Europe où, paradoxalement, la santé phy-

---

[1]Effectivement les Grands-Lacs sont plus hauts vers l'amont par rapport à la Vallée du Saint-Laurent. Au début du XX^{e} siècle, *les Pays d'en Haut* seront les Laurentides, région montagneuse précambrienne située au nord de Montréal, rebord méridional du Bouclier Canadien, nouvellement colonisée par le Gouvernement du Québec et son Ministre de la Colonisation, le curé Labelle, pour éviter l'hémmoragie vers les États-Unis des surplus de la population francophone.

[2]Le 4 août qui, 90 ans plus tard, représentera aussi pour les Français de la Révolution une date importante, celle de l'abolition des privilèges de la Noblesse et du Clergé.

sique et mentale du roi d'Espagne menaçait la paix générale. En Angleterre, comble de tout égarement religieux, les Anglais avaient été contraints, selon la fantaisie de leur monarque, de changer cinq fois de religion en 30 brèves années, à défaut de quoi le citoyen anglais finissait au bout d'une corde ou sur une roue de torture. Pour préserver leur longévité déjà fort modeste, les Londoniennes et les Londoniens avaient été astreints à se comporter en catholique romain[1] en 1530, en *catholique non romain* (c'est à dire *anglican*[2]) l'année suivante, en *protestant presbytérien*[3] (c'est à dire *calviniste*) en 1547, en *catholique romain*[4] en 1553 et encore en *anglican*[5] cinq ans plus tard. Finalement, le Gouvernement anglais vota le *Test Act* destiné à déchoir définitivement les catholiques anglais au statut de sous-hommes dépourvus de tout droit civique[6], au même titre que les juifs sous le régime nazi. Ce fut cette ségrégation et ces persécutions qui peuplèrent si rapidement les Treize-Colonies d'Amérique et plus tard notre Canada, tandis que la malheureuse population catholique d'Irlande était systématiquement martyrisée ou exilée par Oliver Cromwell, qui se considérait comme *l'Exécuteur des Hautes-Œuvres de Dieu*, The God's Executioner[7].

---

[1]Durant la plus grande partie du règne de Henri VIII (1509-1531).
[2]Pendant la 2e partie du règne de Henri VIII (1531-1547). Il interdisait autant le culte catholique que le culte protestant.
[3]Sous le règne d'Édouard VI (1547-1553).
[4]Sous le règne de Marie Tudor (1553-1558).
[5]Sous le règne d'Élizabeth Ière (1558-1603)
[6]Ce ne fut que sous la reine Victoria que les catholiques d'Angleterre et des colonies retrouvèrent leurs droits civiques. Seul le Canada fut épargné par peur que les Canadiens, forts récalcitrants dans l'Empire, ne se joignent aux Insurgents des Treize-Colonies. S'il n'était pas de mauvaise foi en écrivant ses *Lettres anglaises*, Voltaire devait sans aucun doute ignorer ces lois déviantes.
[7]À ce sujet, on lira avec grand intérêt l'ouvrage de Micheál Ó Siochrú, God's Executioner, *Oliver Cromwell and the Conquest of Ireland*, Faber and Faber Limited, Londres, 2008.

La mort du roi d’Espagne

Tout le monde donc, en Europe, voyait disparaître avec une immense satisfaction les dernières semaines de ce XVII^{e} siècle affligeant qui allait mourir de sa belle mort le 31 décembre 1700. Personne ne le regretterait. Malheureusement, les dieux en avaient décidé autrement. Soixante-et-un jours avant que le siècle ne meure, le 1er novembre 1700, au moment-même où les délégués des Nations indiennes fouettaient de leur aviron les eaux tumultueuses des cours d’eaux nord-américains pour se rendre à Montréal, le roi d’Espagne, Charles II de Habsbourg, mourut. Ce fait, anodin en lui-même, allait irrémédiablement contaminer le XVIII^{e} siècle pour le précipiter dans une longue suite de guerres cruelles qui n’auraient rien à envier au XVII^{e} siècle.

Charles II mourut donc sans héritier le 1er novembre 1700, vingt-neuf jours après avoir dicté un testament qui allait bouleverser l’Europe et la transformer en champ de bataille. Voici les clauses les plus importantes du testament de Charles II, daté du 2 octobre 1700, qui étonna toutes les cours du monde et remit le feu aux poudres :

« Ayant remarqué, conformément au résultat de toutes les consultations tenues par nos ministres d’état et de justice, que les raisons pour lesquelles les Infantes dame Anne et dame Marie-Thérèse, Reines de France, mes tante et sœur, ont renoncé à la succession de ces royaumes, n’étaient fondées que sur le danger et le préjudice qu’éprouverait ce royaume, s’il venait à être uni avec celui de France... c’est pourquoi, me réglant sur lesdites lois, ***je déclare pour mon successeur***[1]**,** si Dieu me retire sans avoir laissé d’enfants, ***le duc d’Anjou**,* second fils du Dauphin; et en conséquence de ce, je l’établis et le nomme pour succéder dans tous mes royaumes et états, sans en excepter aucun. Je commande et ordonne à tous mes sujets et vassaux de tous mes royaumes et états, que, le cas arrivant que je meure sans laisser d’enfants, ils le reconnaissent et reçoivent pour leur Roi et seigneur naturel, et que sans délai ils le mettent actuellement en possession d’iceux, pourvu qu’il fasse et prête les serments accoutumés d’observer les lois, ordonnances et coutumes de mes dits royaumes et états. Et mon intention étant, que, pour le bien de mes sujets et pour la paix de la chrétienté et de toute l’Europe, cette monarchie soit ***toujours séparée de la cou-***

[1]Segment non mis en évidence dans le texte original.

ronne de France[1], je déclare que si le duc d'Anjou venait à mourir ou à être appelé à la succession de France, préférant la jouissance de cette couronne à celle d'Espagne, alors la succession de la monarchie sera, sous les mêmes conditions, dévolue au duc de Berry, troisième fils du Dauphin ; et, en cas que le duc de Berry vînt à mourir ou à hériter la couronne de France, je déclare et je nomme à la succession l'Archiduc, second fils de l'Empereur[2] mon oncle, excluant, par ces mêmes raisons et par les mêmes inconvénients, contraires à l'intérêt de mes sujets, le fils aîné dudit Empereur mon oncle. Et en cas que l'Archiduc vint aussi à mourir, je déclare et nomme à la dite succession le duc de Savoie et ses enfants. Et c'est ma volonté que ceci soit exécuté par tous mes sujets de la manière que je l'ordonne; car il est expédient pour leur bien qu'ils ne souffrent pas que la monarchie soit partagée ou diminuée, mais qu'elle demeure dans le même état où mes ancêtres l'ont glorieusement établie. Et, comme j'ai beaucoup à cœur et que je souhaite uniquement le maintien de la paix et de l'union, si profitable à la chrétienté, entre l'Empereur mon oncle et le Roi Très-Chrétien[3], je les prie et exhorte que cette union soit plus fermement cimentée par le lien d'un mariage entre le duc d'Anjou et l'Archiduchesse, afin que l'Europe jouisse du repos qui est si nécessaire[4].»

En un mot, le roi d'Espagne donnait sa couronne à un Français, petit-fils de Louis XIV. Les cours d'Europe en restèrent horrifiées car la France était déjà le pays le plus peuplé, avec vingt millions d'habitants, et le plus puissant d'Europe. Ce pays s'était, au cours du siècle qui s'achevait, outrageusement agrandi en arrachant à ses voisins des quartiers entiers de leur patrimoine : les Français avaient annexé l'Artois en 1669, un gros morceau de Flandre en 1662 et 1668, l'Alsace en 1675, la Franche-Comté en 1678, le Roussillon en 1659... Le Saint-Empire romain germanique et l'Espagne avaient fait les frais de ces dépeçages. Pour ce qui était de Charles II, son règne avait été catastrophique pour l'Espagne, sur le plan économique et politique. L'Espagne, plongée dans un désordre destructeur, avait perdu le reste de considération dont elle

[1]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[2]Empereur du Saint-Empire romain germanique.
[3]*Roi très-chrétien*, titre désignant le roi de France. L'Empereur est celui du Saint-Empire romain germanique.
[4]Jean Dumont, *Corps universel diplomatique*, chez P. Brunel, R et G. Wetstein, les Janssons Waesberge, et L'Honoré et Chatelain, Amsterdam, & chez P. Husson et Charles Levier, La Haye, 1726-1731, tome VIII, part. I, page. 30.

jouissait en Europe. À tous les niveaux de l'Administration, désormais, régnait une corruption délétère et un incivisme insensé. Les hommes aux pouvoirs s'étaient montrés incompétents et peu intéressés par les affaires du pays. L'armée elle-même, après les gloires passées, avait également connu ses heures les plus sombres en accumulant échecs et défaites contre les troupes françaises pendant les guerres de Dévolution et de Hollande. Charles II, roi d'Espagne et de Naples, fils de Philippe IV, ayant eu l'imprudence d'entrer dans la coalition contre Louis XIV, s'était vu enlever la Franche-Comté et plusieurs provinces des Pays-Bas espagnols[1]. N'ayant pas d'enfants, quoiqu'il eût été marié deux fois, il avait vu à trois reprises les puissances européennes régler sans lui le partage de ses États[2]. Dans son indignation, il venait de dicter, en ce 2 octobre 1700, −peut-être pour jeter d'outre tombe un dernier défi à la figure de toutes les cours d'Europe qui l'avaient méprisé−, un testament par lequel il déclarait, comme héritier de toute la monarchie espagnole, Philippe de France, duc d'Anjou et petit-fils de Louis XIV. Il mourut peu après, le 1er novembre. En lui finit la branche aînée de la maison d'Autriche qui régnait en Espagne depuis deux siècles. Immédiatement, donc, le continent entra en ébullition, car, si le duc d'Anjou devenait *roi des Espagnes et de l'empire espagnol*, puis, au hasard des successions, coiffait aussi la couronne de France[3], ce nouveau pays franco-espagnol *centralisé sous un seul homme* serait assez puissant pour vaincre toutes les coalitions possibles et annexer impunément n'importe quel pays.

En fait, la question de la succession d'Espagne se posait depuis 1665 en raison de l'instabilité psychologique du souverain espagnol, Charles II de Habsbourg, qui cumulait des problèmes d'impuissance, d'épilepsie et d'hérédosyphilis[4]. C'était certes beaucoup, à l'époque, pour un seul homme aspirant à la paternité. De fait, toutes les cours

---

[1]En 1678. Les Pays-Bas espagnols correspondent *grosso modo* à l'aire géographique de la Belgique actuelle.

[2]En 1668, en 1698 et en 1700.

[3]Ce qui était théoriquement interdit par le testament de Charles II, mais les juristes fourmillaient d'idées pour tourner les règlements. Et puis en matière de politique internationale, la force faisait loi.

[4]Les mariages consanguins successifs dans la famille, conséquences de l'extraordinaire proximité génétique de Charles II, avaient produit une telle dégénérescence, que Charles était rachitique, maladif et débile. Il était d'une complexion si débile qu'il ne put parler avant l'âge de 4 ans et marcher avant l'âge de 8 ans. Une analyse par l´université UCM de Madrid des restes mortels du roi prouve qu´il était atteint du syndrome de Klinefelter. Il est mort sans descendance, éteignant avec lui la branche espagnole de la maison des Habsbourg. Son surnom d'*El Hechizado* (l'ensorcelé) reflète la croyance populaire de l'époque selon laquelle ses troubles physiques et mentaux étaient causés par de la sorcellerie ou par une possession démoniaque.

d'Europe étaient contaminées par la consanguinité.

« Le cabinet de France [lui-même] éprouva un grand embarras lorsque le testament de Charles II arriva, le 9 novembre, à Fontainebleau, où se trouvait Louis XIV en ce moment[1].» Les Français n'ignoraient pas que si la cour de France refusait la couronne d'Espagne, celle-ci échoirait vraisemblablement à l'archiduc d'Autriche qui se préparait par ailleurs à devenir l'Empereur du Saint-Empire romain germanique. Au contraire, dans l'alternative d'une acceptation, la guerre allait inexorablement se rallumer. Pour exécuter le traité, il faudrait conquérir non seulement les places-fortes de la péninsule ibérique et de Flandre, mais des royaumes entiers. C'était une menace grave.

À Versailles, le *Conseil d'en Haut*, consulté, était partagé; Pontchartrain et le Dauphin souhaitaient accepter le testament, tandis que Torcy et Beauvilliers préconisaient le refus. Madame de Maintenon, quant à elle, fut d'avis d'accepter. Ce n'est qu'après avoir reçu d'autres courriers de Madrid que le roi jugea bon d'acquiescer lui-même à ce testament. Le 16 novembre 1700, il présenta le duc d'Anjou à la cour sous son nouveau titre : « Messieurs, voici le roi d'Espagne ». Grâce à cette approbation, l'Espagne ne pourrait plus participer à l'encerclement stratégique de la France jusqu'à la Révolution française[2]. Comme « le seul intérêt de l'Europe était d'éviter la réunion des deux couronnes[3],» les Puissances européennes se réunirent immédiatement à La Haye et négocièrent une coalition pour faire échec à ce danger mortel. La France était bien assez dominatrice telle qu'elle était; elle deviendrait sans aucun doute despotique avec un regain de puissance. Louis XIV accepta donc le testament, mais pour calmer l'inquiétude, s'engagea à ce que les monarchies de France et d'Espagne demeurent distinctes, comme elles l'avaient toujours été : « Sa Majesté est persuadée qu'elle donne une preuve éclatante de sa modération en renonçant aux grands avantages que sa couronne recevait d'un pareil traité, et que la résolution qu'elle

---

[1]Jean Dumont, *Corps universel diplomatique*, chez P. Brunel, R et G. Wetstein, les Janssons Waesberge, et L'Honoré et Chatelain, Amsterdam, & chez P. Husson et Charles Levier, La Haye, 1726-1731, tome VIII, part. I, page. 31.

[2]Sauf durant la guerre de la Quadruple-Alliance, sous l'influence du cardinal Giulio Alberoni, guerre de l'Espagne contre la France et l'Angleterre en 1719 qui mena à l'échec des fiançailles de la fille de Philippe V avec Louis XV en 1725.

[3]Jean Dumont, *Corps universel diplomatique*, chez P. Brunel, R et G. Wetstein, les Janssons Waesberge, et L'Honoré et Chatelain, Amsterdam, & chez P. Husson et Charles Levier, La Haye, 1726-1731, tome VIII, part. I, page.47.

prend de conserver la monarchie d'Espagne dans son ancien lustre est encore plus conforme à l'intérêt général de toute l'Europe[1].» C'était en apparence très clair, mais sans conviction dans l'esprit du roi, même si −on n'est jamais mieux servi que par soi-même− Louis XIV aimait ainsi se parer des vertus de « modération » et de «renoncement » auxquelles seuls les courtisans les plus inféodés croyaient. À demi rassurées, les Puissances hésitèrent puis suspendirent pendant quelque temps la conclusion de leur *Grande Alliance offensive* contre la France. Léopold I^er^ de Habsbourg, quant à lui, Empereur du Saint-Empire romain germanique, qui régnait sans partage sur ses États héréditaires autrichiens, refusait résolument pour sa part de voir sa dynastie, la Maison de Habsbourg, perdre le trône prestigieux de l'Empire espagnol. Il s'obstina à préparer la guerre pour asseoir son fils, le sérénissime archiduc Charles d'Autriche, sur le trône d'Espagne. Ce n'était certes pas en ce début de XVIIIe siècle que les Habsbourg allaient renoncer de bonne grâce au joyau espagnol qui scintillait partout dans le monde et leur permettait d'arborer comme un diadème leur vaniteuse devise : *Il appartient à l'Autriche de dominer tout l'Univers*. Et soudain, Louis XIV lui-même ne parut plus aussi certain que son petit fils, devenu roi d'Espagne, devait absolument renoncer à la couronne de France. Certaines de ses déclarations étaient ambiguës et équivoques. Elles révélaient beaucoup plus de préméditation et d'arrière-pensée que le roi de France ne voulait le laisser entrevoir. Il déclara par exemple devant des diplomates qui notèrent soigneusement ses termes révélateurs : « Le premier objet de Sa Majesté, en acceptant le testament du feu Roi d'Espagne Charles le Second, est de maintenir l'Europe en paix, et bien loin de songer de s'agrandir par l'acquisition de tant d'États puissants *que Dieu fait entrer dans la Maison royale de France*[2]...» Toute l'Europe se sentit alors menacée par l'alliance dynastique potentielle de la France et de l'Espagne[3], d'autant plus fortement que des juristes français, légistes, jurisconsultes et autres manipulateurs et illusionnistes du Droit avaient convaincu le roi −probablement pour flatter son propre vœu− qu'*une renonciation*

---

[1]Ibid., p.47

[2]Ce segment, non mis en évidence dans la version originale, semble contredire le reste de la phrase émise par le roi de France. *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, XII Espagne, avec une introduction et des notes par A. Morel-Fatio et H. Léonardon, tome deuxième (1701-1722), (Publié par la Commission des Archives Diplomatiques au Ministère des Affaires Étrangères), Ancienne Librairie germer Baillière et Cie, Félix Alcan, Éditeur, Paris, 1898; pages 229 et suiv.

[3] Bély, Lucien, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Fayard, Paris, 1990.

allait *contre la volonté de Dieu*. Et tout le monde sait que la Volonté de Dieu est sacrée; surtout quand elle gratifie notre désir égoïste. En vertu de ce *désir divin*, Louis XIV reconnut fort imprudemment par Lettres Patentes du 1er février 1701, le droit indéfectible de Philippe V à succéder à la couronne de France. Conséquemment, si seules la force et la violence pouvaient changer le Droit et la Volonté de Dieu, il ne restait plus qu'à se battre. La guerre européenne devenait inéluctable. Pourquoi donc, les Français tenaient-ils tant –en dehors de la simple et banale volonté de puissance– à installer un prince français sur le trône d'Espagne ? C'était une longue histoire. Au début du XVIIIe siècle, la plupart des pays d'expression germanique constituaient encore un empire virtuel, le Saint-Empire romain germanique[1], issu de l'Empire franc créé par Charlemagne sur les cendres encore chaudes de l'Empire romain. Cet empire avait été "inventé" pour empêcher la clé de voûte, le cœur de l'Empire chrétien et de la civilisation occidentale, de s'éloigner vers l'Orient, vers Byzance qui, depuis l'affaiblissement de Rome sous les coups des invasions barbares, convoitait le leadership du monde chrétien.

Ce Saint-Empire avait jadis présenté pour la France de François Ier, une menace constante, et les divers monarques français s'étaient, depuis lors, donné pour tâche de surveiller de très près l'évolution de cet ensemble disparate et désuni, afin d'éviter qu'il ne se cristallise en un seul empire menaçant. Une telle union –celle que désirait ardemment l'Autriche et que réalisera plus tard Bismarck puis Hitler– aurait reconstitué l'Empire de Charles Quint qui encerclait dangereusement la France, et avait forcé François Ier à faire alliance avec l'Empire Ottoman pour menacer ses ennemis à revers dans le but stratégique d'apporter quelque soulagement à la France. Mais il est toujours dangereux de solliciter l'aide d'envahisseurs potentiels. Les Turcs en

---

[1]*Le Saint-Empire romain germanique* fut fondé par Othon [Otto] le Grand en 962, après la disparition de l'Empire Romain [29 av. J.-C. - 395 ap. J.-C.] et du Saint-Empire fondé par Charlemagne en 800, et qui dura jusqu'à Louis l'Enfant, en 911. Le Saint-Empire romain germanique fut aboli en 1806, sur ordre de Napoléon Ier, par abdication de François II, empereur d'Autriche. Il fut, bien entendu, rétabli à Versailles en faveur du roi de Prusse Guillaume Ier, le 18 janvier 1871, sous le titre officiel *d'Empire allemand*. François II de Habsbourg-Lorraine, qui devait déposer le 6 avril 1806 la couronne impériale du Saint-Empire romain germanique, avait, dès le 11 août 1804, pris le titre de François Ier, empereur d'Autriche. L'empire autrichien ainsi formé prit fin à la suite de la Ière Guerre mondiale, par l'abdication de Charles IV, le 11 novembre 1918. Le Ier Reich dura donc 1006 ans, de 800 à 1806, le IIe Reich 47 ans, de 1871 à 1918, et le IIIe Reich, celui d'Adolf Hitler, devait durer 1000 ans, comme le premier, il ne dura que 12 ans, de 1933 à 1945, et encore la première date est-elle contestée.

avaient profité pour s'incruster dans une partie de l'Europe[1]. Le danger d'une restauration de l'Empire de Charles Quint –quoique peu vraisemblable– n'était donc jamais totalement écarté. C'est pourquoi les Français surveillaient de près les alliances entre les nombreux pays indépendants qui formaient le Saint-Empire romain germanique, pour éviter toute coagulation de puissance potentiellement dangereuse. De la même façon, les Américains tentent en ce XXI[e] siècle d'éviter que l'Union européenne ne devienne un état trop centralisé qui pourrait, par sa puissance même, porter ombrage à leur hégémonie[2]. L'une de ces zones de cristallisation germanique était l'Autriche. La famille régnante des Habsbourg avait réussi à se constituer un empire européen dit *héréditaire*. Quant à la Prusse, aux mains des ambitieux Hohenzollern, elle avait déjà remisé sa cagoule de chevalier teutonique pour se métamorphoser insensiblement en l'un des plus belliqueux états d'Europe. Les guerres politico-religieuses du XVII[e] siècle[3] avaient été très favorables à la stratégie française en divisant le martial Saint-Empire romain germanique en deux factions ennemies qui se neutralisaient : le nord protestant s'opposait au sud catholique, lequel s'appuyait sur l'Autriche dont le monarque resta, jusqu'à la guerre de Succession d'Autriche, l'empereur du Saint-Empire. Si son empereur était encore élu par les divers princes et évêques *Électeurs*, il n'avait pourtant qu'un pouvoir théorique, surtout depuis que, comme nous l'avons mentionné, la Réforme protestante avait divisé l'Europe en deux zones d'affinités religieuses et avait fragilisé la fibre même de cet ensemble. L'Autriche, quant à elle, était certes catholique, mais sa puissance pouvait, à la limite, menacer la sécurité de la France en Europe.

Le testament de Charles II fut accepté comme tel par les Espagnols. Il fut paraphé par les Cortes[4]. Philippe d'Anjou fut donc procla-

---

[1]Première moitié du XVI[e] siècle. De la même façon, en Angleterre, le roi des Celtes Vortigern appela les Saxons à son secours; en Espagne, le Wisigoth Julien, en conflit avec le roi Rodrigue, appela les musulmans du Maroc à son aide; en Irlande, Dermot MacMurrough pria les Anglais de venir l'appuyer. Les exemples sont multiples et variés dans l'espace et dans le temps.

[2]Pour cela ils tentent d'introduire dans cette Union des corps étrangers comme la Turquie, ou l'Angleterre laquelle joue le rôle de cheval de Troie et refuse toute centralisation.

[3]La Guerre de Trente Ans et la Guerre de la Ligue d'Augsbourg.

[4]Les Cortes Generales = le Parlement ou équivalent des États généraux en Espagne.

mé roi d'Espagne et reçu avec enthousiasme par ses nouveaux sujets qui voyaient en lui le prince de leur choix et non pas un souverain imposé par des étrangers. « À Naples seulement, la prestation du serment de fidélité éprouva quelques retards provoqués par les partisans de la Maison d'Autriche[1].»

Après la première stupéfaction, tout le monde parut d'abord se résigner au fait accompli, excepté le souverain autrichien; mais plusieurs événements nouveaux vinrent compromettre la situation française et servir la cause du *parti autrichien* qui exigeait pour l'Espagne un prince de la Maison de Habsbourg[2].

Pour ce qui fut de l'Angleterre, l'événement déclencheur majeur fut que ce pays[3], qui faisait jusque-là à l'Espagne d'immenses fournitures de ses manufactures et fabriques, se vit supplanter par la France. Les manufactures françaises les dépossédèrent rapidement de ce commerce lucratif[4]. En dépit du fait que les vieilles lois de Charles Quint prohibaient à tous les navires étrangers l'entrée des colonies espagnoles; non seulement Louis XIV fit occuper par ses flottes les stations principales des Indes espagnoles, mais un traité conclu le 17 août 1701 ouvrit au commerce de la France une porte *qui se ferma aux marchands anglais*. Une escadre française vint même occuper le port de Cadix pour bien asseoir la mainmise de la France. Les lobbies financiers de Londres se mobilisèrent aussitôt en faveur de la guerre. L'Angleterre enrichie par le commerce allait devenir le banquier de la guerre; et l'on sait que l'argent en est *le nerf.* Ce fut le mobile essentiel et profond de cette guerre de Succession d'Espagne, les autres causes n'en furent que les prétextes, en tout cas en ce qui[5] concernait l'Angleterre. L'un de ces

---

[1]Giraud, Charles*, Le Traité d'Utrecht, Communication & tradition, 94-Le Plessis-Trévise, 1997.*

[2]Flassan, Monsieur de, *Histoire de la diplomatie française*, tome IV, pages 196 et suivantes.

[3]Qui annexera de facto l'Écosse en 1707, pour devenir la Grande-Bretagne.

[4]Lenclume, Jacques, *Raisons qu'a eues le roi très-chrétien de préférer le testament de Charles II au partage de la succession d'Espagne, les avantages qui lui en reviennent, avec les intérêts des princes de l'Europe dans un ci grand événement,* à Pampelune, 1701.

[5]Les lobbies marchands de Londres étaient organisés en véritable Administration royale qui portait le nom de *Conseil du Commerce et des Plantations étrangères*. Cettre organisation fut créée par la Couronne d'Angleterre en 1696 sous le nom de *Council of Trade and Foreign Plantations*. Elle était composée de Commissionnaires *ex-officio* non salariés qui n'étaient pas tenus d'assister aux réunions régulières et de 8 Commissionnaires payés qui dirigeaient la stratégie commerciale du Gouvernement anglais au profit des lobbies marchands. Le plus ancien (senior) Commissionnaire payé était appelé le *Premier Lord* et présidait l'ensemble du Conseil. Les Commissionnaires ex-officio se composaient d'un aristocrate qui pouvait ainsi influencer la Chambre des Lords. Il pouvait être le lord Chancelier (lord signifie seigneur) ou le Lord Keeper, le lord Président du Conseil, le lord du Sceau Privé, le lord Tréso-

prétextes fut que, «Jacques II étant mort[1] à Saint-Germain, le 16 novembre 1701, Louis XIV reconnut incontinent le prince de Galles [2], son fils [catholique], pour Roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Guillaume III, roi usurpateur protestant, considérant cette reconnaissance comme une injure directe et une rétractation de la reconnaissance qu'il avait obtenue à Ryswick de Louis XIV lui-même, rappela de Paris son ministre, le comte de Manchester. La nation anglaise se montra irritée, et Louis XIV, qui avait cru seulement en imposer à Guillaume[3] III , par une menace, communiqua aux cours étrangères une note explicative de sa conduite[4].» Le Secrétaire d'État français aux Affaires Étrangères, «M. de Torcy, exprima des regrets à l'occasion de cette reconnaissance compromettante[5]. » Vers ce même temps, Louis XIV faisait sonder la cour de Madrid sur la proposition de céder à la France les Pays-Bas espagnols[6], et cette démarche ayant été infructueuse, il fit occuper par les troupes françaises, à l'improviste et le même jour, toutes les places des Pays-Bas dont les Hollandais avaient la garde à titre de *Barrière*[7], en vertu du traité de Ryswick. Les Hollandais évacuèrent les Pays-Bas espagnols; mais cette invasion préventive soudaine fit imputer à Louis

---

rier ou Premier Lord du Trésor, lord Amiral ou Premier Lord de l'Amirauté, Secrétaire d'État et Chancelier de l'Échiquier. À eux se joignirent l'Évêque de Londres en 1702 et le Surveyor et l'Auditeur Général des Plantations en 1721.

[1]Roi anglo-écossais catholique réfugié en France.

[2]Jacques II Stuart, né le 14 octobre 1633 au Palais St. James à Londres, mort le 16 novembre 1701 à Saint-Germain-en-Laye (France), fut roi d'Angleterre sous le nom de Jacques II et simultanément roi d'Écosse sous le nom de Jacques VII de 1685 à 1689. Malgré ce règne très bref, il joua un rôle majeur dans l'histoire anglaise, car il fut renversé lors de la *Glorieuse révolution protestante* de 1688, au cours de laquelle le parti Whig décida d'appeler à l'aide les Hollandais et les réfugiés huguenots français en Hollande, avec Guillaume d'Orange, pour se débarrasser du dernier représentant de la dynastie catholique Stuart.

[3]Il s'agit bien sûr du roi protestant Guillaume d'Orange qui venait de renverser le catholique Jacques Stuart. Ce qui n'empêcha d'ailleurs pas Guillaume de porter le titre traditionnel des rois d'Angleterre : *Défenseur de la foi* (catholique). Henri VIII d'Angleterre (1491 – 1547), qui portait le titre de roi de France, d'Angleterre et d'Irlande, et qui se rattachait aux Capétiens français par son arrière-grand-mère Catherine de France, reçut ce titre du pape Léon X. . Ce pape lui décerna le titre de "Défenseur de la foi" (Defensor Fidei, Defender of the Faith) pour avoir durement invectivé les protestants en général et Martin Luther en particulier. Tous les rois d'Angleterre ont porté ce titre depuis 1521.

[4]Flassan, comte Gaëtan de Raxis de Flassan, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française, depuis la fondation de la monarchie jusqu'à la fin du règne de Louis XVI*, Lenormant, Paris, 1809. tome IV, p.210 et suivantes.

[5]*Mémoires de M. de Torci sur les négociations depuis la Paix de Riswick jusqu'à celle d'Utrecht*, La Haye, 1756. 3 vol.

[6]Flassan, , comte Gaëtan de Raxis de Flassan, Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française, depuis la fondation de la monarchie jusqu'à la fin du règne de Louis XVI, Lenormant, Paris, 1809. p.226. Les Pays-Bas espagnols (ou catholiques) correspondent grosso modo à la Belgique.

[7]*La Barrière* est la ligne de villes-forteresses des Pays-Bas (c'est à dire de Belgique) censée protéger les Provinces-Unies (la Hollande) contre la France.

XIV un nouveau projet d'annexion de ces provinces.

Pour confirmer et accréditer toutes ces arrière-pensées, Louis XIV prononça imprudemment une autre phrase qui effraya le monde. Lorsqu'il posa la couronne d'Espagne sur la tête de son petit-fils; il déclara : *Il n'y a plus de Pyrénées.* Ce fut un autre prétexte pour l'Angleterre, et une autre cause pour les Hollandais et les Autrichiens. Les *États maritimes*[1] reprirent les négociations pour en arriver à une coalition. Le 20 janvier 1701, l'Angleterre, les Provinces-Unies et le Danemark signèrent un pacte d'alliance défensive, motivé par le changement engendré en Europe par la mort du Roi-Catholique[2]. Plus grave encore, par Lettres Patentes du 1er février 1701, Louis XIV déclara formellement *conserver* à son petit-fils *le droit de succéder*, à son degré, à la couronne de France[3]. C'était violer le testament de Charles II lui-même, que de réunir les deux monarchies sous une même tête en menaçant l'équilibre de l'Europe. Le Roi de France émit aussi une remarque révélatrice au connétable de Castille : «Les nations française et espagnole seront tellement unies, que les deux désormais n'en formeront plus qu'une!» Tous ces commentaires inconsidérés mirent le feu aux poudres.

En septembre 1701, un autre traité fut donc conclu entre l'Angleterre, l'Autriche et les Provinces-Unies, 1° afin de procurer à l'Autriche *satisfactionem æquam et rationabilem*[4], à l'occasion de la succession au trône espagnol; 2° au bénéfice des Provinces Unies (Hollande) *ad removendam Galliam a Belgio fœderato*[5] ; 3° au bénéfice de l'Angleterre, *ad commercia favenda*[6]. Un article séparé était relatif à la

---

[1]Les Provinces-Unies (Hollande) et l'Angleterre.

[2]Dumont, tome 8, page 1. Le *Roi Catholique* est le roi d'Espagne, et le *Roi Très-Catholique* le roi de France. L'Histoire ne précise malheureusement pas sur quelle échelle de valeur se mesure leur *catholicité.*

[3]Corps universel diplomatique du droit des gens; contenant un Recueil des traitez d'alliance, de paix... de toutes les conventions... & autres contrats, qui ont été faits en Europe, depuis le règne de l'empereur Charlemagne jusques à présent ; avec les capitulations impériales et royales... & en général de tous les titres... qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier les droits et les intérêts des princes et états de l'Europe... par Mr J. Dumont... , chez P. Brunel, R et G. Wetstein, les Janssons Waesberge, et L'Honoré et Chatelain Amsterdam hez P. Brunel, R. et J. Wetstein, et G. Smith, Henri Waesberge, et Z. Chatelain], , chez P. Husson et Charles Levier, La Haye, 1726-1731. [8 tome]

[4]*Satisfactionem æquam et rationabilem :* une satisfaction juste et raisonnable. [traduction libre de l'auteur]

[5]*Ad removendam Galliam a Belgio fœderato* : dans le but d'expulser la France du territoire de la fédération belge. [trad. libre de l'auteur]

[6]*Ad commercia favenda* : dans le but de favoriser le commerce. [traduction libre de l'auteur] Cet acte peut se voir dans Dumont, chez P. Brunel, R et G. Wetstein, les Janssons Waesberge, et L'Honoré et

reconnaissance du prince de Galles par le Roi de France, qui *«gravem injuriam et indignam universæ nationi (britannicæ) intulit*[1]. » Ainsi fut constituée en 1702 ***la Grande Alliance de La Haye*** entre les Hauts-Alliés, sous l'égide de l'empereur Léopold Ier du Saint-Empire romain germanique, appuyée par les soldats du Brandebourg (la Prusse), de l'Autriche, du Piémont et du Portugal... et subventionnée par les fameuses guinées anglaises. Cette alliance durera jusqu'en 1712. Les accords de cette alliance stipulaient que *l'Angleterre et les Provinces-Unies conserveraient toutes les conquêtes que ces pays pourraient faire dans les colonies espagnoles*, le Saint-Empire se réservant les territoires espagnols situés dans la péninsule italienne. Il semble paradoxal et même irrationnel qu'un candidat au trône d'Espagne –en l'occurrence Charles III de Habsbourg– puisse dire à ses alliés: «Vous me donnez un coup de main pour m'emparer de mon trône, en contrepartie tout territoire faisant partie de mon patrimoine que vous pourrez occuper par la force, je vous en fais don!» Une autre clause de la même entente doit attirer notre attention car elle va devenir la pierre d'achoppement de cette alliance; selon l'Article huitième du Traité de constitution de la Grande Alliance signé en 1701 et 1702, *chaque état membre s'engageait à ne point faire une paix séparée avec les Français*[2].

Selon les clauses de cette Alliance, l'empereur du Saint-Empire, souverain d'Autriche, «fournirait[3] pour le Service de terre quatre-vingt-dix mille hommes, le Roi d'Angleterre, quarante mille, les États-Généraux[4], cent & deux mille, dont quarante deux mille seraient destinés à renforcer leurs garnisons, & soixante mille pour agir en cam-

---

Chatelain, Amsterdam, & chez P. Husson et Charles Levier, La Haye, 1726-1731, tome VIII, part.1, page 10 et suivantes.

[1]*Gravem injuriam et indignam universæ nationi (britannicæ) intulit* : a apporté à la nation (britannique) dans son ensemble une injure grave et indigne. [traduction libre de l'auteur]

[2]Swift Swift, Jonathan, *Histoire du règne de la reine Anne d'Angleterre contenant les Négociations de la paix d'Utrecht, & les démélés qu'elle occasionna en Angleterre,* ouvrage posthume du Docteur Jonathan Swift, Doyen de S.Patrice en Irlande; publié sur un Manuscrit corrigé de la propre main de l'Auteur, & traduit de l'Anglois par M**** [Marc-Antoine Eidous],Chez Marc-Michel Rev., & Arkstée & Merkus, à Amsterdam, 1765.

Livre Deuxième, p.129. On verra comment l'Angleterre réussit à contourner cet article sans le violer en ne signant qu'un *cessez-le-feu* avec la France, jusqu'à ce que ses Alliés, découragés, soient forcés de signer la Paix générale.

[3]Swift, Livre Troisième, p.211 et suivantes. Adresse en Parlement, à la reine, de M. Thomas Hanmer speaker de la Chambre des Communes, le 18 décembre 1711. Ce texte est utilisé ici pour les chiffres qui sont révélés. J'ai conservé les esperluettes (&) dans tous les textes originaux pour remplacer la conjonction de coordination, tout en modernisant l'orthographe afin de les rendre plus lisibles.

[4]Les Provinces Unies communément appelées la Hollande.

pagne contre l'ennemi commun. À l'égard des opérations militaires sur mer, l'on convint qu'elles se feraient de concert avec la Grande Bretagne & les États Généraux, que la quote-part des Vaisseaux que fournirait la première serait de cinq huitièmes, & celle des seconds de trois huitièmes. » Les hostilités commencèrent sur ces chiffres en 1702. Ainsi on pouvait prévoir que « la dépense totale[1] de l'Angleterre, se montait annuellement à 3 706 494£... Les sommes nécessaires pour faire le service sur le pied de l'année dernière, montent à plus de 6 960 000£, sans compter l'intérêt des dettes publiques, & les non-valeurs, qui ont augmenté l'année dernière, de sorte que ces deux articles montent à 1 143 000£ de plus, & les demandes qu'on a faites cette année à vos Communes à plus de 8 000 000£. » De plus, sans vouloir anticiper sur les événements, on se rendra vite compte que si l'on voulait espérer vaincre la France, il fallait faire un effort supplémentaire. L'année suivante donc, en 1703, un nouveau traité entre l'Angleterre et les Provinces-Unies se chargea d'accroître «conjointement l'armée de vingt mille hommes, dans lequel on varia les proportions, de sorte que l'Angleterre s'obligea d'en fournir la moitié[2]. »

Ainsi donc, si les Autrichiens se préparaient à mourir pour le prestige des Habsbourg, les Anglais, eux, sacrifiaient leur or de guinée[3] pour défendre leurs privilèges économiques menacés par la France. Seuls les Hollandais se battaient vraiment pour leur survie face aux Français menaçants. La France, quant à elle, n'avait en guise d'alliés que l'Espagne –elle-même déchirée par une guerre civile, à l'image de l'Europe– ainsi que les princes électeurs de Bavière et de Cologne, sans oublier... le prétendant catholique d'Angleterre, Jacques III, exilé en France. L'appui moral du pape Clément XI, qui voulait contrecarrer les pays protestants tels que l'Angleterre et les Provinces-Unies, était aussi acquis à la France.

L'Autriche se prépara à la lutte par de grands sacrifices. Pour se procurer des troupes, elle reconnut le Roi de Prusse, véritable pour-

---

[1]Swift, Livre Troisième, p.211 et suivantes.
[2]Ibid.
[3]L'or noir du Golfe de Guinée = la Traite des Esclaves en provenance du Golfe de Guinée à partir de laquelle furent créées les livres (£) de Guinée. Cette nouvelle monnaie, *la guinée*, de même valeur que la livre sterling au début, fut d'abord frappée avec de l'or de la Gold Coast. Lorsque sa valeur devint supérieure à celle de la livre ordinaire et que les mines de la Gold Coast s'épuisèrent, on utilisa de l'or de mines américaines. Puis, après la fin de la Traite, on cessa de frapper des pièces mais on utilisa la guinée comme valeur de référence jusqu'à la décimalisation de la livre.

voyeur de *matériel humain*[1] en Europe. Afin d'obtenir plus d'argent de l'Angleterre pour qui la guerre demeurait un investissement qui devait se révéler rentable, l'Empereur du Saint-Empire donna pied dans son empire à la Maison de Hanovre, en faveur de laquelle on créa un neuvième Électorat[2]. Ainsi les futurs rois d'Angleterre allaient être Électeurs de Hanovre et pourraient puiser leur *matériel humain* –pour employer cette horrible expression– dans la population hanovrienne, à tel point que deux siècles plus tard, on pourra dire que *plus de soldats allemands qu'anglais étaient morts pour l'Empire britannique*. Les Électeurs de Prusse, du Palatinat et du Hanovre « ne fournissaient autre chose que des hommes pour la paye & les subsides qu'ils en recevaient[3]. » Ce trafic de vies humaines durera jusqu'à ce que Bismarck unifie l'Allemagne sous un même sceptre[4]. Mais cette unification fortement centralisée par le chancelier Bismarck allait faire gémir l'Europe pendant un siècle d'horreur, le XX[e]. L'Angleterre, avec environ 16 millions d'habitants, fournissait moins de soldats (3000) qu'elle n'en requérait de l'Écosse ou de l'Irlande (5 à 6000 chacune) qui, l'une comme l'autre, ne comptaient pas plus de 2 millions d'habitants.[5]

Les cercles et les princes du Saint-Empire romain germanique accédèrent à l'alliance de septembre 1701 par des actes postérieurs, à partir du 22 mars 1702 seulement[6]. La Prusse avait promis des troupes, en janvier et décembre précédents[7]. Le Portugal ne se joignit à la coalition[8] qu'en 1703. L'Angleterre qui fournissait l'essentiel de l'effort

---

[1]D'autres diront *de chair à canon*. Frédéric I[er] Hohenzollern de Prusse avait adhéré à la Grande Alliance par le traité du 30 décembre 1701. L'empereur du Saint-Empire romain germanique, par le traité secret du 16 décembre 1702, s'engagea à ne pas conclure la paix sans exiger de Louis XIV la reconnaissance comme roi de Prusse de Frédéric I[er]; mais celui-ci devait fournir à ses frais 8 000 hommes à la coalition, sans compter les troupes mercenaires. Albert Waddington, *L'Acquisition de la couronne royale de Prusse par les Hohenzollern,* E. Leroux, Paris, 1888.
[2]Flassan., P.57.
[3]Swift, Livre Quatrième, p.344.
[4]En 1870.
[5]Ce qui donnait un soldat pour 363 habitants dans les deux pays celtiques et un rapport plus de dix fois moindre pour l'Angleterre (1 pour 5300 habitants).
[6]Dumont, chez P. Brunel, R et G. Wetstein, les Janssons Waesberge, et L'Honoré et Chatelain, Amsterdam, & chez P. Husson et Charles Levier, La Haye, 1726-1731, p.114-116-121.
[7]Ibid., p.96
[8]Ibid., p.127. le Traité de Methuen qui fut signé à Lisbonne le 27 décembre 1703 entre l'Angleterre et le Portugal compléta l'entente militaire. Par ce traité commercial voulu par les lobbies marchands de Londres, l'Angleterre put exporter librement son textile vers le Portugal et ses nombreuses colonies. Le Portugal put quant à lui exporter son vin à bas prix vers l'Angleterre. Ce traité fut particulièrement intéressant pour l'Angleterre car il lui ouvrit un marché pour ses produits, mais il rendit le Portugal

financier de la guerre exigea en contrepartie, non seulement la création de la *Maison de Hanovre* en sa faveur, comme nous l'avons dit, mais elle imposa son propre général en chef comme *généralissime* de la Grande Alliance. Le *duc de Marlborough*, chef du parti Whig[1], devint le chef suprême militaire. Heinsius, *Grand Pensionnaire* de Hollande et le prince Eugène de Savoie-Carignan (pour l'Autriche et le Saint-Empire) en étaient officieusement les seconds violons. Toutefois, pour sauvegarder l'honneur de chaque nation alliée, tous ces généraux du *triumvirat* étaient officiellement égaux.

Après avoir allumé l'incendie, Guillaume III d'Angleterre[2] s'éteignit d'une chute de cheval aggravée de pneumonie le 8 mars 1702. Anne Stuart fut sacrée reine d'Angleterre le 23 avril. Elle fut la dernière de cette dynastie si l'on fait abstraction des Stuart catholiques détrônés et exilés en France. Le Manifeste des Provinces-Unies et la Déclaration de guerre des coalisés furent simultanément publiés au mois de mai 1702; outre l'ouverture des hostilités, ils annonçaient : «Léopold, empereur des Romains[3], toujours auguste, etc., savoir faisons [faisons savoir] que, par la mort de très-haut et très-puissant prince Charles II, roi des Espagnes et des Indes, notre frère et neveu, tous les États et royaumes de sa domination nous étant dévolus par droit héréditaire, nous avons sérieusement réfléchi à la difficulté qu'il y avait pour un seul et même prince de gouverner des royaumes si éloignés en même temps que nos États héréditaires, principalement en ce temps et comme l'exigent le bien de nos peuples et le salut commun de l'Europe... Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité, du consentement exprès de notre fils premier né, Joseph, roi des Romains, nous avons cédé et assigné, nous cédons et assignons, par les présentes, en la meilleure forme du droit, à notre second fils le sérénissime Archiduc Charles et à sa postérité à naître de mariage légitime, à l'exclusion des légitimés, la totalité de la monarchie espagnole... telle que l'a possédée le défunt Roi Charles II, et que nous aurions pu ou dû la posséder nous-même; sauf et réservé sur ce royaume le droit et ordre de succession établi pour notre maison... et

---

économiquement dépendant. Le nom du traité vient de l'homme politique anglais John Methuen, l'ambassadeur au Portugal qui négocia ce traité.

[1]Aussi appelé *le Parti de l'Église d'Angleterre.*

[2]Guillaume d'Orange.

[3]Du Saint-Empire romain germanique, bien sûr.

les droits de l'Empire[1]. » L'Europe était donc en guerre; elle allait durer 13 ans, un nombre maléfique.

Belligérants : les partisans des Bourbons de France

♠Le roi de *France* considérait qu'il avait autant de droits à la succession de l'Espagne, étant fils et époux d'infante espagnole[2]. Un Bourbon sur le trône d'Espagne éviterait au moins à la France le risque d'un encerclement complet, comme sous l'empereur Charles Quint. Mais les aléas d'une guerre pouvaient présenter un grand danger pour la France dans le cas où la coalition serait trop puissante: la France courrait le risque de perdre toutes les acquisitions territoriale de Louis XIV au détriment du Saint-Empire romain germanique et de l'Espagne : l'Artois, la Flandre française, l'Alsace et le territoire de Strasbourg, la Franche-Comté, le territoire de Briançon, le Comtat Venaissin et le Roussillon[3]... Une défaite entraînerait inéluctablement l'amputation d'une bonne partie du territoire français.

♠L'*Espagne*, divisée par la guerre civile, affaiblie et appauvrie, cherchait essentiellement à sauvegarder son empire colonial, mais renonçait à jouer un rôle important en Europe. Les Catalans étaient les seuls "*Espagnols*" à avoir délibérément et avec ensemble choisi le camp du roi Charles III de Habsbourg, candidat du Saint-Empire romain germanique, qui, pour les appâter leur avait offert l'autonomie interne. D'ailleurs, pour les garder dans leur camp, les Anglais leur avaient maintes fois promis qu'ils ne les laisseraient jamais tomber et qu'ils auraient au sein de l'Espagne du roi Charles III un rôle prédominant. Comme nous le verrons, la promesse n'était qu'un leurre.

---

[1]Le texte complet peut être lu dans Dumont, page 133 et suivantes.

[2]Sa mère était Anne d'Autriche de son vrai nom Ana Maria Mauricia, infante d'Espagne, infante de Portugal, archiduchesse d'Autriche, princesse de Bourgogne et princesse des Pays-Bas. Son épouse fut l'infante Marie-Thérèse d'Autriche fille de Philippe IV roi d'Espagne.

[3]L'Artois avait été acquis en 1659, la Flandre française en1662 et 1668), l'Alsace en 1675 et le territoire de Strasbourg en 1681), la Franche-Comté en 1678, le territoire de Briançon en 1713, le Comtat Venaissin en 1791 et le Roussillon en1659.

♠La *Bavière*, qui faisait partie intégrante du Saint-Empire romain germanique, avait fait cause commune avec les Français. On peut se demander pourquoi, même en faisant abstraction du fait que la mère du duc d'Anjou, futur roi d'Espagne pour qui l'Europe se battait à mort, était *Marie-Anne-Christine de Bavière*. Maximilien II Emmanuel Wittelsbach était devenu Électeur de Bavière en 1679. Sa femme, morte le 12 décembre 1692, avait transmis à son fils, Joseph-Ferdinand, des droits à la couronne d'Espagne, droits qui prévalurent un moment dans l'esprit de Charles II[1], mais cet enfant[2] mourut le 6 février 1699, quelques mois seulement avant que le trône d'Espagne ne soit rendu vacant par la mort de Charles II. C'est pourquoi, avant de mourir, le roi d'Espagne, qui semblait absolument tenir à priver les Habsbourgs (sa propre famille qui le déconsidérait) de la couronne d'Espagne, choisit le duc d'Anjou comme héritier. Toutefois, en soutenant la candidature de son fils Joseph-Ferdinand à la succession du Roi Catholique[3], Maximilien II Emmanuel Wittelsbach, Électeur de Bavière s'était éloigné de l'Empereur du Saint-Empire et rapproché de la France. Il resta fidèle à Philippe V d'Espagne[4], et, lorsque éclata la guerre, il prit part aux côtés des généraux français aux Campagnes des Pays-Bas espagnols, tandis que ses États dits *héréditaires* étaient envahis et ravagés par les troupes impériales allemandes et anglaises. Il ne les recouvra qu'au traité de Rastatt[5], à la fin de cette guerre de Succession d'Espagne. Heureusement, Maximilien II de Bavière avait pris ses précautions quand il avait opté pour la France contre le Saint-Empire romain germanique dont la Bavière était l'une des composantes[6]. Il exigea que le roi de France lui promette les Pays-Bas espagnols[7], en compensation pour la perte pressentie de son Électorat de Bavière. Le Roi d'Espagne s'engagea donc *par une lettre*, écrite de sa main à l'Électeur de Bavière, à lui accorder tout ce que le roi de France son grand-père lui avait promis en son nom. Il semble évident que Wittelsbach exigeait de sérieuses garanties; non sans raisons, car il perdit effectivement la Bavière mais la récupéra à

---

[1]Testament du 28 novembre 1698
[2]Joseph-Ferdinand.
[3]Surnom du roi d'Espagne.
[4]Candidat des Français.
[5]Le traité de Rastatt peut être considéré comme une composante du Traité d'Utrecht.
[6]L'Autriche aussi était catholique. Depuis la fin de la Guerre de Trente Ans, chaque état du Saint-Empire romain germanique pratiquait la religion de son souverain.
[7]La Belgique actuelle.

l'issue de la guerre, tandis que les Pays-Bas, jusque-là espagnols, devenaient autrichiens.

Belligérants : les partisans des Habsbourg d'Autriche.

♠Les Habsbourg d'Autriche, branche cadette de la Maison d'Espagne, estimaient que cet héritage devait tout naturellement revenir à leur candidat Charles III, prince autrichien. Les Habsbourg contrôlaient effectivement une bonne partie du *Saint-Empire romain germanique* qui fournissait l'essentiel des soldats contre la France. Le souverain d'Autriche coiffait aussi la couronne de Hongrie.

♠L'*Angleterre*. Le roi d'Angleterre, Guillaume III d'Orange-Nassau[1], subventionnait la coalition anti-française. Ce roi protestant, qui allait mourir dès le début de cette guerre, avait jadis usurpé le trône d'Angleterre en détrônant le roi catholique. Guillaume III était animé par une grande animosité contre le catholicisme en général et les Français en particulier, qui avaient tendance à considérer sa patrie, les Provinces-Unies dont il était aussi le stadthouder (le président), comme des territoires à annexer. L'un des articles du traité de coalition accordait le trône d'Espagne à l'empereur du Saint-Empire et à sa postérité, *à l'exclusion de la Maison de France*[2]. L'Angleterre, vieille alliée de la Maison d'Autriche pour contrecarrer l'influence de la France, avait *économiquement* pris pied par elle en Espagne et dans toutes les colonies espagnoles. Les lobbies marchands qui dirigeaient la politique anglaise préféraient donc le *statu quo*. La France possédait une marine imposante; or, unie à l'Espagne, elle avait la possibilité de fermer la Méditerranée à l'Angleterre et de mettre en danger le commerce de cette dernière. Et puis, l'occupation des Pays-Bas espagnols par la France coupait aux Anglais le chemin fluvial de l'Europe centrale par les Bouches-du-Rhin. De ce fait, l'intérêt continental de l'Angleterre semblait, depuis plus d'un siècle, concentré dans les Provinces-Unies et les Pays-Bas espagnols[3]. Pour des raisons religieuses, Élisabeth d'Angleterre avait soutenu les Hollandais dans leur insurrection contre

---

[1]La Maison d'Orange(-Nassau), était de façon lointaine, originaire d'Orange, ville de France. Ce roi d'Angleterre était en même temps stadthouder de Hollande et des Provinces-Unies.
[2]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[3]Qui devinrent Pays-Bas autrichiens à la fin de la présente guerre.

Philippe II d'Espagne; Cromwell avait fait le projet d'annexer les côtes de ces contrées, et Guillaume de Nassau y avait affermi l'influence anglaise.

♠Les *Provinces-Unies*[1]. Comme mentionné plus haut, Guillaume III d'Orange-Nassau[2], roi d'Angleterre, était aussi stadthouder des Pays-Bas et il le resta jusqu'à sa mort. Pour la Hollande, la *Barrière* des Pays-Bas espagnols était un *boulevard*[3] contre la France toujours menaçante. La France convoitait depuis longtemps les Pays-Bas espagnols, qui lui semblaient être un complément naturel de son territoire, à l'Ouest du Rhin, en un siècle où chaque État recherchait des frontières naturelles : les Pyrénées au sud, les Alpes à l'Est et le Rhin au Nord-Est et au Nord, sans compter la Méditerranée, l'Atlantique, la Mer d'Iroise, la Manche et la Mer du Nord... Ainsi, la question des Pays-Bas espagnols était celle qui offrait le plus de difficultés dans ce secteur, parce que les intérêt directs et divergents de trois puissances s'y trouvaient impliqués...» Selon Jonathan Swift[4], la fameuse «*Barrière* consistait normalement en Furnes, le Fort de la Kenoque, Menin, Ipres, Lisle, Tournay, Condé, Valenciennes, Maubeuge, Douay, Béthune, Aire-sur-la-Lys, Saint-Venant et Bouchain.» Mais les Hollandais désiraient lui adjoindre d'autres forteresses qui auraient sécurisé leur territoire, perpétuellement sous la menace des Français.

♠Le Brandebourg, c'est à dire *la Prusse*. L'Électeur de Brandebourg, Frédéric I[er], qui avait forgé une armée redoutable, accepta de louer des soldats pour participer à la guerre contre les Français. En contrepartie, son *Électorat de Brandebourg* fut transformé en *Royaume de Prusse.* L'Autriche ne manqua pas de regretter cette promotion de la Prusse,

---

[1]Appelées plus communément "la Hollande" comme le nom "la France" englobe aussi toutes les autres provinces.

[2]Qui ne mourut qu'en mars 1702 des suites d'une chute de cheval. Le comté d'Orange, devenu principauté d'Orange en 1181, était un fief du Saint-Empire romain germanique, car il faisait partie du Royaume de Bourgogne. La principauté d'Orange était une principauté souveraine, presque entièrement enclavée dans le comté de Provence et ayant sa capitale dans la ville d'Orange, dans l'actuel département français du Vaucluse. Le comté puis la principauté bénéficièrent donc de la souveraineté propre aux terres d'Empire. Le comté est passé en 1173 à la maison des Baux, puis la principauté est elle-même passée en 1388 à la Maison de Châlon, et en 1544 à la maison de Nassau. Le fondateur de la Maison d'Orange-Nassau, Guillaume I[er] d'Orange-Nassau (1544-1584), dit Guillaume le Taciturne, fut le premier stadthouder des Provinces-Unies (Hollande). Le titre de prince d'Orange est actuellement porté par le prince Guillaume-Alexandre des Pays-Bas de la maison d'Orange-Nassau.

[3]C'est à dire une ligne fortifiée.

[4]Swift, Livre Quatrième, p.287.

quelques années plus tard, au moment de la succession d'Autriche, et plus tard encore aux XIXe et XXe siècles.

♠Le Piémont était une province de *la Savoie*, dont le prince Eugène commandait les troupes, en même temps que celles du Saint-Empire romain germanique. La capitale de ce pays était Turin depuis 1563, après avoir été Chambéry jusqu'à cette date[1]. Le Prince Eugène, un Parisien, avait d'abord offert ses services aux Français qui lui avaient refusé un poste de commandement. Humilié, il avait alors rejoint *La Grande Alliance* contre la France. Le duc de Savoie ayant abandonné la cause de Louis XIV, l'armée française s'empara de la Savoie et occupa le Chablais en 1703. À la suite de cette guerre de Succession d'Espagne, la Sardaigne sera accordée au duc de Savoie-Piémont qui deviendra ainsi *roi de Piémont-Sardaigne*. Mais n'anticipons pas.

♠Le *Portugal*. D'abord favorable aux Français, le roi de Portugal, Pierre II, rejoignit la Grande Alliance le 6 mai 1703 sous l'influence de l'Angleterre qui lui offrit sept villes à récupérer sur l'Espagne. On peut se demander si Charles III de Habsbourg, le candidat autrichien, aurait ainsi accepté de donner ces sept villes prises sur son propre patrimoine espagnol, dans le cas où les Alliés auraient gagné la guerre. Mais, en tout état de cause, Pierre II ne fut pas déçu puisqu'il ne survécut pas à cette guerre. Il mourut à Lisbonne d'une attaque d'apoplexie, en 1706. Quant aux sept villes promises, elles ne furent jamais prises.

♠*La Catalogne* voulait tabler sur cette guerre pour acquérir une certaine autonomie au sein du royaume d'Espagne. Elle fut, elle aussi, totalement oubliée par ses alliés.

♠La république de *Venise* qui sortait de sa guerre de Morée contre l'Empire ottoman, observa quant à elle, une prudente neutralité.

---

[1]Détail historique n'ayant rien à voir avec notre sujet : le Saint-Suaire qui se trouvait exposé à Chambéry jusqu'à l'année 1563, fut transféré dans la nouvelle capitale Turin à partir de cette date.

Les opérations militaires

Dès le lever de rideau sur cette tragédie, à l'ouverture de la guerre (en 1702), l'un des acteurs essentiels quitta la scène pour être remplacé par un autre. Le roi d'Angleterre Guillaume III d'Orange mourut d'une chute de cheval. *Le roi est mort; vive la reine!* Il fut immédiatement remplacé par la reine Anne Stuart. La reine Anne d'Angleterre était née à Londres le 6 février 1665; elle n'avait donc que 37 ans. Elle était la deuxième fille du roi catholique écossais Jacques II d'Angleterre[1], couronné en même temps roi d'Écosse sous le nom de Jacques VII. On aurait donc pu s'attendre à un changement de politique de l'Angleterre, *banquière de la guerre* contre la France, et *principale bénéficiaire*. Mais il n'en fut rien, car, en dépit de la religion catholique de ses parents, Anne avait été secrètement élevée dans la doctrine anglicane par son entourage[2]. De ce fait, l'Histoire d'Angleterre nomme cette guerre de Succession d'Espagne *la Guerre de la Reine Anne*, ou *Queen Ann's War*. La religion ne fut pas, non plus, un facteur déterminant dans la formation de la Grande Alliance européenne qui se coalisa contre la France : en effet, si l'Angleterre était de sensibilité protestante comme la plupart des États du Saint-Empire[3], l'Autriche, le Portugal, la Savoie, se voulaient catholiques. Face à eux, la France, et accessoirement la Bavière et l'Espagne restaient eux-aussi fondamentalement catholiques. Les causes profondes en furent donc essentiellement économiques, car on pouvait craindre qu'un pays trop puissant, politiquement et militairement, puisse imposer sa suprématie commerciale aux autres. L'Angleterre qui perdait, au profit de la France, ses privilèges économiques sur les territoires espagnols –avantages que lui octroyaient traditionnellement les Habsbourg– fut, comme nous l'avons dit, *l'âme* et

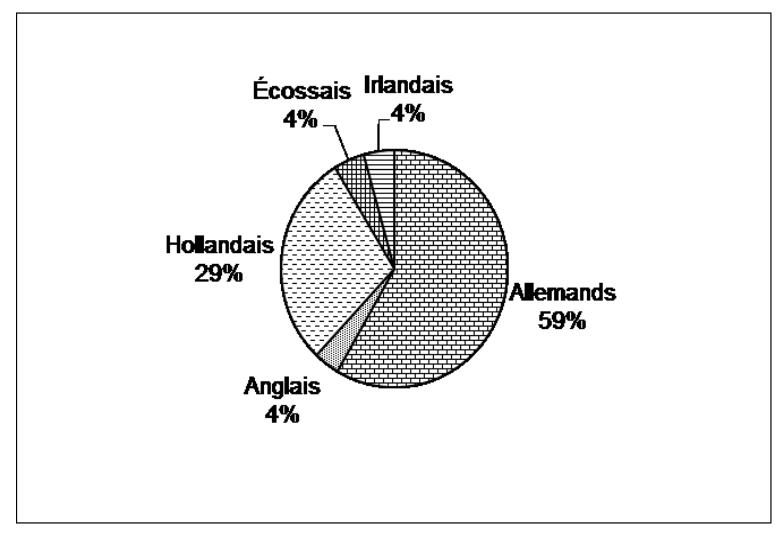
---

[1]Jacques II d'Angleterre mourut en exil le 16 septembre 1701 à Saint-Germain-en-Laye, Yvelines, France. Il deuxième fils du roi Charles Ier et d'Henriette de France (fille d'Henri IV).

[2]En 1701, le parlement anglais vota l'*Acte d'Établissement* qui interdisait l'avènement d'un roi catholique en Angleterre. Cet interdit discriminatoire est encore en vigueur en Angleterre en 2009; c'est pourquoi au XXIe siècle, le premier ministre Tony Blair dut attendre d'avoir terminé sa carrière publique pour se déclarer catholique. Curieusement, les 17 enfants que la reine Anne mit au monde moururent en bas âge, de sorte que, à la mort d'Anne, en 1714, la couronne d'Angleterre passa à l'Électeur protestant de Hanovre, Georges, lié aux Stuarts par une fille de Jacques Ier. Georges devint roi d'Angleterre en 1714 sous le nom de Georges Ier. Il serait intéressant de savoir si ces décès en bas âge n'étaient pas provoqués par ceux qui héritèrent du trône.

[3]L'une des conséquences de la Guerre de Trente Ans avait été que chaque état du Saint-Empire devait endosser la religion de son monarque.

surtout *la banquière* de la Grande Alliance. C'est l'un des éléments essentiels qui conditionneront la fin de la guerre.



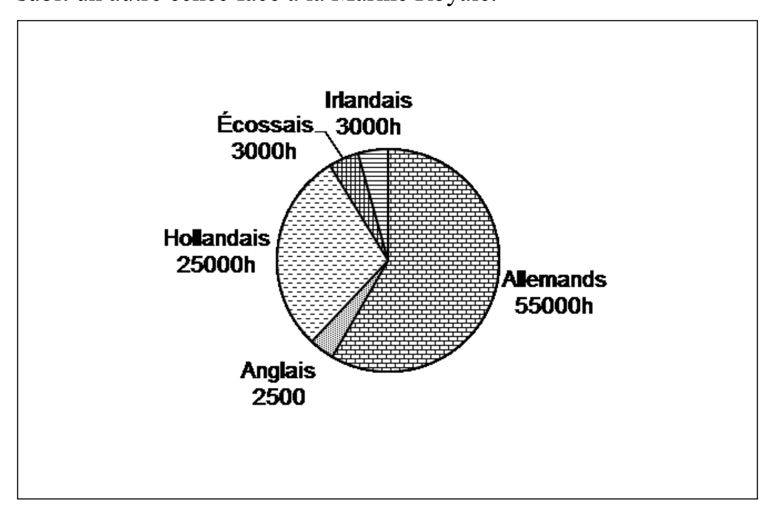
Répartition des effectifs fournis par les Nations alliées
à la bataille de Blenheim.

(*Allemands* = troupes et mercenaires de naissance allemande. *Hollandais* = troupes néerlandaises. *Écossais.* = troupes écossaises. *Irlandais* = troupes de naissance irlandaises. *Anglais* = troupes de naissance anglaises et galloises.)

Les opérations militaires d'ouverture, en **1702**, date à laquelle la Grande Alliance déclara la guerre à la France, donnèrent le dessus aux Français qui se battaient pratiquement seuls contre toute l'Europe. Les armées des Alliés étaient distinguées par les noms de Confédérés[1] et Impériaux. À la mi juin 1702, à *Cranenbourg* les Anglo-Hollandais furent battus par les Français dans un combat d'avant garde. En août-septembre, la Royal Navy essuya un cuisant échec devant *Cadix*. Le

[1]L'**Armée Confédérée**, commandée par le duc de Marlborough pour la partie anglaise et par le prince d'Orange ou par Ouwerkerke pour la partie néerlandaise... était composées par les forces hollandaises, et les forces anglaises auxquelles avaient été adjoints de nombreux bataillons mercenaires allemands. Les **Impériaux** étaient les forces du Saint-Empire romain germanique (autrement dit des pays de langue allemande) commandées par le prince Eugène de Savoie.

même mois[1], à *Hochtel* (Pays-Bas), certes les Anglo-Hollandais repoussèrent les Français, mais la mésentente entre le duc de Marlborough et le général hollandais sauva la journée pour les Français. Le 3 septembre 1702, à *Santa Martha* dans les Antilles, une escadre de la Royal Navy subit un autre échec face à la Marine Royale.



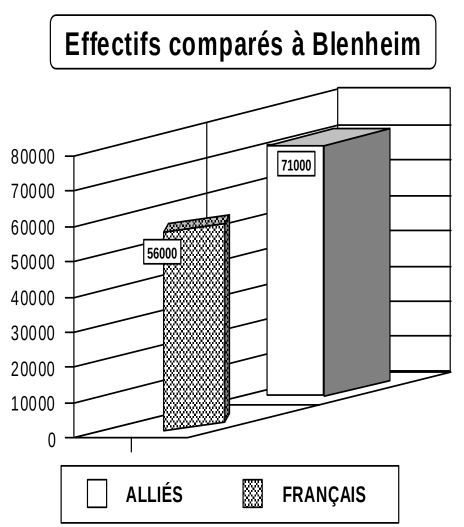
Origine nationale des troupes alliées lors de la Bataille d'Oudenarde

En septembre-octobre, les Anglo-Alliés perdirent la forteresse de *Stevenswaert*. Plus encore, ce même mois d'octobre, les Anglo-Impériaux subirent une défaite à *Friedlingen* et se firent prendre 35 drapeaux. À *Vigo*, le 22 octobre 1702 une flotte espagnole chargée de métal précieux (Plata Flota), sous escorte française, fut capturée en dépit d'un furieux combat. Ce succès permit à l'amiral Rooke de redorer son blason après ses échecs de *Cadix* contre les Français[2]. Mais Vigo réveilla de puissantes frustrations de la part des Hollandais qui avaient combattu comme des lions mais qui n'obtenaient que la portion congrue en *pièces de 8*. Les Alliés tremblèrent en novembre 1702, lorsque le duc de Marlborough, qui voulait passer l'hiver en Angleterre, faillit se faire

[1]Août 1702.
[2]Blason qui fut de nouveau terni à la bataille navale de *Velez Malaga,* le 24 août 1704.

capturer par les Français à *Guèldre* sur la Meuse. Il dut mentir comme un fugitif pour se tirer d'affaires. Son escorte de cavalerie anglaise resta prudemment dissimulée toute la nuit.

L'année **1703** fut aussi faste pour les Français qui prirent plus de forteresses[1] qu'ils n'en perdirent[2], et gagnèrent la bataille de *Spire*, laquelle entraîna la chute de *Landau*. À Ingolstadt, Marlborough voulut «que la Bavière subisse une nouvelle dévastation plus étendue encore que les précédentes » afin de punir les Bavarois de ce que leur Électeur ait pris le parti des Français. Comme si dans son choix, l'Électeur s'était soucié de l'opinion de ses sujets! Mais le Margrave[3], plus humain, s'y opposa. Finalement, après avoir été accusé par Marlborough de sympathies pro-bavaroises, le Margrave, qui voulait se laver de tout soupçon, se soumit : 60 escadrons de Cavalerie anglo-alliée se chargèrent de cette horrible tâche. Toutes les villes et tous les villages furent détruits et les populations civiles massacrées, violées ou obligées de fuir dans les forêts inaccessibles. Ces cruelles destructions des populations innocentes visaient à punir et à ruiner l'Électeur Wittelsbach; conformément à l'adage connu, qui veut que quand les Grands se battent, ce sont les Petits qui souffrent.



[1]En particulier Kehl, Tongres, Vieux-Brisach, Landau...
[2]Huy et Bonn.
[3]Margrave > de l'allemand *markgraf* qui signifie **comte de la frontière**, ou marches, dans le Saint-Empire romain germanique. Le prince Louis Guillaume de Bade fut margrave de 1655 à 1707. Il combattit à Vienne [1683], à Nissa [1689], Salankamen [1691], Belgrade [1688] et Friedlingen [1702] où il fut battu par Villars. En tout il effectua 25 sièges et livra 13 batailles.

L’année **1704** commença par un raid d’hiver, en raquettes. Les Canadiens lancèrent un coup de main contre Deerfield, ville de Nouvelle-Angleterre, en février, pour répondre aux raids iroquois commandités par les traiteurs de fourrure de Nouvelle-Angleterre. Port-Royal-d’Acadie fut prise par les Anglo-américains, le 20 juin. En août, à Blenheim[1], les 56 000 soldats de *l'armée franco-bavaroise des Deux-Couronnes* furent battus par les 71 000 Alliés (Allemands, Anglais, Prussiens, Danois, Autrichiens, Hollandais...) commandés par le prince Eugène de Savoie-Carignan, par John Churchill, 1er duc de Marlborough, et par Louis de Bade. C’est la première véritable estocade du duc de Marlborough à Louis XIV. Fait plus important encore, l’Angleterre profita de la guerre civile espagnole pour s’emparer pour son propre compte de Gibraltar, point stratégique; officiellement au nom du roi d’Espagne Charles III qui ne régna jamais. Le 24 août 1704, à *Velez-Malaga*, l’escadre de l’amiral anglais Rooke abandonna le champ de bataille aux Français après 9 heures de combat naval. Il sera discrètement disgracié par la reine Anne d’Angleterre. Au Portugal, les Français s’emparèrent des forteresses de Castel-de-Vide et de Portalegre, tenues par des garnisons anglo-alliées.

L’année **1705** fut assez équilibrée dans ses résultats stratégiques. Mais **1706** laissa entrevoir une plus grande lassitude, plus sensible chez le peuple français qui luttait contre toute l’Europe. Par contre, les généraux –le Prince Eugène et le duc de Marlborough–, entièrement concentrés sur le jeu tactique et stratégique, étaient prêts à se battre jusqu’au bout pour se parer du manteau sanglant de la gloire. Le fameux corsaire canadien *Le Moyne d’Iberville* qui venait de reprendre la baie d’Hudson aux Anglais durant la guerre de la Ligue d’Augsbourg[2], se porta dans les Antilles où il remporta plusieurs victoires. Ce furent presque les seuls succès des armées de France cette année-là. En Espagne, le duc anglais de Berwick, à qui on avait confié le commandement d’une armée française à cause de sa religion catholique (!) fut battu à *Brozas* et échoua à prendre la forteresse de *Barcelone*. À la fameuse bataille de *Ramillies*, le 23 mai 1706, les armées alliées de Marlborough, d’Ouwerkerke (Hollandais) et du duc de Wurtemberg (les Da-

---

[1]Aussi appelée Bataille d’Höchstadt

[2]On verra plus loin comment, là encore, les fins diplomates français allaient perdre dans leurs antichambres ce que les soldats français avaient conquis avec leur sang.

nois) battirent les Franco-Bavarois[1]. Dans les Flandres, les garnisons franco-espagnoles d'*Ostende* et de *Menin*[2], capitulèrent sous les assaut de l'armée alliée (85 000 hommes dont une Armée de Couverture de 50 000 hommes). À *Tournai*, par contre les Français capturèrent le brigadier-général anglais Cadogan[3] au cours d'un fourrage[4] général.

Au printemps de **1707**, les Alliés montrèrent leur volonté de poursuivre leur avantage. Une triple invasion fut projetée par les Confédérés anglo-hollandais pour diviser les forces françaises qui étaient pourtant déjà en infériorité numérique : une double invasion par le Nord –Marlborough envahirait la Picardie et le duc de Hanovre la Lorraine– et la troisième par le Sud. La prise d'un bon port (Toulon) servirait de tête de pont méridionale et drainerait, croyait-on, l'Espagne de ses troupes françaises qui accourraient au secours de Toulon. De plus, l'Empereur du Saint-Empire, maître d'une partie de l'Italie, voulait ajouter la Provence à son patrimoine et offrir généreusement le Dauphiné au duc de Savoie. Ainsi, Louis XIV se rendit vite compte que, à peine montrait-il quelque faiblesse, les autres monarques alléchés se préparaient à se partager allègrement le territoire français. Victor-Amédée de Savoie et le prince Eugène conçurent l'audacieux projet d'entrer dans le comté de Nice, de franchir le Var et de soulever le Languedoc où les Camisards[5] préparaient une nouvelle insurrection. La

---

[1]Au total 75 000 soldats alliés dont un peu moins de 2000 Anglais, 4000 Écossais et 3000 Irlandais. Le reste des troupes alliées était composé de Hollandais, Prussiens et Danois, avec 120 canons. L'armée franco-bavaroise dite des Deux Couronnes et les Espagnols totalisaient 58.000 hommes, avec une artillerie de 68 canons.

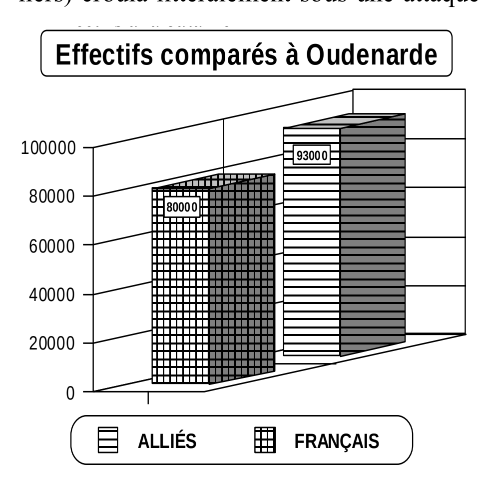
[2]Environ 4000 hommes.

[3]William 1[er]Comte Cadogan (1675-1726) était un seigneur anglo-protestant d'Irlande, de lointaine origine galloise.

[4] Le fourrage était un opération-commando, un raid, qui consistait à aller ramasser le fourrage en territoire ennemi, soit pour priver de fourrage les chevaux de l'ennemi et les affamer, soit pour se fournir soi-même en fourrage. Le fourrage pouvait être incendié. Les meilleurs fourrageurs étaient récompensés par *une fourragère* symbolisant les ficelles qui servaient à lier les gerbes de fourrage. Par métonymie, le fourrage en est venu à désigner toute opération commando.

[5]Camisards: Calvinistes cévenols qui luttèrent contre l'administration et les armées de Louis XIV après la révocation de l'Édit de Nantes [1685]. La révolte des Camisards commença en 1702, encouragée par les agents du roi d'Angleterre Guillaume d'Orange puis par la reine Anne. Ils étaient ainsi nommés parce qu'ils portaient une chemise (en patois *camiso*) par-dessus leurs habits. Leur chef principal fut Jean Cavalier, secondé par Rolland, Ravenel, Maurel dit Catinat, etc... Le comte de Broglie, puis le maréchal de Montrevel échouèrent contre eux. Villars, aidé de l'intendant de Lamoignon de Basville, réussit à les soumettre. Moins active dès 1704, la lutte, quoique encore encouragée par les Anglais, dura jusqu'en 1713. Louvois suggéra alors à Louis XIV d'infliger des persécutions aux Camisards. Elles furent appelées *dragonnades*: des soldats montés à cheval, appelés Dragons, étaient logés ***en garnisaires*** chez les protestants [comme chez les catholiques qui tardaient à payer leurs impôts, d'ailleurs]. Ils se comportaient avec une telle violence que de nombreux Camisards se convertissaient,

France ainsi prise à revers par cette diversion, l'attaque du Nord réussirait plus facilement et les Anglais d'Espagne, débarrassés des troupes françaises d'appui qui seraient venues en Languedoc pour guerroyer, auraient ainsi une chance de conquérir l'ensemble de la péninsule ibérique. Mais tout ne se passa pas aussi précisément que le prévoyaient les stratèges alliés. En Espagne, à la mi-avril, la minuscule garnison française (200 hommes) de la forteresse de *Villeña*, infligea un échec cinglant aux 33 000 Anglo-confédérés. Plus encore, au cours de la bataille d'*Almansa*, le 25 avril, l'armée franco-espagnole de 21 000 hommes[1] battit l'armée anglo-alliée de 33 000 hommes appuyée par 30 canons. Par contre le 2 mai, la garnison de *Requeña* (1390 hommes[2] et 50 cavaliers) croula littéralement sous une attaque de 7 500 soldats allemands, anglais et miquelets[3] espagnols, renforcés de 20 pièces d'artillerie. En Acadie, les Acadiens et les Canadiens, toujours à la pointe de l'audace en dépit du manque de moyens, reprirent Port-Royal aux Anglais. À la mi-mai, arriva une autre bonne nouvelle pour les Français; une division navale française de la Marine Royale avait attaqué un convoi anglais à *Beachy Head*, le 13 mai. L'escorte de la Royal Navy avait pris le large, les Français s'étaient emparés de 22 précieux vaisseaux. Et comme si l'esprit combatif faiblissait dans la Royal Navy, elle allait subir un autre désastre au large du *Cap Lizard*, le 21 octobre de la même année, les Français s'emparèrent cette fois d'un convoi plus précieux encore : 15 transports de troupes, en plus des navires de guerre de la Royal Navy. De ce fait, le Corps Expéditionnaire anglais du Portugal ne



---

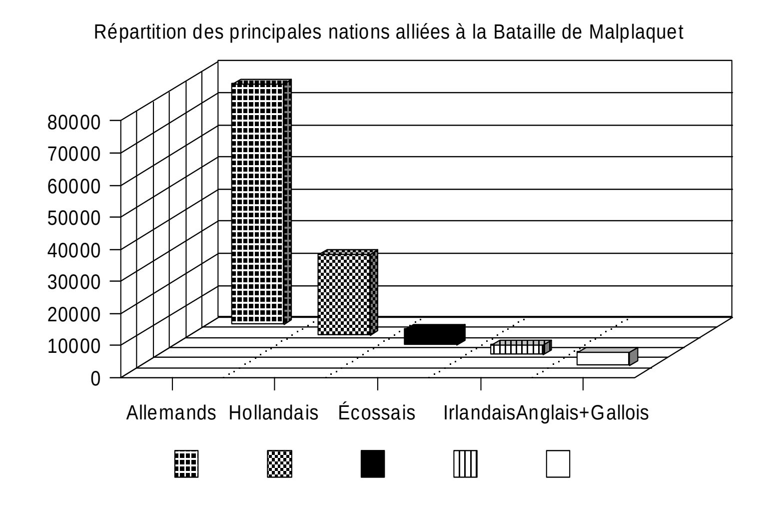
d'autres émigraient. Lamoignon de Basville, intendant dans les Cévennes, se montra particulièrement odieux envers les Camisards qui le considèrent encore comme leur bourreau.

[1] 9.000 cavaliers français à l'appui de 12.000 fantassins espagnols.

[2] Dont 50 soldats français.

[3] Soldats catalans d'infanterie légère, plus ou moins irréguliers.

reçut aucun renfort et dut rester sur la défensive dans la péninsule ibérique. Ce fut ce que les Anglais appellent encore le *Désastre du Convoi du Portugal*. Les Français s'emparèrent de la forteresse de *Xàtiva* et de sa région, puis de la forteresse d'*Alcira*. En août-septembre, commença enfin l'invasion, prévue au début de l'année, du Midi de la France, destinée, comme nous l'avons dit plus haut, non seulement à drainer les troupes françaises d'Espagne mais aussi à dépecer la France de ses provinces excentriques. L'énorme flotte anglo-batave concentrait 70 vaisseaux, dont 50 de ligne. Le redoutable Corps de Débarquement était hérissé de 120 canons et soutenu bien sûr par les milliers de pièces de l'artillerie navale. Les vaisseaux, étaient surchargés d'un impressionnant matériel de siège pour s'emparer de *Toulon*, puissant port de guerre. Au total 40 000 soldats confédérés anglo-hollandais devaient faire face aux 20 000 soldats français. Le siège de Toulon commença immédiatement mais fut un échec complet pour les Alliés. Stratégiquement parlant, selon sir Winston Churchill[1], la rançon de cet immense effort naval anglais contre Toulon fut l'affaiblissement de la présence anglaise dans les autres océans pour protéger le commerce anglais.



[1]Churchill, in *Marlborough, his Life and Times*, voir la bibliographie in fine.

Jamais autant qu'en 1707, la flotte de guerre anglaise ne fut plus occupée à des opérations militaires et ne négligea autant *la surveillance des voies maritimes anglaises.* Cette année-là, 1100 navires marchands de Londres furent pris par les Français ou envoyés par le fond. Au cours de cette même année, les croiseurs français attaquèrent 3 grands convois de commerce anglais, capturant, coulant ou mettant en fuite les navires de guerre de l'escorte. En Espagne, le long siège de *Lérida* se termina aussi au profit des Français, de même que celui de *Tortosa*, à la fin de l'année 1707. Les Anglo-alliés étaient passablement démoralisés de toutes leurs défaites[1].

L'année **1708** commença dans l'anxiété pour les Alliés qui redoutaient de ne jamais pouvoir arriver à bout des Français; ils n'avaient pas tort, mais pour une raison autre que militaire, comme nous le verrons plus loin. Ils envisagèrent d'accroître les effectifs. Malgré tous leurs efforts, la forteresse de *Leffinghe* tomba le 24 juin entre les mains des Français avec sa garnison[2] ainsi que 1 500 000 £ sterling d'argent[3] et 1 200 tonnelets de poudre à canon; ces deux ingrédients étant bien entendu destinés à nourrir la guerre. La garnison de *Bruges*[4] capitula le 6 juin devant les Français sur simple sommation, fort intimidante il faut le reconnaître : le général français de La Mothe menaça de mettre la ville à feu et à sang. Les Anglais évacuèrent sans combattre et les Français remirent la ville à une garnison espagnole. Mais cette occupation ne se prolongea pas. Le 31 décembre, Marlborough somma par lettre le gouverneur espagnol de Bruges, Grimaldi, de se rendre. Le lendemain 1er janvier 1709 vers 20h00, Grimaldi et sa garnison espagnole évacuèrent Bruges. Le 4 janvier, les Alliés occupèrent la ville sous le commandement du duc de Marlborough. Les mauvais jours de Blenheim semblaient oubliés pour les Français, lorsque, le 11 juillet 1708, à *Oudenarde*, les 80 000 hommes du maréchal Vendôme, général en chef de l'armée française, et du duc de Bourgogne, son noble second qui commandait la moitié des troupes françaises, attaquèrent les 93 000 Hollandais, Prussiens et Anglais de l'armée alliée. De ce nombre, les Anglais totalisaient 3000 soldats (soit 3,3% de l'Armée alliée), auxquels

---

[1]En 1707, l'*Acte d'Union* dissolut les parlements anglais et écossais en créant l'État unifié du Royaume-Uni. À toutes fins pratiques, l'Angleterre avait ainsi annexé l'Écosse.
[2]Une garnison alliée de 800 Anglais et 400 Hollandais.
[3]Une partie de la contribution anglaise à la guerre.
[4]3 bataillons anglais, 4 bataillons danois et 16 escadrons de Cavalerie danoise.

s’ajoutaient 4000 Irlandais (4,7%) et 5000 Écossais (5,8%). Marlborough et le prince Eugène disposaient de 30 bataillons (15 000) et 40 escadrons (4000) en amont et aval de l'Escaut. Le général Heyden commandait 40 bataillons (20 000) et 60 escadrons (6 000) entre Leie et le fleuve. En aval, entre le fleuve et le canal de Sasse, stationnaient 20 bataillons d’Infanterie (10 000) et 30 escadrons de Cavalerie (3000) commandés par les généraux hollandais Van Lottum et Dompêche. À l'Ouest du canal de Sasse, s'étaient concentrés 20 bataillons d'Infanterie (10 000 hommes) et 50 escadrons de Cavalerie[1] sous le commandement de l’Électeur de Hesse-Cassel. Le combat fut un véritable carnage. Mais le drame se joua plus encore à l’État-Major français où Louis XIV avait eu l’idée saugrenue de nommer le duc de Bourgogne (de très haute noblesse) à un poste subalterne à celui du général en chef, le maréchal Vendôme, roturier de statut social bien inférieur. Le duc de Bourgogne accepta le poste mais, se sachant intouchable du fait de sa haute naissance, refusa d’obéir à Vendôme qui n’était pas membre de la Noblesse. Quand Vendôme lui ordonna de faire intervenir ses 35 000 hommes sur le champ de bataille, ce dernier refusa avec hauteur, obligeant les 45 000 hommes de Vendôme de se battre seuls contre les 93 000 Alliés. Bourgogne préférait que son pays perde une bataille plutôt que de voir son rival glorifié par une victoire[2]. À l’issue de la bataille, plus de 9000 soldats s’amoncelaient sur les points chauds du champ de bataille. Chaque nation avait éprouvé de lourdes pertes excepté l’Angleterre, car, malgré les critiques acerbes des autres généraux alliés, le duc de Marlborough avait ordonné, comme à l’accoutumée, que ses régiments anglais restent en *réserve tactique*, à l’arrière, hors de portée des canons français. Ainsi Marlborough, fort parcimonieux avec le sang anglais, put écrire le 12 juillet à sa femme: "...je rends grâce au Tout-Puissant de ce que les Anglais ont eu moins de pertes que tous les autres[3]..."

---

[1]5000 hommes.

[2]Le prince Eugène dira du duc de Bourgogne : «Il faut user sobrement des princes de sang; pour un Condé à Rocroi, ou un Gaston de Foix à Ravenne, on trouve des ignorants comme le dauphin ou le duc de Bourgogne.»

[3]Camp at Oudenarde, July 12, 1708. : « I have neither spirits nor time to answer your last three letters; this being to bring the good news of a battle we had yesterday, in which it pleased God to give us at last the advantage. Our foot on both sides having been all engaged has occasioned much blood; but I thank God the English have suffered less than any of the other troops; none of our English horse having been engaged. I do, and you must, give thanks to God for His goodness in protecting and making me the instrument of so much of so much happiness to the Queen and nation, if she will please to make use of it. » Sir Winston Churchill, *Marlborough, his Life and Times,* University of Chicago Press. p.382. Ce phénomène s’est perpétué jusqu’aux temps modernes. On peut ainsi comprendre pourquoi

L'Angleterre qui payait le prix fort avec son or, refusait en contrepartie de payer aussi avec son sang. De ce fait, même les grandes tueries de Malplaquet, en 1709, n'ébranlèrent pas le moral de la reine Anne et de son peuple. Sir Winston Churchill[1] l'avoue franchement à la page 646 de la biographie de son ancêtre Marlborough : «Même le massacre de Malplaquet n'affecta pas la reine, ni, en vérité, son peuple, avec autant de force qu'aurait pu l'espérer le parti Tory[2]. Les troupes britanniques étaient peu nombreuses et leurs pertes furent faibles, proportionnellement. C'étaient les Hollandais, les Prussiens, et les mercenaires [allemands], que l'Angleterre avait levés et commandait, qui avaient versé leur sang. Les pertes[3] britanniques à Malplaquet s'étaient élevées à 1800, » dont 350 Anglais, 750 Irlandais et autant d'Écossais. Pour en revenir à l'année précédente, 1708, la défaite d'Oudenarde ouvrait la France au pillage. Vendôme voulait attaquer les alliés mais le duc de Bourgogne s'y opposa encore[4]. *Lille* fut assiégée et prise par les Alliés le 10 décembre 1708, et les Baléares prises aux Bourbons espagnols.

Négociations officielles de La Haye (1709)

Oudenarde mettait Louis XIV dans une situation difficile. Le désastre de Blenheim (Höchstett) en 1705 avait forcé les Français à abandonner l'Allemagne. En 1706, la bataille de Ramillies chassait les

---

les historiens anglais n'exposent jamais dans leurs ouvrages le nombre des tués anglais sans le noyer dans le chiffre du Royaume Uni et même celui de l'Empire britannique tout entier. Si l'on compare les tués de la 1ère Guerre mondiale, on peut voir que le pourcentage des tués de l'Angleterre prise isolément (6.46%) est très bas par rapport à ceux des autres (Écosse 27.89%; Irlande 23%; Galles 30.03%; Australie 18.70%; Nouvelle Zélande 18%;...). On peut constater que, par cette ruse, les généraux de l'Armée britannique (qui étaient généralement anglais) économisaient le sang des Anglais en faisant couler celui des Canadiens, des Australiens et des autres britanniques qui étaient mis en première ligne aux côtés des Français (dont les pertes en tués ont aussi été énormes: 17.95%), tandis que les régiments anglais restaient derrière, loin des canons allemands.

[1]«Even the slauther of Malplaquet did not affect the Queen, nor, indeed, her people, as deeply as might have been hoped by the Tories. British troops had been few and their losses comparatively small. It was the Dutch, the Prussians, and the mercenaries whom England set in motion and directed who had shed their blood. The British casualties at Malplaquet had been under eighteen hundred. » Churchill. p.646

[2]Apparemment les Tories espéraient de grosses pertes anglaises pour mécontenter la population.

[3]Définition du mot anglais *casualties* = un membre des forces armées qui ne peut plus assurer son service pour raison de mort, blessures, maladie, capture ou pour raisons inconnues : disparition ou désertion.

[4]Lorsque Vendôme proposa d'attaquer les Anglo-alliés, le duc de Bourgogne, qui, par son incompétence criminelle, avait provoqué la défaite d'Oudenarde, lui répondit froidement: «*Impossible, j'ai envoyé à mon grand-père* [Louis XIV] *un courrier pour savoir s'il le voulait!*» Rivalités de classes.

Français d'Italie du Nord (Valteline) et des Pays-Bas espagnols ou catholiques[1]. En 1708, en dépit de multiples succès, Oudenarde forçait l'armée française à une guerre de plus en plus défensive. La France se trouvait dans un marasme économique grave; la guerre durait depuis plus de six ans et, pour la première fois, l'ennemi pénétrait dans le royaume : les troupes impériales et la Royal Navy assiégeaient Toulon. Lille, française depuis 40 ans, fut prise d'assaut par les Alliés. La famine guettait non seulement la France mais tous les belligérants. En 1708, Louis XIV en difficulté se vit contraint de proposer un compromis à l'Europe. Les Alliés refusèrent unanimement, dans le seul but d'humilier Louis XIV. À la grande joie des rois de la Grande-Alliance, la grandeur de Louis XIV semblait compromise. Et lorsqu'il demanda à négocier la paix, les coalisés, éblouis par leurs victoires successives[2] et croyant les Français à genoux, devinrent excessifs. Le marquis de Torcy[3] et Rouillé[4] se portèrent à La Haye en 1709 et se firent notifier par Marlborough, le prince Eugène de Savoie-Carignan et Heinsius des Provinces-Unies, *Quarante articles* que les Alliés entendaient imposer aux Français à titre de *Préliminaires* seulement. À défaut de la signature des Français dans les soixante jours, les Alliés refusaient la moindre suspension d'armes et la guerre se poursuivrait aussi totale

---

[1]Rappelons que les Pays-Bas s'étaient fractionnés en suivant la ligne religieuse. Le nord protestant avait formé les Provinces-Unies (la Hollande actuelle), et les Pays-Bas restés sous contrôle espagnol étaient demeurés catholiques (la Belgique actuelle). Les Pays-Bas des Habsbourg étaient pleinement devenus *espagnols* par la Pragmatique Sanction de 1549 et l'abdication de Charles Quint le 16 janvier 1556. Les Pays-Bas espagnols étaient *à l'origine* les territoires possédés par les rois d'Espagne entre le XVI[e] siècle et le XVIII[e] siècle. Ils correspondraient aujourd'hui approximativement à la Belgique (à l'exception de la Principauté de Liège), au Luxembourg, aux Pays-Bas actuels, ainsi qu'une partie du Nord-Pas-de-Calais français. En 1581, les sept provinces à majorité protestantes, situées au nord des Pays-Bas firent abjuration du roi et constituèrent les Provinces-Unies. Les dix provinces catholiques restèrent sous le contrôle de la couronne d'Espagne.

[2]Blenheim, Ramillies et Oudenarde.

[3]Colbert , Jean-Baptiste (marquis de Torcy), *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol.

[4]Il s'agit de Pierre Rouillé de Marbeuf , ambassadeur extraordinaire au Portugal en 1697. Rouillé ne put empêcher la signature du Traité de Methuen dont nous avons parlé plus haut. De ce fait, il fut rappelé en 1703. Par la suite, Louis XIV envoya Rouillé à Bruxelles auprès de Maximilien-Emmanuel, Électeur de Bavière et gouverneur des Pays-Bas espagnols. Sa connaissance des affaires d'Espagne le fit désigner pour négocier avec le Grand-Pensionnaire Heinsius en 1705. Il participa donc aux pourparlers lors des conférences de La Haye en 1709. Il mourut en 1712. Il fut le père d'un homme qui nous touche plus, nous, Québécois : Antoine-Louis Rouillé, comte de Jouÿ (1689-1761) qui deviendra Secrétaire d'État de la Marine en 1749, Ministre d'État de 1754 à 1758, et Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 1754 à 1757. Ce fut en l'honneur de ce dernier que fut nommé *Fort Rouillé,* un fort de traite qui deviendra la ville géante de Toronto sur la rive nord du Lac Ontario.

qu'auparavant. La coalition européenne aspirait à humilier le Roi-Soleil qui avait tendance à régenter l'Europe comme son arrière cour. Selon ces Préliminaires, Louis XIV se voyait dans l'obligation de retirer son soutien à Philippe V, et, *si ce dernier refusait, il était exigé de lui qu'il se charge de déposer lui-même son petit-fils en lui envoyant l'armée française*. Les conditions imposées à la France étaient draconiennes et inacceptables. Le roi de France, qui avait par imprudence précipité la France dans une impasse sans issue, tenta d'éveiller un sursaut "national" contre l'ennemi. Il fit appel à l'opinion française dans un discours lu en chaire par tous les curés de la nation.

♠L'*Article 6* des *Préliminaires* précisait : « La monarchie d'Espagne demeurera, dans son entier, dans la maison d'Autriche, sans qu'aucune de ses parties puisse en être jamais démembrée, ni ladite monarchie, en tout ou en partie, être unie à celle de France, ni qu'un seul et même Roi, ni un prince de la Maison de France, en devienne le souverain, de quelque manière que ce soit : par testament, actes, succession, conventions matrimoniales, dons, ventes, contrats et autres voies, quelles qu'elles puissent être, ni que le prince qui régnera en France, ni un prince de la maison de France, puisse jamais régner en Espagne, ni acquérir, dans l'étendue de ladite monarchie, aucunes villes fortes, places ou pays, dans aucune partie d'icelle, principalement dans les Pays-Bas[1], en vertu d'aucuns dons, ventes, échanges, conventions matrimoniales, hérédités, appels, succession par testament ou *ab intestat*[2], en quelque sorte et manière que ce puisse être, tant pour lui que pour les princes ses enfants et frères, leurs héritiers et descendants. » On sent la torture morale des légistes qui tentent désespérément de colmater toutes les portes, de prévoir TOUS les subterfuges possibles de la part des Français, afin que ces derniers ne soient en aucune façon capables de contourner cet interdit. En outre :

♠la France devait reconnaître l'Archiduc Charles d'Autriche comme roi d'Espagne et de l'Empire espagnol.

♠Le duc français d'Anjou, l'actuel roi Philippe V d'Espagne, avait l'obligation d'évacuer immédiatement l'Espagne, la Sicile et tous les territoires soumis à la couronne espagnole.

---

[1]Les Pays-Bas espagnols, bien sûr.
[2]Expression latine signifiant "*en l'absence de testament*"

♠Les Français devaient rendre à l'Empereur du Saint-Empire romain germanique les forteresses de Strasbourg, Vieux-Brisach, Landau, ainsi que l'Alsace dans son ensemble.

♠Les Français devaient en outre céder aux Provinces-Unies (à la Hollande) les forteresses de Cassel, Lille, Tournai, Condé et autres places de Flandre destinées à renforcer *la Barrière* de protection contre les Français.

Avec *l'Article 6*, on était déjà loin des exigences alliées de 1701 qui ne voulaient que le maintien de la séparation des deux monarchies française et espagnole. En ce 28 mai 1709, à La Haye, forts des victoires militaires, les Alliés exigeaient pour l'Autriche *la totalité* de la monarchie espagnole et l'exclusion *totale* des princes français, même ceux qui pourraient obtenir le trône d'Espagne par mariage. C'était le raffinement dans l'exclusion. « Pour exclure un Bourbon montant sur le trône d'Espagne en qualité, non d'héritier des deux Reines, mais en qualité d'époux d'une Infante, il fallait prohiber autre chose que le cumul des couronnes, il fallait exclure la race entière, sans autre raison politique qu'une méfiance dérisoire, et, à vrai dire, en haine du sang et du nom... Le vrai motif des propositions de La Haye n'était pas la prudence, qui est toujours modérée, mais la haine, qui est extrême et ridicule... La France eût été mise hors du droit commun dans une candidature à la couronne espagnole ouverte à toute l'Europe[1]. » Ce n'était certes pas ce qu'on entendait dans le traité de partage du 25 mars 1700 lorsqu'on se bornait à exclure le Roi des Romains[2] et le Dauphin de France. Ces mesures draconiennes rétablissaient l'empire de Charles Quint et la menace perpétuelle pour la France d'*encerclement total*, puisque l'Angleterre faisait, apparemment en tout cas, cause commune avec l'Allemagne et elle le ferait jusqu'au tournant du XXe siècle, quand l'Empire allemand deviendrait menaçant contre elle, la Grande-Bretagne, et que l'épouvante d'une invasion allemande[3] la pousserait à s'allier avec la France contre le IIe Reich de Guillaume puis le IIIe Reich

---

[1]Giraud, Charles, *Le Traité d'Utrecht*, Communication & tradition, 94-Le Plessis-Trévise, 1997. p.74
[2]C'est à dire l'Empereur du Saint-Empire romain germanique.
[3]Épouvante soigneusement entretenue par des romans tels que : *The Tale of the Next Great War, 1871-1914* ou *The Great War with Germany, 1890-1914*, par Ignatius Frederick Clarke. Ils montraient les armées allemandes envahissant l'Angleterre. tuant, violant, brutalisant et volant les populations anglaises. Clarke était encouragé en sous-main par la Royal Navy qui voulait faire accepter des budgets énormes pour la construction navale de dreadnoughts, gros cuirassés fortement armés.

d'Hitler. « C'était l'abaissement de la France qu'on poursuivait dans l'exclusion infligée à la Maison de France. Et l'on assure même que le parti dominant[1], en Angleterre, avait l'espérance insensée de détrôner Louis XIV et de partager nos provinces[2]... Louis XIV refusa toujours de joindre ses efforts à ceux des coalisés, pour obliger Philippe V à l'évacuation du territoire espagnol. Les alliés insistèrent sur cette demande exorbitante avec d'autant plus d'opiniâtreté qu'ils avaient déjà conçu le dessein de conquérir le royaume de France[3].»

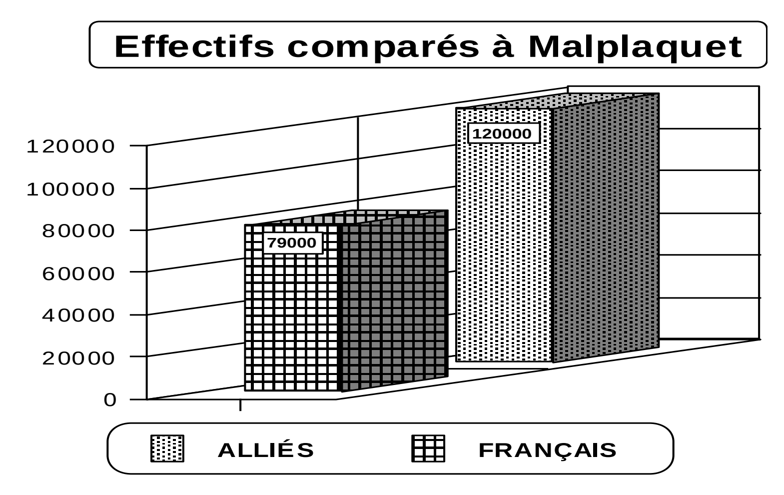
L'**Article 4** de ces Préliminaires précisait : « Et d'autant que le duc d'Anjou est présentement en possession d'une grande partie des royaumes d'Espagne[4], des côtes de Toscane, des Indes[5] et d'une partie des Pays-Bas, il a été réciproquement convenu que, pour assurer l'exécution desdits articles et des traités à faire et à achever dans l'espace de deux mois, à commencer du premier du mois de juin prochain, s'il est possible, Sa Majesté Très-Chrétienne[6] fera en sorte que, dans ce même terme, le royaume de Sicile soit remis à Sa Majesté Catholique[7], Charles III» ; et ledit duc sortira en pleine sûreté et liberté de l'étendue des royaumes, et généralement toutes les personnes qui les voudront suivre, en sorte que, si ledit terme finit sans que ledit duc d'Anjou consente à l'exécution de la présente convention, le Roi Très-Chrétien et les princes et États stipulants prendront de concert les mesures convenables pour en assurer l'entier effet[8]. »

Ainsi les Alliés exigeaient que la paix se fit avant l'expiration des deux mois pendant lesquels durerait l'armistice, et les conditions définitives de la paix demeuraient indéterminées à leur gré ; Louis XIV devait engager, pendant ce temps, son petit-fils à descendre du trône, et

---

[1]Les Whigs.
[2]N'oublions pas que depuis la Guerre de Cent Ans, les rois et reines d'Angleterre portaient le titre de rois de France. Ils le porteront jusqu'en 1802, Traité d'Amiens, date à laquelle ils cesseront d'arborer les fleurs de lis dans leur blason..
[3]Giraud, Charles, *Le Traité d'Utrecht*, Communication & tradition, 94-Le Plessis-Trévise, 1997. p.76
[4] Torcy, marquis de, Colbert , Jean-Baptiste, *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck [Ryswick] jusqu'à la paix d'Utrecht,* Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol., Vol.III, Part III. pp.76 et suivantes.
[5]Rappelons encore que les Indes représentaient le reste du monde plus ou moins connu, en dehors de l'Europe et de l'Afrique. Les Indes que l'on atteignait en naviguant vers l'Ouest étaient *les Indes occidentales* (c'est à dire les Amériques), et celles où l'on allait en contournant l'Afrique et en allant vers l'Est, *les Indes orientales* (les Indes proprement dites, l'Asie du Sud-Est et le Cathay ou Chine).
[6]Surnom du roi de France.
[7]Surnom du roi d'Espagne. Charles III est le candidat du Saint-Empire.
[8]Giraud, , Charles, *Le Traité d'Utrecht*, Communication & tradition, 94-Le Plessis-Trévise, 1997. p.77

si ce dernier refusait, le roi devait prendre, de concert avec les Alliés ses ennemis, les mesures convenables pour assurer l'effet des conventions ; c'est-à-dire qu'il devait joindre ses armes à celles des Alliés pour détrôner son petit-fils. Ces exigences étaient absolument incroyables et les Alliés savaient bien que les Français n'accepteraient jamais[1]. En attendant ce résultat, les Français devaient évacuer les places-fortes de Flandre et des Pays-Bas espagnols. Le désir d'humiliation extrême envisageait même de forcer les Français non seulement à évacuer le territoire espagnol, mais à obliger, *par la force des armes*, l'armée espa-



gnole à accepter le roi autrichien. C'était le comble de la perversion et on sentait là une haine implacable du prince Eugène contre le roi Louis XIV qui avait refusé de lui confier ses armées.

Le **37[e] Article** mentionnait : « En cas que le Roi Très-Chrétien exécute ce qui a été dit ci dessus, et que toute la monarchie d'Espagne soit rendue et cédée audit roi Charles III, dans le terme stipulé, on a accordé que la cession d'armes entre les armées des hautes parties en guerre *continuera* jusqu'à la conclusion et à la ratification des traités de paix à faire.»

---

[1]Comme le fut *la Dépêche d'Ems* 162 ans plus tard, qui était une notification provocante de la Prusse envers la France. Elle fut le *casus belli* de la guerre franco-allemande de 1870.

Monsieur de Torcy revint à Versailles avec les conditions inacceptables des Alliés. Les Français rompirent immédiatement la Conférence de La Haye. Le Roi de France envoya aussitôt une circulaire à tous ses gouverneurs de province pour leur faire savoir qu'il avait fait des propositions de paix auxquelles les Alliés avaient répondu avec arrogance. Selon Saint-Simon[1], *ce ne fut en France qu'un grand cri d'indignation et de vengeance.* « Si je dois faire la guerre à ma famille, c'est à l'ennemi que je la ferai », répétait le roi de France. Et son petit-fils, Philippe, roi d'Espagne, ajoutait en écho : « Je ne quitterai l'Espagne qu'avec la vie.» Ils semblaient tous deux déterminés à se battre jusqu'au dernier Français, jusqu'au dernier Ibérique, pour garder leur couronne d'or. Le roi et la reine d'Espagne avaient même «unanimement résolu de s'embarquer & de transférer, s'ils y étaient forcés, leur séjour & le siège de la Monarchie Espagnole aux Indes Occidentales[2].» La France était également tenue de céder à l'Empereur du Saint-Empire romain germanique Strasbourg, Brisach, Landau et l'Alsace, de même que Cassel, Lille, Tournai, Condé et d'autres villes de la Flandre française aux Pays-Bas. «La fierté de ses ennemis, enflés de leurs succès, rendit inutiles les avances que Sa Majesté fit pour la paix. Tout le monde a su qu'ils voulaient que l'Espagne fût remise entre leurs mains[3]. Ils refusaient de traiter sans cette condition essentielle qu'ils nommaient seulement *Préliminaires*, pendant que le Roi Catholique, ferme à se maintenir sur son trône, quoique sans forces, rejetait toute tion[4].»

1709. La guerre reprit donc plus terrible que jamais. Sur les champs de bataille, la forteresse d'Alicante, en Espagne, assiégée depuis novembre par les Français, tomba entre leurs mains le 18 avril 1709. Exceptionnellement[5], le gouverneur militaire anglais, le major-général Michael John Richards, n'était pas un protestant pur et dur comme à l'accoutumée en ces temps d'intolérance, mais un catholique

---

[1]Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, 1675-1755, *Mémoires*, Adolphe Chéruel, 1858.
[2]Torcy, Page 2. De la même façon, la Monarchie portugaise déménagea au Brésil durant le Premier Empire français pour échapper à l'occupation française.
[3]Ils souhaitaient imposer leur propre candidat au trône d'Espagne.
[4]Morel-Fatio, pp. 232-234.
[5]La loi dite **Test Act** [ou *Abjuration Oath*] ne fut abolie qu'au XIX^{e} siècle en Angleterre et dans les colonies. Selon cette loi inique, les catholiques devaient renier la transsubstantiation pour obtenir une charge administrative, politique, ou simplement s'instruire dans une université. Même si cette loi a aujourd'hui disparu, son esprit reste en vigueur, c'est pourquoi au XXI^{e} siècle, le Premier ministre Tony Blair dut attendre d'avoir terminé sa carrière publique pour se déclarer catholique.

anglais, de cette religion si méprisée en Angleterre, où Voltaire croira bientôt –ou feindra de croire– qu'il avait trouvé un modèle de tolérance. Ce major-général catholique, qui jusque-là avait dissimulé sa foi pour monter en grade dans l'armée anglaise, s'était révélé une véritable aubaine en Espagne car le gouvernement anglais souhaitait plaire aux catholiques espagnols dans des desseins politiques. Au sein du Corps de Huguenots français qui se battaient pour l'Angleterre en Espagne, – puisqu'il faut toujours que la moitié des Français pactise avec l'ennemi[1]– le lieutenant-colonel de La Fabrique commandait les Dragons, le brigadier Vimare était à la tête de l'Infanterie. La garnison anglaise d'Alicante entendait clairement les sapeurs français qui creusaient une mine sous la forteresse et s'attendait d'un instant à l'autre à l'explosion gigantesque de 75 tonnes de poudre à canon sous les murailles, qui les ensevelirait dans la mort. Ils espéraient qu'une escadre anglaise viendrait les relever avant l'explosion. Mais ce ne fut pas le cas. En dépit des sommations réitérées et des offres des Français qui répugnaient à tuer la courageuse garnison, le major-général catholique Michael John Richards n'osa pas capituler de peur de passer pour un papiste-traître aux yeux de ses soldats protestants. Au terme d'une dernière nuit d'angoisse qui pourrait faire l'objet d'un thriller à succès, il alla jusqu'au sacrifice absolu, et Alicante –ou ce qu'il en restait– tomba aux mains des Français. Puis la capricieuse fortune des armes sembla hésiter entre les antagonistes, lorsque le 3 septembre la forteresse de *Tournai* fut prise d'assaut par l'ensemble des forces alliées; mais la garnison française de la forteresse de *Saint-Ghislain* résista et les Alliés subirent de lourdes pertes. Peu après la chute d'*Alicante* entre les mains des Français, se déroula sur la frontière du Portual la furieuse bataille de *La Caya* : 20 000 Anglo-portugais, réguliers espagnols et miquelets, tentèrent sans succès de détruire une petite armée franco-espagnole de 2500 hommes formée en *carrés creux* d'infanterie. La victoire franco-espagnole de La Caya fut la dernière bataille de la Campagne de 1709 en Portugal. Elle eut un pernicieux effet sur les négociations de paix

[1]Au Moyen-Age les provinces de la France rattachées à l'Angleterre fournissaient la plupart des soldats qui se battaient contre le roi de France (ainsi à la bataille de Poitiers, le 19 septembre 1356, l'armée dite *anglaise* totalisait 12 000 hommes; dont 8 000 Gascons et 4 000 Anglais seulement. Les historiens anglais évitent de le mentionner pour en faire une victoire strictement anglaise). Puis ce fut la Réforme et les Huguenots expulsés, puis ce fut les Nobles émigrés. En 1939, les Communistes refusaient de faire la Guerre contre Hitler (puisque Staline avait signé un pacte de non agression avec lui), puis ce furent les Pétainistes qui se battirent aux cotés de l'Allemagne.

entre les Français et les Anglo-alliés, car elle favorisa les négociateurs français. Mais le point culminant, le paroxysme de l'horreur, en cette année 1709, fut la fameuse *Bataille de Malplaquet*; une boucherie sans nom. En ce 11 septembre, l'armée alliée (Hollandais, Anglais, Danois et surtout mercenaires allemands) était commandée par le duc de Marlborough. En principe, le prince Eugène de Savoie-Carignan dirigeait *les Impériaux* et Lottum les Prussiens et les Hanovriens; le prince d'Orange les Hollandais. Le maréchal de Villars, et le maréchal de Boufflers commandaient les Français. 120 000 coalisés contre 79 000 Français. Détail historique, la *Brigade Irlandaise* (catholique) qui combattait au sein de l'armée française, se trouva face à face, par hasard, dans le bois de Taisnières, avec le *Royal Irish Regiment* (composé de Colonists protestants installés en Irlande). Leur combat épique fut d'une férocité impitoyable. La tactique[1] de Marlborough resta la même : *attaque en un point jusqu'à extermination de l'armée ennemie*. Les uns après les autres les beaux bataillons multicolores et étincelants se précipitaient dans ce hachoir sanglant pour finir au sommet de l'énorme colline de morts et d'agonisants que les soldats devaient escalader avec peine. Celui qui, à la fin de cette boucherie, conservait quelques bataillons en bon état pour aller planter son drapeau au sommet de la colline de tués se considérait comme le vainqueur. C'était une tactique primitive et barbare. Dans ce but, Marlborough, qui selon son habitude, confiait aux bataillons allemands, hollandais, écossais, irlandais et danois le soin d'user les bataillons français, gardait toujours en *réserve tactique* ses bataillons d'Angleterre qui arrivaient, frais et dispos, et pouvaient brandir l'Union Jack[2]. L'hécatombe de Malplaquet fut catastrophique. Lorsque les Français cessèrent le combat, près de 40 000 tués et blessés formaient un véritable coteau au point le plus chaud. Les Anglais par contre, qui n'avaient surgi qu'après la fin des combats, n'avaient subi

---

[1]La tactique de Marlborough consistait à *concentrer en un point une* ***attaque d'usure*** *qui drainait sur ce point les forces de l'ennemi et vidait ses autres positions. Lorsque l'affaiblissement de ces autres positions était jugé suffisant, Marlborough les attaquait et les enfonçait* sans difficulté. Cette tactique n'était possible que pour celui qui disposait d'effectifs numériquement supérieurs; ce qui était le cas ici, 120.000 Anglo-alliés contre 79.000 Français. Cette tactique semble venir directement du théoricien chinois Sun Tzu qui préconisait: «*...je peux utiliser la totalité de mes forces pour attaquer une fraction des siennes. J'aurai donc la supériorité numérique. Alors, si je peux utiliser le grand nombre pour frapper une poignée d'hommes à l'endroit choisi, ceux qui ont affaire à moi se trouveront réduits à la dernière extrémité.*» Sun Tzu, **L'art de la Guerre**, Principe 13, p.137

[2]Il ne comprenait pas encore la croix de Saint-André, rouge, qui symbolisait l'Irlande. Le descendant de Marlborough, le duc de Wellington, ne fut pas moins économe du sang anglais, à Waterloo et ailleurs en Espagne.

que 300 tués : c'était les seuls officiers anglais qui commandaient les bataillons irlandais, écossais ou mercenaires allemands. Et, comme à Oudenarde, le duc de Marlborough put rendre grâce au Très-Haut de ce que les Anglais avaient subi moins de pertes que tous les autres. Pourtant, la bataille de Malplaquet fut pour les Alliés une Victoire à la Pyrrhus[1]. Conséquemment, les Français comme les Alliés revendiquèrent cette bataille comme une victoire. De fait, ce fut pour les Français une *défaite tactique*, puisqu'ils ne restèrent pas maîtres du champ de bataille, mais une *victoire sur le plan stratégique* car l'hécatombe de soldats alliés épouvanta le monde, détériora la réputation de Marlborough, le plus efficace général allié de l'époque, et démoralisa les Confédérés et les Impériaux, fort déçus de voir qu'avec une telle supériorité numérique[2] ils n'avaient pas mieux réussi contre les Français. Cette bataille, au contraire, releva le moral et la détermination des Français qui n'avaient été ni détruits ni mis en déroute. De ce fait, la défaite de Malplaquet marqua paradoxalement le début du redressement français. C'était la première fois que la France disposait de plus de cent canons en campagne terrestre. Pratiquement, les Alliés confédérés et impériaux, qui avaient perdu plus du cinquième de leurs effectifs, ne réussirent qu'à s'emparer du champ de bataille. Pour revoir une pareille boucherie, il fallut attendre la Moskowa[3] en 1812. «*Si Dieu nous fait la grâce de perdre encore une pareille bataille, Votre Majesté peut compter que ses ennemis seront détruits*» ironisa Villars dans une lettre à Louis XIV. Il était fort peu ému ou apitoyé par les monceaux de cadavres. Eugène, Marlborough et Tilly avaient perdu l'élite de leur Infanterie. Marlborough démoralisa ainsi les Confédérés et les Impériaux, à l'exception du peuple anglais qui n'avait pas eu de pertes humaines sensibles.

Négociations officielles de Gertruydenberg (février **1710**)

Devant l'hécatombe de Malplaquet et la victoire franco-espagnole de La Caya, les Alliés et les Français reprirent leurs pourparlers de paix à Gertruydenberg. Mais les Français se rendirent vite

---

[1]Comme la *Bataille navale du Jutland* durant la Première Guerre mondiale. Les Allemands remportèrent une victoire tactique puisqu'ils restèrent maîtres du champ de bataille, mais les Anglais, en dépit de leur fuite finale devant les Allemands, avaient assez de réserves navales pour combler leurs pertes, tandis que les Allemands avaient perdu l'essentiel de leur flotte de guerre.
[2]Rappelons qu'elle était considérable: 120.000 Alliés contre 79.000 Français.
[3]La bataille de Borodino, en Russie, entre les Français et les Russes.

compte que, comme à La Haye, l'objectif des Alliés n'était pas de faire la paix mais de jouir de l'humiliation du Roi-Soleil qui avait mortifié l'Europe jusque-là. Dès que les négociateurs approchaient d'un compromis, les Alliés sortaient de leurs serviettes de nouvelles exigences pour humilier les Français et éloigner la solution. Louis XIV étant arrivé à accepter de retirer tous les secours accordés à Philippe V d'Espagne, les plénipotentiaires insatiables exigèrent aussitôt que le Roi de France se chargeât : soit de *persuader* le Roi d'Espagne, soit de le *contraindre* –lui seul et par ses seules forces– à renoncer au trône ibérique. Rien n'avait changé depuis la fameuse Conférence de La Haye. Les Alliés accordaient à la France une trêve de 60 jours pour réussir cette opération délicate[1]. Indigné que l'on veuille de nouveau le forcer à faire la guerre à son petit-fils, Louis XIV rompit les négociations et ordonna de continuer la guerre. Devant cette adversité, le Roi de France lança au maréchal de Villars: «Vous voyez où nous en sommes, vaincre ou périr; cherchez l'ennemi et donnez bataille!» Le maréchal répondit: «Sire, c'est votre dernier combat. » Le Roi reprit: «*Si la bataille est perdue, vous me l'écrirez à moi seul. Je monterai à cheval et passerai par Paris, votre lettre à la main ; je connais les Français, je vous mènerai deux cent mille hommes et je m'ensevelirai avec eux sous les ruines de la monarchie.*» C'était grandiose. Pour ne pas perdre la face, le Roi de France était prêt à entraîner avec panache le peuple français dans sa destruction totale, en un ultime suicide.

La guerre continua donc avec rage. En avril et mai **1710**, les forteresses de *Mortagne* et de *Douai* tombèrent aux mains des Alliés. Mortagne changea plusieurs fois de mains cette année-là car la forteresse contrôlait la navigation sur l'Escaut. Les Français s'accrochèrent tellement au terrain, que la prise de Douai coûta aux Alliés des pertes énormes de 28 000 hommes. Les Français perdirent 2 500 tués, soit le tiers de leur garnison. La campagne alliée prit un mois de retard. Selon sir Winston Churchill, Marlborough en fut extrêmement affecté. Les pertes anglaises étaient sans doute plus élevées que d'habitude. En juillet et août, le siège de la forteresse de Béthune, fut aussi très coûteux pour les Alliés assiégeants. Il leur coûta 3 500 vies sans compter les malades, et les déserteurs qui furent extrêmement nombreux. On sentait que les troupes étaient fatiguées de se battre dans une guerre qui n'en

---

[1]Flassan, (et même Dumont) *Actes et mémoires touchant la paix d'Utrecht*, tome 1, page 128,

finissait plus. La prise de cette ville ouvrit aux Alliés la possibilité d'assiéger *Aire-sur-la-Lys* et *Saint-Venant*. Du 6 septembre au 10 novembre se déchaîna le siège de la forteresse d'Aire-sur-la-Lys. Les Français perdirent plus du tiers de leurs effectifs[1], et les Alliés 11 000 hommes. Les civils innocents ne furent pas épargnés, 627 furent tués par le pilonnage d'artillerie. La résistance trop longue d'Aire empêcha les Alliés de tenter une action sur Abbeville, afin d'y aménager une nouvelle base d'invasion de la France. Il était trop tard dans l'année et les armées alliées de Marlborough et d'Eugène[2] durent prendre leurs quartiers d'hiver, comme cela se faisait à l'époque, depuis la plus haute Antiquité.

Cette fin de campagne fut un objet de critique contre Marlborough en Angleterre et en Hollande. Il demeurait frappant que, avec 120 000 hommes, il n'avait pas été capable de venir à bout de l'armée française numériquement beaucoup plus faible! La forteresse de Saint-Venant était tombée aux Alliés le 30 septembre. Le 19 septembre les Français avaient obtenu une mince consolation au cours de l'embuscade de Saint-Éloi, qui entraîna la destruction d'un convoi logistique d'artillerie et de munitions. Les Anglo-alliés perdirent, au cours d'une malencontreuse panique, 1055 tués et noyés ainsi que 645 soldats prisonniers dont le lieutenant-colonel-comte d'Athlone[3] et 36 officiers subalternes. Les Français ne subirent que des pertes de 57 tués et blessés!

En Nouvelle-France, *Port-Royal* fut reprise par les Anglais le 25 septembre. La garnison française ne comptait que 250 soldats. Est-il

---

[1]Les pertes françaises s'élevèrent à 3000 hommes.
[2]Totalisant 120.000 hommes. À l'époque, il n 'y avait pas de Campagnes d'hiver.
[3]Godart van Ginkel, 1er comte d'Athlone, 1644–1703, était un général hollandais au service de Guillaume d'Orange qui devint Guillaume III d'Angleterre. En 1688 il accompagna Guillaume qui vint renverser le roi catholique Jacques II. En 1690 il devint commandant en chef de l'armée anglaise qui écrasa l'Irlande. Il s'empara de Ballymore et d'Athlone et remporta la victoire d'Aughrim sur les catholiques irlandais qu'il massacra. Durant la Guerre de Succession d'Espagne, il commanda l'armée hollandaise. Il fut l'un des seigneurs protestants installée en Irlande pour soumettre le pays. À ne pas confondre avec le major-général Alexander Augustus Frederick William Alfred George Cambridge, lui-aussi 1er comte d'Athlone, KG (Ordre de la Jarretière); PC (membre du Conseil privé du roi); GCB (Ordre du Bain); GMMG (Ordre de St-Michel et de St-Georges); GCVO (Ordre Royal Victorien); DSO (Ordre du Service Distingué); ADC(P) (Aide de Camp personnel du roi); FRS (Membre de la Société Royale);. Il naquit prince allemand Alexandre de Teck en 1874 et mourut prince anglais comte d'Athlone, en 1957. Il fut nommé *Gouverneur Général de l'Union Sud-Africaine* de 1940 à 1946, puis *Gouverneur Général du Canada.* Pour devenir Pair d'Angleterre, on le força à renoncer à son titre allemand de prince de Teck du Royaume de Württemberg, à cause de l'anti-germanisme qui régnait dans l'Empire au XXe siècle. Il mourut en 1957 au Palais de Kensington.

possible de défendre efficacement une colonie aussi importante que l'Acadie avec une poignée de soldats mal payés? Les Canadiens et les Acadiens ont toujours prouvé qu'ils étaient de valeureux combattants, mais un tel manque d'effectifs doit être considéré comme une négligence criminelle de la part du ministre des Colonies[1] ! L'escadre anglaise de Nouvelle-Angleterre transportait 7500 hommes avec les marins qui fournissaient des troupes de débarquement. Suite à cette incurie, la Nouvelle-France se trouvait désormais dépourvue d'avant-poste, de glacis.

Finalement, les dieux de la victoire étant fatigués de favoriser les Anglo-Alliés, l'année 1710 allait se solder par quelques victoires en faveur des Français. L'une fut la tentative avortée d'invasion alliée du Languedoc durant la dernière semaine de juillet. Cette invasion n'était qu'une partie d'un vaste projet stratégique qui consistait à soulever aussi les Huguenots protestants français du Vivarais, de Provence et du Dauphiné, provinces françaises dans lesquelles venait de pénétrer l'armée austro-piémontaise appuyée, au moins sur la côte, par la Royal Navy. Le complot huguenot, éventé, entraîna le supplice sauvage des personnes jugées responsables par le cruel Intendant Basville, suivant les coutumes barbares de l'époque. Les Anglais perdirent 3 ou 400 Écossais en tout. Du côté français, «ce fut une espèce de miracle[2], de ce que de plus de mille coups de canon qui furent tirés ce jour-là[3], il n'y eut pas un seul homme tué.» Il était évident que la Royal Navy n'avait pas envoyé ses canonniers les plus chevronnés! Outre cette victoire, l'année 1710 se couronna par de bonnes nouvelles d'Espagne où les Français avaient battu par deux fois l'Armée anglo-alliée : à *Brihuega* et à *Villaviciosa*. À Brihuega, les 8 et 9 décembre, l'armée française (9000 hommes) qui incluait *les Dragons Irlandais de Kilmaloch*, avait vaincu les Alliés. Ces derniers[4] perdirent environ 2000 hommes dont 600 tués. Les pertes françaises sont inconnues mais probablement similaires. Le maréchal allié Staremberg, se porta au secours de Brihuega mais arriva trop tard, les Anglais avaient capitulé trop vite. Le lendemain, l'armée de secours fut, elle-même, battue par les Français à la bataille de Villaviciosa.

---

[1]Dont le titre exact était *Secrétaire d'État à la Marine*. Durant la Guerre de Succession d'Espagne, ce poste était tenu par Jérôme Phélypeaux, comte de Pontchartrain.
[2]Écrivit Brueys.
[3]Le 29 juillet 1710.
[4]Environ 10.000 hommes.

L'armée anglo-alliée en pleine retraite se dirigea sur Barcelone. Les partisans du roi autrichien avaient perdu presque toute l'Espagne. Il ne leur restait que Tarragone, Barcelone et le fort stratégique qui contrôlait le col de Balaguer, entre ces deux villes. Au terme des batailles de Brihuega et de Villaviciosa, les Anglo-alliés avaient perdu 68 drapeaux dont 14 anglais, hollandais, palatins et catalans. Dès le 12 décembre, Philippe V d'Espagne et le maréchal Vendôme marchèrent sur Saragosse où ils firent une entrée triomphale en menant une longue colonne de 11 257 prisonniers anglo-alliés. Ainsi, par ces victoires de Brihuega et de Villaviciosa, Vendôme avait réussi à rétablir la succession d'Espagne au profit de Philippe V de Bourbon. Même si l'année 1810 avait été néfaste pour les Français, ces dernières victoires en Espagne évitèrent que leur moral ne tombât en chute libre.

En définitive, tout au long de cette guerre de Succession d'Espagne (qui n'était pas encore terminée), le bilan militaire français demeura globalement positif puisque, durant l'ensemble de ce conflit (de 1702 à 1714), les Français remportèrent 46 victoires et les Anglo-Alliés 33. Cinq combats restèrent indécis. Pourtant, les quatre grandes batailles de masse[1], victoires Alliées encore toutes proches, eurent un impact plus profond sur le cours de la guerre que les neuf batailles –victoires françaises– beaucoup plus lointaines[2]. Mais à ce rythme, en cette année 1910, si rien ne venait perturber la succession ininterrompue de victoires et de défaites en nombres à peu près similaires, on pouvait prévoir que la guerre allait durer dix bonnes années supplémentaires avant qu'une décision puisse s'ébaucher. Il fallait trouver autre chose car l'Angleterre –comme la France– était à bout de souffle. N'oublions pas que ce pays payait à lui tout seul l'essentiel des dépenses militaires de la guerre, simplement dans le but de retrouver ses avantages économiques sur tous les territoires de l'Empire espagnol, et surtout dans l'espoir mirifique et presque insaisissable de s'emparer du *gigantesque business* de la Traite des Esclaves en direction de l'Amérique latine, comme nous allons le voir. Certains rêveurs pensent qu'il suffit de désirer fortement quelque chose pour finir par l'obtenir. Ce fut sans doute ce que fit la reine Anne au cours de cette guerre de Succession d'Espagne.

---

[1]Blenheim 1704, Ramillies 1706, Oudenarde 1708, Malplaquet 1709; toutes victoires alliées.
[2]Cranenburg 1702, Friedlingen 1702, Spire 1703, Almansa 1707, Villaviciosa 1710, Denain 1712, et les trois batailles navales : Santa-Marta 1702, Velez-Malaga 1704, Beachy-Head 1707 et Vigo 1702; toutes victorieuses pour les Français, à l'exception de Vigo.

Dans la péninsule ibérique, la prise par les Français de l'importante forteresse de *Girone*, au cœur de l'hiver 1711[1], réduisait à peu de chose le territoire catalan encore favorable au candidat autrichien Charles III. Dans les Flandres, Marlborough avait réussi à concentrer plus de 140 000 hommes en mars contre 110 000 Français. Mais il considérait que ce n'était pas une supériorité suffisante pour les vaincre et que, de ce fait, la guerre pouvait s'éterniser une décennie de plus. Pourtant, ce que les Français ignoraient c'était que les lobbies financiers londoniens étaient en pleine panique, car envisager dix ans de guerre supplémentaires était hors de question pour l'Angleterre qui, comme nous l'avons maintes fois répété, supportait la plus grande partie du fardeau financier des hostilités.

Négociations secrètes de Londres, entre la France et l'Angleterre, à l'insu des autres alliés

(janvier 1711)

Il advenait donc que, l'Angleterre s'étant engagée à fournir l'essentiel des troupes mercenaires de l'ensemble de l'armée alliée, le coût des hostilités[2] pesait lourdement sur la population de ce pays qui en supportait plus que sa part proportionnelle et équitable. En fait, les esprits toujours angoissés des lobbies marchands londoniens commençaient à craindre que tôt ou tard on les solliciterait pour combler l'énorme déficit que leur politique guerrière engendrait[3]. Car si les financiers, spéculateurs et autres manieurs d'argent de toutes les nations possèdent un don certain pour orienter les guerres et les rendre fructueuses et gratifiantes, la vue de l'énorme gouffre du déficit creusé par les hostilités finit par leur laisser présager des taxes nouvelles et des

---

[1]Le 25 janvier.

[2]En particulier la solde des mercenaires. Ce n'était pas désintéressé. Les bailleurs de fonds destinés à nourrir les guerres sont remboursés par la suite, soit directement par les membres de la coalition, soit par les intérêts économiques obtenus par le traité de paix qui suit.

[3]En fait il n'en fut rien. Après la guerre, le Gouvernement anglais créa une loterie qui réussit avec le temps à payer la dette aux banques. Ainsi la Noblesse anglaise et les lobbies financiers n'eurent pas à subir la moindre taxe.

tarifs élevés. C'était pour eux, en 1711, une excellente justification pour changer d'allégeance. C'est ainsi que par une succession d'événements, à l'apparence anodine, que nous allons essayer de relater maintenant, ce fut le pacifique Parti Tory qui se retrouva avec le vent en poupe, tandis que les voiles du belliqueux Parti Whig se dégonflèrent désespérément comme par un calme plat du *pot au noir*.

Sur les champs de bataille, les pertes humaines anglaises étaient maintenues à un minimum négligeable grâce aux efforts méritoires du général en chef anglais, fort parcimonieux du sang de ses compatriotes. Dans ce but, il allait même jusqu'à placer l'essentiel des bataillons anglais en garnison dans les différentes forteresses des Pays-Bas espagnols[1] ou en "*Réserve tactique*" à l'arrière des lignes, tandis que les Hollandais, les Écossais, les Irlandais, et surtout les Allemands, jouaient les mauvais rôles sur les champs de bataille. En dépit de cette circonspection du duc de Marlborough en faveur de ses compatriotes et de son discernement dans l'imbroglio des luttes politico-économiques qui se livraient dans d'obscurs corridors londoniens, une montée de pacifisme se faisait sentir au sein du peuple anglais, et il suffira de quelques escarbilles pour changer le cours de la politique anglaise. La première de ces étincelles, et la plus importante, fut que l'épouse *whig* du duc de Marlborough, amie intime de la Reine Anne Stuart d'Angleterre, se fâcha avec elle pour une pécadille, tomba en disgrâce[2] et fut remplacée sur le champ par Abigail Mashan[3], une *Torie* bon teint. Le ton était donné; les changements des grands hommes whigs de l'État se succédèrent dans la seconde partie de 1710. Au tout début, on put

---

[1] Cela se remarquait moins que de les laisser à l'arrière.

[2]La goutte qui fit déborder le vase de leur intimité fut un commentaire que fit la duchesse à la reine et que rapporte Winston Churchill. *Devant des témoins outrés*, la duchesse de Marlborough répondit à la reine : " *Tais-toi!* » Ces deux mots eurent des conséquences incalculables sur la Guerre de Succession d'Espagne.

[3]En effet, en 1670, Anne avait fait la connaissance de Sarah Jennings, l'épouse de John Churchill (épousé en 1677). Sarah était devenue une amie intime et la conseillère la plus écoutée de la future reine Anne. Lorsque cette dernière était devenue reine d'Angleterre en 1702, à la mort de Guillaume III, Anne avait favorisé les Whigs et la carrière militaire de John Churchill, qui avait longtemps vécu en disgrâce sous son prédécesseur Guillaume III d'Orange. Churchill obtint immédiatement la promotion de capitaine-général, c'est à dire chef de l'armée anglaise. Sous l'influence de Sarah Jennings, duchesse de Marlborough, le Parti Whig, pro-guerre et fortement anti-catholique, mena la politique anglaise, laissant croire à tort que les Tories étaient pro-catholiques pour les discréditer, selon le dicton qui prétend que celui *qui veut abattre son chien l'accuse de la rage*. Mais vers 1708, la reine et sa favorite se fâchèrent pour des raisons rapportées plus haut, et ce fut Abigail Mashan, la nièce de Sarah, qui devint la favorite de la reine Anne. Or Abigail était cousine du *leader Tory* Robert Harley qui devint plus tard comte d'Oxford et Mortimer.

croire que le changement de cap ne serait pas complet, −à 180°, dirions-nous− car « trois des Seigneurs mécontents étaient demeurés en possession de leur fonction, le Duc de Marlborough resta toujours Général, le Duc de Sommerset demeura Grand Écuyer, & le Comte de Cholmondely [garda la charge de] Trésorier de la Maison de la Reine: il y eut encore beaucoup de personnes du même parti qui conservèrent des emplois importants, ce qui, depuis plusieurs années, ne s'était point vu dans les changements de Ministère[1]. » Qui était derrière la reine pour changer de cap de façon aussi draconienne? Manifestement, à travers Abigail, les lobbies marchands dirigeaient la politique anglaise d'une main de maître, car en quelques mois le gouvernement whig *pro-guerre* au grand complet finit par être remplacé par des Tories *favorables à la paix*. Le comte de Godolphin, Whig et Grand-Trésorier d'Angleterre, uni à Marlborough à la fois par l'intérêt de la fortune et par les enfants, fut, le 19 août 1711, privé de la charge de Grand Trésorier, laquelle fut confiée à cinq commissaires dont le comte Robert Harley du Parti Tory. Harley, comte d'Oxford devint donc Grand Trésorier *en chef,* c'est à dire Chancelier de l'Échiquier, *for service rendered*. Puisqu'on ne prête qu'aux riches, Harley devint aussi *Pair de Grande Bretagne* sous les titres de *baron de Wigmore et comte d'Oxford et de Mortimer*. En 1712, la reine Anne lui conféra même l'*Ordre de la Jarretière*[2]*,* ce qui, en Angleterre était considéré comme une apothéose. Henry St.John fut, lui, adoubé *vicomte Bollinbroke* et *Secrétaire à la Guerre*. Ainsi, reniée par les lobbies, la cordée whig des Churchill-Marlborough avait dévissé au fond des abysses de la disgrâce royale. Seul le premier de cordée, le duc de Marlborough, encore soutenu au sommet de la gloire par son auréole de stratège vainqueur, continuait de se battre sur le continent et de garder l'illusion de ne pas être déchu. Mais une auréole n'a jamais pu retenir longtemps une statue lorsque le piédestal s'est dérobé. Le duc de Marlborough se vit désormais dans l'impossibilité d'imposer ses hommes par l'intermédiaire de sa femme tombée en disgrâce auprès de la reine *d'Angleterre et d'Irlande,* devenue, rappelons-le, depuis l'Acte

---

[1]Swift, Jonathan, Livre Premier p.5.

[2]Renseignements tirés de Biographie universelle, ancienne et moderne, ou Histoire par ordre alphabétique de la vie publique et privée de tous les hommes qui se sont distingués par leurs écrits, leurs actions, leurs talents, leurs vertus ou leurs crimes, rédigé par une société de gens de lettres et de savants, Chez L.ouis-Gabriel Michaud, Imprimeur-Libraire, Paris, 1817. Tome XIX

d'Union, *reine de Grande Bretagne*[1].

Il devenait parfaitement évident aux Français, eux-aussi épuisés, que l'issue de la guerre ne pourrait venir que de la diplomatie, science dans laquelle les Anglais excellaient; ils le prouveront durant cette guerre. Les Anglais étaient las de payer et les Français de mourir. Ils étaient faits pour s'entendre. Les princes germaniques, eux, qui tiraient des revenus substantiels en vendant aux unes et aux autres des armées alliées leurs bataillons de mercenaires, désiraient bien entendu que la guerre continuât longtemps afin de ne pas tarir leurs ressources[2]. Ce fut une véritable et dramatique affaire d'espionnage, car les Français achetèrent littéralement la défection des Anglais, lesquels abandonnèrent leurs Alliés sur les champs de bataille, comme nous allons le voir.

Les circonstances réelles des négociations secrètes de Londres destinées à acheter ce retrait de l'Angleterre de la Guerre de Succession d'Espagne, furent toujours soigneusement dissimulées par les historiens anglais très soucieux de l'honneur de leur patrie. Peu importait la vérité historique pourvu que l'honorabilité et la réputation soient sauvegardées[3]. Une autre raison de cette destruction systématique des preuves fut

---

[1]Les Lois d'Union (The Acts of Union), furent des lois parlementaires anglaises et écossaises passées respectivement en 1706 et 1707, portant sur l'*association* des royaumes d'Écosse et d'Angleterre qui devinrent ainsi le royaume de Grande-Bretagne. Cela se solda donc par la dissolution des parlements respectifs des deux royaumes au profit d'un parlement commun, le Parlement de Grande-Bretagne. Ce fut en réalité l'*annexion* de l'Écosse par l'Angleterre. Le nouveau drapeau de Grande-Bretagne comportait les couleurs d'Écosse (fond bleu et croix de Saint-André blanche) surimposées du drapeau d'Angleterre (fond blanc et croix rouge). Le nouveau royaume commença donc le 1er avril 1707. Ce fut un *April Fool's Day* pour le peuple écossais qui y perdit son indépendance et qui, lorsqu'il voudrait secouer le joug anglais, allait subir un nettoyage ethnique (Highlands Clearances). En 1801 s'ajoutera la croix rouge de Saint-Patrick (en réalité de Saint-André qui symbolisera l'Irlande annexée cette année-là.

[2]Les princes germaniques font penser aux princes africains qui vendaient leurs concitoyens aux négriers européens, sauf que dans ce cas, contrairement aux soldats allemands, les esclaves n'étaient pas consentants. Les soldats allemands ne l'étaient pas tous, d'ailleurs, puisque le taux de désertion dans ces bataillons mercenaires était très haut. On sait comment se faisait le recrutement des soldats avec de l'alcool, beaucoup d'alcool. Le sergent recruteur offrait la traite à des pauvres et à des demi-vagabonds, et, lorsqu'ils étaient ivres, les faisaient parapher la feuille d'engagement, par une croix, mais devant témoins. Ils se retrouvaient alors soldats de tel ou tel prince du Saint-Empire qui les louait prestement à l'Angleterre pour le prix fort. Quant aux soldes, elles étaient en grande partie détournées par le duc de Marlborough qui décuplait ainsi sa propre solde; comme nous le verrons plus loin. Le recrutement des coureurs de bois canadiens-français à la grande foire annuelle de Lachine avait quelque chose de similaire, quoique leur salaire leur soit remis avec plus de fidélité en fin de voyage pour éviter les désertions. Un acompte leur était versé en passant à Fort-William pour qu'ils puissent le dépenser dans les magasins de la CBH.

[3]C'est ainsi que, aujourd'hui encore, les écoliers anglais n'apprennent pas que l'Angleterre s'est livrée à la traite des esclavages africains. Seule est mentionnée l'action abolitionniste.

le danger mortel qu'encouraient les politiciens tories qui amorcèrent et conduisirent à son terme ce revirement brutal, car, dans le système de succession au trône d'Angleterre, tout était prévu pour que le souverain qui succèderait à la reine Anne *en vertu de l'Acte d'Établissement* voté par le Parlement de Londres en 1701, serait l'Allemand Georges, fils aîné de Sophie de Bohême, l'Électrice de Hanovre, « dans le cas où la reine Anne n'aurait pas de successeur légitime.» Or Georges qui allait devenir roi d'Angleterre désirait avec force la poursuite des hostilités jusqu'à l'écroulement complet de Louis XIV et de la France. Comme la passation de la couronne d'Angleterre à l'Électeur de Hanovre exigeait que la reine Anne n'ait pas d'enfant légitime de son mari, le prince consort Georges de Danemark, *il semble vraisemblable* que les 16 enfants royaux de la reine Anne furent supprimés, sans doute par le poison[1], la plupart dès la naissance, par des agents hanovriens du futur roi Georges Ier. Elle-même fut probablement empoisonnée, en 1714, comme sembla l'indiquer l'état de son corps grotesquement enflé qui fut inhumé à l'abbaye de Westminster dans un vaste cercueil presque carré[2]. Personne bien sûr n'osa soulever la question et encore moins en hasarder la moindre hypothèse, surtout pas les hommes politiques tories qui se préparaient à subir l'exil pour avoir servi la reine Anne durant sa vie. Ainsi la trahison de l'Angleterre vis-à-vis de ses Alliés et la succession troublante de la reine Anne Stuart devinrent des sujets totalement tabous. Sir Winston Churchill nous révéla les détails de cette duperie diplomatique dont il avait une connaissance exhaustive grâce aux papiers privés de la famille Churchill qui comptait dans ses rangs le fameux duc de Marlborough, acteur principal de cette guerre. Cette franchise louable ne fut pas le fruit d'un besoin d'authenticité historique mais un désir de justifier le comportement de son illustre ancêtre qui fut destitué pour prévarication. En fait, ladite concussion –tout à fait réelle, n'en déplaise à sir Winston Churchill– avait été le prétexte de limoger ce général pour son insubordination face à la reine Anne Stuart dont la politique consistait à trahir les Hauts-Alliés. Les historiens français n'ont eux-mêmes jamais insisté sur le fait que Louis XIV s'était servi du valeureux et

---

[1]Ou par étouffement.

[2]Un enflement œdémateux (appelé *sopha*) advient au niveau du tronc et s'étend sur tout le corps. Si l'enflement est accompagné de dyspnoea, soif, faiblesse, fièvre, vomissements, hoquet, dysenterie, coliques, il se termine fatalement par la mort. Les causes peuvent bien sûr avoir pour origine le poison. Kaviraj Kunja Lal Bhishagratna, *The Sushruta Samhita*, Éditions Kaviraj Kunja Lal Bhishagratna, Indes,1916. Œuvre traduite en anglais à partir du Sanskrit original.

fidèle peuple acadien comme *pièces d'or*, comme monnaie d'échange, pour acheter la défection de l'Angleterre en pleine guerre. En janvier 1711, donc, comme par enchantement, un espion français arriva à Versailles en provenance de Londres. Il apportait dans ses bagages l'offre anglaise d'entamer des négociation secrètes bilatérales. C'est ainsi que commencèrent les fameuses, les incroyables *négociations secrètes de Londres*.

En 1715, à l'issue de la Guerre de Succession d'Espagne, des recherches minutieuses furent entreprises par les services diplomatiques néerlandais et autrichiens, anxieux de trouver trace des raisons qui avaient motivé le curieux comportement de l'Angleterre durant cette guerre de Succession d'Espagne. L'objectif ultime était de trouver des évidences de négociations secrètes peu avouables qui auraient induit défection de l'Angleterre. Car l'Europe toute entière se demandait pourquoi ce pays s'était soudainement vouée à appuyer les Français dans leur désir d'imposer un Bourbon sur le trône d'Espagne. Mais il fut impossible de trouver la moindre certitude de trahison[1] car les Anglais en avaient détruit toute trace pour des raisons évidentes d'honneur national, ou de sécurité personnelle. Ce ne fut que dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, lorsque furent publiés les *Mémoires de Torcy*[2], alors que tous les acteurs de cette «*virevolte*» diplomatique et militaire avaient quitté ce bas monde, que la vérité éclata, confirmée plus tard encore par des recherches dans les Archives diplomatiques du Royaume de France.

Toute cette scabreuse histoire d'espionnage avait commencé au tout début de cette guerre dite de Succession d'Espagne. Lorsque le maréchal Camille d'Hostun de La Baume, duc de Tallard, qui avait oc-

---

[1]À l'exception de certaines instructions données à St-John vicomte Bollinbroke qui furent rendues publiques quelques années plus tard par l'Allemand George Ier de Hanovre devenu roi d'Angleterre. Mais tout ne fut pas rendu public pour ne pas salir l'honneur de l'Angleterre. Robert Walpole fut alors nommé Censeur officiel pour examiner les papiers et trier ceux qui pourraient être rendus publics sans froisser l'amour propre des Anglais. Walpole qui avait connu la prison sous la reine Anne ne pensa alors qu'à se venger du comte d'Oxford et du vicomte de Bollinbroke.

[2]Colbert, Jean-Baptiste (marquis de Torcy), et *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol.

cupé durant deux ans les fonctions d'ambassadeur de France à Londres, avait quitté la capitale anglaise en 1702 pour se livrer à son sport favori, *la guerre,* il y avait laissé une *taupe*, un espion, son chapelain *l'abbé Gaultier*, officiellement pour desservir la chapelle de l'ambassade. En réalité, le prêtre était un redoutable espion, à l'aspect des plus sympathiques. Huit ans passèrent et l'ecclésiastique remplit fidèlement sa fonction d'informateur, expédiant de façon régulière et soutenue des synthèses cryptées à monsieur de Torcy, Secrétaire d'État français aux Affaires Étrangères, concernant l'évolution du moral au sein de la population anglaise et surtout dans les cercles gouvernementaux. Mieux encore, ce modeste ecclésiastique à la mine candide et débonnaire, réussit à devenir l'aumonier attitré du... comte de Gallas[1], ambassadeur du Saint-Empire romain germanique, sous prétexte que sa propre chapelle ne suffisait plus[2]. Chez ce diplomate de haut vol, il rencontra lord Jersey dont l'épouse, catholique, venait assister à la messe romaine en la chapelle de l'ambassade du Saint-Empire, et il commença à fréquenter l'hôtel particulier de cet aristocrate anglais (lord Jersey), ami intime de deux ministres tories fort importants, Robert Harley, leader de son parti, et Shrewsbury[3]. Ainsi, petit à petit, Gaultier put souffler sur les braises du *pacifisme* dans les cercles politiques anglais, déjà enclins à rejeter cette guerre éternelle sous la pression insidieuse des lobbies marchands de Londres qui venaient eux aussi d'opter pour la paix, après avoir longtemps pris parti pour la guerre lorsque le *business* espagnol leur avait

---

[1]Elke Jarnut-Derbolav, *Die Österreichische Gesandschaft in London (1701-1711).* Ein Beitrag zur Geschichte der Haager Alianz, Bonn, 1972.

[2]Le comte de Gallas lui même ne manquait pas d'espionner les Anglais dont il était l'allié. On lit à la page 148 de l'Histoire du règne de la reine Anne d'Angleterre contenant les Négociations de la paix d'Utrecht, & les démêlés qu'elle occasionna en Angleterre, ouvrage posthume du Docteur Jonathan Swift, Doyen de S.Patrice en Irlande; publié sur un Manuscrit corrigé de la propre main de l'Auteur, & traduit de l'Anglais par M**** [Marc-Antoine Eidous],Chez Marc-Michel Rev. & Arkstée & Merkus, à Amsterdam, 1765: «Vers la fin du mois d'Août 1711, le Comte de Gallas avait dépêché un de ses Secrétaires, qui était un Italien, à Francfort, où le Comte de Petersborough. était alors attendu. Cet homme avait ordre de se faire passer pour un Espagnol, & de tâcher d'entrer au service du Comte. Il y parvint, & il informait exactement le Secrétaire de l'Empereur à Francfort, de tout ce qu'il pouvait apprendre dans la maison de ce Seigneur, & lui envoyait des copies de plusieurs lettres qu'il avait transcrites. » Pour cet espionnage caractérisé, Gallas fut déclaré *persona non grata* en Angleterre par la reine Anne.

[3]Ce dernier était le descendant direct du général Talbot qui s'était battu contre Jeanne d'Arc durant la Guerre de Cent Ans et qui avait été battu et tué à la bataille de Castillon. Lord Talbot, comte de Shrewsbury, dirigeait l'armée anglaise de Secours en ce 17 juillet 1453.

échappé[1] au profit des marchands français. Le vénérable chapelain s'efforça aussi de tisser tout un réseau d'amitié avec des personnalités politiques tories fort influentes, qui se firent des agents de paix en faveur de la France. Finalement, « le Comte de Jersey[2], lié avec les nouveaux Ministres, proposa Gaultier comme homme de confiance,... pour l'envoyer [en mission] en France. La proposition fut agréée, & Jersey commis pour instruire Gaultier, mais verbalement & sans rien lui donner par écrit. L'instruction consistait à faire savoir au Roi que les nouveaux Ministres, à qui la Reine de la Grande-Bretagne avait confié le soin de ses affaires, souhaitaient la paix, & la croyaient nécessaire au bien du royaume d'Angleterre.»

Un jour de janvier 1711, l'ecclésiastique français traversa la Manche avec une dépêche à remettre à Torcy, qui encourageait les Français à renouveler les pourparlers de paix de Gertuydenberg avortés sans résultat l'été précédent. Torcy se montra fort surpris de voir apparaître son espion, qu'il ne connaissait jusque-là que par ses messages secrets, parfaitement cryptés, désormais sous la barrette d'*Envoyé spécial* du... gouvernement britannique lui-même. Gaultier révéla carrément. au ministre Torcy ébahi, que la France pouvait espérer négocier *une paix séparée avec les Anglais* indépendamment de leurs alliés hollandais et allemands. «Voulez-vous, lui[3] dit-il, la paix? Je viens vous apporter les moyens de la traiter & de la conclure indépendamment des Hollandais, indignes des bontés du Roi [de France] & de l'honneur qu'il leur a fait tant de fois de s'adresser à eux pour pacifier l'Europe." Demander alors à un Ministre de Sa Majesté, s'il souhaitait la paix, c'était demander à un malade, attaqué d'une longue & dangereuse maladie, s'il en veut guérir[4].» L'ecclésiastique sollicita simplement une lettre diplomatique qui prouverait qu'il était un intermédiaire accrédité et sérieux, et que les Anglais pouvaient le considérer comme un agent officiel quoique secret. Torcy s'en ouvrit au roi durant un Conseil, et il fut déci-

---

[1]Ce fut en 1701 et 1702 que le roi d'Espagne avait accordé aux Français tous les avantages commerciaux détenus jusque là par les marchands anglais. Cela avait été pour l'Angleterre le seul et véritable motif de créer et de subventionner la *Grande Alliance contre la France*

[2]Colbert, Jean-Baptiste (marquis de Torcy), et *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol.,. p.20

[3]Au Ministre français des Affaires étrangères, à Versailles.

[4]Colbert, Jean-Baptiste (marquis de Torcy), et *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol. p.21

dé de poursuivre l'affaire. L'argent étant le nerf de la guerre et l'Angleterre étant à bout de souffle, les Français firent alors le projet d'acheter le retrait de l'Angleterre de la coalition anti-française. Certes les caisses du Trésor français étaient aussi désespérément vides que celles des Anglais, mais les Anglais étaient friands de colonies et d'avantages économiques dont Louis XIV se montrait prêt à les combler. Les diplomates français savaient que cette possibilité n'était pas utopique car −contrairement à la France où les Nobles ne pouvaient commercer sous peine de déchoir de leur titre de Noblesse− l'Angleterre était gouvernée en sous-main par les lobbies marchands dont les motivations étaient, bien entendu, financières. La Noblesse anglaise qui pouvait pratiquer le négoce sans déchoir faisait aussi partie de ces lobbies avec lesquels s'élaboraient les grandes orientations de la politique nationale[1]. D'ailleurs, ce pays s'était déjà[2] laissé suborner en 1493, de même qu'en 1658, lorsque l'Angleterre de Cromwell avait abandonné l'Espagne, en pleine guerre aussi, pour obtenir Dunkerque en cadeau. Les Anglais ne s'étaient jamais pardonné d'avoir perdu la forteresse de Calais un siècle après la Guerre de Cent Ans, et tout au long de leur fructueuse histoire ils considérèrent toujours la forteresse portuaire de Dunkerque comme une souhaitable *tête de pont* de remplacement.

L'abbé Gaultier rejoignit Londres à la fin de janvier. Il montra la *lettre de créance*, secrète, aux ministres Harley, Shrewsbury et Jersey, et annonça *verbalement* que les Français étaient prêts à considérer toute proposition de paix un tant soit peu sérieuse. En guise de nouvelle étape, l'espion français rapporta à Versailles une dépêche datée du 13 février, expliquant que les Anglais fort prudents et très soucieux de leur honneur national, souhaitaient recevoir de la part des Français des offres de paix en des termes qui laisseraient croire *sans l'ombre d'un doute* que l'initiative en revenait spontanément aux Français[3]. Gaultier revint

---

[1]Les plus grande compagnies commerciales (comme la *Hudson's Bay Company* ou de nombreuses compagnies négrières) avaient des Directeurs aristocrates.

[2]Après la prise de L'Écluse par sa flotte, Henri VII d'Angleterre avait débarqué une puissante armée et attaqué Boulogne que défendait le bâtard de Cardonne. Mais la campagne anglaise n'avait duré que trois semaines, car Henri VII s'était laissé tenter par un royal pot de vin de Charles VIII de France: 745.000 écus d'or. Il avait donc repassé la Manche, abandonnant son allié Maximilien d'Autriche, qui, en désespoir de cause, avait dû signer avec la France le Traité de paix de Senlis, le 29 mai 1493.

[3]"...British Government earnestly hoped that a definite offer of peace would come to them from Paris, and in such a form that it would appear to have arisen spontaneously from France." Winston S. Churchill, *Marlborough, his Life and Times*, Book 2, George G. Harrap & Co. Ltd, London, p.876

le 6 avril avec la réponse; le roi de France offrait de négocier la paix sur les bases suivantes : les Anglais obtiendraient des garanties effectives quant à leur commerce futur avec l'Espagne,[1] dans les Indes[2] et dans les ports de la Méditerranée. Les Français proposaient même, au choix de l'Angleterre, les villes d'Aix-la-Chapelle ou de Liège comme siège des négociations officielles de paix qui devaient suivre le traité secret. En corollaire, bien sûr, les Français exigeaient d'imposer leur candidat sur le trône d'Espagne, ce qui était l'objet même de cette longue et horrible guerre.

Comme nous l'avons dit, ce document fut soumis aux Anglais le 11 avril 1711 par l'intermédiaire de Gaultier. Shrewbury présenta la dépêche devant le Cabinet ministériel anglais le 26 avril. Le Secrétaire d'État St-John fut enfin mis au courant et prit les choses en main. Il adjoignit à Gaultier un Anglais en qui il avait parfaitement confiance, Matthew Prior, ancien secrétaire à l'Ambassade d'Angleterre à Paris. Ils étaient faits pour s'entendre[3]. Au début du mois de juillet apparut pour la première fois un document écrit, élaboré par les négociateurs anglais. Le Cabinet ministériel anglais demandait des *villes de sûreté*[4] dans les Indes occidentales, incluant l'Amérique du Sud. Prior et Gaultier parvinrent à Versailles le 21 juillet. Ils y furent accueillis par Torcy auquel furent présentées les exigences anglaises. Sachant Louis XIV aux abois, et sans trop mettre de l'avant, bien sûr, qu'il étaient eux-mêmes réduits à la dernière extrémité pour des raisons financières, les Anglais se montraient fort gourmands. Ils demandaient sans ambages :

1- le **monopole exclusif de la traite des esclaves africains** dans les Antilles et en Amérique latine, en modifiant le système des *Asientos de Negros*[5].

---

[1]Les Anglais craignaient qu'un roi d'Espagne français ne ferme le commerce espagnol à l'Angleterre.
[2]C'est à dire en Amérique espagnole.
[3]Simple allusion au fait que l'abbé Gaultier était prêtre et que Prior signifie *prieur*.
[4]Où les Anglais auraient l'assurance de pouvoir commercer, d'une part, mais aussi de redonner une bonne forme aux esclaves qui venaient d'arriver d'Afrique afin de les vendre à un meilleur prix.
[5]**Asiento de Negros**, [ou Assiento] au mot à mot *Contrat de Nègres*. C'était le nom donné par les Espagnols aux contrats signés avec des particuliers ou même des puissances, entre le début du XVI^e^ siècle et le milieu du XVIII^e^, pour importer des esclaves africains. L'Espagne ne possédait pas de comptoirs de traite en Afrique, par respect pour le traité papal de Tordesillas (qui partageait le monde en deux et accordait l'Est au Portugal et l'Ouest à l'Espagne), et concédait ou vendait à des particuliers des franchises d'importation, l'Asiento. En l'espace de trois siècles, des millions de Noirs africains, sans compter la multitude innombrable de ceux qui moururent durant le transport, furent capturés en Afrique, avec la collaboration des rois locaux, et embarqués pour le continent américain. Par ces con-

2- que les bases navales de **Gibraltar** et de **Minorque** leur soient reconnues en toute propriété.

3- le renoncement définitif de la France à **l'Acadie**, à la **Baie d'Hudson** et à **Terre-Neuve**, ainsi que des **droits de pêche** variés dans ces régions.

4- la cession de **Dunkerque** à l'Angleterre comme *tête de pont* sur le continent.

5- la reconnaissance par la France de la **légitimité de la reine** d'Angleterre Anne Stuart.[1]

---

trats, le gouvernement espagnol offrait au contractant [asentista] le monopole de la traite vers une partie ou la totalité de l'empire espagnol d'Amérique. L'asentista acceptait de payer un certain droit pour ce monopole et de livrer un certain nombre d'esclaves de chaque sexe sur le marché américain. Le premier de ces asentistas fut une compagnie génoise, laquelle, en 1517, accepta de fournir 1000 esclaves sur une période de huit ans. En 1528, une compagnie allemande s'engagea à livrer 4000 esclaves et dut, pour cela, payer un droit de 20 000 ducats par année à la couronne d'Espagne. Chaque esclave fut vendu à un prix qui ne dépassa pas 45 ducats. En faisant accorder, par le Traité secret d'Utrecht, **tous** ces lucratifs Contrats de Traite des Esclaves à l'Angleterre, en l'occurrence à la British South Seas Company, *les Anglais allaient importer tous les esclaves pendant 30 ans en Amérique espagnole*. C'était énorme. Cela représentait des millions de ducats pour les lobbies anglais. Et, non contents de ces fortunes, ces armateurs pouvaient envoyer un vaisseau par an [*navío de permiso*], chargé jusqu'aux écoutilles de marchandises diverses, à écouler sur le marché colonial espagnol. En contrepartie, les Anglais devaient payer un droit au trésor espagnol de 34 000£ par année.

[1]**Anne Stuart** [1655-1714] fut le dernier monarque de sa dynastie. Elle était la deuxième fille du roi Jacques II [1685-1688] et de Anne Hyde. Quoique Jacques fut catholique, Anne fut élevée en protestante à la demande de son oncle le roi Charles II [règne de 1660 à 1685]. En 1683, Anne fut mariée au prince George de Danemark. Son amie d'enfance Sarah Churchill, épouse du futur duc de Marlborough, devint sa conseillère lorsqu'elle fut couronnée reine d'Angleterre. C'est grâce à sa protection et à sa faveur que le futur Marlborough fut nommé général en chef des armées anglaises sur le continent. Ce fut Sarah qui conseilla à son mari de se joindre au camp protestant de Guillaume III d'Orange stathouder des Provinces-Unies, lorsque ce dernier renversa son beau-père [c'est à dire le père d'Anne] le catholique roi d'Angleterre Jacques II en 1688. Par le Bill of Rights [1689], Guillaume et sa femme Marie [sœur d'Anne] devinrent roi et reine d'Angleterre, et Anne elle-même fut placée dans la ligne de succession pour le trône. Après la mort de Marie, Anne se rendit compte que le roi Guillaume d'Orange la tenait à l'écart de la régence provisoire lorsqu'il s'absentait de Londres. Quoique Anne ait supporté 18 grossesses entre 1683 et 1700, 5 enfants seulement étaient nés vivants et un seul réussit à dépasser l'enfance, mais mourut en 1700. Sans héritier, elle accepta donc *l'Act of Settlement* de 1701 qui désignait comme ses successeurs sur le trône d'Angleterre une dynastie protestante allemande, les descendants hanovriens du roi Jacques I^er d'Angleterre. En 1702, à la mort de Guillaume d'Orange, Anne devint donc reine d'Angleterre. Son premier gouvernement, quoique essentiellement Tory, était dirigé par deux neutres, Sidney Godolphin et le duc de Marlborough. Comme nous l'avons dit, l'influence de Sarah Churchill fit nommer le duc, son mari, commandant en chef des forces anglo-hollandaises. Vers 1707, la duchesse de Marlborough , sans être en disgrâce, avait été supplantée dans le cœur de la reine Anne par Mrs Abigail Masham, créature du leader Tory Robert Harley, qui devint plus tard 1^er duc d'Oxford. Le dernier acte de la reine Anne fut d'assurer que son successeur serait protestant en plaçant le gouvernement entre les mains du modéré Lord Talbot, duc de Shrewsbury, lequel facilita l'accession au trône d'Angleterre du prince allemand Georges de Brunswick [Hanovre], qui devint Georges I^er [1714-1727]. La reconnaissance de la légitimité de la reine protestante Anne sur le trône d'Angleterre aurait donc impliqué, de la part de la France, l'expulsion de son territoire du Prétendant catholique au trône d'Angleterre, réfugié en territoire français.

6- l'Angleterre souhaitait accessoirement que les royaumes de France et d'Espagne ne soient **jamais unifiés** sous une seule et même couronne.

Rien n'était prévu en ce qui concernait la succession d'Angleterre dont les Français hébergeaient dans leur pays les princes exilés, rien en rapport avec la frontière germanique sur le Rhin, rien concernant les désirs de l'Empereur [allemand] en Italie, en Espagne,[1] en Bavière ou aux Pays-Bas. Les discussions se poursuivirent en France puis en Angleterre, entre St.John et Mesnager[2]. « L'instruction donnée à Ménager était pour lui seul, & l'Abbé Gaultier, encore moins Prior, ne devaient avoir connaissance d'aucun des articles qu'elle contenait.[3] » Les demandes anglaises furent discutées puis acceptées par les Français *à condition que les Anglais s'engagent positivement et non pas seulement par indifférence à appuyer les exigences que la France imposerait aux Alliés de l'Angleterre*. Paradoxalement, tout en acceptant cette condition française, les Anglais demandèrent du même souffle de réécrire la section qui concernait les Alliés en termes qui jetteraient *quelque flou,* ou au moins *un certain voile de décence* sur leur réalisme cru et cynique. L'émissaire français fut extrêmement embarrassé, car tout ce qu'il avait accordé à l'Angleterre était justement pour qu'elle abandonnât ses alliés *de façon flagrante et publique*. Et maintenant, après avoir empoché ses "avantages spéciaux", le Cabinet anglais montrait le désir d'être protégé contre au moins quelques-unes des critiques dont les camarades allaient les abreuver[4]" Torcy nous dit à ce sujet que « Le secret de la négociation était expressément demandé par les Ministres d'Angleterre. Ils jugeaient absolument nécessaire de cacher aux Hollandais les avantages que la Nation anglaise obtiendrait pour son commerce. Le Roi [de France] voulait en effet le favoriser, & récompenser ainsi les démarches que ferait l'Angleterre, soit pour les intérêts du Roi

---

[1]Car, selon l'entente franco-anglaise, il était entendu que le nouveau roi d'Espagne serait français.

[2]Nicolas Le Baillif Mesnager ou Ménager était député (délégué) de la ville de Rouen au Conseil du Commerce.

[3]Colbert, Jean-Baptiste (marquis de Torcy), et *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol. p.47.

[4]Churchill "Prior was sent to Mesnager to rewrite the section which concerned the allies in terms which would throw some cloak, or at least some veil, over their naked, cynical realism. The French emissary was deeply embarrassed. All that he had given to England had been upon the basis of her flagrant public desertion of her allies. Now, having pocketed their special advantages, the English Cabinet wished apparently to be protected from some at least of the stricture which would be passed upon them by their comrades."

d'Espagne, soit pour le rétablissement d'une paix juste, raisonnable & solide[1].» Le dernier article de la demande préliminaire anglaise exigeait le secret absolu. Cet article précisait que « ces demandes ainsi que toutes les autres négociations avec la Grande Bretagne seront tenues inviolablement secrètes, jusqu'à ce qu'elles soient publiées du *consentement mutuel* des deux parties[2]. » Elles ne seront jamais publiées par les Anglais. Les Français refusèrent cette clause; malgré cela, St.John accepta de signer les Préliminaires d'accord. La reine Anne approuva la signature.

L'une des premières conférences secrètes fut ainsi rapportée par Torcy : « Les Ministres le firent avertir le 3 de Septembre [1711] de se trouver le soir à la conférence qui se tiendrait chez le Comte de Jersey. Oxford, Saint Jean & Prior s'y rendirent. Ménager y conduisit l'Abbé Gaultier. Lorsqu'ils furent assemblés, Saint Jean possédant mieux la langue française, & plus éloquent que d'Armouth, son collègue, prit la parole. Il voulut prouver que dans le moment présent il ne s'agissait que de convenir des avantages que la paix procurerait à l'Angleterre; il assura que sitôt qu'on en serait d'accord, la Reine, sa Maîtresse, donnerait toute son attention aux intérêts de la France; que cette Princesse avait commandé de préparer un paquet-bot pour servir au passage du Courrier que Ménager enverrait à Calais, mais qu'il fallait auparavant reprendre les points contestés, & sur chaque article donner des réponses précises. Ménager le promit. Les Ministres anglais demandèrent pour première condition, la démolition totale des ouvrages que le Roi avait fait construire à Dunkerque, tant sur terre que sur mer. En vain Ménager essaya-t-il de les réduire à se contenter de la destruction du [Fort] Rishban & des Forts de la Marine. Ils furent inflexibles. Les Fortifications d'une telle Place causaient trop de jalousie à l'Angleterre, pour les laisser subsister[3]. » Les Anglais exigeaient également d'être exempts de la taxe de 15% appliquée à l'entrée des marchandises à Cadix . Ils voulaient aussi quatre villes en Amérique du Sud

---

[1]Colbert, Jean-Baptiste (marquis de Torcy), et *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol. p.43

[2]Swift, Livre II, p.111. Les deux parties étaient bien évidemment la française et l'anglaise, et il n'était pas question que ces derniers acceptent de les publier un jour.

[3]TColbert, Jean-Baptiste (marquis de Torcy), et *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol. pp.56-57.

où les négriers anglais pourraient faire reposer leurs esclaves et les remettre en état avant de les vendre. Pour ce qui était de la Nouvelle-France, « Le Roi avait déjà consenti de céder à l'Angleterre dans l'Amérique Septentrionale, Plaisance & l'Île de Terre-Neuve. Mais il renouvela les ordres donnés à Ménager, de persister à réserver aux Français la liberté de pêche et de sécher les morues dans la partie du Petit-Nord[1]. Sa Majesté demandait une renonciation formelle, de la part de l'Angleterre, à toute prétention sur les Îles du Cap-Breton, de Saint-Pierre & de Sainte-Marie. Elle se réservait la faculté de faire dans ces Îles les Établissements qu'elle jugerait à propos. Ménager devait insister sur la restitution de Port-Royal & de toutes les dépendances de l'Acadie, & comme il était encore incertain si les Anglais avaient réussi dans leur entreprise de Québec[2], le Roi demandait, en cas de succès de leur part, que cette Ville lui fût restituée, avec les dépendances du Canada[3]. »

Au cours des négociations secrètes, les Français notèrent que les Ministres anglais semblaient craintifs face aux réactions possibles de la reine Anne : « La crainte de ces Ministres pouvait paraître frivole à qui n'aurait pas connu la constitution de l'Angleterre, & le danger continuel où sont exposés ceux qui ont en main l'administration des principales affaires de l'État. Ces mêmes Ministres l'éprouvèrent, lorsque, peu d'années après, le Duc de Hanovre monta sur le Trône de la Grande-Bretagne[4]. » Nous évoquerons ces vengeances au dernier chapitre.

L'historien-chroniqueur anglais Jonathan Swift a brossé un portrait très précis du duc de Marlborough qui tient dans cet ouvrage une place prééminente : « Le Duc de Marlborough a été peint sous des traits si divers, & il est en effet d'un caractère si mélangé, qu'il est difficile de rien décider sur son compte, sans se rendre suspect de flatterie ou de médisance. Je ne dirai rien de ses talents militaires, que les discours de ses amis & de ses ennemis, parmi les gens de guerre, ont rendu

---

[1]Le Petit-Nord est la côte Ouest de l'île de Terre-Neuve, par la suite appelée *Côte française*.
[2]Les Français savaient qu'une attaque anglaise contre la capitale de la Nouvelle-France était susceptible de se produire à ce moment-là.
[3]Torcy, Tome III. Part III, pp.63-64. À la page 76 du même document, la reine Anne demanda que l'expression Amérique septentrionale soit abandonnée pour Amérique *sur la Mer du Nord*, autre nom de la Baie d'Hudson.
[4]Torcy, Tome III. Part III, pp.72-73

très problématiques. Cependant, si on le met au nombre de ceux qui aiment la guerre, la chose n'est point douteuse, il l'aimait pour des raisons qui ne lui sont point communes avec les autres Généraux[1]. Les malins, qui lui refusent la valeur personnelle, ne semblent point faire attention que cette imputation est vague. Il est si rare que la personne d'un Général soit exposée, qu'il est très difficile de porter un pareil jugement, & peut-être que la crainte qu'on prétend l'avoir souvent déconcerté sur le point d'une action, pouvait avoir plutôt son armée que sa personne pour objet. Il avait été nourri dans les principes du parti appelé Tory, & toujours il pencha de ce côté cependant à la fin, le parti contraire lui fit des offres si tentantes que ses amis ne purent les contrebalancer. Son ignorance dans les Lettres est en quelque façon compensée par la bonté de son jugement, par une certaine éloquence naturelle, & par cette connaissance que l'on acquiert à la Cour & dans les armées. Nous ne devons point juger de son ambition par le désir qu'il marqua d'être fait général pour toute sa vie. Je suis persuadé qu'en cela son principal motif était les honoraires & les profits attachés à cette place en continuant la guerre, & je crois qu'il n'avait point alors l'intention de mettre la Couronne dans sa famille, vu qu'il y avait déjà plusieurs années que son fils unique était mort. Il est connu par l'empire qu'il sait prendre sur ses passions, & par le talent qu'il a de les déguiser; elles vont toutes se concentrer dans l'amour des richesses. Si la nature lui a refusé la libéralité, elle ne l'a point rendu avare de promesses; mais ce talent, si nécessaire dans les Cours, ne réussit pas si bien dans les camps & parmi des soldats, qui n'ont point l'esprit assez raffiné, pour le sentir ou pour le goûter[2].»

Swift[3] réserve ses flèches les plus acérées à la duchesse de Marlborough, qui avait été la favorite de la reine Anne : «La Duchesse son épouse a droit de prétendre à une place dans cet ouvrage; c'est à elle que le Duc est surtout redevable de son élévation & de la chute. Pendant

---

[1]Il expliquera plus loin le sens de cette phrase sibylline : il aime la guerre non pas, comme les autres généraux, par goût du risque, mais par désir de s'enrichir. La plupart des phrases de Swift sont venimeuses; la vétusté du style en atténue pour nous la violence.

[2]Swift, Jonathan, *Histoire du règne de la reine Anne d'Angleterre,* Marc-Michel Rev., & Arkstée & Merkus, à Amsterdam, 1765. Livre Premier, pp.16 et suivantes.

[3]Jonathan Swift, à l'esprit caustique, est plus connu dans le monde francophone pour ses *Voyages de Gulliver* que pour sa description de la famille Churchill-Marlborough.

plus de vingt ans[1] elle posséda, sans rivale, la faveur de la plus indulgente des Souveraines, & jamais elle ne perdit la moindre occasion de la faire tourner à son profit. Elle a conservé une assez bonne réputation, relativement à l'amour & à la galanterie; mais il régnait dans son cœur trois furies, ennemies mortelles de la tendresse, une avarice sordide, un orgueil insupportable & une fureur que rien ne pouvait modérer. La dernière de ces passions avait surtout éclaté si souvent d'une manière si impardonnable, qu'elle avait déjà aliéné l'affection de la Reine, longtemps avant qu'on s'en aperçut dans le monde[2]. Cette Dame ne manque point d'esprit, elle en fit parade dans son temps, en argumentant contre la Religion, & en voulant prouver l'impossibilité & l'absurdité de la Doctrine Chrétienne. On n'a qu'à imaginer ce qu'un esprit de cette trempe, irrité par la perte du pouvoir, de la faveur & de la grandeur, est capable de faire entreprendre, & j'en aurai dit assez[3]. »

À l'instar de nombreux politiciens qui se croient hors d'atteinte des retours de flammes dangereux, le duc de Marlborough profita de sa situation d'intouchable privilégié pour s'enrichir sans aucun frein et même pour prolonger la guerre qui lui rapportait des fortunes immenses sans lui faire courir les périls qui menaçaient les simples soldats, car, comme le disait Swift un peu plus haut : «Il est si rare que la personne d'un général soit exposée» au danger Mais lorsqu'il vit que son parti perdait le contrôle de la politique anglaise et que ses compagnons tombaient en disgrâce les uns après les autres, il craignit que la Vérité sur ses malversations soit exposée au grand public et « que le Parlement ne fût tenté d'éplucher ses négociations à La Haye en 1709 & ne voulût savoir pourquoi & par l'avis de qui les propositions de paix de la France avaient été rejetées[4]. » Car il devenait évident que les conditions de paix, inacceptables pour les Français, n'étaient destinées qu'à prolonger la guerre. Mais ce n'était pas la seule turpitude que le général voulait garder à l'ombre dans les méandres de sa conscience, il craignait aussi « qu'on ne dévoilât les mesures secrètes qu'il avait faites pour engager la Reine à lui donner le Généralat pour toute sa vie, ce qui était un article

---

[1]La duchesse de Marlborough était l'amie intime d'Anne Stuart 10 ans avant l'avènement de celle-ci sur le trône d'Angleterre.
[2]Ce fut d'ailleurs une colère de cette dernière contre la reine, −quelques mots proférés *publiquement*−, qui entraîna la rupture et la disgrâce.
[3]Swift, Jonathan, *Histoire du règne de la reine Anne d'Angleterre,* Marc-Michel Rev., & Arkstée & Merkus, à Amsterdam, 1765. Livre Premier, pp.19.
[4]Ibid. Livre Premier, p.55.

fort délicat & fort aisé à prouver[1]. » Quant aux rumeurs de détournements de fonds qui commençaient à assombrir l'horizon de Marlborough alors que la Chambre des Communes examinait son curieux comportement durant cette guerre de Succession d'Espagne, « une de ses créatures assura très sérieusement à l'Orateur, que l'on se trompait en blâmant ce Seigneur sur cet article, & que c'était la Reine qui avait pressé le Duc de recevoir cette commission, & que son refus lui fit prendre pour la première fois de l'humeur contre lui... Cette effronterie paraissait incroyable, si l'on avait la moindre raison d'en douter[2]. »

Le prince Eugène n'était pas moins torturé par le scalpel vif et la langue acerbe de l'historien Swift au nom si adéquat: « L'ambition de ce Prince est d'être continuellement occupé à la guerre, sans s'embarrasser quelle en puisse être la cause ou la conséquence. Il aime à se voir à la tête d'une armée, qui est le seul endroit où il puisse jouer un rôle considérable. Il n'est point exempt d'une teinture naturelle de cette cruauté, dont on accuse les Italiens[3]. Nourri dans les armes, il est parvenu à éteindre la pitié & le remords, au point d'être prêt en tout temps à sacrifier la vie d'un millier d'hommes à un caprice de gloire ou de vengeance.[4]. » Va-t-en-guerre cruel et sans pitié, il le prouvait par sa stratégie qui rejoignait celle du duc de Marlborough décrite plus haut. Cette cruauté était d'ailleurs commune à la plupart des stratèges de l'époque, tant français qu'alliés. Mais Marlborough, au moins, tâchait d'épargner les soldats de son propre pays, l'Angleterre. La haine semblait aussi occuper une grande place dans le cœur du prince Eugène. Il l'avait prouvé quand il avait quitté Paris, sa ville natale, après avoir essuyé le refus de Louis XIV de commander les armées françaises. Il avait juré de revenir les armes à la main et de faire payer aux Français cette grande humiliation. Sa haine avait aussi pour objet tous ceux qui voulaient arrêter la guerre, cette grande partie d'échecs qu'il aspirait à gagner, quel que soit le nombre de morts Il avait donc conçu : «une haine implacable contre le Grand-Trésorier[5], qu'il regardait comme l'obstacle principal à sa passion insatiable pour la guerre. Voyant donc qu'il était impossible

---

[1]Jonathan, *Histoire du règne de la reine Anne d'Angleterre,* Marc-Michel Rev., & Arkstée & Merkus, à Amsterdam, 1765.
[2]Ibid., Livre Premier, pp.55 et suiv..
[3]La Savoie était alors considérée comme un État italien, quoique le prince Eugène fût né à Paris.
[4]Swift, Jonathan, *Histoire du règne de la reine Anne d'Angleterre,* Marc-Michel Rev., & Arkstée & Merkus, à Amsterdam, 1765. Livre Premier, pp.66.
[5]Le Ministre des Finances anglais.

pour lui & pour ses amis de réussir, tant que ce Ministre serait à la tête des affaires, il proposa un expédient, souvent mis en pratique par les gens de son pays. C'était, pour me servir de son expression, de se débarrasser du Trésorier *à la sourdine*. Il disait que rien n'était plus aisé, que cela passerait pour un effet du hasard; qu'il n'y avait pour cela qu'à engager des gens propres à ce dessein, à faire du tapage pendant la nuit. En conséquence, on répandit dans les différents quartiers de la Ville [de Londres] une troupe de bandits & de gens sans aveu, qui probablement excédèrent leur commission. En effet, ils se mêlèrent avec ces sortes de débauchés, qui souvent infestent les rues à minuit, & ils commirent les outrages les plus inhumains sur plusieurs personnes qu'ils attaquèrent sans raison, & qu'ils mutilèrent & blessèrent au visage, au bras, & dans d'autres parties de leur corps mais bientôt on arrêta ces excès, & c'est probablement ce qui empêcha l'exécution du grand dessein[1].» Telle fut l'un des procédés criminels qu'utilisèrent non seulement le prince Eugène, mais, comme nous allons le voir plus loin, les Whigs anglais opposés à la paix avec la France.

Les discussions franco-anglaises de Londres se déroulaient entre agents secrets, puis, dans les antichambres privées, chaque clause était revue et décortiquée dans le plus grand détail par les représentants des lobbies marchands de Londres. Après quoi, la reine Anne et son Conseil acceptaient ou refusaient sur avis des lobbies. Il arrivait pourtant que les négociateurs rencontrent la reine en personne. Monsieur de Torcy raconta ainsi l'entrevue de Mesnager avec la reine Anne : « Après la signature[2], & lorsque les Ministres du Conseil se furent retirés, Prior l'avertit[3] de la part du Secrétaire d'État Saint Jean[4], de se rendre le lendemain à Windsor. Il n'y manqua pas. Saint Jean le conduisit en secret à l'appartement de la Reine, à huit heures du soir. Ils y montèrent par un escalier dérobé, sans rencontrer personne que deux gardes, & dans l'antichambre une femme dans la confidence de cette Princesse. La réception que la Reine fit à Ménager fut gracieuse. Elle le chargea de faire ses compliments au Roi, de l'assurer qu'elle n'oublierait rien pour

---

[1]Swift, Jonathan, *Histoire du règne de la reine Anne d'Angleterre,* Marc-Michel Rev., & Arkstée & Merkus, à Amsterdam, 1765.. Le grand dessein du prince Eugène était bien sûr de profiter de ces troubles sociaux pour assassiner les membres du gouvernement Tory opposés à la guerre.
[2]Le 8 octobre.
[3]Avertit Mesnager.
[4]Il s'agit bien sûr de St.John, vicomte Bollingbroke.

avancer la conclusion de la paix générale. Elle dit ensuite : “Je n’aime point la guerre, & je contribuerai en tout ce qui dépendra de moi pour la faire finir au plus tôt. Je souhaite de vivre bien avec un Roi, à qui je suis tant alliée par la proximité du sang[1], & j’espère que les liens de notre union se fortifieront de plus en plus entre nous & nos sujets, après la paix par une correspondance & une amitié parfaite.» Le même secret observé pour introduire Mesnager à l’Audience de la Reine, le fut encore lorsqu’il en sortit et «partit pour Londres avec Prior, qui l’avertit de ne pas retourner, pendant qu’il était à la Cour chez le Secrétaire d’État, parce que les espions, que les Whigs entretenaient autour de la Reine, étaient sans nombre. C’était avec raison que les Ministres, admis alors à la confidence de cette Princesse, craignaient les temps à venir, & jugeaient de la nécessité d’user de beaucoup de prudence & de circonspection. Ils en connurent l’importance en 1714, lorsque le Duc de Hanovre monta sur le Trône d’Angleterre, en vertu de ce fameux *Acte d’Établissement dans la Ligne Protestante*[2]. »

Il arriva même que les agents secrets français rencontrent directement les représentants des lobbies en compagnie des négociateurs anglais. Mais c’était plus rare, car, généralement, les politiciens anglais servaient d’intermédiaires. Alors qu’il séjournait à Londres, Mesnager fut invité à se rendre chez Prior le 4 Octobre pour y rencontrer St.John qui était «accompagné d’un *Commissaire des Plantations Anglaises en Amérique*[3], nommé Moore. Il s’agissait d’aplanir quelques difficultés sur les termes dont on userait pour exprimer la permission d’introduire

---

[1]Anne d’Angleterre était la petit-fille d’Henriette-Marie de France qui était la troisième et plus jeune fille légitime du roi de France Henri IV et de la reine Marie de Médicis. Henriette-Marie était née le 26 novembre 1609 et avait épousé le prince Charles Stuart, futur roi Charles I[er] d'Angleterre et d'Écosse en 1625. C'est George Villiers de Buckingham, favori de son époux, qui était venu en France négocier ce mariage.
[2]Torcy, Tom.III, Part III. pp.87-88
[33]Moore était membre en bonne et due forme des lobbies londoniens. Il représentait les planteurs d’Amérique.

des Nègres dans les Ports de l'Amérique [espagnole], aussi bien que de savoir en quoi consistait l'exemption des droits de quinze pour cent que Ménager promettait pour les marchandises anglaises portées en Espagne, & qu'il faisait valoir comme un avantage très considérable pour la Nation[1]. » Les marchands qui se sentaient sans aucun doute comme des gourmands dans un magasin de bonbons voulaient tout prendre à pleines mains, tout emporter : « La contestation s'échauffa sur la faculté que le Roi réservait à ses Sujets, de pêcher et de sécher les morues sur la côte de Terre-Neuve. Ménager soutint que le Roi [de France] ne pouvait abandonner cette réserve, mais il promit que Sa Majesté consentirait à porter, aux conférences générales de la paix, la discussion des autres difficultés[2].»

Il est donc tout à fait nécessaire d'insister sur l'importance capitale des lobbies marchands de Londres qui, s'ils n'étaient pas habituellement les négociateurs de premier plan, restaient toujours en retrait dans l'ombre pour examiner, soupeser les propositions françaises de la journée et réclamer les modifications qu'ils jugeaient souhaitables. À titre d'exemple, nous prendrons la question des *droits de pêche* que les Français désiraient conserver à Terre-Neuve. Le Ministre français des Affaires étrangères, responsable des services d'espionnage, affirme dans ses *Mémoires* que « Prior vint chez lui[3] le matin du 6 Octobre, lui dire, de la part des Ministres, que l'article de Terre-Neuve ne pouvait être accepté dans la forme dont ils étaient convenus la veille. Les représentations des Marchands de Londres avaient été la cause de ce changement, disait Prior. Ils y trouvaient, selon lui, des termes équivoques, & très contraires à l'intérêt de leur commerce. Il proposa donc de remettre le tout aux Conférences de la paix. En vain Ménager offrit de supprimer les termes capables d'inspirer le moindre soupçon. L'expression la plus simple était de spécifier que la liberté serait réservée aux Français de pêcher & de sécher sur les côtes de l'île de Terre-Neuve. La vraie difficulté de la part du Conseil d'Angleterre ne résidait pas dans les expressions. Un changement si subit & si peu attendu avait une *cause secrète*[4]. Prior ne l'approuvait pas. Il avoua que l'incertitude du succès qu'aurait l'entreprise des Anglais sur le Canada, était le véritable motif de ces retardements inopinés. Que si le projet de s'emparer de Québec[5] réussis-

---

[1]Ibid., Tome III. Part III, pp.74-75
[2]Torcy, Tome III. Part III, p.74
[3]Chez Ménager.
[4]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[5]«L'entreprise des Anglais sur le Canada» dont parle l'Anglais Prior était la suivante : en 1711, une puissante flotte de 16 vaisseaux de guerre escortant 60 transports de troupes dont l'un portait justement

sait, la pêche de Terre-Neuve serait absolument interdite aux Français. Dans ces conditions, reprit Ménager, l'Angleterre déclare qu'elle ne veut point de paix; car elle doit compter que le Roi [de France] continuera la guerre, plutôt que de céder sur un point capital. Il fit voir quelle en était l'importance, & le peu d'intérêt que les Anglais avaient de s'opposer à la décision de la Reine & de son Conseil, puisque l'Angleterre possédait trois fois plus d'étendue de mer & de terrain qu'il n'en fallait pour pêcher & sécher. Vous êtes, dit-il, gens d'honneur, vous m'avez donné votre parole, j'en demande l'exécution. *La fantaisie de quelques Marchands*[1], suscités peut-être par les ennemis du Gouvernement, ne doit pas prévaloir sur la promesse de la Reine. Prior promit de faire un rapport fidèle de tout ce que Ménager lui avait dit, il ne pouvait rien faire de plus[2]. » Les lobbies marchands de Londres plus clairvoyants et plus opportunistes que les politiciens ordinaires, auraient ainsi préféré attendre le résultat de l'expédition anglaise vers la Nouvelle-France pour, –dans le cas ou Québec serait prise– interdire complètement la pêche française en Amérique du Nord. Comme le chante si bien notre artiste nationale Ariane Moffatt, les marchands voulaient : « *tout, tout de suite et ici!*»

Cependant, on ne peut impunément se frotter à la trahison sans se souiller. Au cours de ces négociations secrètes à l'insu de ses propres alliés, et même par la suite, durant les négociations officielles dans le dédale de coursives et de salons secrets de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, la reine d'Angleterre –elle qui se laissait séduire par l'appât du gain et par l'influence âpre et insatiable des lobbies marchands londoniens– semblait soucieuse en permanence. Elle craignait l'effet que son comportement et celui de son peuple produiraient. Elle redoutait ce que les autres nations pourraient penser d'elle, et s'effrayait de leur opinion concernant son honnêteté et son intégrité personnelle. Le jugement de l'Histoire à son sujet semblait l'épouvanter : « La Reine souhaitait... surtout éviter

---

le nom de MARLBOROUGH fort populaire dans la Royal Navy à l'époque, commandée par Sir Hoveden Walker remonta le Saint-Laurent pour attaquer Québec. Selon une tradition solidement établie, un homme de l'Île d'Orléans nommé Jean-Pierre Lavallée, qui se disait sorcier, jeta une malédiction aux Anglais, et, en quelques heures, la flotte se trouva prise dans un brouillard épais et mortel; huit vaisseaux anglais se fracassèrent sur les récifs côtiers et la flotte battit immédiatement en retraite en abandonnant 740 soldats noyés sur un total de 1390, ainsi que 150 marins. Il semble que cet acte de thaumaturgie ne fut pas un cas unique : «Dans la région du port de Bayonne, les sorcières, comme ailleurs en Angleterre à la même époque (1597) commandent aux vents et font sombrer les navires. » Jean Palou, *La sorcellerie*, PUF, , Paris, 1957, page 65. Pour en revenir aux choses sérieuses, les marchands lobbyistes de Londres avaient espéré en vain que Québec serait prise afin d'interdire, complètement, toute pêche française à Terre-Neuve. Pour ce qui fut du fameux sorcier jeteur de sorts, inutile de préciser qu'il ne fut pas cru par tous les Canadiens.

[1]Segment non mis en évidence dans le texte original.

[2]Torcy, Tome III. Part III, pp.78-79

les reproches & les déclarations qu'elle prévoyait de la part des Hollandais[1]. » De ce fait, les agents anglais voulaient sans cesse modifier des articles soit *pour laisser croire à leurs alliés que la reine avait aussi pensé à eux* dans les négociations, soit pour incorporer dans une clause *un avantage oublié* pour elle même ou pour les marchands, et Mesnager devait jouer serré parfois : «Ménager... répondit à Prior... que la variation[2] du Conseil était étonnante, au moment où il ne s'agissait plus que de signer les articles discutés & réciproquement accordés...» Plus loin le négociateur anglais insistait sur le fait qu' «il faut éviter toute expression capable d'exciter le moindre soupçon[3]...» Le Comte de Stafford, désigné pour négocier, eut la difficile tâche de fournir quelques explications au Pensionnaire[4]. Il «eut ordre de communiquer au Pensionnaire l'état de la négociation... d'expliquer les raisons qui jusqu'alors avaient empêché cette Princesse d'en faire part aux États-Généraux; enfin il devait dire, que si elle s'était contentée de stipuler des conditions générales pour les Alliés, c'était uniquement par la seule considération de ne pas s'ingérer à décider de leurs intérêts & de leurs prétentions, & dans la vue de leur laisser l'entière liberté d'en traiter eux-mêmes aux conférences de la paix. [Il eut ordre d'expliciter] que son intention était d'agir de concert avec ces mêmes Alliés, sans ombre de séparation, & que pour éviter tout soupçon de leur part, elle avait refusé de traiter la paix générale en Angleterre. Stafford devait assurer le Pensionnaire que la Reine sa Maîtresse n'avait stipulé en faveur de ses Sujets aucun avantage au préjudice des Hollandais; que nulle offre de la part de la France ne l'engagerait à faire la paix, si elle n'obtenait par le Traité que la République de Hollande fût satisfaite sur les articles de la Barrière, du commerce, & sur ses autres prétentions[5]. » Mais *les excuses accusent* −comme on le dit couramment−, et devant les accusations des Hollandais qui s'estimaient trahis, Anne ne se contenta pas de se défendre. Elle les menaça avec une subtilité toute féminine et les accusa de ses propres maux. « Elle pourrait justement se plaindre d'un procédé très inégal de la part des Hollandais, s'ils continuaient à *témoigner une injuste inquiétude de sa bonne-foi & de sa conduite*[6]*;* que s'ils s'en rapportaient à son avis, elle leur conseil-

---

[1]Ibid., Tome III. Part III, p.80
[2]Les revirements, les changements dans les demandes.
[3]Torcy, Tome III. Part III, pp.81-82
[4]Le grand-pensionnaire était le titre honorifique du Pensionnaire des États de Hollande, le secrétaire de l'Organe exécutif et législatif de la province de Hollande. Ce sont les Français qui, selon l'étiquette diplomatique de l'époque, ajoutèrent en suffixe le qualificatif *grand* au XVII[e] siècle afin de souligner la préséance de facto de la fonction hollandaise sur celles des autres provinces néerlandaises.
[5]Torcy, Tom.III, Part III. pp.95-96
[6]Segment non mis en évidence dans le texte original.

lait de modérer leurs prétentions sur l'article de la Barrière, & de composer pour en obtenir une partie raisonnable & suffisante pour la sûreté de l'État, plutôt que d'insister opiniâtrement sur le tout. Qu'elle donnerait le même conseil aux Impériaux, soit à tels autres des Alliés qui rappelleraient incessamment les préliminaires dressés en 1709, et rejetteraient toute proposition différente de ces articles. Que si les Hollandais fortement attachés à les soutenir[1], aimaient mieux continuer la guerre que de les abandonner, elle déclarait que l'Angleterre n'était plus en état de soutenir un fardeau dont le poids inégalement porté par les Alliés, l'accablait pendant que de tous côtés ils se relâchaient de leurs engagements. Qu'elle leur donnait à choisir, ou de fournir régulièrement leur contingent, soit en troupes, soit en vaisseaux, ou de faire la paix[2].» Au sujet de la prochaine Conférence générale de Paix que l'on commençait à envisager pour le début de l'année 1712, St.John conseilla même à Mesnager, après la signature secrète entre les Français et les Anglais, qu' « il est donc nécessaire que la France soit ferme & facile; ferme pour tenir tête aux Hollandais, s'ils contestent les avantages promis à l'Angleterre; facile sur certains articles qu'il conviendra d'accorder [aux Hollandais] pour le bien de la paix[3].» Inutile de préciser que cette phrase ne fut pas révélée par les négociateurs français.

En novembre 1711 déjà, dans les milieux alliés, «on s'élevait contre la conduite du nouveau Ministère d'Angleterre, traitée hautement de perfidie[4].» L'Angleterre avait soufflé le feu jusque-là et on ne pouvait pas croire qu'elle négociât une paix séparée, en violation du traité initial de *la Grande Alliance*. Même si Oxford avait déclaré au Parlement britannique, au sujet d'une paix séparée, que «rien de cette nature n'a jamais été dans nos intentions, car *une telle paix serait si absurde, si infâme et si perfide*[5] que chaque serviteur de la reine doit en répondre de sa tête à la nation[6]», personne ne le crut. Indubitablement, le cruel surnom de *perfide Albion* date de cette époque et fut créé par les Hauts-Alliés et par les Autrichiens.

Jusqu'au dernier moment, les Hauts-Alliés de l'Angleterre tentèrent sinon d'empêcher, du moins de retarder autant que possible

---

[1]À soutenir les Impériaux, c'est à dire les Autrichiens et le Saint-Empire romain germanique.
[2]Torcy, Tom.III, Part III. pp.96-97
[3]Ibid., Tom.III, Part III. pp.91
[4]Ibid., Tom.III, Part III. P.100
[5]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[6]*Journal des Débats du Parlement britannique*, VI, 1132. «Nothing of that nature was ever intended; for such a peace would be so foolish, villainous, and knavish that every servant of the Queen must answer for it with his head to the nation. » cité par Churchill, p.950.

l'ouverture des Conférences de la paix à Utrecht ou ailleurs. Une date fut toutefois prévue, *janvier 1712.* Les Français tentèrent de hâter les pourparlers en laissant courir une rumeur selon laquelle ils entretenaient aussi des négociations secrètes parallèles avec les agents hollandais; ou peut être était-ce ces derniers qui essayaient de jeter la suspicion entre la France et l'Angleterre en lançant cet écho pervers? Les Anglais en parurent, un instant, effrayés car il n'était pas question qu'ils se "*laissassent*" doubler, diplomatiquement parlant. La reine Anne « craignait... qu'on lui enlevât la négociation, si la France pouvait obtenir des conditions plus avantageuses de la Hollande, ou si elle s'imaginait que l'Angleterre manquât de force pour contenir les Alliés[1]. » Finalement, pour toutes ces bonnes raisons, la reine pressa les négociations. En fait, les Hollandais s'étaient tellement discrédités durant les négociations précédentes par leur intransigeance excessive, que Gaultier n'eut pas de mal à démontrer qu'ils « ne méritaient pas que le Roi[2] eût pour eux la moindre complaisance, & que ce serait beaucoup faire que de leur accorder les avantages que le bien de la paix ne permettait pas de refuser aux instances que la Reine de la Grande-Bretagne[3]...» On est prêt à pardonner à un puissant mais on refuse son pardon au plus faible qui a eu l'audace de vouloir nous humilier, même s'il avait quelque raison valable.

En ce qui concernait la ville de Dunkerque que les Anglais avaient demandée , le négociateur français «fit convenir ces Ministres que c'était de la part des Alliés que le Roi [de France] devait recevoir un équivalent de la démolition de Dunkerque[4], proportionné au préjudice que la France souffrirait de cette importante démolition, uniquement accordée aux instances de cette Princesse, & comme la preuve la plus essentielle de l'amitié du Roi pour elle. Cet équivalent déjà traité, devait être composé des Places spécifiées en Flandre, dont les ennemis s'étaient rendu maîtres pendant la guerre[5]. » Ainsi, le vieux roi de France, vindicatif jusqu'au bout contre les Hollandais qui avaient tenté de l'humilier durant les négociations de La Haye et de Gertuydenberg, exigeait de faire payer à ces derniers sa compensation pour le cadeau qu'il ferait aux Anglais. C'était certes des plus cyniques, mais le Roi-Soleil aux rayons déclinants ne pouvait oublier que ses vainqueurs, exul-

---

[1]Swift, Livre Quatrième, p.314.
[2]De France.
[3]Torcy, Tom.III, Part III. p.99
[4]La ville avait été prise aux Espagnols par Turenne et livrée aux Anglais pour payer les troupes qu'ils louaient à la France [1658]. Au moment de la Guerre de Succession d'Espagne, Louis XIV venait de la racheter en 1662 au roi d'Angleterre Charles II, et les Anglais voulaient absolument la récupérer.
[5]Torcy, Tom.III, Part III. p.99

tant de joie et de fierté, avaient fait ériger en 1704 dans la plaine d'Höchstädt[1] un monument commémoratif, non pas à la mémoire des 20 000 hommes qui avaient donné leur pauvre vie parce que des rois ambitieux rivalisaient de puissance en cette «sanglante partie d'échec », mais simplement pour infliger un insolent soufflet au Roi-Soleil. Ils avaient fait graver en latin cette inscription impudente: «*Agnoscat tandem Ludovicus XIV nominem debere, ante obitum, aut felicem aut magnum vocari*[2].» Comment pourrait-il oublier cette humiliation cinglante? Peut-être aussi qu'en favorisant un Allié au détriment des autres, les Français voulaient propager la jalousie et la dissension entre eux. C'était de bonne guerre −si l'on peut dire−, et les Alliés n'avaient pas manqué de jouer eux-mêmes ce jeu pervers lorsqu'ils avaient détruit la Bavière à l'ouverture des hostilités, afin de punir l'Électeur Maximilien II Emmanuel Wittelsbach pour avoir choisi le camp des Français. Chaque récolte, chaque ferme, chaque village, chaque ville de Bavière, tout avait été soigneusement brûlé par les soldats anglo-germano-hollandais, mais on avait pris garde d'épargner les châteaux et les manoirs de l'aristocrate Wittelsbach, non pas par solidarité de classe, mais pour semer la rancune et la haine dans le cœur désespéré des paysans contraints de se réfugier dans des huttes avec leur famille nombreuse en attendant de rebâtir leurs maisons brûlées.

Les belliqueux Whigs se battaient furieusement en Angleterre même, pour changer l'opinion et ainsi empêcher leur pays de trahir les Alliés conformément aux désirs des lobbies marchands et aux milieux pacifistes. Ils luttaient aussi sur le continent pour encourager les Alliés à continuer le combat envers et contre tout, jusqu'à ce que la reine Anne finisse par quitter ce bas monde pour céder sa place à un roi belliciste... jusqu'à ce que la France soit définitivement *hors de combat*. «On voulait prévoir & tout au moins faire croire aux Peuples que la plus saine partie de la Nation anglaise forcerait les traîtres à renoncer à toute négociation de paix. Buys[3], *Envoyé* en Angleterre, était regardé comme une ressource; on espérait tout de ses pratiques secrètes, de ses manèges souterrains, encore plus que de ses discours. La principale commission de ce Député était de souffler le feu à Londres, & par quelque voie que ce fût, de faire en sorte que le nouveau Ministère fût changé. Il était si persuadé

---

[1]Appelée par les Anglais : Blenheim.
[2]"Que Louis XIV apprenne enfin que nul ne doit, avant sa mort, être appelé heureux ou grand." L'adjectif *heureux* a ici le sens de *chanceux, béni des dieux*.
[3]Le député hollandais.

qu'il y réussirait, que *croyant facilement ce qu'il désirait avec ardeur*[1], il avait dit avant son départ, que sitôt qu'il aurait entretenu la Reine d'Angleterre en particulier dans son cabinet, elle ne laisserait en place aucun de ses nouveaux Ministres[2]. » Sur ordre de Louis XIV, les Services de renseignements français en avertirent immédiatement le Gouvernement anglais. Ils proposèrent en outre, si la Hollande refusait d'ouvrir la Conférence, de régler directement et officiellement l'ensemble des clauses avec les Anglais, en se gardant de laisser paraître, bien entendu, que l'essentiel était déjà réglé.

Au même moment, le comte de Peterborough qui voulait plastronner et jouer le personnage important, annonça à Francfort[3] qu'il était, lui-même, dans le secret des dieux du Gouvernement anglais et qu'il savait de bonne source que l'Angleterre renoncerait à la paix immédiate si l'Empereur voulait bien envoyer sur les bords du Rhin ou dans les Pays-Bas les troupes qu'il stationnait en Hongrie[4]. Là aussi, les services de renseignements français, qui surveillaient Peterborough de très près, en avertirent le comte d'Oxford par l'intermédiaire des agents français de Londres, lesquels négociaient les clauses du traité secret. De ce fait, la reine Anne fit savoir aux Alliés que les propositions françaises contenaient tous les éléments désirés pour ouvrir les Conférences officielles, et que, de ce fait, elle décidait de les mettre en train sans leur accord. Anne «demandait... [au roi de France] comme un moyen qu'elle croyait nécessaire pour avancer le succès de ses bonnes intentions, que le Roi voulût bien l'aider, *en lui confiant son secret sur les intérêts particuliers de chacun des Alliés*[5] : son but était d'user de cette connaissance, pour les faire entrer plus facilement dans la négociation générale. Elle espérait s'en servir utilement & réussir à l'avantage du bien public... L'unique intention de la Reine d'Angleterre, en demandant au Roi de telles marques de confiance, était d'employer les moyens qu'elle savait être les plus sûrs pour abréger toute longueur de négociation,

---

[1]Segment non mis en édidence dans le texte original. On sent toute l'ironie de Torcy vis-à-vis du Hollandais.

[2]Torcy, Tom.III, Part III. p. 101

[3]Donc, dans le Saint-Empire romain germanique. Charles Mordaunt, 3[e] comte de Peterborough et 1[er] comte de Monmouth (1658-1735) était le fils de John Mordaunt, 1[er] vicomte Mordaunt et de sa femme Elizabeth, fille et seule héritière de Thomas Carey, second fils de Robert Carey, 1[er] comte de Monmouth. Le père de Mordaunt, John Mordaunt, avait été créé vicomte Mordaunt d'Avalon et baron Mordaunt de Seigate (Surrey), en 1659. N'était-ce pas un pédigré significatif ?

[4]L'Empereur du Saint-Empire était non seulement souverain d'Autriche mais roi de Hongrie.

[5]Segment non mis en évidence dans le texte original. Cette curieuse demande, probablement désintéressée et honnête dans la bouche de la candide reine, avait sans doute pour origine les redoutables lobbies marchands qui espéraient ainsi contrôler l'ensemble des négociations entre les Français et les autres Alliés. Bien entendu les Français refusèrent de leur livrer ces secrets bien gardés.

comme elle était persuadée que ses intentions en ce point s'accordaient parfaitement avec celles du Roi, elle l'était aussi qu'il ne serait pas en peine de sa discrétion, dont elle renouvelait les protestations & promettait de réserver pour elle seule les confidences que le Roi voudrait bien lui faire, assurant qu'elle n'en userait que pour le bien de la paix, si justement désirée de part et d'autre[1].» Les Français refusèrent, bien entendu, cette confiance fort dangereuse qui émanait des marchands. Curieusement, les Anglais qui trahissaient leurs propres Alliés voulaient rassurer les Français sur leur propre droiture.

À Londres, les Whigs pro-guerre ne se pardonnaient pas d'avoir perdu le contrôle du pouvoir dans le cœur de la reine Anne. Et les anciens ministres Whigs, soutenus par les diplomates hollandais et allemands essayaient de déstabiliser le gouvernement anglais noyauté par les lobbies marchands, dans le seul but d'amorcer un renversement de situation. Parmi les incidents préparés qui devaient arriver "*spontanément*" tout au moins en apparence, il y avait une cérémonie traditionnelle typiquement anglaise, dirigée contre le pape, –puisque la France catholique était assimilée aux papistes– destinée à susciter la haine religieuse, comme on le sait, toujours latente dans l'esprit inculte et primitif du petit peuple ignorant si facile à manipuler : « Un des incidents qui devait arriver comme imprévu, était depuis quelque temps médité par les ennemis du Gouvernement. L'événement en était fixé au mois de novembre, & le Ministre de l'Archiduc[2] l'attendait comme un de ces cas merveilleux, produits par les ressorts d'une politique raffinée. L'exécution, concertée dès le mois de mai précédent, s'était trouvée alors impossible. Elle devait se faire le jour qu'on observerait à Londres la ridicule cérémonie de promener en pompe dans les rues de la ville & de brûler ensuite l'effigie du Pape; espèce de fête qui rassemble des gens de toutes sortes, toujours prêts à exciter le désordre, le pillage & la sédition. À cette occasion les mécontents se proposaient de soulever le peuple, & d'attribuer à sa fureur les moyens qu'elle leur prêterait de se venger cruellement de leurs ennemis & de renverser le Gouvernement[3].» Comme nous le voyons, nombreux étaient ceux qui voulaient utiliser la populace londonienne pour déstabiliser le régime. La bataille allait bon train à Londres contre le nouveau gouvernement Tory favorable à la paix avec la France. De Gallas[4] et Buys s'y employaient activement : «

---

[1]Torcy, Tom.III, Part III. pp.204-206.
[2]L'archiduc d'Autriche, bien sûr. Celui-la même qui voulait coiffer la couronne espagnole.
[3]Torcy, Tom.III, Part III. pp.120-121
[4]Ambassadeur du Saint-Empire jusqu'à ce qu'il tombe en disgrâce auprès de la reine Anne Stuart. Buys représentait les Provinces Unies.

Les déclamations contre les Ministres de la Reine Anne étaient sans bornes. On les décrivit comme traîtres à la Patrie aussi bien qu'à ses Alliés, comme gens corrompus par l'argent de la France. Buys[1] à Londres n'en parlait ni plus discrètement, ni avec plus de vérité[2]...» Finalement le comte de Gallas, ambassadeur du Saint-Empire romain germanique, se vit interdire la Cour de la reine Anne pour ses excès de langage et son inconduite. Quant à Buys, « Tous les mécontents, soit Whigs, soit étrangers, étaient bien reçus chez lui; il prenait soin de les y attirer & remplissait parfaitement la mission principale qu'il avait reçue de souffler le feu[3] & de tout entreprendre, soit pour ruiner les Nouveaux Ministres[4], soit pour rétablir leurs adversaires en possession du Gouvernement. Sa liaison intime & principale était Bothmar[5], Envoyé du Duc de Hanovre. Ce Prince alors héritier présomptif de la Couronne d'Angleterre regardait le parti des Whigs comme l'appui principal de la succession, établie dans la Ligne Protestante, dont le premier fruit devait être en sa faveur & celle de sa Maison. Les Whigs de leur part attendaient impatiemment son règne, comme le moment où devenus supérieurs à leurs ennemis, ils reprendraient sans contradiction toute l'autorité que les Torys leur avaient enlevée. Mais l'union, les démarches & les instances des Ministres étrangers ne suffisaient pas à procurer ce changement, avant que le Duc de Hanovre parvînt à la Couronne d'Angleterre[6]. » Ainsi donc, tous les opposants à la paix avec la France, y compris Bothmar[7], faisaient l'impossible pour déstabiliser le gouvernement de Grande-Bretagne. Le duc de Marlborough lui-même exhorta le prince Eugène de venir à Londres au nom du duc de Hanovre, remettre un Mémoire à la reine de Grande Bretagne, pour l'inciter à cesser les négociations −subodorées− avec la France. Tous voulaient au

---

[1]L'Envoyé des Provinces Unies (Hollande).

[2]Torcy, Tom.III, Part III. p.123

[3]*Souffler le feu* signifiait *attiser la guerre*.

[4]Du gouvernement Tory.

[5]Négociateur pour le Hanovre, puis il fut aussi accrédité par le Saint-Empire romain germanique lorsque le comte de Gallas devint *persona non grata*.

[6]Torcy, Tom.III, Part III. pp.123. La Maison de Hanovre (ou de Brunswick) est une dynastie royale allemande qui a dirigé le duché de Brunswick-Lunebourg (en allemand Braunschweig-Lüneburg), le royaume de Hanovre, le royaume de Grande-Bretagne et le royaume d'Irlande. Le royaume de Grande-Bretagne incluait l'Écosse et l'Angleterre. Il succéda en Angleterre la Maison des Stuart en 1714 et dura jusqu'à la mort de sa dernière souveraine en 1901, la reine Victoria. Le fils de cette dernière, le roi Édouard VII appartint à la Maison de Saxe-Cobourg Gotha qui devint la Maison de Windsor en 1917 en réaction anti-allemande à la Grande Guerre.

[7]Brydges, Vol.IX, p.412.. Pour services rendus, Bothmar devint Lord Lieutenant d'Irlande après le couronnement de l'Électeur de Hanovre comme Georges Ier d'Angleterre. Collin's Peerage of England; Genealogical, Biographical, and Historical. Greatly augmented, and continued to the Present Time, by Sir Egerton Brydges, K.J., in Nine Volumes, Printed for F.C. and J. Rivington, Otridge and Son, J.Nichols and Co. T. Payne... etc..., London, 1812.

plus haut point continuer la guerre pour abattre la France, l'écraser, la dépouiller de ses annexions récentes et de ses colonies, de ses nouvelles conquêtes, l'accabler, la mortifier, lui faire expier le siècle d'humiliation que l'Europe avait subi de sa part, lui faire payer aussi son papisme, revenir aux Préliminaires initiaux des négociations de 1709 qui aspiraient uniquement à humilier le Roi-Soleil.

En 1711, l'archiduc autrichien Charles, élu nouvel Empereur du Saint-Empire romain germanique, avait officiellement renoncé au trône d'Espagne et à son titre de Charles III. Il avait quitté Barcelone où il avait laissé sa femme pour le représenter, et s'en était allé à Francfort, pour y être couronné, le 22 décembre, Charles VI, nouvel *Empereur des Romains*, suivant son curieux titre. Pour ce qui était de sa détermination personnelle à persévérer dans le combat de son prédécesseur contre la France, il est certain que les ministres de la reine Anne d'Angleterre ne le considéraient pas comme un foudre de guerre. De ce fait, ils ne s'inquiétèrent pas trop de son arrivée à la tête du Saint-Empire. Par contre « ils n'étaient pas si tranquilles sur ce que pensait le Duc de Hanovre, considéré & craint comme héritier présomptif de la Couronne d'Angleterre. Bothmar, son Envoyé à Londres, & Buys[1] étroitement liés ensemble, ne cessaient de fomenter en sous main le feu de la révolte & de la sédition. La seule différence de leur conduite consistait en ce que les Hollandais s'étant [en apparence, du moins] conformés aux volontés de la Reine d'Angleterre, Buys cachait ses démarches qu'il croyait secrètes, & affectait dans ses discours un désir sincère pour la paix[2]... »

À Londres l'opposition whig se faisait donc féroce envers les pacifistes et les lobbies marchands, désormais anti-bellicistes après avoir soufflé à pleins poumons durant dix ans sur les braises de la guerre. Les Whigs lançaient des rumeurs mensongères selon lesquelles le but des Tories était d'installer sur le trône d'Angleterre le Prétendant *catholique* émigré en France, Jacques III, autrement dit Jacques-François Stuart, aussi connu comme le *Chevalier de Saint Georges* et qui sera par la suite surnommé "*le Vieux Prétendant*" lorsque son fils l'aura évincé de la jeune génération[3] suivant le cycle naturel des générations. Toutes ces rumeurs « étaient accompagnées de déclamations outrées contre la perfidie de l'Angleterre... Les Libelles[4] composés à Londres, étaient ramas-

---

[1]Le Hollandais.
[2]Torcy, Tom.III, Part III. p.138. Ce qu'il ignorait c'est que les espions français le surveillaient de près et en avertissaient immédiatement les Anglais.
[3]Charles-Édouard Stuart aussi connu comme "Bonnie Prince Charlie" ou "le Jeune Prétendant".
[4]Les libellés anti-Anglais composés par le Corps diplomatique allié.

sés avec soin & envoyés en Hollande & en Allemagne, où ils étaient imprimés[1]. » Les Whigs complotaient sur tous les fronts et envisageaient même de faire venir en Angleterre le futur héritier allemand, successeur de la reine Anne, et de s'emparer du trône en perpétrant un coup d'État, car Anne était si malade –sous l'effet des "*poudres de succession*" qui lui étaient vraisemblablement administrées chaque jour en quantités infinitésimales afin de donner une apparence de santé défaillante– qu'elle ne tenait plus qu'avec des cordiaux.

En fin de compte, la date du 12 janvier 1712 fut avancée par Anne pour ouvrir la Conférence de la Paix. Le roi de France l'approuva. Les Hollandais, pour leur part, retardèrent autant que possible la délivrance des passeports destinés aux plénipotentiaires qui devaient se rendre dans leur pays, les Provinces-Unies, sur les lieux de la Conférence. Ils désiraient par cette action retardatrice repousser au maximum la paix dans l'espoir que le décès tant attendu de la reine d'Angleterre se produirait avant la signature finale et fatale. En définitive, soit qu'ils ne purent mettre le fruit de leur conjuration à exécution, ou pour toute autre raison, la reine ne mourut que le 1er août 1714, après les signatures importantes de la Paix d'Utrecht, car les derniers paraphes des traités d'Utrecht ne furent apposés que le 7 septembre 1714 (à Bade), soit un mois après la mort de la reine Anne. Mais les traités essentiels étaient déjà signés; le Traité d*e Bade* entre Louis XIV et l'Empereur du Saint-Empire romain germanique, ne faisait qu'étendre les clauses du traité de Rastatt à toutes les principautés allemandes. Il était trop tard pour changer le cours de la guerre et de l'Histoire.

Le 18 décembre 1711, peu avant l'ouverture des Conférences d'Utrecht, la reine d'Angleterre se rendit au Parlement pour annoncer : «qu'elle avait jugé à propos de mettre fin à une guerre qui coûtait à la Nation tant de sang & de trésors, & de la terminer par une paix honorable & avantageuse[2].» Aussitôt, les Whigs de la Chambre des Lords[3] s'élevèrent avec fureur contre tout traité de paix. Car leur seul désir était de continuer la guerre pour ne pas trahir les Alliés de l'Angleterre et obliger la France à renoncer définitivement à l'Espagne et à son Empire des Indes[4] qui devait absolument revenir à la Maison d'Autriche. À la Chambre Haute, celle des Lords ou des Seigneurs, les bellicistes rem-

---

[1]Torcy, Tom.III, Part III. p.117
[2]Torcy, Tom.III, Part III. p.145.
[3]C'est à dire le Sénat.
[4]L'Empire des Indes est l'Amérique.

portèrent la victoire d'une courte tête[1]. Dans la Chambre des Communes, par contre, le discours de la reine parvint mieux à faire baisser la tête au parti de la guerre, car celui de la paix totalisa 126 voix de plus. Selon les espions français qui surveillaient tout cela de très près, le parti de la guerre n'usa pas que des moyens démocratiques pour gagner; selon eux « Marlborough & ses adhérents avaient gagné par l'argent jusqu'aux domestiques de la Reine, & huit d'entr'eux furent du nombre de ceux qui votèrent contre les intentions de cette Princesse. Cette corruption bien vérifiée aurait été, suivant les Lois d'Angleterre, un crime de haute-trahison, & les partisans de la Cour ne parlaient alors que de la justice qu'il y aurait de faire trancher la tête du corrupteur[2]. » Dieu merci, il n'en fut rien, car les juges et les procureurs auraient sans aucun doute trouvé les moyens légaux de faire pendre les roturiers corrompus sans faire trancher la tête des aristocrates corrupteurs qui avaient inspiré et orchestré le crime, puisque, en Angleterre comme partout ailleurs, chaque classe sociale avait son propre moyen d'expier et sa propre Justice rarement égalitariste.

Les Ministres d'Angleterre, selon ce que savait le marquis de Torcy qui dirigeait l'espionnage français en même temps que les Affaires étrangères, « avaient dessein de porter [des coups] à ceux qui s'opposaient le plus hautement aux volontés de la Reine. Les plus menacés alors, étaient les Ducs de Marlborough & de Sommerset[3]. Ces vengeances particulières & domestiques plus ou moins tardives, étaient assez indifférentes à la consommation de l'important ouvrage de paix. On pouvait s'en rapporter aux Ministres d'Angleterre, de la qualité & du temps de la punition des ennemis de la Reine, leur Maîtresse[4]. » Marlborough fut certes puni, puisqu'il tomba en disgrâce auprès de la reine Anne, après en avoir été le favori. Il perdit alors son commandement sur les champs de bataille, et comme prétexte –car il en fallait un– il fut

---

[1]Par une seule voix.
[2]Torcy, Tom.III, Part III. p.145
[3]Charles Seymour, 6e duc de Somerset (1662–1748), surnommé *le Fier Duc*. En 1683, Somerset reçut une charge dans la Maison du Roi d'Angleterre catholique : colonel de dragons. Mais lors du coup d'État de Guillaume d'Orange, le dragon vit tout de suite que Guillaume était le plus fort; de ce fait, Somerset se fit protestant et partisan du nouveau roi. Ami de la princesse Anne depuis 1692, il quitta Marlborough et les Whigs dès qu'il les vit tomber en disgrâce, et devint Tory pour rester en grâce. Sa femme remplaça la princesse de Marlborough comme Mistress of the Robes de la reine Anne en 1711 et lui devint *Maître du Cheval* (c'est à dire *Grand Écuyer*) de la reine en 1702. Pour garder ses privilèges, il ne fallait pas avoir peur de changer d'opinion. Mais sa lenteur à quitter les Whigs lui attiraient des représailles de la part de la reine. Malheureusement pour lui, il finit par s'y résoudre mais pas assez vite à tel point qu'il fut pénalisé par les deux partis politiques, de sorte que la mort de la reine Anne fut très néfaste à sa carrière d'opportuniste et d'arriviste. Le champ politique anglais était réputé pour ressembler à un champ de mines. Il fallait faire attention où mettre les pieds.
[4]Torcy, Tom.III.Part.III., pp.147-148

accusé de malversation. Mais, quoique prétexte, cette accusation se trouvait tout à fait fondée sur des faits réels. Marlborough s'appropriait sans vergogne des sommes gigantesques destinées à payer les soldes des troupes étrangères au service de l'Angleterre, les mercenaires allemands. Et, non content de ces revenus qui venaient s'ajouter à sa solde déjà considérable, il exigeait des commissions énormes de la part des Munitionnaires ou fournisseurs des armées[1]. Ce n'était pas exceptionnel pour des membres de l'aristocratie, lesquels pouvaient s'approprier n'importe quoi appartenant à leurs sujets sans en éprouver le moindre sentiment de culpabilité, tandis qu'un homme du peuple était condamné aux galères pour le vol d'une pomme. Une seule de ces multiples accusations contre le duc de Marlborough portait sur le montant prodigieux de 420 000 £ sterling. Le duc, indigné de voir que son comportement −qu'il considérait comme le fruit d'un droit acquis tout à fait légitime− était injustement exposé au jugement dédaignable de la plèbe, se défendit avec véhémence et aigreur : « Il répondit en vain que le feu Roi Guillaume avait attribué au Capitaine-Général de l'Armée, le droit de retenir sur les troupes étrangères les sommes que ce Prince avait lui-même réglées & destinées à entretenir les correspondances secrètes. Marlborough soutint qu'il n'avait rien exigé au-delà de ce règlement, confirmé par un ordre de la Reine donné au mois de juillet 1702. Nonobstant ses défenses, la Reine déclara qu'elle avait jugé à propos de priver le Duc de Marlborough de tous les emplois dont il était revêtu, afin de laisser à l'examen d'une affaire si importante un cours, exempt de toute partialité & totalement libre[2]. »

Les invectives de la reine d'Angleterre donnèrent aux députés de la Chambre des Communes le signal du lynchage de ce général disgracié, qui fut sans aucun doute le plus grand stratège anglais de toute l'Histoire de l'Angleterre. Il n'était plus question pour toute personne qui ne jouissait pas en Angleterre du rang d'aristocrate, d'afficher, à l'égard de cet homme déchu, la moindre sympathie et le plus infime soutien sous peine de devenir la cible de dangereuses représailles royales[3]. « La Chambre des Communes, d'où partaient les années précédentes les plus grands applaudissements donnés à la conduite de ce Général[4], décida qu'en acceptant les présents annuels des Munitionnaires de l'armée de Flandre, il avait fait chose illégitime & insoutenable, qu'il

---

[1]Munitionnaires qui fournissaient les *munitions de bouche et de guerre.*
[2]Torcy, Tome III.Part.IV., pp. 156.
[3]La Grande Charte arrachée par la force au roi Jean-sans-Terre protégeait les Grands barons anglais, mais laissait le peuple très vulnérable devant la malveillance des rois d'Angleterre.
[4]Qui réussissait à gagner des victoires pour l'Angleterre sans pratiquement tuer de soldats anglais

devait en rendre compte, aussi bien que des sommes retenues sur la paye des troupes étrangères. Le Grand-Trésorier avait eu dessein de porter plus loin sa vengeance ; mais en Angleterre les retours sont à craindre lorsque la fortune vient à changer[1]. Cette réflexion sauva la vie à son ennemi[2]. » Le duc de Marlborough fut donc inculpé et limogé en attendant son procès, tandis que le duc d'Ormond fut nommé à sa place Capitaine-Général des Forces de Terre de la Grande-Bretagne. Fort avisée, la reine Anne créa douze nouveaux Pairs pour s'assurer la majorité absolue des suffrages à la Chambre des Lords qui avait voté contre elle. Telle est la Démocratie avec laquelle on peut trouver des compromis, mais qui demeure, malgré tout, la moins pernicieuse des formes de gouvernement.

Malgré ces revers, les Whigs entêtés ne désarmaient pas. Le prince Eugène arriva à Londres avant l'ouverture des discussions, quelques jours seulement après que le duc de Marlborough ait été inculpé de détournement de fonds[3]. Avant de quitter Londres, après deux mois de consultations qui s'étaient soldées par un échec complet, le prince Eugène de Savoie-Carignan alla trouver le duc de Marlborough qui, à bout de nerfs, lui suggéra catégoriquement d'effectuer un coup d'état, ni plus ni moins. D'ailleurs, une rumeur insidieuse courait, selon laquelle les États-Généraux des Provinces-Unies envisageaient de déclencher eux-aussi un coup d'état en Angleterre. Une escadre devait transférer à Londres le duc-électeur de Hanovre, futur héritier du trône anglais. La mort successive et systématique des seize enfants de la reine Anne, sans aucune exception, donnait de la consistance à ce putsch hypothétique. Il semblait indéniable que ces morts suspectes avaient été soigneusement tramées par des conspirateurs comme le sera aussi le décès de la reine Anne Stuart elle-même, deux ans plus tard seulement, dans des conditions pathétiques et tout à fait ténébreuses, *quoique personne n'ait osé émettre la moindre apparence de suspicion en public, de peur de subir le même sort que la reine*. Cette invasion hollandaise et ce

---

[1]Allusion au fait que tous les enfants de la reine Anne étant morts, son successeur allait vraisemblablement être l'Électeur de Hanovre qui s'appuyait déjà sur les Marlborough et sur les Whigs pour favoriser la continuation de la guerre.
[2]Torcy, Tome III.Part.IV., pp. 156 et suiv.
[3]«Marlborough était notoirement avaricieux; il afficha des regrets pour une pension qu'il avait accordée en 1702 à un secrétaire, lequel l'avait sauvé de la capture [par les Français à *Guèldre* sur la Meuse]. Il espéra recevoir une gratification de deux millions de livres françaises de Louis (XIV) pour participer à la promotion de la paix, et tira un grand profit monétaire à tous les niveaux où il occupa une charge.» Traduction libre de l'auteur à partir de « Marlborough was notoriously tight-fisted, regretting an annuity made to a clerk who had saved him from capture. He hoped to receive a sweetener of 2 million livres from Louis for promoting peace, and happily made money from most of his offices.» Historien militaire brigadier Edward Richard Holmes. *Marlborough, England's Fragile Genius*, Londres, 2008.

coup d’état seraient en quelque sorte une copie-conforme de l’expédition protestante de 1688 qui avait détrôné et évincé le roi d’Angleterre catholique pour le remplacer par le plus farouche des protestant hollandais, Guillaume d’Orange[1]. En envisageant cette solution extrême, les Hollandais donnaient l’impression qu’ils commençaient à se considérer comme les *Gardiens* de la *Vertu* anglaise, si ces deux mots ne sont pas antinomiques. Mais, au fond, quel citoyen n’était pas extrémiste en ces temps de fanatisme religieux? On prévoyait que les combats pour renverser la reine Anne seraient aussi sanglants qu’en 1688[2]. Le prince Eugène « consulta principalement le Duc de Marlborough & Bothmar[3], & voulut savoir de l’un et l’autre ce qu’ils jugeaient le plus à propos de faire pour l’intérêt commun des Alliés. Marlborough comparant l’état présent de l’Angleterre à celui où se trouvait ce Royaume en 1688, dit qu’il fallait aux maux présents les mêmes remèdes que le Prince d’Orange & la Nation avaient employés pour lors. Bothmar soutint au contraire qu’ils étaient impraticables & fonda son raisonnement sur ce que le Corps de la Nation n’était nullement disposé à favoriser une révolution : “ainsi le mauvais succès d’une pareille entreprise chargera, disait-il, de la haine publique les auteurs d’un projet malheureux[4].” Marlborough assurait au contraire que “la Nation se soucierait très peu de trois têtes, reste du parti de Cromwell, & que les Tories particulièrement seraient encore plus indifférents à leur perte. Mais pour concilier les deux opinions, Marlborough proposa d’employer une bande de gens sans aveu [un scénario qui, manifestement, semblait tenter bien du monde dans ce Londres fort divisé], de les encourager à courir de nuit dans les rues, & sous prétexte de bouffonnerie, d’insulter les passants, enfin, d’augmenter peu à peu la licence[5] & de commettre d’un jour à l’autre de plus grands désordres. Il prétendait que lorsque le Peuple & les habitants de Londres seraient accoutumés aux insultes de ces cou-

---

[1]Guillaume III, Prince d'Orange (1650-8 mars 1702), aussi connu comme le roi Guillaume III d'Angleterre, Guillaume II d'Écosse et d'Irlande, est célèbre pour avoir procédé à l’invasion protestante de 1688 (la *Glorieuse Révolution*) de l'Angleterre, à la tête d'une armée composée essentiellement de troupes néerlandaises, de mercenaires allemands et de huguenots français.

[2]En fait le sang ne coula pas en Angleterre en 1688 (Glorieuse révolution) pour renverser le roi d’Angleterre, mais il coula en abondance *en Irlande* où s’étaient réfugiés les partisans du roi catholique.

[3]Le diplomate hanovrien, baron von Bothmar, qui finit par représenter aussi l’Autriche et, de ce fait, le Saint-Empire.

[4]Swift, *Histoire du règne de la reine Anne d’Angleterre*. Jonathan Swift (1667–1745) fut un ecclésiastique, écrivain, critique politique, poète anglo-irlandais, d’abord pour les Whigs puis pour les Tories. Il devint doyen de l’église St. Patrick à Dublin. À sa mort il légua sa fortune pour fonder un hôpital pour handicapés mentaux appelé *St.Patrick’s Hospital for Imbeciles*, qui ouvrit en 1757. L’hôpital existe encore sous un nom plus adéquat.

[5]C’est à dire les *débordements* ou les *déchaînements*. *Licence* vient du latin *lĭcĕt, lĭcŭit et lĭcĭtum est, lĭcēre* = laisser, permettre.

reurs de la nuit, il ne serait pas difficile de faire assassiner telles personnes dont on jugerait à propos de se défaire, & d'en rejeter le crime sur cette bande[1] licencieuse." » Enfin, par la suite, il suffirait de pendre les meneurs haut et court pour ensevelir définitivement, dans l'oubli le plus intégral, les noms des agitateurs, et conséquemment de ceux qui avaient orchestré les troubles sociaux, autrement dit les vrais coupables aristocrates. Les cockneys londoniens de la plèbe subiraient le sort des constructeurs de pyramides, exécutés ensuite pour les empêcher de révéler le secret des labyrinthes. Le prince Eugène de Savoie-Carignan refusa ce complot aussi machiavélique que criminel, peu digne d'une grande famille comme celle des Churchill. D'ailleurs sir Winston Churchill s'est bien gardé d'en faire mention dans la biographie de son illustre ancêtre. Ce projet scélérat confirmait dans l'esprit de ceux qui en auraient encore douté que la fibre morale de l'homme pouvait vraiment s'accommoder d'actes répréhensibles de moralité plus que douteuse, tels que le détournement et le vol des soldes de mercenaires par des retards prémédités destinés à attendre que les combats réduisent les effectifs des bataillons et permettent ainsi au général en chef de s'approprier les arrérages de solde des morts au lieu d'en faire profiter les veuves nécessiteuses ou les *ayants droit* légaux.

Eugène présenta un autre[2] projet, non moins diabolique, qui fut rejeté par les chefs whigs tels que Halifax et Cowper, et qui consistait à s'emparer carrément de la personne sacrée de la reine et à la forcer de dissoudre le Parlement pour en élire un autre plus favorable à la poursuite des hostilités. Conséquemment, à Londres, le gouvernement tory, averti par les espions français, « prit... de plus grandes précautions pour la sûreté de la Reine, & pour prévenir tout danger. Sa garde fut doublée; on ferma plusieurs portes du Palais St.James &, dans les environs, on posta différentes gardes à cheval. On en donna même une [escorte] au Prince Eugène, pour l'accompagner pendant toute cette journée, sous prétexte de le garantir des insultes du Peuple. Et son départ pour la Hollande calma toute agitation[3].» Pendant ce temps, le Hollandais Buys, qui auparavant s'était montré si odieux contre les Tories, n'accepta de quitter l'Angleterre qu'après avoir signé une entente au nom de son pays, par laquelle *les Anglais lui garantissaient qu'aucun traité secret n'avait été signé avec la France !* La reine Anne signa d'un geste large cette

---

[1]Torcy, Tome III. Part.IV., pp. 164 et suiv.
[2]Mentionné à la page 166 du Livre III par Torcy.
[3]Torcy, Tome III. Part.IV., pp. 169-170. La Garde du prince Eugène de Savoie était destinée à le surveiller et à l'empêcher de faire de l'agitation politique et sociale.

fausse déclaration car elle «espérait qu'une telle complaisance de sa part les rendrait plus dociles[1]. »

Louis XIV n'oubliait pas ses fidèles alliés (les Électeurs de Bavière et de Cologne) qui avaient été détrônés et exilés. Les Français exigèrent donc leur « rétablissement dans les États, Honneurs & Dignités dont ils avaient été privés, [ainsi que] la restitution de leurs effets , la réparation des pertes que l'un & l'autre avaient souffertes. Enfin, un dédommagement en faveur de l'Électeur de Bavière, dont la Souveraineté des Pays-Bas lui tiendrait lieu[2]. »

Si nous revenons un peu en arrière sur le théâtre des opérations militaires, quelques attaques surprises par des *groupes francs*[3] avaient, en mai, détruit deux bataillons anglais qui escortaient un convoi de péniches. Le 6 juillet 1711, la forteresse d'Arleux avait été reprise par les Alliés. Cela avait créé une dangereuse trouée dans les lignes françaises de défense qui protégeaient le territoire de la France septentrionale. Le 9 juillet 1711, Villars avait soudainement attaqué le camp d'Hompesch, sur le glacis de Douai. Les installations militaires avaient été pratiquement annihilées. Avant que les Français ne décrochent à l'issue de leur coup de main, ils détruisirent totalement le camp anglo-allié, emportant les bagages et les stocks de ravitaillement. Marlborough en avait été considérablement humilié et avait reconstruit le camp retranché avec des ouvrages beaucoup plus élaborés afin de couvrir plus sérieusement le fort d'Arleux. Le 22 juillet, Montesquiou avait de nouveau attaqué Arleux par assaut direct. Au lieu d'envoyer en renfort ses troupes cantonnées dans le secteur, Marlborough avait dépêché au secours d'Arleux, Cadogan avec 30 escadrons de Cavalerie et tous les Grenadiers de Lillers. Mais le général Cadogan, qui pour des raisons inconnues avait traîné des pieds, était arrivé trop tard. Les Français avaient déjà pris Arleux d'assaut, et toute sa garnison anglaise était prisonnière. Villars fit alors totalement raser les fortifications d'Arleux... au grand bonheur de la population civile du bourg, qui n'appréciait guère toute cette attention que les stratèges internationaux lui vouaient[4].

Le 12 septembre 1711, la forteresse de Bouchain capitula sans

---

[1]Ibid., Tome III. Part.IV., pp. 170.

[2]Ibid., pp.51-52. Il s'agissait des Pays-Bas espagnols, évidemment.

[3]Que nous appellerions aujourd'hui *commandos* et qui à diverses époques portaient le nom plus commun de *fourrageurs* ou de leurs chefs: *Les Grassins, Les La Morlière* ou *Les Cantabres,* des noms qui datent d'une autre époque. Les deux premiers Corps étaient nommés suivant le nom du chef qui les avait formés et le dernier selon leur origine géographique [le Pays-Basque]. Dans un même ordre d'idée, il y eut aussi le *Commando Kiefer* durant la IIe Guerre mondiale.

[4]Par contre au XXIe siècle, les mêmes fortifications auraient attiré les touristes. Rien n'est parfait!

condition aux Alliés, sous les yeux du maréchal de Villars qui avait du mal à contenir son désir d'intervenir en violant les ordres exprès de son roi. Le maréchal français *n'était pas encore au courant de l'entente secrète entre les Français et les Anglais*. Les 2500 défenseurs survivants furent emmenés en captivité. La forteresse de Bouchain fut reprise par les Français l'année suivante en 1712. Bouchain fut la dernière conquête et le dernier commandement de Marlborough. Le comportement de ce général, qui avait refusé la bataille à Villars devant Cambrai, fut extrêmement critiqué par les Hollandais, les Autrichiens et même [et surtout] les Anglais. En effet, à Londres, la *clique* anti-Marlborough devenait des plus virulentes. Son franchissement des lignes fortifiées fut qualifié de *fadaise*, et le siège de Bouchain taxé de *perte inutile de vies* humaines. À la demande de la Chambre des Communes, le duc fut par la suite, comme nous l'avons dit précédemment, mis en accusation pour fraude, extorsion et détournement de fonds, car il avait reçu, entre autres, une commission de 63 000 £ sterling pour des contrats de pain militaire; ce à quoi le duc répliqua qu'il s'agissait de *l'allocation du commandant en chef en Flandre*, destinée au *Service Secret*. Dans un discours percutant au Parlement, le 18 décembre 1711, devant la reine en personne, l'Orateur parlementaire tory, Thomas Hanmer, mit le duc en pièces en ces termes: «L'autre partie du rapport concernait le Duc de Marlborough, qui avait reçu de grosses sommes, en forme de gratification, des entrepreneurs qui fournissaient le pain à l'armée. Le Duc, dans la lettre qu'il écrivit aux Commissaires, allégua pour excuse la conduite des autres Généraux, qui avaient fait la même chose; mais cette excuse parut frivole. On sentit parfaitement les suites funestes d'une pareille conduite & que les entrepreneurs ne lui avaient donné cet argent que pour l'engager à fermer les yeux sur le monopole dont ils usaient avec les troupes. Comme les fraudes des chefs influencent toujours les subalternes qui ont part aux affaires, on reconnut dans cette occasion que *pour chaque millier de livres sterling que le Général avait reçues, les soldats en perdaient au moins quatre mille*[1]. Il y avait dans ce rapport [continua Hanmer], un second article contre le Duc, lequel était infiniment plus important. La plus grande partie des forces de Sa majesté en Flandre étaient des troupes mercenaires, fournies par divers Princes de l'Europe. On découvrit que le Général de la Reine avait retenu *2½ % sur la paye des troupes*[2], qu'il employait à son usage, ce qui montait par an à une somme considérable. Le Duc de Marlborough s'efforça de pallier[3]

---

[1]Segments non mis en évidence dans le texte original de Swift.
[2]Swift.
[3]*Pallier* a aussi le sens archaïque de *dissimuler*. Cette traduction du texte de Swift date du XVIII[e] siècle.

cette conduite dans la lettre dont j'ai parlé... [Il répliqua] aux Commissaires "que cette déduction était un *don gratuit* que lui faisaient les troupes étrangères, qu'il l'avait négocié avec elles par ordre du feu Roi[1], & que la Reine lui avait permis de le recevoir & de le garder. Qu'il était destiné à certains emplois particuliers, que les 10 000 ₤ que le Parlement lui donnait annuellement, ne lui suffisant point, il l'employait entièrement à cet usage." Notons au passage qu'un simple soldat gagnait 5 sols par jour (90 livres par an) et que le duc recevait la solde de 110 simple soldats. Les Commissaires répondirent à cela "que cette permission avait été suspendue pendant neuf ans, qu'elle n'était point enregistrée à la Secrétairerie [au Secrétariat] d'État, & que pendant tout ce temps-là, le Parlement n'avait eu aucune connaissance de cette retenue. Que si cela eut été un don gratuit de la part des troupes, il n'eut pas été besoin d'en stipuler avec elles, ainsi que le Duc prétendait l'avoir fait, & que l'ordre le portait, & que puisque ce dernier prouvait que cette retenue était destinée à subvenir aux dépenses extraordinaires de l'armée, il ne pouvait point l'appliquer à des usages secrets." On remit à la Chambre à décider si l'ordre était légitime ou dûment contresigné. Les Commissaires ajoutèrent "qu'on n'avait jamais donné de quittance des sommes qui provenaient de cette retenue, qu'il n'en était point fait mention dans les récépissés des troupes étrangères, qui portaient toujours *quittance entière,* en un mot, que la somme totale se montait à près de 300 000 ₤ sterling." La Chambre, après avoir longtemps discuté cette matière, décida que le Duc de Marlborough, en recevant ainsi de l'argent de ceux qui avaient entrepris la fourniture du pain, "avait agi contre les Lois, & qu'on ne pouvait justifier sa conduite, & que les deux & demi pour cent de retenue sur les troupes étrangères étaient un argent qui appartenait au public, & qu'on devait l'obliger à en rendre compte." La Chambre communiqua cette décision à la Reine qui lui promit de remédier aux abus dont elle se plaignait... Le Procureur Général eut ordre d'instruire le procès contre le Duc, au sujet de l'argent qu'il avait détourné, & qui montait à une assez grande somme pour ruiner toute autre personne que lui[2]. »

À la fin de ce même Discours de l'Orateur Thomas Hanmer, le 18 décembre 1711, le conférencier tory ajouta au sujet des profiteurs de guerre, que « le moyen[3] qu'on avait d'abord proposé pour abréger la guerre, est celui-là même qui l'a fait tirer en longueur; car ceux qui y ont

---

[1]Guillaume III d'Orange qui avait renversé son beau-père Stuart sur le trône d'Angleterre. Guillaume était mort au tout début de cette guerre.
[2]Swift, Livre Troisième, p.167 et suiv.
[3]Ibid., Livre Troisième, p.226

trouvé leur intérêt, n'ont pas été disposés à la faire cesser. Et Votre Majesté sentira par-là la raison pour laquelle *tant de gens ont pris plaisir à une guerre, qui leur procurait annuellement une si riche moisson*[1]de la part de la Grande-Bretagne. » Pour ne pas que Marlborough fût le seul à subir une pénalité pour malhonnêteté, Robert Walpole ancien Secrétaire d'État whig à la guerre fut lui-même enfermé à la Tour. Il avait reçu 500 guinées en pot-de-vin pour conclure un contrat d'achat de fourrage pour l'armée et s'en était fait promettre 500 autres[2]. Le speaker tenta ensuite de convaincre députés et sénateurs de l'extrême urgence d'appliquer la politique pacifiste du gouvernement. Bien sûr l'argument le plus convaincant, le plus péremptoire, *la dette publique,* était mis en relief : « Il ne nous reste plus qu'à parler à Votre Majesté des subsides qu'elle paye aux Princes étrangers. Ces subsides, au commencement de la guerre, étaient partagés entre Votre Majesté & les États Généraux; mais dans ce cas-ci encore, la balance a penché au préjudice de Votre Majesté car il paraît qu'elle a avancé plus de 3 155 000 écus, outre les extraordinaires [sommes] qu'elle a payé[e]s en Italie, qui ne sont point comprises dans aucun des articles précédents, & qui montent à 539 553 £... Votre Majesté a dépensé au-delà de 19 000 000 £ dans le courant de cette guerre... sans qu'aucun des Confédérés y ait contribué la moindre part[3].» Ces nombres donnent bien évidemment une petite idée de l'énormité de la dette accumulée par le Gouvernement anglais pour souffler sur les braises de la guerre −suivant l'expression du temps− afin de faire en sorte que les lobbies anglais puissent retrouver leurs privilèges commerciaux en Espagne et à travers l'ensemble de l'Empire espagnol.

Finalement, le 31 décembre 1711, le duc de Marlborough fut officiellement limogé de ses fonctions de commandant en chef. Le duc d'Ormond fut nommé généralissime à sa place. Certes, tout cela n'était qu'un paravent destiné au grand public. Même si le général anglais s'était vraiment conduit de façon extraordinairement malhonnête par rapacité et esprit de thésaurisation effrénée, la réalité était que Marlborough était révoqué parce qu'il refusait de faire la paix avec les Français et d'abandonner les Alliés sur les champs de bataille. Il était nécessaire de limoger ce *va-t'en-guerre* sous un prétexte quelconque[4] afin de le

---

[1]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[2]Swift, Livre Troisième, p.166.
[3]Ibid., discours de M. Thomas Hanmer à la reine Anne au Parlement d'Angleterre, le 18 décembre 1711, Livre Troisième, p.223 et suivantes.
[4] Quarante ans plus tard, Joseph-François Dupleix, le plus grand des gouverneurs coloniaux français, fut lui aussi limogé par Louis XV pour tenter d'amadouer Londres et ainsi éviter un conflit colonial dans les Indes (orientales) avec l'Angleterre. Cette manœuvre se révéla inutile et produisit l'effet contraire, justifiant pour le ministre Machault son surnom de "ministre le plus stupide du règne de Louis XV". Ce

remplacer par un duc d'Ormond prêt à obéir à la reine d'Angleterre, c'est à dire aux partisans de la paix. L'armée française de Villars avait pour sa part reçu de Louis XIV l'ordre d'éviter toute bataille rangée; afin de ne pas jouer le sort de toute la France sur un seul coup de dé bien aléatoire et tout à fait inutile, puisqu'il suffisait d'acheter l'un des ennemis pour déstabiliser la Coalition tout entière. Stratégiquement parlant, cette dernière campagne de 1811 avait été extrêmement bénéfique pour les Français par le seul fait que Marlborough y avait commis de multiples bévues et erreurs que ses ennemis tories avaient pu utiliser comme prétextes subsidiaires pour le faire révoquer par la reine Anne et le remplacer par le général-duc d'Ormond[1], très soumis aux décisions des Tories, de la reine Anne, et, par le fait même, des... lobbies londoniens.

Ouverture des Conférences officielles d'Utrecht (janvier 1712)

Ainsi commença l'année 1712. La guerre avait duré plus de dix ans et les populations d'Europe attendaient fébrilement la paix; cette paix dont les dépossédaient abusivement tous ces ambitieux princes uniquement préoccupés de leurs petits intérêts. Les combats se déroulaient partout à travers le monde, mais les événements n'étaient pas toujours déprimants. Ainsi, lorsque, cette année-là, le corsaire français Cassard[2] pilla le Surinam, les grands propriétaires des plantations hollandaises s'enfuirent et leurs esclaves en profitèrent pour prendre la clé, non pas des champs mais de la forêt vierge, après avoir pillé les maisons de leurs maîtres. Ainsi libérés, ils créèrent la *République autonome des Mar-*

---

qui restait du travail de Dupleix fut donc ruiné en un instant, et lui-même obligé d'embarquer pour la France, le 12 octobre 1754 à la grande joie des Anglais. Ce faisant, le champ libre était donné à l'Angleterre qui mit en place une politique de conquête strictement copiée sur celle de Dupleix. Dupleix mourut en 1763 dans l'oubli, l'indigence, la misère et l'humiliation.

[1]James Butler, 2e duc d'Ormond [ou d'Ormond, 1665-1745] était un soldat et un homme d'état anglais. Il combattit au siège de Luxembourg [1684] et à Sedgemoor [1685]. Il fit plus tard sa soumission au roi protestant Guillaume III d'Orange et combattit à La Boyne, Steinkerque et Landen où il fut fait prisonnier. En 1702, il devint général de Cavalerie et commanda les expéditions de Cadix et de Vigo. Nommé *Lord-Lieutenant d'Irlande* [de 1703 à 1705; de 1710 à 1711, et en 1713], il remplaça Marlborough comme *capitaine général des troupes confédérées* en 1712. Fortement impliqué dans la décision d'abandonner la guerre par la Grande-Bretagne, il fut chassé du gouvernement en 1715 par le nouveau roi d'Angleterre, Georges Ier de naissance allemande, et devint un ardent Jacobite [c'est à dire un pro-catholique]. Il mourut en exil en Espagne. [*Dictionary of National Biography* et Dalton, C., *British Army Lists and Commissions Registers*, Londres 1898-1904, 6 volumes].

[2]Jacques Cassard

rons[1].

Le prince Eugène de Savoie-Carignan[2], −dont le nom pour nous, Québécois, évoque intimement nos racines puisque le sang vermeil des soldats du *Régiment de Carignan* coule dans les veines de nos *coureurs de bois* et dans les nôtres[3]−, Eugène, donc, était un Parisien toujours aussi haineux pour ce Roi-Soleil qui lui avait refusé le commandement de son armée. Eugène déclara à l'ouverture des négociations officielles « que la France était disposée à faire la paix à des conditions telles que la vie d'un Grenadier ne méritait pas qu'on la refusât[4]. » C'est à dire *à tout prix*. Il était évident, d'abord qu'il n'était pas dans le secret des dieux diplomatiques, et en second lieu que la vie d'un simple soldat ne représentait pas grand chose pour lui. Lui qui avait souffert du mépris et de la condamnation impitoyable de sa classe sociale pour son comportement peu orthodoxe à l'époque (il était homosexuel), aurait dû afficher quelque estime à l'égard de tous.

À Utrecht, les plénipotentiaires arrivèrent enfin. Le maréchal

---

[1]Les marrons sont des esclaves en fuite. Il étaient souvent métissés, d'où leur nom.

[2]Eugène-François de Savoie-Carignan (né à Paris 1663 - mort à Vienne 1736), connu sous le nom de Prince Eugène, célèbre général des armées impériales. Fils d'Eugène-Maurice de Savoie-Carignan, comte de Soissons, et d'Olympe Mancini, nièce du cardinal Mazarin. dont les descendants régnèrent sur le royaume d'Italie de 1861 à 1946. Humilié par la disgrâce de sa mère, compromise dans l'affaire des poisons, Eugène quitta la France du roi Louis XIV qui avait refusé de lui confier le commandement de son armée, et entra comme volontaire au service de l'Autriche en1683). Il jura de ne revenir en France que les armes à la main. Traître à sa patrie, il devint célèbre dans le Saint-Empire romain germanique au point que Hitler donna son nom à un croiseur de bataille *Prinz Eugen* en 1938, qui, curieusement, comme le prince Eugène, servit aussi chez les ennemis de son pays, les États-Unis. En effet, le vaisseau devint en 1945 le USS PRINZ EUGEN et servit de cible à des essais atomiques américains. Il chavira et sombra.

[3]Le Régiment de Carignan fut levé en 1642 par Thomas-François de Savoie, prince de Carignan. En 1665, le roi Louis XIV accorda une aide importante à la défense de la Nouvelle-France et envoya 1300 soldats (2 bataillons) appartenant au Régiment de Carignan-Salières afin de pacifier les Iroquois. Le 18 juin 1665, le premier contingent du Régiment de Carignan-Salières, commandé par le colonel de Salières, débarqua à Québec. Le Régiment de Carignan-Salières affronta successivement les Iroquois et les Hollandais de Schenectady, dans l'État de New York. Il lança aussi deux expéditions guerrières en Iroquoisie. En 1666, ces troupes défirent les Iroquois; et la paix fut rétablie dans la région en 1667. Le traité qui s'ensuivit reconnut la souveraineté du roi de France et assura à la colonie 16 années de développement pacifique. Une fois cette mission accomplie, le roi souhaita qu'une partie des effectifs de ces bataillons demeure en Nouvelle-France pour aider la colonie. Il offrit alors aux soldats la possibilité de s'établir et leur concéda des terres sur les berges du Saint-Laurent afin de devenir agriculteurs. Louis XIV alloua aux officiers et aux soldats des vivres pour un an et des gratifications selon leur grade (cent livres pour les soldats et un montant plus élevé, bien sûr, pour les officiers nobles qui ainsi devenaient des seigneurs). Plus de 400 d'entre eux acceptèrent de rester. L'arrivée massive des filles-du-roi (orphelines), entre 1663 et 1673, permit de rétablir le fragile équilibre démographique de la colonie. La présence du Régiment de Carignan mit fin à la menace iroquoise, et les efforts de Colbert et de l'intendant Talon firent passer, en quelques mois, la population québécoise de 4000 à 6300 personnes. Source, *MEF* (*Mouvement estrien pour le français*).

[4]Swift, Livre Deuxième, p.145.

d'Uxelles, l'abbé Melchior de Polignac[1] et M. Mesnager représentaient la France; le Garde du Sceau privé, Prior et le comte de Strafford, l'Angleterre. Le Hollandais Buys, profitant du fait que la ville d'Utrecht se situait dans son pays, les Provinces-Unies, s'était évertué, comme précisé plus haut, à garder cachés les passeports nécessaires aux Plénipotentiaires de toutes les nations qui devaient se rendre sur les lieux de la Conférence de Paix. Il traînait des pieds avec désespoir comme le condamné à mort qui prend son temps pour fumer sa dernière cigarette ou boire son ultime verre de rhum. Peut-être la reine Anne finirait-elle par mourir et par passer la main à son successeur plus belliqueux; ainsi la guerre pourrait continuer éternellement. Sous les pressions internationales, Buys les avait enfin retrouvés et délivrés.

Grâce à ces retards occasionnés par le rusé Hollandais et par tous ceux qui aspiraient à continuer la guerre indéfiniment, jusqu'à ce que le Roi Soleil demande grâce, les plénipotentiaires n'arrivèrent à Utrecht que le 19 janvier 1712, et les Conférences ne purent s'ouvrir que le 29 du même mois. Les Anglais fort patelins −l'évêque de Bristol, le comte de Stafford, et Prior−, avaient reçu l'ordre exprès de ne pas familiariser ostensiblement avec les Français. Ils devaient au contraire donner l'impression qu'ils considéraient les plénipotentiaires français comme des ennemis afin de ne pas passer pour des traîtres ni laisser deviner qu'il existait une entente secrète entre les deux nations. Les Français, au contraire, s'efforçaient de simuler une grande cordialité vis-à-vis des Anglais afin de signifier aux autres Alliés que les jeux étaient faits quoiqu'ils puissent faire ou dire.

Le comportement général des autres plénipotentiaires alliés avait lui-aussi changé. Le désir d'humilier Louis XIV avait totalement disparu de l'esprit des belligérants. Grâce au *Royal-Bribe*, la grimace frustrée, −d'abord affichée par les Français à La Haye et à Gertruydenberg devant le sourire ironique et même sardonique des Alliés−, vint se coller, comme des masques de grands tragiques grecs, sur les visages hollandais, autrichiens et allemands, tandis que les Anglais, mal à l'aise, prenaient un air un peu gêné et tâchaient de se convaincre que par leur machiavélisme intelligent, ils avaient *réussi à rendre aux innocentes populations d'Europe cette chère Paix tant attendue, si désirée*. Ce qui, au fond, était parfaitement exact.

---

[1]Plus tard cardinal, académicien, poète, ambassadeur... Pierre Paul, *Le cardinal Melchior de Polignac (1661-1741)*, Plon, Paris, 1922.

Le 29 janvier à 10h du matin les Plénipotentiaires alliés pénétrèrent en grande pompe dans le magnifique Hôtel de Ville d'Utrecht par une porte et les Français par une autre. C'était un ensemble de dix édifices médiévaux interconnectés qui formaient un impénétrable labyrinthe sur plusieurs étages[1]. Toutes les rencontres secrètes étaient possibles dans un tel entrelacs de couloir mal éclairés et de salons, petits et grands, qui semblaient avoir été conçus par un lovelace pervers, avide de rencontres secrètes. Les Anglais entrèrent bien entendu par l'une des portes monumentales, en compagnie de leurs alliés initiaux de la *Grande Alliance* sous les regards amusés des Français. Toutefois, ces derniers restaient confiants dans leur fidélité indéfectible grâce à l'appétit insatiable de leurs lobbies. Le docteur Robinson, évêque de Bristol, Garde du Petit Sceau et Plénipotentiaire anglais en chef, ouvrit la noble Assemblée par un petit discours en français bien frappé : «Messieurs, Nous voici assemblés au nom de Dieu, pour faire un Traité de pacification générale entre les Hauts-Alliés & [*se tournant vers les Français*] le Roi votre Maître. Nous venons avec des intentions sincères & avec des ordres exprès de nos supérieurs, concourir de leur part à tout ce qui peut hâter & achever un ouvrage aussi chrétien & aussi salutaire... en vous expliquant avec autant de clarté que de franchise... d'une manière si sincère... juste et raisonnable[2]. » Cette mise en condition, fort diplomatique, faisait intervenir la Justice, la Raison, la Sincérité et surtout Dieu. L'Angleterre n'avait jusque-là mis de l'avant que son profond désir de faire la paix avec la France, car, prétendait-elle, les charges de la guerre étaient trop lourdes pour son budget. Mais personne ne savait, parmi les Hauts-Alliés, que les motivations de l'Angleterre étaient tout autres. «*Aucun des Alliés n'avait connaissance des ententes secrètes qui existaient déjà entre l'Angleterre et la France*[3] », mais quand le marquis d'Huxelles énuméra les propositions françaises, elles furent immédiatement dénoncées par les autres plénipotentiaires comme traitant les Alliés de l'Angleterre en pays vaincus. Deux nations seulement pouvaient se targuer d'avoir gagné cette guerre, les Français qui allaient imposer un Bourbon, Philippe V d'Anjou, sur le trône d'Espagne[4], et les Anglais qui obtenaient un pot-de-vin royal. Immédiatement, les Haut-Alliés supputèrent que les Anglais avaient changé de camp. La confiance ne régnait

[1]En 1997, la municipalité engagea l'architecte espagnol Enrique Miralles pour rénover ces lieux historiques en y ajoutant une aile de verre et des éléments transparents qui l'intègrent avec art aux monuments anciens.
[2]Swift, Livre Quatrième, p.296 et suiv.
[3]Winston Churchill, *Marlborough, His Life and Times*,, University of Chicago Press. Chapitre 32, The Restraining Orders, 1712-January-May, p.939
[4]L'objet même de cette guerre.

plus. Au cours de l'une des premières conférences, les Haut-Alliés décidèrent que ce ne serait plus un secrétaire anglais qui prendrait les *minutes*, mais un Hollandais. Ce qui donna à la reine d'Angleterre, lorsqu'elle apprit ce détail, le prétexte de feindre la sainte colère de la Vertu outragée, car elle désirait faire croire qu'elle considérait cette méfiance comme un injuste manque de respect pour sa personne. L'historien anglais Swift qui souhaitait par contraste montrer son pays sous une couleur moins sinistre, tâcha d'assombrir le comportement des Hollandais en écrivant que « les Plénipotentiaires d'Angleterre eurent raison de soupçonner que les Hollandais travaillaient secrètement à prendre quelques mesures séparées avec la France, par l'entremise d'un nommé Molo, agent factieux à Amsterdam, qui avait été souvent employé dans ces sortes d'intrigues & que c'était là ce qui les rendait si vétilleux & si nonchalants dans leurs démarches, dans l'espoir de rompre le Congrès & d'obtenir de meilleures conditions dans leur commerce & pour *leur Barrière*, de la part de la France, *que nous n'étions disposés à leur en accorder*[1]. Les Ministres hollandais s'appliquèrent aussi à gagner les bonnes grâces des Plénipotentiaires de l'Empereur, à dessein de s'assurer tous les avantages du commerce avec l'Espagne, au cas que l'Empereur restât possesseur de ce Royaume[2]. »

Lorsque le Néerlandais Buys apprit que les Anglais avaient obtenu *la totalité de la Traite des Esclaves vers l'Amérique latine pour trente ans*, jaloux, il fut envahi d'une sainte ire et « se plaignit des avantages que l'Angleterre avait stipulés avec la France, & insista à ce que ses maîtres les partageassent, surtout en ce qui concernait le Traité de l'Asiento[3]... » Mais il n'était pas question que l'Angleterre acceptât de partager un os aussi juteux. Jonathan Swift, outré dans son patriotisme primaire, le confirme clairement : « la Reine étant résolue à ne jamais accorder aux États[4] aucune part à l'Asiento[5].» Allaient-ils s'entre-déchirer pour cet os à moelle ? Buys insista longuement auprès du Trésorier d'Angleterre, lui montrant que les Provinces Unies accepteraient d'oublier que le roi d'Espagne était français à condition toutefois que l'Angleterre leur offrît une parcelle de la Traite en Amérique latine. Buys lui promit « d'engager ses maîtres à se désister de l'article qui

---

[1]Segment non mis en évidence dans le texte original. Cette phrase montre bien que les Anglais, jaloux des avantages qu'ils avaient su obtenir, ne tenaient ni à les partager, ni à laisser les Hollandais en obtenir de semblables des Français.
[2]Swift, Livre Quatrième, pp.299-300
[3]Ibid., Livre Quatrième, p.295.
[4]Aux États-Généraux, autrement dit aux Hollandais.
[5]Swift, Livre Quatrième, p.301.

concernait l'Espagne[1], à condition qu'ils pussent avoir part avec nous à l'*Asiento pour les Nègres*, à quoi Harley, comte d'Oxford, Grand Trésorier *en chef,* c'est à dire Chancelier de l'Échiquier, répondit "qu'il perdrait plutôt la tête, que de consentir à une offre pareille[2]."... Il paraît par tous ces procédés, que quelque système que formassent en Angleterre les ennemis de la paix[3] dans cette conjoncture, les Hollandais n'avaient dessein d'y consentir, qu'autant qu'ils y trouveraient leur intérêt, & que par un effort de cette politique, *dans laquelle on peut dire qu'ils surpassent tous les autres peuples de la Chrétienté*, ils épiaient le moment de faire leur coup, en profitant des malheurs dans lequel ils avaient plongé leurs voisins & leurs Alliés. » Au nom de grands principes de pseudo moralité, le Grand Trésorier diabolisait à souhait les Hollandais qui s'opposaient à une Entente pour la Paix. Comme disait la reine Anne avec, indubitablement, une très bonne conscience : « Dieu ne permettrait pas que les ennemis du repos public eussent encore longtemps la liberté de donner des lois contraires au bonheur de tant de Nations[4]. » Ses ennemis étaient devenus les ennemis de la Paix des peuples. Désormais, la volonté de Dieu correspondait avec celle des lobbies marchands!

Les Français n'étaient pas moins rayonnants, surtout en scrutant le visage déconfit des Alliés qui avaient été profondément mortifiés par les événements : « Nous prenons la figure que les Hollandais avaient à Gertruydenberg, & ils prennent la nôtre. C'est une revanche complète. Le Comte de Sinzendorff sent bien vivement sa décadence[5]. » Les Anglais avaient signé juste à temps le traité secret. Quelques semaines de plus auraient pu leur avoir été fatales. Vers le mois d'octobre, les Français avaient repris la forteresse de Douai, et les Alliés redoublaient leurs sollicitations pour un cessez-le-feu. Les odieux Préliminaires des Conférences précédentes étaient oubliés; odieux puisqu'ils n'étaient destinés qu'à interdire toute entente. La France traditionnellement victorieuse s'était un temps retrouvée à genoux sous le poids de l'Europe entière; vaste humiliation pour le vaniteux Roi-Soleil, habitué à régenter l'Europe comme son arrière cour.

Mais soudain, à la fin du mois de février 1712, une suite d'événements alarmants donna quelque angoisse aux plénipotentiaires anglais et quelque espoir aux Alliés. On annonça que le duc de Bour-

---

[1]Cet article insistait sur la nécessité d'exclure la Maison de Bourbon du trône espagnol.
[2]Swift, Livre Quatrième, p.276.
[3]*Les ennemis de la paix* sont, bien entendu, ceux qui s'opposent à une entente avec la France.
[4]Swift, Livre Deuxième, p.249.
[5]Écrivait avec humour le cardinal Melchior de Polignac (1661-1741), l'un des Plénipotentiaire français.

gogne, devenu dauphin à son tour[1] était mort le 27 février 1712, six jours seulement après la dauphine Marie-Adélaïde de Savoie, son épouse, décédée le 12 février précédent. Ce duc était celui-là même qui avait volontairement provoqué la défaite française d'Oudenarde en refusant d'obéir au maréchal Vendôme parce qu'il trouvait tout à fait grotesque qu'un noble doive se soumettre à un roturier. Le duc alla donc rejoindre les soldats plébéiens dont il avait inconsidérément provoqué la mort à Oudenarde. Il dut alors, parmi eux, se sentir pénétré d'humilité et mesurer enfin toute la vanité de son absurde orgueil terrestre. Puis, le 8 mars 1712, l'hécatombe de l'ordre successoral reprit sa marche inexorable. Ce fut le tour du duc de Bretagne (5 ans), fils aîné du dernier dauphin de France. Tous ces décès mettaient les Alliés sur leurs gardes, car ils craignaient que la France et l'Espagne, à court d'héritiers, ne se retrouvent sous une seule et même couronne. Tout ce "sang bleu" corrompu par la consanguinité peuplait l'aristocratie de sous-hommes imbus de vanité. Les Hollandais et les Autrichiens se remirent à espérer que tout arrangement serait impossible et qu'il faudrait continuer la guerre. Mais là encore, l'Angleterre se montra soucieuse d'éviter que la France ne se retrouve dans l'alternative de poursuivre les hostilités, ce qui aurait inéluctablement entraîné pour les lobbies la perte irrémédiable de leur gigantesque bakchich. L'Angleterre dépêcha donc à la Conférence d'Utrecht un autre Harley, cousin et homonyme du Grand-Trésorier, avec des ordres secrets de la reine d'Angleterre[2]. La reine Anne proposa à l'abbé Gaultier différentes alternatives destinées à contenter les Alliés «On ajouta même que Harley[3] avait le pouvoir de traiter avec les Plénipotentiaires de France, indépendamment de ceux d'Angleterre[4]. Le Roi [de France] ne crut pas cette dernière circonstance car il n'était pas vraisemblable qu'un Particulier sans caractère osât traiter secrètement, sans la participation des Plénipotentiaires, dans le lieu même où ils étaient assemblés pour la paix[5].» Rien n'avançait dans cette ambiance de peur et de trahison où les Alliés étaient taraudés de suspicion sans posséder la preuve irréfutable qu'ils avaient été roulés dans la farine du ridicule par leurs ennemis jurés, les Français, ainsi que par leurs pseudo-alliés anglais soudoyés. Il était clair et manifeste que «seuls les intérêts des An-

---

[1]Après la mort de Louis, dauphin de France et père du roi d'Espagne, mort en avril 1711.
[2]Torcy, Tome III.Part.IV., pp. 177.
[3]Arrivé de Londres le 2 avril 1712.
[4]Qui étaient, nous l'avons dit, le docteur Robinson, évêque de Bristol, Garde du Petit Sceau, et comte de Stafford.
[5]Torcy, Tome III.Part.IV., p. 177.

glais étaient pris en considération[1].»

Devant ces multiples décès à la cour de France, toute l'Europe devint nerveuse car *les lois du Royaume de France ne permettaient pas à un héritier de désavouer son héritage.* Conséquemment, en dépit de toute Renonciation officielle, un prince français ne pouvait renoncer au trône d'Espagne. Il fallait donc s'attaquer au problème sous un autre angle. Il fut constaté que si le roi de France ne pouvait légalement renoncer à la couronne d'Espagne, les lois ibériques, elles, permettaient au roi de ce pays de se désister de ses droits à la succession de France. On devait donc attendre que le roi d'Espagne tire, si possible, l'épine du pied des négociateurs en renonçant de lui-même à la couronne de France. En attendant, les négociations marquèrent le pas. Il fallut s'armer de patience car l'Espagne était loin, géographiquement parlant. Et on espérait que le Roi Catholique voudrait bien accepter de renoncer au trône de France sans que ce renoncement violât pour autant les lois espagnoles. La reine Anne qui souhaitait au plus haut point trancher le nœud gordien fit une proposition ingénieuse au monarque espagnol. La nécessité engendre l'ingéniosité, comme le besoin crée l'organe. Le nouveau roi de toutes les Espagnes avait le choix «ou bien de renoncer aux droits de sa naissance[2] & de conserver la Monarchie d'Espagne & des Indes; ou bien de renoncer à la Monarchie d'Espagne & des Indes, & de conserver ainsi ses droits à la succession de France. [Il recevrait] à la place de la Couronne d'Espagne [comme compensation en plus de la couronne de France] le Royaume de Sicile dont il était actuellement en possession, celui de Naples, les États du Duc de Savoie, à la condition que, si lui ou quelqu'un de ses descendants parvenait un jour à coiffer la Couronne de France, tous ces États échangés seraient réunis à la même Couronne, à l'exception seulement de la Sicile, dont la Maison d'Autriche serait mise en possession. Suivant ce projet, le Duc de Savoie recevrait la Couronne d'Espagne & des Indes[3] en échange de ses États. » La reine d'Angleterre montrait une ingéniosité sans pareille pour résoudre l'impasse, et une générosité incontestable dans la distribution de territoires qui ne lui appartenaient pas. Elle ne poussa tout de même pas son sens de la prodigalité jusqu'à attribuer des places-fortes désormais anglaises comme Gibraltar ou Minorque. En définitive, c'était au roi d'Espagne de déterminer son choix. Il choisit simplement et avec sa-

---

[1]Churchill, chapitre 32, *The Restraining Orders*, 1712 - January-May, p.939 « English interests alone were privileged. »
[2]Concernant le trône de France.
[3]Torcy, Tom.III, Part IV. pp.188-189

gesse de conserver sur sa tête la couronne d'Espagne qu'il avait déjà, et de renoncer à celle de France dont il risquait de ne jamais hériter. Ce fut une grande fierté pour le peuple espagnol.

On peut imaginer que, par moments, les relations entre les divers groupes de diplomates qui barbotaient en se surveillant du coin de l'œil, dans le grand marécage de l'hôtel de ville d'Utrecht, n'étaient pas des meilleures, surtout avec les soupçons qui planaient au-dessus de tous comme des vautours malfaisants. Les regards de biais, les moues faciales, les mimiques, les rictus, les froncements de sourcils, les sourires des plénipotentiaires français et de leur personnel pléthorique étaient auscultés et analysés avec grande attention par les Alliés. Il faut dire que les Français montraient quelque tendance à regarder les Autrichiens, les Hollandais et les autres Allemands avec des airs que d'aucuns considéraient comme arrogants ou moqueurs. Ces Français que les Conquérants romains avaient jadis surnommé ironiquement[1] "les Coqs" pour leur morgue et leur impertinence, n'avaient pas changé d'un iota. De temps en temps des prises de becs éclataient. Taraudés de frustrations en voyant les Français combler les Anglais de bienfaits, les Hollandais et les Autrichiens devenaient extrêmement susceptibles. Swift nous dit que « la conduite du Ministre Impérial ne causa pas moins d'embarras que celle des États; ces deux Puissances paraissant entièrement disposées, ou à rompre la négociation, ou à obtenir de la reine les avantages qu'ils s'en promettaient[2]. » L'un des plénipotentiaires hollandais, le comte de Rechteren montra à quel point ces diplomates professionnels avaient du mal à maîtriser leurs angoisses et leurs colères; ou peut-être était-ce intentionnellement provoqué afin de faire interrompre les négociations aussi longtemps que possible dans l'espoir que la mort de la reine Anne viendrait ranimer les hostilités et effacer cette inextinguible soif anglaise de paix générale que l'on s'expliquait difficilement dans les milieux alliés. Ainsi, quelques jours après la victoire française de Denain en juillet 1712, le comte de Rechteren[3] prétendit que, passant en carrosse devant la porte de Mesnager, les laquais de ce plénipotentiaire français «avaient insulté les siens par *des grimaces & des gestes indécents*[4].» Tout le monde sait qu'il n'y a pas plus arrogant qu'un laquais. Quoi

---

[1]Détail révélé par le professeur Jean-Louis Brunaux, chercheur au CNRS, rattaché au laboratoire d'Archéologie de l'ENS, auteur de *Les Druides, des philosophes chez les Barbares*, Éditions du Seuil, Paris, 2006; et aussi *Voyage en Gaule,* Éditions du Seuil, Paris, 2011. Le mot latin *gallus* signifie à la fois *coq* et *Gaulois*.
[2]Confirmé aussi par Torcy, p.301.
[3]Il s'agit d'Adolph Henrik van Rechteren, Plénipotentiaire hollandais..
[4]Segment mis en évidence par les italiques dans le texte original. Torcy, p.251 et suiv.

qu'il en soit, le comte de Rechteren «envoya son Secrétaire porter ses plaintes à leur Maître & lui demander satisfaction d'une telle offense, ajoutant que, autrement, il serait obligé de se la faire lui-même[1]. Ménager répondit par écrit, que, quoiqu'il ne fût question que de querelle de laquais, il était très éloigné d'approuver que les siens fissent quelque insulte à d'autres domestiques, principalement à ceux de Rechteren; qu'il était prêt de lui remettre les laquais que ce Député avait vu commettre ces indécences, ou même que ses gens prouveraient en être les auteurs. Rechteren était allé à La Haye, lorsque la réponse fut portée chez lui & remise en son absence à Moerman, un de ses collègues. À son retour, il envoya son Secrétaire demander à Ménager satisfaction de l'offense dont il s'était plaint. Ménager lui fit porter la même réponse qu'il avait déjà faite, & Rechteren avoua qu'il n'avait vu ni les grimaces ni les gestes indécents dont il se prétendait offensé; mais il conviendrait, dit-il, qu'il eût la liberté d'envoyer dans la maison de Ménager, reconnaître ceux dont il croyait avoir lieu de se plaindre[2]. »

On aurait pu croire que la dispute serait ainsi calmée, et elle l'aurait sans doute été si l'intention de Rechteren n'avait pas été de créer un incident diplomatique destiné à entraîner une rupture. Or il se trouva que quelques jours après, « Ménager & Rechteren se trouvèrent avec d'autres Plénipotentiaires des Provinces-Unies à la promenade publique du Mail d'Utrecht. Après quelques civilités réciproques, Rechteren dit au Plénipotentiaire de France, qu'il attendait toujours la satisfaction qu'il lui avait demandée. Ménager s'en rapporta à la réponse qu'il avait déjà faite, & ajouta que les laquais désavouaient tout ce que les autres leur imputaient. Rechteren insista sur la perquisition qu'il prétendait faire dans la maison de Ménager[3]. Sur le refus que fit ce dernier d'accorder une permission qui rendrait les accusateurs juges des accusés, Rechteren répliqua "le Maître & les valets se feront donc justice. Je suis revêtu du caractère d'un Souverain aussi bien que vous & je ne suis pas homme à recevoir des insultes. Après ce discours, il parla hollandais à quelques domestiques qui le suivaient. Quelques moments après, les laquais de Ménager arrivèrent, se plaignant que ceux de Rechteren les avaient surpris par derrière, frappés sur le visage, & menacés de coups

---

[1]La satisfaction, bien sûr; ce qui ne laisse pas de surprendre.
[2]Torcy, p.301 et suiv.
[3]Par ce désir de perquisition dans une maison de diplomate qui bénéficie normalement d'extraterritorialité, on sent le désir d'engendrer une crise diplomatique qui pourrait interrompre les négociations et retarder la paix. Toutes proportions gardées, on ne peut s'empêcher de penser à la demande autrichienne d'aller enquêter en Serbie, en 1914, au sujet de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme, ce qui fut le dernier prétexte au déclenchement de la Première Guerre mondiale.

de couteau. Rechteren prenant la parole, dit tout haut : “Toutes les fois qu’ils le feront, je les récompenserai & s’ils ne le faisaient pas, je les chasserais.” Ses Collègues tâchèrent d’excuser un tel comportement, & ne le pouvant, ils nièrent les discours que Rechteren avait tenus, quoique plusieurs Députés des Provinces les eussent entendus[1]. »

La plupart des députés néerlandais souhaitaient que cette malheureuse affaire fût traitée de simple querelle de valets car il y avait pour les Provinces-Unies plus à perdre qu’à gagner à créer des dissensions avec les Français. De ce fait, même si la confiance dans les Anglais était passablement émoussée dans l’esprit des Alliés à cause du comportement ambigu de ces derniers, ils se sentirent incapables de trouver une meilleure solution, aussi prièrent-ils tout de même les Plénipotentiaires d’Angleterre d’intervenir auprès des Français dans le but de calmer ces derniers sans que le roi de France n’en soit averti par peur de nouvelles représailles de sa part : «L’intervention des Plénipotentiaires d’Angleterre ne fut pas refusée, mais ceux de France, sans rien promettre sur le fond de l’affaire, persistèrent à demander une satisfaction, & rejetèrent l’excuse que les Collègues de Rechteren alléguaient en sa faveur. Ils prétendaient le justifier sur ce qu’il était ivre, lorsqu’il avait parlé & agi avec tant de violence et de brutalité. Il faut convenir qu’en toute autre conjoncture une querelle de valets n’aurait pas mérité l’attention sérieuse des Plénipotentiaires, encore moins celle du Roi, & qu’on aurait pu accorder à Rechteren la grâce de le croire ivre, ainsi que le demandaient ses Collègues; mais, alors, il était nécessaire *non seulement* d’abaisser l’orgueil des Hollandais, *mais encore* de suspendre les Conférences d’Utrecht, jusqu’à ce que toutes choses fussent entièrement concertées avec la Reine de Grande-Bretagne. Le Roi voulut donc condescendre aux représentations de Ménager, & croire que *Rechteren avait cherché un prétexte de plainte & de querelle, flatté de l’espoir que l’éclat qu’il ferait, engagerait Sa Majesté à rompre les Conférences*[2]. C’était l’objet des vœux du Pensionnaire[3], de ses partisans, & des Mi-

---

[1]Torcy, p.303. et suiv.
[2]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[3]Antoine Hensius, (1641-1721), *Grand Pensionnaire* à partir de 1689, soutint la politique de Guillaume d’Orange. Avant la chute du duc de Marlborough, l’armée alliée était officiellement commandée par le triumvirat du duc de Marlborough, qui sut s’imposer comme chef principal, le prince Eugène de Savoie-Carignan qui commandait l’armée autrichienne et du Saint-Empire, et Hensius, le Grand Pensionnaire de Hollande, chef militaire de l’Armée des Provinces-Unies. La république des Provinces-Unies est une oligarchie organisée à ses origines autour d'un équilibre entre le pouvoir civil (détenu par un Pensionnaire, le président des États des provinces, *raadpensionaris* en néerlandais) et un pouvoir militaire (détenu par un *Stathouder*, le fonctionnaire exécutif, dans sa qualité de capitaine général ou Commandant en chef) : pensionnaire et stathouder sont nommés par les États. Le pensionnaire de Hollande,

nistres de la Maison d'Autriche. Rechteren était du nombre. Par reconnaissance & par intérêt, l'Empereur l'avait fait Comte, & cette grâce légère s'unissait à l'intérêt plus solide de conserver à ses frères les emplois lucratifs qu'ils avaient dans l'armée; la paix devant les en priver. Il ne cessait donc d'en détourner la Province[1] dont il était Député; c'est ce que Ménager représentait. Sans approfondir la solidité de ces réflexions, il convenait de retarder les conférences, & ce différend en était une raison plausible, jusqu'à ce que le Roi eût obtenu une réparation convenable de l'offense faite à l'un de ses Plénipotentiaire. Sa Majesté donna ordre à tous trois de dire aux Anglais, à qui seuls ils devaient répondre, que son intention était que les États-Généraux eussent à déclarer si Rechteren avait suivi leurs ordres en autorisant la violence de ses domestiques, & s'expliquant ensuite dans les termes dont il avait usé ou s'il avait seulement écouté sa passion, excité par les Ministres de la Maison d'Autriche. S'il avait obéi à ses Maîtres, il fallait en conclure que toute sûreté pour les Plénipotentiaires de France était bannie de la Ville d'Utrecht. S'il n'avait eu pour guide que son emportement & son intérêt particulier, les États-Généraux devaient désavouer hautement & publiquement l'indigne procédé d'un Ministre qui abusait de leur confiance. Le Roi prescrivit les conditions de désaveu. La principale était de rappeler[2] Rechteren, & de nommer à sa place un autre Député. *Les Hollandais devenus plus dociles consentirent à la restitution de Lille*[3]. Les Plénipotentiaires du Roi [de France] parurent peu touchés de cette condescendance[4] forcée & mortifièrent la République par leur silence. La résolution qu'elle avait prise sur cet article donnait lieu de croire qu'en insistant fortement sur la restitution de Tournay, on pourrait également l'obtenir. *L'assistance de l'Angleterre était nécessaire car les Alliés avaient encore confiance en cette nation, ne sachant pas dans quelle mesure elle avait trahi*[5]; mais loin de trouver du secours de la part de ses Ministres, l'opposition qu'ils y apportèrent égala celle des États-Généraux. La soumission des Hollandais changeait en leur faveur

---

province la plus riche, joue d'une certaine façon le rôle de président de toute la république des Provinces-Unies.

[1]Chacune des provinces autonomes qui constituaient les Provinces-Unies (dont la Hollande faisait partie), avait un représentant à Utrecht. Rechteren était l'un de ces représentants. à la fin des négociations, chaque province signa la paix individuellement. Les États-Généraux étaient en quelque sorte le Gouvernement fédéral de cet ensemble de Provinces-Unies.

[2]C'est à dire de le limoger.

[3]Segment non mis en évidence dans le texte original. Il est quand même déplorable que cette arrogance de la part de Rechteren ait eu pour conséquence de forcer son pays, les Provinces Unies, à renoncer à la ville de Lille qui avait été gagnée de peine et de misère par le sang de leurs soldats.

[4]*Complaisance* aurait été un terme mieux choisi que *condescendance* dont le sens a glissé.

[5]Segment non mis en évidence dans le texte original.

l'esprit des Ministres de la Reine d'Angleterre; Bollinbroke, étant encore en France, avait dit que si ces ennemis de la paix revenaient à la raison, s'ils imploraient la protection de la Reine d'Angleterre, ce changement de leur part ferait cesser l'animosité de la Nation anglaise, ainsi que le désir qu'elle témoignait de se venger de leur opiniâtreté;... [*Bollinbroke avait ajouté*] qu'immédiatement après l'accomplissement de cette condition essentielle[1], la Reine de la Grande-Bretagne déclarerait à ses Alliés qu'elle ne pouvait obtenir d'autre plan [meilleur] que celui que le Roi avait proposé ; que ce serait donc à eux à décider s'ils l'accepteraient ; qu'ils auraient trois mois pour en délibérer mais ce terme passé, le Roi [de France] ne serait plus tenu d'accorder les conditions proposées[2].» Trois députés hollandais qui étaient venus dîner chez le maréchal d'Huxelles en compagnie de l'abbé Melchior de Polignac avaient déclaré aux Plénipotentiaires français qu'ils assuraient, au nom des États-Généraux, que Rechteren n'avait jamais reçu de ses supérieurs l'ordre de se comporter de façon aussi peu diplomatique. Les État-Généraux des Provinces-Unies le désapprouvaient et se préparaient à le limoger. Il apparaît ainsi par ce *Dossier Rechteren* évoqué non seulement par Torcy mais par Swift, qu'un simple mouvement d'humeur du plénipotentiaire hollandais qui n'avait pas su contrôler son irritation bien compréhensive, entraîna pour son pays une véritable mise en tutelle par l'Angleterre, laquelle en profita aussitôt pour leur faire accepter le plan français afin de calmer la colère de Louis XIV. Lille fut restituée aux Français et les Hollandais soumis et assujettis, autant que faire se pouvait. La désillusion et le découragement des Hollandais empirèrent, donc, lorsque, durant la deuxième partie du XVIII^e siècle, *les Mémoires de Torcy* furent publiés en 1757, et qu'ils se rendirent compte qu'ils avaient confié la défense de leur cause aux Anglais dont la seule et unique obsession avait été leur propre intérêt.

Sur les champs de bataille, une suspension d'armes devenait urgente, car, paradoxalement, pendant tous ces atermoiements diplomatiques, les soldats continuaient de se massacrer sans aucun enthousiasme mais avec un courage aussi indéniable qu'inutile. Ils donnaient littéralement pour rien leur pauvre vie, si précieuse pour eux; mais n'est-ce pas une constante de toutes les guerres? Pour apaiser la crainte des Hol-

---

[1]L'obtention des Renonciations.
[2]Torcy, Tom.III, Part IV, pp.252-257.

landais, lesquels s'opposaient au plus haut point à un cessez-le-feu sans garantie, le docteur Robinson, évêque de Bristol, Garde du Petit Sceau et comte de Stafford, l'un des plénipotentiaires anglais, émit l'opinion que les Français devraient offrir en otage plusieurs places-fortes de Flandre pour les rassurer en cas d'armistice. Mais les Français rejetèrent cette solution dont ils feraient les frais, car, manifestement, les Alliés risquaient par la suite de refuser de leur rendre de bon gré ces mêmes forteresses si la suspension des hostilités échouait. Les Anglais se montraient certes toujours prêts à trouver une solution, mais à condition qu'elle ne leur coûtât aucune contribution personnelle. Dans sa dépêche du 25 mai 1712, le roi de France écrivit : « C'en serait pernicieux... que d'offrir aux Hollandais des Places en otage; le temps n'est plus de flatter leur orgueil & désormais il faut, en traitant avec eux de bonne-foi, que ce soit avec la dignité qui me convient[1]. » Louis XIV avait repris quelque assurance devant la tournure prise par cette guerre, et sa hargne vis-à-vis des Hollandais remontait inexorablement à la surface comme l'huile à la surface de l'eau. Il savait les Anglais, –les grands bailleurs de fonds de ce long conflit– subjugués et entièrement fidélisés par l'énorme bakchich qu'il leur avait offert. Il n'ignorait pas non plus que, de toute évidence, les Hollandais et les Autrichiens désargentés ne pourraient jamais courir longtemps les champs de bataille sans l'or anglais pour payer leurs troupes et surtout leurs mercenaires. Les Alliés devraient dans ce cas se contenter de leurs troupes nationales de qualité plutôt moyenne, car les bonnes troupes mercenaires prussiennes, chair-à-canon d'*usure* de toutes les nations alliées, ne seraient plus disponibles pour faire face aux Français. Par conséquent leur sort serait vite réglé. Les campagnes militaires qui suivirent confirmèrent totalement cette crainte ou cet espoir, suivant le point de vue que l'on choisit. Outre les mercenaires prussiens, les Anglais utilisaient des soldats palatins[2] et hanovriens, de même que les clans catholiques highlanders écossais[3] ainsi que les catholiques irlandais, tous rudes combattants et bonnes troupes, aussi bien *de choc* que *d'usure*, grâce à la discipline de fer, imposée par les officiers généraux anglais, qui les transformaient en machines à tuer, sous peine de mort ou de torture[4]. Mais ces derniers bataillons (irlandais et

---

[1]Torcy, Tome III.Part.IV, p.196

[2]C'est à dire de l'État allemand du Palatinat, bien entendu. Le *Palatinat du Rhin*, *Palatinat électoral* ou *Comté palatin du Rhin* (en allemand : *Kurpfalz*) est un État historique du Saint-Empire romain germanique. Il fait aujourd'hui partie des länder de Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat.

[3]Que le gouvernement de Londres allait bientôt détruire à Culloden et durant les Highland Clearances.

[4]La discipline et par conséquent le courage des troupes étaient stimulés par des châtiments corporels extrêmement cruels et même par la mort. En quelque sorte il fallait en arriver à ce que le soldat soit plus terrorisé par les châtiments que par l'ennemi. Le stratège chinois Sun Tzu explique comment établir la

écossais) allaient aussi disparaître des combats par le retrait de Londres des champs de bataille.

Enfin, au début de juin, arriva de Madrid le courrier tant attendu. Le roi d'Espagne acceptait. Mais, au lieu de la suspension d'armes espérée, les Français reçurent un nouveau *Mémoire secret* de la reine d'Angleterre, rédigé fort vraisemblablement sous la dictée des lobbies marchands de Londres. Il contenait *sept articles,* lesquels mettaient en exergue les peurs qui hantaient l'esprit inquiet et même tourmenté des financiers anglais. Les premières "*angoisses*" concernaient les cessions de territoires d'Amérique du Nord à l'Angleterre, offerts par la France

---

discipline dans une troupe. Il cherchait du travail auprès du roi, Ho Lu, qui lui dit : «J'ai lu vos treize chapitres, monsieur, en leur intégralité. Pouvez-vous procéder à une petite démonstration de l'art de maîtriser les mouvements des troupes?" Sun Tzu répondit: "Je le peux." Ho Lu demanda: "Pouvez-vous pratiquer cette expérience sur des femmes?" Sun Tzu dit: "Oui." Là-dessus, le roi donna son accord et fit envoyer du palais cent quatre-vingts belles femmes. Sun Tzu les répartit en deux compagnies et plaça à leur tête les deux concubines préférées du roi. Il leur apprit à toutes à porter une hallebarde. Puis il dit: "Savez-vous où se trouve le cœur, où se trouvent la main droite, la main gauche et le dos?" Les femmes dirent: "Nous le savons." Sun Tzu dit: "Lorsque j'ordonne "Face" tournez-vous de face, le cœur vers moi; lorsque je dis "gauche" tournez-vous vers la main gauche; lorsque je dis "Droite" vers la droite; lorsque je dis "Arrière" tournez-moi le dos." Les femmes dirent: "Nous avons compris." Après l'énoncé de ces dispositions, les armes du bourreau furent préparées. Sun Tzu donna alors les ordres trois fois et les expliqua cinq fois, après quoi il battit sur le tambour le signal "Tournez-vous à droite". Les femmes éclatèrent de rire. Sun Tzu dit: "Si les instructions ne sont pas claires, et si les ordres n'ont pas été complètement expliqués, c'est la faute du commandant." Il répéta ensuite les ordres trois fois et les expliqua cinq fois, puis il frappa sur le tambour le signal de se tourner à gauche. De nouveau les femmes éclatèrent de rire. Sun Tzu dit: "Si les instructions ne sont pas claires et si les ordres ne sont pas explicites, c'est la faute du commandant. Mais lorsque les instructions ont été expliquées et que les ordres ne sont pas exécutés conformément à la loi militaire, il y a crime de la part des officiers." Puis il ordonna que les capitaines de la compagnie de droite et de celle de gauche soient décapités. Le roi de Wu qui, de sa terrasse, assistait à la scène, vit que ses deux concubines bien-aimées allaient être exécutées. Il s'effraya et dépêcha son aide de camp, porteur du message suivant: "Je sais à présent que le général est capable d'utiliser des troupes. Sans ces deux concubines ma nourriture n'aura plus aucune saveur. C'est mon désir qu'elles ne soient pas exécutées." Sun Tzu répondit: "Votre serviteur a déjà reçu de vous l'investiture de commandant en chef; or, lorsque le commandant est à la tête de l'armée, il n'est pas tenu d'accepter tous les ordres du souverain." Il ordonna donc que les deux femmes qui avaient commandé les troupes fussent exécutées, afin de faire un exemple. Puis il plaça à la tête des compagnies celles qui occupaient le grade immédiatement inférieur. Là-dessus de nouveau, au tambour, il donna le signal et les femmes se tournèrent à gauche, à droite, de face, de dos, se mirent à genoux et se redressèrent toutes, exactement comme l'exigeait l'exercice imposé. Elles n'osèrent pas faire le moindre bruit. Sun Tzu envoya alors un messager au roi pour lui porter l'information suivante: "Les troupes sont maintenant en bon ordre. Le roi peut descendre pour les passer en revue et les inspecter. Elles peuvent être utilisées au gré du roi; elles iront même jusqu'à traverser le feu et l'eau.» Le roi nomma Sun Tzu général en chef de son armée. Tiré de **L'Art de la Guerre** de Sun Tzu, traduit par Francis Wang. Au sein des troupes les plus efficaces de la II^e^ Guerre Mondiale (les SS), le taux d'exécution pour indiscipline semble avoir été énorme. Christian Ingrao, dans *Les chasseurs noirs, la brigade Dirlewanger*, donne le chiffre de 3‰ des effectifs totaux par mois pour le taux de mortalité par sanction disciplinaire, soit 20 fusillés par mois. *Les chasseurs noirs*, Perrin, 2006, p.97.

dans le cadre du pot-de-vin général. Les Anglais voulaient s'assurer que ce ne serait pas un mirage. Les deux dernières clauses du Mémoire concernaient le Traité de commerce entre la France et l'Angleterre. La lettre proposait de faire la paix d'abord puis de confier la suite des négociations économiques à des *commissaires plus spécialisés*, c'est à dire à eux-mêmes, les marchands, sans intermédiaires politiques. L'article suivant suggérait: « qu'il ne serait accordé, de la part de la France & de celle d'Angleterre, *ni prérogative ni privilège à aucune autre Nation*, qui ne fût aussi communiqué de part & d'autre aux Français & aux Anglais[1].» En un mot, les Anglais voulaient éviter qu'on leur fasse ce qu'ils avaient eux-mêmes fait à leurs Alliés : *se faire doubler par des négociations secrètes entre l'un de ses Alliés et les Français*. Car, pour discréditer les Français aux yeux des Anglais, les Hollandais, qui se doutaient de rapports secrets franco-anglais, avaient vraisemblablement lancé la rumeur selon laquelle ils négociaient eux-mêmes secrètement avec les Français : « On avait averti les Anglais que les Ministres Hollandais avaient de fréquentes conférences avec ceux de France & qu'ils avaient offert de régler leurs intérêts avec cette Couronne *sans la participation de l'Angleterre*[2]. » Le danger semblait menacer de façon imminente la position privilégiée de l'Angleterre. De ce fait, le *Mémoire secret* se terminait sur l'acquiescement *immédiat* de la reine Anne à une suspension d'armes franco-anglaise *pendant deux mois et sous deux conditions*. En réalité la première condition, totalement inutile, n'était présentée que pour meubler et pour ne pas laisser trop orpheline la seconde qui ne concernait que l'intérêt exclusif de Londres. La première, donc, exigeait que durant ces deux mois, la séparation des deux Monarchies (française et espagnole) serait entièrement et ponctuellement exécutée. No comment! La seconde souhaitait « que le Roi[3] retirerait la garnison de Dunkerque, & que les Troupes anglaises entreraient dans cette ville le jour que la suspension aurait lieu ; qu'elles y demeureraient jusqu'à ce que les États-Généraux consentissent à donner au Roi un équivalent à sa satisfaction pour la démolition des ouvrages que Sa Majesté s'obligerait de faire raser, comme aussi de combler le port & de détruire les écluses[4].» Le roi de France parapha sans difficulté les clauses sur la remise des colonies françaises d'Amérique septentrionale et sur le Traité de commerce. C'était des sujets qui le concernaient peu lorsqu'il les comparait à la Monarchie espagnole ou à sa vanité de Roi-Soleil. L'Amérique sep-

---

[1]Torcy, Tome III.Part.IV p.198.
[2]Swift, Livre Quatrième, p.392. Le segment n'était pas mis en évidence dans le texte original.
[3]Le roi de France.
[4]Torcy, Tome III.Part.IV pp.198-199.

tentrionale était si loin, si abstraite dans sa tête perruquée et enrubannée! Quant au Commerce, il n'éprouvait pour cette activité triviale qu'un souverain mépris d'aristocrate[1]. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir le Mémoire qu'il fit parvenir à ses diplomates, leur conseillant de se méfier[2] de la parole des marchands qui ont toujours tendance à oublier que l'intérêt du pays n'est pas nécessairement le-leur propre. Pour le reste, Louis XIV jugea nécessaire d'exiger un *cessez-le-feu de quatre mois* au moins. Quant à permettre aux Anglais d'occuper Dunkerque immédiatement, Louis XIV craignait qu'ils ne veuillent plus évacuer la ville dans le cas où reprendraient les hostilités, et que, en définitive, les Français soient forcés à les en expulser *manu militari*. Mais la rouerie des Anglais vis-à-vis de leurs propres Alliés n'avait d'égal que la loyauté des mêmes vis-à-vis de leurs ennemis d'hier, les Français, car ils savaient que ces derniers pouvaient à tout instant changer d'idée en ce qui concernait le *Royal Backhander*[3] qu'ils devaient remettre entre leurs mains. Louis XIV sentit avec pertinence qu'il pouvait leur faire confiance. Toutefois, comme cette exigence anglaise qui transpirait l'angoisse, démontrait qu'ils n'avaient pas une confiance absolue en Louis XIV, ce dernier joua l'outragé comme le faisait la reine Anne vis-à-vis des Hollandais et des Autrichiens, et leur répondit avec humeur «que la bonne-foi & la confiance réciproque ayant commencé & conduit la négociation, il convenait de bannir jusqu'à l'apparence de défiance, quand de part & d'autre on approchait du but qu'on s'était proposé. Le

---

[1]Un Noble qui se livrait au commerce sur le sol de France perdait automatiquement sa qualité de Noble.
[2]Méfiance de l'aristocratie en général mais aussi de toute la société catholique à l'égard du négoce. C'est ce qui incitera le Canadien-Français Pierre-Esprit Radisson à abandonner la France pour aller se mettre au service de l'Angleterre où il fondera la Compagnie de la Baie d'Hudson qui fit la fortune de l'Angleterre. À l'exception de ceux du Deuxième Empire français, les politiciens des différents gouvernements [français] ont toujours montré une immense méfiance ──pour ne pas dire mépris── vis-à-vis de la classe marchande, qui pourtant n'a jamais cessé d'être le facteur essentiel de la prospérité de la France. Ce texte montre l'éternelle méfiance de la monarchie française vis-à-vis des marchands « L'intention du Roi [Louis XIV] est que le sieur de Bonnac [ambassadeur de France en Espagne] maintienne les prérogatives des sujets de Sa Majesté et qu'il les fasse jouir de celles qui leur sont accordées par les traités. Mais, avant de s'engager à soutenir les demandes des négociants, il doit examiner avec soin quel en sera le fondement. Ils ont ordinairement beaucoup de penchant à se plaindre, et, lorsqu'on les croit, ils attribuent à mauvaise volonté contre toute la nation ce qu'ils souffrent en particulier. Quelquefois même ils représentent comme une injustice criante les châtiments qu'ils ont mérités et qu'on doit plutôt regarder comme l'effet de l'exactitude des gens préposés à veiller sur les fraudes et à les empêcher. Sa Majesté est persuadée que le sieur de Bonnac saura bien démêler la vérité, distinguer ce qui est véritablement de son service et de l'intérêt des négociants, protéger ceux dont les plaintes sont justes et ne se pas commettre mal à propos à soutenir les prétentions mal fondées des autres.» Segment non mis en évidence dans le texte original. Ce texte est tiré du *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* Volume XII, Espagne, avec une introduction et des notes par A. Morel-Fatio et H. Léonardon, Commission des Archives Diplomatiques au Ministère des Affaires Étrangères, Ancienne Librairie Germer Baillière et Cie, Félix Alcan, Éditeur, Paris, 1898; Tome deuxième (1701-1722), pages 206.
[3]Pot-de-vin royal.

Roi laissait donc au jugement de la Reine d'Angleterre, si ce n'était pas une demande désobligeante, que celle de mettre une garnison anglaise dans Dunkerque pendant la suspension d'armes... Elle avait donné tant de preuves de ses sentiments, qu'il n'y avait pas lieu de soupçonner qu'elle eût une telle pensée; aussi le Roi se fondant sur son amitié, nonobstant la continuation de la guerre, se persuadait qu'elle n'insisterait pas sur une demande non seulement inutile, mais capable peut-être de produire un effet contraire à ses propres intentions; car elle avait seulement en vue d'obliger les Hollandais à donner un équivalent pour la démolition des fortifications de Dunkerque, & ce n'était, ni de presser ni de menacer, de façon à vaincre leur obstination, que de leur déclarer que les troupes anglaises garderaient Dunkerque jusqu'à ce que les États-Généraux eussent donné un équivalent à la satisfaction du Roi. C'était au contraire les encourager à former de nouveaux obstacles à la paix, dans le moment où il s'agissait de trouver & d'employer les moyens de les rendre plus dociles[1]. » Très psychologue avant l'heure, en dépit de ses 74 hivers[2], le roi de France insistait sur le fait que la confiance entre les Français et les Anglais devait être réciproque et que pour sa part, vu l'entière confiance qu'il ressentait à l'égard de la reine Anne, il lui laissait le choix d'occuper immédiatement Dunkerque, si elle n'avait pas entièrement confiance en lui, ou de patienter, dans le cas contraire. Ainsi, en dépit du harcèlement des lobbies marchands, la reine ne pouvait profiter de la liberté que lui laissait Louis XIV d'occuper la ville sous peine de mettre ostensiblement en doute l'honnêteté et la parole du roi de France.

Dans sa réponse, Louis XIV insista aussi sur la restitution de la forteresse de Tournay qu'il exigeait en contrepartie de la destruction non seulement des installations portuaires de Dunkerque mais aussi de son ingénieux système d'écluses. Il fit observer que cette destruction causerait la ruine de la région et que tout le monde en souffrirait. Encore une fois psychologue, après avoir démontré l'absurdité d'une telle destruction, le roi de France «laissait à la Reine à le considérer[3]. » Quant à l'introduction d'une garnison hollandaise dans la forteresse française de Cambrai pour y demeurer durant la période de cessez-le-feu, selon la proposition de la reine d'Angleterre, le roi de France déclarait qu'il s'y opposerait avec une telle force qu'il était prêt à refuser de suspendre les combats, à rompre la négociation de paix et à continuer la guerre, car

---

[1]Torcy, Tome III. Part.IV pp.200-201.
[2]Il n'était qu'à 3 ans de sa mort.
[3]Torcy, Tome III. Part.IV. p.201.

cette clause était contraire à son honneur et au bien de son royaume. La reine n'insista pas. Dans la même note, le roi de France ajoutait qu'il «ne pouvait croire que cette entreprise[1] eût l'approbation de la Reine d'Angleterre & qu'elle permît à ses troupes de servir à un siège dont l'événement pourrait produire encore de nouveaux engagements qu'il était de la prudence de Saint Jean[2] de prévenir. »

Le roi de France insista alors pour convenir avec l'Angleterre d'une suspension d'armes *totale* qui prendrait effet *sur mer aussi*, de telle sorte que l'Armée alliée de la péninsule ibérique[3] serait privée de renforts en effectifs combattants, de même qu'en munitions de guerre et de bouche. L'Angleterre accepta aussi. Il fut alors question d'accorder au duc de Savoie, Victor-Amédée II [4], de façon à le séduire lui-aussi, le royaume de Sicile[5], et « de lui faire comprendre qu'il n'avait rien à craindre des insultes des Impériaux, tant qu'il serait protégé par la France & l'Angleterre[6]. » Par la suite, à l'issue de la guerre, après la mort de la reine Anne, leur ennemie, et sous le règne de Georges I^er^, duc de Hanovre, les Whigs voulurent laisser croire que l'offre du Royaume de Sicile en faveur du duc de Savoie avait été faite à l'insu de ce prince, et qu'il « en parut très agité lorsque le Comte de Petersborough lui en apprit la première nouvelle[7].» Il prétendit alors qu'il n'y était pour rien, « qu'il n'était pas assez avide d'un vain titre de Roi, pour sacrifier ses intérêts réels à l'ambition mal placée d'obtenir cette nouvelle Dignité, » et il ajoutait avec regret que «au reste, rien ne lui paraissait plus extraordinaire que de laisser à un Prince battu par ses ennemis le prix si longtemps disputé[8] : prix que le Parlement d'Angleterre avait si souvent re-

---

[1]Louis XIV fait ici allusion au siège de la forteresse du Quesnoy qui venait de commencer le 8 juin et allait durer jusqu'au 4 juillet 1712. Torcy, Tome III.Part.IV page 202. Pendant le siège du Quesnoy. les Anglais étaient fortement soupçonnés de trahison par les Hollandais. Selon certaines rumeurs insidieuses, *les Anglais voulaient provoquer une bataille et ensuite déserter pour que le prince Eugène soit battu* par infériorité numérique grâce au retrait des mercenaires à leur solde. Selon d'autres, des pourparlers secrets avaient déjà lieu entre la France et l'Angleterre pour que cette dernière abandonne en pleine guerre le camp des Alliés. Eugène décida de se contenter de faire le siège du Quesnoy, après avoir mis le nouveau commandant en chef anglais [le duc d'Ormond] à l'épreuve en lui proposant une bataille contre les Français et avoir vu ce dernier se dérober.

[2]St.John, le négociateur anglais.

[3]Non seulement le Portugal mais aussi la Catalogne.

[4]Le lien de parenté entre le prince Eugène de Savoie-Carignan et le duc de Savoie Victor-Amédée II venait de leur ancêtre commun, Charles-Emmanuel I^er^ de Savoie dit *Le Grand* (1562-1630), qui était duc de Savoie. Le prince Eugène de Savoie-Carignan (1663-1736) était son arrière-petit-fils; tandis que le duc de Savoie, qui se joignit à la Grande Alliance contre la France durant la Guerre de Succession d'Espagne, était Victor-Amédée II, (1666-1732), l'arrière-arrière-petit-fils de Charles-Emmanuel I^er^.

[5]La Sicile serait pour cela détachée de l'Empire espagnol.

[6]Torcy, Tom.III, Part IV. P.228.

[7]Ibid., Tom.III, Part IV. p.229.

[8]Il s'agit bien sûr du trône d'Espagne laissé à un prince de la Maison de Bourbon.

connu, & déclaré être le juste & principal motif de la guerre[1].» Le roi de France avait jusque-là fait le projet de donner le royaume de Sicile à l'Électeur de Bavière[2] pour sa fidélité indéfectible à l'égard de la France. Ce n'était qu'un dédommagement que Louis XIV, fidèle jusqu'au bout, tenait absolument à lui octroyer. En effet, l'Électeur de Bavière et son frère l'Électeur de Cologne avaient perdu leur trône pour prix de leur fidélité à l'égard de la France, et le roi de France −plus fidèle dans ses amitiés que dans ses amours− en faisait un point privilégié de ses négociations. Pour ce qui était des objectifs à atteindre par les armes, les Alliés, après la défection de l'Angleterre, souhaitaient encore et toujours continuer le combat contre la France, avec des objectifs inchangés: le Saint-Empire exigeait que la couronne d'Espagne demeure au sein de la Maison d'Autriche, et la Hollande se montrait soucieuse de renforcer et de garantir sa propre sécurité en établissant une puissante *Barrière de forteresses* entre son propre territoire national et la France toujours menaçante, laquelle avait tendance à regarder ses voisins comme des proies qui feraient les frais du banquet suivant. Bien entendu, le but ultime et idéal aurait été pour tous les pays d'Europe de récupérer toutes les provinces limitrophes que les Français s'étaient appropriées au cours du XVII^e siècle. Cela ne coûtait rien de rêver un peu et, comme le chante si bien aujourd'hui *la Compagnie créole*: «C'est bon pour le moral ! »

En dépit des soupçons lancinants des Alliés qui se demandaient avec persistance si un Traité de Paix secret n'avait pas été signé entre la France et l'Angleterre, en violation du Traité de coalition de la Grande Alliance paraphé en 1701 à La Haye, rien n'était encore établi de façon claire et irréfutable dans l'esprit de tous et ne le sera d'ailleurs jamais jusqu'à la publication des *Mémoires de Torcy* dans la deuxième partie de ce XVIII^e siècle; nous l'avons déjà mentionné. Le vicomte de Bollinbroke pour sa part aurait préféré que la France et l'Angleterre signent la paix une bonne fois pour toutes, plutôt qu'un simple armistice. C'était, selon lui, la meilleure façon d'entraîner dans la paix les rois de Portugal et de Prusse, le duc de Savoie et les Hollandais. Quant au Saint-Empire romain germanique dont l'Empereur possédait personnellement les États héréditaires regroupés autour de l'Autriche, il aurait lui-même été, dans

---

[1]Torcy, Tom.III, Part VI. p.229.
[2]C'était d'autant plus méritant que la Bavière faisait partie intégrante du Saint-Empire romain germanique qui faisait bloc contre la France.

de telles conditions, involontairement précipité dans la paix comme un rocher emporté par un glissement de terrain irrésistible. Mais signer directement la Paix avec les Français aurait été violer le fameux Traité de La Haye (1701) qui interdisait précisément une paix séparée avec les Français, et le comte Robert Harley, comte d'Oxford, Grand-Trésorier d'Angleterre, craignait pour sa personne les représailles du duc de Hanovre lorsque ce dernier serait devenu roi d'Angleterre, comme prévu par *l'Acte de Succession* voté par le Parlement de Londres. À quoi bon accumuler dans sa vie des fortunes immenses et des titres honorifiques longs comme un volumen de papyrus pour se trouver finalement traîné dans la boue, torturé et pendu comme un simple malfrat dans ses vieux jours? J'ai déjà souligné, avec sans doute trop d'emphase, à quel point il suffisait de voir les seize enfants de la reine mourir l'un après l'autre, à la naissance, pour se douter que la reine elle-même finirait par tomber sous le couteau ou plutôt dans ce cas précis, sous les narcotiques des hommes de main de l'Électeur de Hanovre, celui là même qui allait profiter du crime, si crime il y avait. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que les politiciens tories n'avaient pas manqué de noter que leur nom prestigieux risquait de figurer tôt ou tard dans la longue liste des victimes de la politique de succession britannique. Si les guerres de succession européennes se résolvaient habituellement sur les champs de bataille, cette guerre de Succession d'Angleterre se tramait dans les antichambres du Palais de St.James à Londres et du palais électoral de Hanovre. Il était évident que la révolution couvait en Angleterre avec le parti Whig pro-guerre comme ferment belliciste, et elle couvera jusqu'au dernier soupir de la reine Anne. Comme le mentionna Jonathan Swift dans la citation suivante, les rumeurs de soulèvement perdurèrent jusqu'à la toute fin des ultimes négociations : « Le Duc d'Ormond reçut le premier mois qu'il fut à Gand une lettre du Maréchal de Villars qui lui disait que les Généraux hollandais capturés à Denain, lui avaient parlé publiquement d'une révolution qui devait arriver dans peu en Angleterre, que le Comte d'Albermarle & M. Hompesch en parlaient ouvertement, & qu'il n'y avait rien dont on s'entretint plus en Hollande. On fit même courir un bruit sourd à Gand selon lequel la Reine était morte, & nous nous souvenons tous, tant que nous sommes, que le peuple en fut aussi alarmé que si la Reine eut été dans une situation désespérée[1]. »

---

[1]Swift, Livre Quatrième, p.379 et suiv. L'auteur relate le moment ultime où, devant les rumeurs d'agression contre le duc d'Ormond et contre les soldats anglais eux-mêmes de la part des soldats alliés, l'armée anglaise, qui avait déserté les champs de bataille, s'était enfermée dans quelques places fortes de Flandre.

Enfin en désespoir de cause, les plénipotentiaires de Hollande, qui constataient chaque jour avec crainte[1] à quel point le roi de France éprouvait du ressentiment à leur égard, acceptèrent de ravaler leur orgueil et de venir humblement demander aux Anglais de se faire leurs intercesseurs auprès des Français pour que ces derniers daignent venir négocier avec eux à Utrecht. Louis XIV en profita immédiatement pour exiger la restitution de Lille comme préliminaire, en dédommagement pour la démolition du port de Dunkerque que les Français offraient à l'Angleterre. Heureusement, les Hollandais ne réalisèrent pas tout à fait qu'ils remboursaient avec leur sang, versé pour s'emparer de cette forteresse, le bakchich offert par les Français aux Anglais. Pour ce qui fut des demandes hollandaises, le roi de France déclara que Tournay, Condé et Maubeuge étaient trois villes fortifiées qu'il excluait d'avance de celles dont les Hollandais déclaraient avoir un besoin vital pour verrouiller *leur Barrière* de défense contre la France, forteresses qu'ils avaient revendiquées en vain en 1709, durant les fameuses Négociations de La Haye. Les Français désormais dans une position forte après avoir stipendié les Anglais, exigeaient la restitution de toutes les places fortes prises sur la France depuis 1709. «Les Ministres des Alliés, alors à La Haye, accoururent à Utrecht, dès qu'ils surent que ceux de Hollande avaient fait la démarche humiliante de recourir à l'intercession des Ministres d'Angleterre pour renouveler les Conférences[2]. » Le comte autrichien von Sinzendorff, découragé, les exhorta à patienter jusqu'à la prochaine bataille que l'armée Alliée se promettait de livrer aux Français, et qu'il prévoyait bien entendu victorieuse. À n'en pas douter, selon lui, cette victoire hypothétique remettrait Louis XIV et ses vingt ou vingt-deux millions de Français à genoux, et ce fantasme persistant continuait de galvaniser toutes les énergies et toutes les haines, et de maintenir allumée dans leur cœur frustré le petit espoir de la revanche. Il était donc nécessaire, conseillait le comte von Sinzendorff, de suspendre encore les Conférences de Paix même si c'était eux-mêmes qui en avaient souhaité la réouverture. Les Hollandais qui hésitaient entre les Anglais et les Autrichiens, penchèrent de nouveau vers ces derniers et acceptèrent une fois encore de mettre un terme momentané aux pourparlers jusqu'à la victoire finale ou... la déception ultime. Alors, devant ce nouvel atermoiement, les Anglais, déçus, qui ne tenaient pas à mettre leurs avantages en péril, décidèrent d'agir seuls en espérant que leur action forcerait la main de leurs alliés. Le plénipotentiaire anglais Henry St-John,

[1]Ce qui n'allait pas manquer de les défavoriser dans leurs négociations avec la France.
[2]Ibid., Livre Troisième, p.243.

vicomte Bollinbroke, se rendit à Paris à la fin août, où il fut hébergé par la marquise de Croissy, mère de Torcy, Secrétaire français aux Affaires Étrangères et aux négociations internationales. Torcy décida de s'y rendre aussitôt pour rencontrer le Plénipotentiaire anglais. Comble d'humiliation pour les Alliés renfrognés qui, tous ensemble en Hollande, boudaient en serrant les poings, les négociations bilatérales se poursuivirent activement à Paris sans eux. Il y fut convenu :

♠Que le duc de Savoie, Victor-Amédée II, et ses descendants fourniraient une substitution à la Monarchie espagnole en cas de manque de la part du roi Philippe V de Bourbon et de ses descendants, que cette décision serait insérée dans son Acte de Renonciation.
♠Que cette même substitution serait insérée dans les Actes de Renonciation des ducs de Berry et d'Orléans.
♠Que ces Renonciations seraient déposées[1] dans tous les Parlements provinciaux du Royaume.
♠Que les Renonciations des ducs de Berry et d'Orléans seraient admises par les Cortes de Castille et d'Aragon.
♠Que, concernant la cession de la Sicile, il fallait éviter une déclaration prématurée qui pourrait entraîner une insurrection des populations de ces régions en faveur de la Maison d'Autriche, sous l'inspiration des intrigues des agitateurs du Saint-Empire. Le roi d'Espagne signerait donc un article *secret* contenant la promesse de céder la Sicile au duc de Savoie et que ce dernier ne pourrait plus échanger ni aliéner cette île.

Averti par les Services secrets français, l'Électeur de Bavière vint à Paris pour défendre lui-même ses propres intérêts. Il espérait recevoir le royaume de Sicile en dédommagement pour sa Bavière natale d'où il avait fui sans demander son reste au début de la guerre. En effet, le duc de Marlborough avait surgi avec ses troupes afin d'incendier les villages, les fermes et les récoltes des paysans bavarois pour se venger de leur seigneur et maître Maximilien-Emmanuel de Wittelsbach. Une preuve supplémentaire que, lorsque les princes se battent, ce sont les paysans qui subissent les violences. Il fallut faire admettre à l'Électeur que la paix devenait impossible si la Sicile, tant convoitée, n'était pas octroyée à Victor-Amédée de Savoie. Mais tous ces princes cupides et égoïstes qui se partageaient une bonne partie du monde, comme des chacals une pièce de bœuf, ne discernaient que leur intérêt personnel et se souciaient du bien des nations comme de leur dernier pourpoint. Déçu et frustré, Maximilien-Emmanuel de Wittelsbach, Électeur de Bavière, se contenta seulement d'espérer que la Sardaigne lui serait accordée en

[1]Déposées c'est à dire enregistrées.

compensation[1].

Si la méfiance des Hollandais et des Autrichiens vis-à-vis des Anglais était grande, comme par un phénomène de rétribution, la méfiance de ces derniers vis-à-vis des Hollandais devint profonde et tenace aussi. De ce fait, certaines places-fortes revendiquées par les Hollandais en guise de *Barrière* furent jugées irritantes pour l'Angleterre même, car elles dénotaient une certaine méfiance ressentie par les Hollandais en ce qui concernait une éventuelle et hypothétique invasion anglaise de leur pays : « À l'égard de la Grande Bretagne, les Plénipotentiaires devaient exiger que Nieuport, Dendermonde, Gand, & toutes les places qui "paraissent servir plutôt de *Barrière contre l'Angleterre* que contre la France, ne seraient point cédées aux Hollandais, ou, que, si on le faisait, ce serait de manière qu'on n'empêchât point les Sujets de la Reine d'aller & de venir dans les Pays-Bas. Que le septième article du *Traité des Barrières*, qui permet aux États[2], en cas d'attaque, de mettre des troupes à discrétion dans toutes les places des Pays-Bas n'aurait lieu qu'en cas d'attaque de la part de la France. Que les Anglais qui commerçaient dans les Pays-Bas, jouiraient des mêmes privilèges que les États[3]. » Les Anglais se sentaient sans aucun doute coupables vis-à-vis des autres Alliés, puisqu'ils craignaient que, par la suite, les Hollandais leur rendent la pareille en leur imposant des taxes en représailles[4] sur la partie de leur commerce qui franchirait leur Barrière en direction du Saint-Empire romain germanique dans son ensemble. Ils préféraient donc que, seules les villes des Pays-Bas espagnols, essentielles à la sécurité des Provinces-Unies *contre la France,* soient laissées sous le contrôle des Provinces Unies. Les autres places-fortes devaient demeurer, selon eux, soit entre les mains des Français soit entre celles de

---

[1]En fait il fut par la suite rétabli dans ses états et sa dignité d'Électeur de Bavière et son frère dans celui d'Électeur de Cologne. Les Grands finissent toujours par se pardonner leurs erreurs, et le nombre de morts qu'elles ont coûté n'a que peu d'effet. Maximilien-Emmanuel de Wittelsbach était Électeur de Bavière (c'est à dire qu'il participait à l'élection de l'empereur du Saint-Empire romain germanique et se trouvait lui-même éligible) et chevalier de la Toison d'or. Il était né dans sa capitale, Munich, le 11 juillet 1662, et il mourut dans cette même ville le 26 février 1726. Il était le fils de l'Électeur Ferdinand-Marie et d'Henriette de Savoie, il était aussi le petit-fils de l'empereur Ferdinand II et du roi Henri IV de France.

[2]Les États = les Ètats-Généraux = les Provinces Unies.

[3]Swift, Livre Quatrième, pp.288-289. Rappelons que les *Pays-Bas* espagnols ou catholiques (qui deviendront autrichiens à la fin de cette guerre) correspondaient géographiquement à la Belgique actuelle, et les États (ou États-Généraux ou Provinces-Unies) la Hollande actuelle (protestante).

[4]De représailles pour se venger des Anglais qui avaient fait une paix séparée avec l'ennemi, car selon l'Article huitième du *Traité de constitution de la Grande Alliance* signé en 1701, chaque état membre s'engageait à ne point faire une paix séparée avec les Français.

l'Espagne[1]. Nous verrons plus loin que, lors de la grande évacuation des champs de bataille par l'armée anglaise, les soldats anglais occuperont plusieurs villes dont Gand et Bruges, et que le duc d'Ormond élaborera même le projet stratégique de se retourner –si nécessaire– contre leurs Alliés pour les forcer à accepter les propositions des Français; ce qui prouve que les craintes des Alliés contre les Anglais n'étaient pas totalement infondées.

Dans le projet de Traité, on avait même songé aux huguenots cruellement persécutés en France par Louis XIV comme l'étaient les catholiques en Angleterre par le *Test Act*[2] que nous appelions *Serment du Test* au Canada. Il était donc prévu « que les Plénipotentiaires consulteraient avec ceux des Alliés Protestants, sur les moyens qu'il convenait d'employer pour rétablir les Protestants de France dans leur Religion & leur liberté, & pour faire libérer ceux qui étaient actuellement aux Galères[3]. » Si, par le *Test Act ,* les catholiques anglais étaient déchus de la plupart de leurs droits civiques fondamentaux excepté de celui de donner leur malheureuse vie pour leur roi ou leur reine, les huguenots français récalcitrants étaient, eux, carrément envoyés aux galères; ce qui

---

[1]Swift, Livre Deuxième, pp.159-160. En réalité les Pays-Bas espagnols (c'est à dire la Belgique actuelle) allait être attribuée à l'Autriche en guise de compensation pour la perte de la couronne espagnole et seraient désormais appelés les Pays-Bas autrichiens.

[2]Le *Test Act* ne fut aboli sur le territoire anglais qu'en 1829, soit quatre ans seulement avant l'abolition de l'esclavage dans tous les territoires britanniques [1833] Voici le texte du *Test Act,* tel qu'il fut appliqué chez nous au Canada, au début de l'occupation anglaise: «Je, Paul Tremblay, professe, témoigne et déclare, solennellement et sincèrement en présence de Dieu, que je crois que dans le sacrement de la Sainte Cêne de notre Seigneur Jésus Christ, il n'y a aucune transsubstantiation des éléments de pain et de vin en corps et sang de Jésus-Christ au moment même ou après leur consécration par quelque personne que ce soit; et que l'invocation, ou l'adoration de la Vierge Marie et de tout autre saint, le sacrifice de la messe, comme cela est aujourd'hui pratiqué dans l'Église romaine, sont de la superstition et de l'idolâtrie. Et je professe, témoigne, et déclare, que je fais cette déclaration et chaque partie d'icelle, dans le sens naturel et ordinaire des mots qui m'ont été lus, comme ils sont entendus communément par les Protestants anglais, sans aucun faux-fuyant, interprétation équivoque, ou réserve mentale quelconque, et sans aucune personne, ou autorité quelconque, et sans penser que je suis, ou que je puisse être, devant Dieu ou les hommes, censé, libre de l'obligation de cette déclaration, ou que je puisse être absous d'icelle, ou d'aucune partie d'icelle, quoique le Pape, ou tout autre personne, ou personnes, ou puissance quelconque, m'en dispensât ou l'annulât, ou déclarât qu'elle a été nulle et d'aucune validité depuis son commencement.» Le candidat devait donc renier sa religion catholique à défaut de quoi il ne pouvait occuper aucun poste dans l'Administration. En 1867 et 1871, après 30 ans de règne, la reine Victoria supprima une bonne partie des règlements anti-catholiques, et, le 3 août 1910, enfin, les dernières lois anti-catholiques disparurent de Grande Bretagne. Mais, même si les lois n'existaient plus, les coutumes perverses de révéler la religion du candidat dans les formulaires d'inscription aux universités anglaises entraînèrent des refus systématiques de candidatures jusqu'en 1955, année ou ce genre de question fut définitivement banni. Au Canada, il fut aboli dès le début de la Révolution américaine de peur que la majorité francophone ne prenne le parti des Américains.

[3]Swift, Livre Quatrième, p.291. Rappelons que c'était le même Louis XIV qui avait révoqué l'Édit de Nantes en 1685, ce qui avait réintroduit les persécutions contre les Français de confession protestante. Il faudra attendre la Révolution française de 1789 pour que le protestantisme retrouve totalement droit de cité.

n'était pas plus satisfaisant. Les deux pays se valaient dans l'intolérance et le fanatisme religieux; n'en déplaise à François Arouet.

Finalement, le roi de France renonça à la forteresse de Tournay qui constituait une place importante dans *la Barrière* de protection des Provinces-Unies. Louis XIV, mal disposé contre les Hollandais qui avaient rudoyé son plénipotentiaire, dans l'*Affaire Rechteren* déjà exposée plus haut, finit par renoncer à Tournay mais à condition que les Hollandais renoncent à *tout le reste*, et ce peuple se retrouvait avec le Tarif[1] de 1664, à l'exception des quatre espèces[2]. L'Angleterre et les États-Généraux étaient aussi tenus d'accepter l'idée de dédommager l'Électeur de Bavière non seulement avec la Sardaigne mais encore avec la souveraineté des Provinces de Luxembourg et de Namur dont il était déjà en possession, et de celle du Limbourg et du Hainaut. Il était entendu que les prétentions du Portugal et du duc de Savoie ne feraient plus obstacle à la paix; que la Maison d'Autriche en particulier et le Saint-Empire en général, concernant la *Barrière du Rhin*[3], ne seraient plus appuyés par l'Angleterre ni la Hollande. L'Anglais Matthew Prior[4] rapporta en Angleterre les conditions françaises. Il revint en décembre 1712. La reine avait accepté de signer la première clause même si ses Alliés refusaient de la parapher. En ce qui concernait le duc de Bavière, Anne acceptait de le dédommager de la perte de la Bavière et du rang d'Électeur par l'acquisition d'un territoire (fourni par les Autrichiens) et même de la dignité royale. Elle convint aussi que les forteresses citées et qui faisaient partie de la *Barrière*, appartiendraient à l'ex-Électeur de Bavière devenu souverain local, mais avec des garnisons hollandaises, ce qui semble singulier et même irrationnel à nous qui vivons au XXI^{e} siècle, mais qui était alors considéré comme judicieux.

---

[1]Tarif = droit de douane. Le Tarif de 1664 est à la Bibliothèque Mazarine, côte Ms 2776

[2]Les quatres espèces étaient : 1. baleine et dérivés; 2. draps, serges et ratines; 3. poisson frais et en vrac ; 4. sucre raffiné et produits similaires.

[3]Les Allemands aussi entretenaient une ligne de forteresses, appelées *Barrière du Rhin*, ancêtre de la *Ligne Siegfried* ou *Hindenburg*, qui les protégeait contre une agression française toujours possible, sinon probable.

[4]Matthew Prior (1664-1721) était un grand poète anglais avant d'être un diplomate. Ancien camarade de classe de John Montagu I^{er} comte de Halifax, ce fut grâce à cette amitié qu'il devint diplomate durant la Guerre de Succession d'Espagne.

Directives aux ambassadeurs d’Angleterre: vade-mecum pour répondre aux critiques.

Pour répondre judicieusement aux critiques suspicieuses et même désobligeantes de ses alliés, le Gouvernement anglais distribua à ses ambassadeurs, chargés de missions et Envoyés en tout genre, un ensemble de notes diplomatiques qui tâchaient de prévoir toutes les réponses plausibles, aussi édulcorées que possible, aux objections et aux attaques de ses Alliés. Soucieuse de respectabilité pour elle et pour son pays, la reine tenait à justifier en termes honorables la partie visible et publique de son comportement que la plupart des Alliés, −y compris les Whigs anglais−, qualifiaient de déshonorant. C’était un *vade-mecum* diplomatique, une sorte de catéchisme à l’ancienne présenté sous forme de questions embarrassantes suivies de réponses adéquates, en français, que les *chargés de missions* pouvaient apprendre par cœur, si nécessaire, afin de se sortir avec grâce et agilité d’une situation épineuse. Dans le cas où les Ministres hollandais exprimaient quelque inquiétude, les Ministres anglais en général et lord Raby comte de Strafford, ambassadeur d’Angleterre à La Haye en particulier, devaient leur servir tout cet ensemble de réponses mûrement réfléchies et soigneusement pesées. Si l’un des Alliés accusait les Anglais d’avoir négocié séparément avec les Français, violant par le fait-même l’Article VIII du Traité de Coalition de la Grande-Alliance de 1701 entre les Alliés, le *chargé de mission* devait répliquer du même souffle «que la Reine avait jusqu’ici refusé que le Traité fût continué dans son propre Royaume[1] & qu’elle persisterait dans ce refus, à moins qu’eux[2] ne la contraignissent à prendre d’autres mesures; que par ce moyen, les États Généraux & les autres Alliés auraient l’occasion de traiter & de régler leurs prétentions respectives, que Sa Majesté les appuierait avec tout le zèle qu’elle avait montré pour la cause commune & en particulier pour l’avantage de la République[3], comme ils étaient obligés d’en convenir, pendant tout le cours de son règne. Que la Reine n’avait rien stipulé pour elle-même qui pût nuire aux intérêts de la Hollande & que les articles qui devaient être insérés dans le Traité à venir relativement à la Grande Bretagne, ne contenaient *que* des avantages qui devaient être obtenus par Sa Majesté, à moins qu’on ne voulut que l’ennemi continuât à en jouir. Nonobstant cela, qu’aucune concession ne la tenterait de prêter l’oreille à la paix, à

---

[1]Swift, p.133. La phrase est obscure comme l’est le ton diplomatique habituel. On comprend mieux si l’on remplace le mot *Traité* par *négociations* en vue des Traités de paix.
[2]Eux, les Hollandais.
[3]La République des Provinces-Unies (Hollande) car tel était leur système gouvernemental.

moins que ses bons amis & Alliés, les États Généraux, n'obtinssent *une satisfaction raisonnable* relativement à leur commerce & à leur Barrière, ainsi qu'à tous autres égards.» On note au passage que l'Angleterre ne souhaitait pas que les États Généraux obtiennent une satisfaction *"égale"* à la sienne mais simplement "*raisonnabl*e[1]".

Si l'importun, ignorant ce galimatias, incompréhensible même pour un Francophone, s'obstinait à abreuver le représentant de Sa Majesté de reproches immérités, le vade-mecum allait directement puiser ses flèches acérées dans le *pathos* de la réthorique athénienne élaboré par Démosthène. Cet illustre orateur regardait le malavisé dans les yeux et proférait l'argument habituel qui lui interdisait de formuler toute critique en évitant par conséquent de développer une véritable argumentation qui pouvait se retourner contre lui. C'était, en résumé, la menace traditionnelle : «Tu me soupçonnes injustement de malhonnêteté. En conséquence, je vais me comporter de façon malhonnête, pour te punir.» Le diplomate devait insinuer avec un air de frustration indignée « que Sa Majesté aurait lieu d'être offensée[2] & de regarder comme un mauvais procédé de la part des États, s'ils affectaient encore quelque inquiétude à son égard; qu'étant déterminée à n'accepter pour elle-même *aucun avantage* qui fut opposé à leurs intérêts, ni aucune paix sans qu'ils fussent satisfaits raisonnablement, elle croyait que le rôle qu'elle avait joué durant tout le cours de cette guerre, beaucoup plus considérable que celui d'aucun des Alliés les plus intéressés au danger, lui donnait le droit de régler les affaires de la Grande Bretagne, avant que de consentir à une négociation générale.»

C'était d'une habileté consommée. Dans le cas où les États Généraux feraient objection aux engagements que la reine Anne avait pris à travers les Traités, en particulier en ce qui concernait le *Traité de Barrière,* l'Ambassadeur avait ordre de répondre «que Sa majesté n'avait, en aucune façon, agi d'une manière contraire aux premiers engagements, qu'elle était si éloignée de faire la paix sans leur consentement, qu'elle déclarait sa ferme résolution de ne rien conclure avant qu'ils eussent eu satisfaction; que ce qui serait passé entre la France & Elle, se bornait à amener les choses à un Traité général.» Quant au *Traité de Barrière*, le chargé de mission eut ordre de mettre sérieusement en évidence à quel

---

[1]Tous les mots en italique de ce paragraphe n'étaient pas mis en évidence dans le texte original.
[2]Cet argument consistait pour la reine à déclarer que tout ce qu'on lui reprochait était injuste et la blessait profondément, car en dépit des apparences, elle n'avait jamais eu l'idée de trahir ses alliés; au contraire, elle faisait tout pour leur obtenir des avantages similaires aux siens. Cette défense anglaise interdisait toute critique aux Alliés et leur permettait de continuer leur politique.

point il était de l'intérêt de la Hollande d'en négocier chaque élément «plutôt que d'insister sur la totalité, chose à laquelle, ni la Maison d'Autriche, ni plusieurs autres d'entre les Alliés ne consentiraient jamais[1].» Il fallait savoir se contenter de peu.

Les chargés de mission anglais devaient aussi souligner que « rien ne pouvait être plus odieux au peuple anglais que plusieurs articles de ce Traité [de Barrière] qui eut excité une indignation générale[2], si l'on n'eut pris les grandes précautions pour calmer les esprits de ceux qui étaient instruits des conditions de cette garantie & pour les cacher à ceux qui les ignoraient. [Il fallait aussi mettre en évidence] qu'il était très important de maintenir une bonne harmonie entre les deux Nations[3], sans laquelle il serait toujours impossible de rassembler des forces suffisantes pour réduire une Puissance exorbitante et pour conserver la balance de l'Europe; d'où il s'ensuivait qu'il n'était point de l'intérêt des deux États d'insister sur des conditions qui pussent faire naître des appréhensions mutuelles.[Il fallait aussi répondre] que la France avait proposé Utrecht, Nimègue, Aix-la-Chapelle ou Liège pour y tenir les Conférences du Traité général, & que Sa Majesté était prête à envoyer les Plénipotentiaires à celle de ces Villes que les États voudraient choisir[4]. » Après avoir démontré aux Hollandais qu'ils avaient tout à fait tort de se plaindre puisque l'Angleterre avait la générosité de leur offrir le choix (et quel choix!) du lieu de la Conférence de la Paix, l'ambassadeur leur infligeait une cuisante leçon en leur démontrant que leur manie d'afficher de la jalousie et de la frustration vis-à-vis de leurs alliés anglais incitait les Français à se montrer plus résistants et plus intraitables encore dans leurs négociations : «En cas que les Ministres de l'Empereur ou de quelque autre Puissance alliée prétendissent que les Préliminaires n'étaient point suffisants pour ouvrir les Conférences & insistassent pour que la France consentît aux articles qui avaient été si-

---

[1]*La Barrière* était une ligne de défense destinée à protéger les Provinces-Unies (c'est à dire la Hollande actuelle) contre la France. Elle était constituée de villes fortifiées situées sur le territoire actuel de la Belgique qui s'appelait alors les Pays-Bas espagnols (qui deviendront les Pays-Bas autrichiens après cette guerre) puisque cette région sera donnée au Saint-Empire romain germanique. Les villes de *la Barrière* appartenaient donc à l'Espagne mais les garnisons étaient hollandaises. Bien entendu la Hollande aurait voulu que TOUTES les villes de cette région constituent la Barrière, mais personne ne tenait à laisser à sa disposition l'ensemble des villes-forteresses, pas même l'Angleterre, pour diverses raison que nous avons expliquées plus haut.

[2]Allusion à la crainte des Anglais que la Barrière puisse révéler quelque méfiance des Hollandais vis-à-vis des Anglais, comme rapporté plus haut.

[3]Entre l'Angleterre et la Hollande, les deux nations supposément alliées, et appelées « maritimes » dans la terminologie du temps.

[4]Swift, Livre Deuxième, p.135.

gnés de la part des Alliés en 1709, le Comte de Strafford[1] eut ordre de faire sentir *que les Français eussent peut-être pu être amenés à s'expliquer plus clairement, s'ils ne s'étaient aperçus de l'inquiétude, de l'impatience & de la jalousie qui régnaient entre les Alliés pendant nos négociations avec cette Cour*. »

Malgré cela, le Plénipotentiaire anglais devait leur déclarer au nom de Sa Majesté «que s'ils étaient résolus à accepter la paix à des conditions qui ne seraient aucunement inférieures à celles qui avaient été proposées antérieurement, Sa Majesté serait prête à concourir avec eux, mais qu'elle n'était plus disposée à supporter les dépenses disproportionnées qui se multipliaient tous les ans, ni les manques aux engagements de la plupart des Confédérés; ainsi c'était à eux à l'avenir de fournir leur contingent de vaisseaux & de troupes, quoiqu'ils y eussent manqué jusqu'à présent, & d'augmenter leur dépense, tandis que Sa Majesté réduirait la sienne à sa juste proportion. [Il fallait insister sur le fait que] "si les Ministres de Vienne & de Hollande se rejetaient sur l'impossibilité d'augmenter la dépense, la Reine voulait qu'on leur fît sentir "qu'en ce cas, *il fallait qu'ils se conformassent à ses vues*[2] dans la guerre comme dans la paix, puisque Sa Majesté n'exigeait rien pour la guerre que ce qu'il était de leur devoir d'exécuter & que, quant à la paix, elle avait déjà fait, & continuerait de faire tous ses efforts pour en obtenir une qui fût à la satisfaction de tous ses Alliés[3]."»

Ainsi, la dialectique des ambassadeurs devait absolument culpabiliser les Alliés contestataires ou jaloux en rejetant sur eux tous les problèmes qui avaient eu pour conséquence de forcer l'Angleterre à choisir la paix. Et il fallait terminer la longue tirade de cette démonstration en martelant le slogan que nous avons évoqué à la page précédente, argument irréfutable selon lequel *toute cette injuste suspicion des Alliés vis-à-vis de l'Angleterre avait encouragé les Français à continuer le combat avec plus d'obstination et d'agressivité.* Quant à l'effort de guerre, la nonchalance des autres Alliés avait amené l'Angleterre à s'épuiser. Ils ne devaient s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Dans le camp anglais pro-guerre, le prestigieux Marlborough se battit jusqu'au bout pour infléchir, vers la poursuite des hostilités, la politique de leur Gouvernement et des lobbies marchands de Londres. Mais le duc n'était plus très populaire dans ces milieux fortement et irré-

---

[1]Lord Raby comte de Strafford, ambassadeur plénipotentiaire d'Angleterre à La Haye.
[2]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[3]Swift, Livre Deuxième, pp.136 et suiv.

sistiblement contaminés par le bakchich français. *Comment un être aussi corrompu*, pensaient les pacifistes anglais, *pouvait-il avoir l'arrogance de donner des leçons d'honnêteté en ce qui concerne le respect dû aux autres Alliés?* Il faut reconnaître aussi que ce militaire de carrière ne s'y prenait pas avec une grande virtuosité pour influencer la reine, mais au contraire comme un soldat furieux, que nous qualifierions aujourd'hui de *macho*, et qui ne ressent aucun respect pour une femme, fût-elle reine d'Angleterre. « La dernière fois que le Duc [de Marlborough] revint des Pays-Bas, il fixa, soit par hasard, soit à dessein, le jour de son arrivée à Londres au 17 de novembre, que l'on appelle [dans ce pays] le *Jour de la Reine Élizabeth*[1], au cours duquel un grand nombre de ses créatures & de ses administrateurs jugèrent à propos de faire revivre une ancienne cérémonie usitée par la populace, de brûler le Pape en effigie. De très grands préparatifs avaient été faits pour célébrer cette cérémonie avec plus d'appareil. À la vue de la dépense extraordinaire que l'on avait engagée pour ces préparatifs & des personnes qui s'en mêlaient, la Cour craignant que l'on eût dessein d'exciter le peuple, crut devoir donner des ordres pour saisir les différentes figures, comme des choses qui sentaient le Papisme, & l'on envoya des Gardes pour faire la patrouille, afin de prévenir les assemblées tumultueuses... Le Duc, de son naturel ne cherchait point à se rendre populaire. Dans ses temps plus brillants, lorsqu'il revenait en Angleterre, à l'issue d'une campagne, il affectait plutôt d'éviter le concours du peuple lorsque celui-ci paraissait disposé à l'accompagner. Une conduite si opposée, dans cette conjecture, fit soupçonner qu'il pouvait avoir le dessein de se mettre à leur tête. *France, Papisme, le Prétendant, Paix sans l'Espagne*[2], étaient les mots qu'on devait donner pendant cette cérémonie ridicule, & si l'on en croit certains rapports, on devait en même temps répandre le bruit de *la mort de la Reine*; dans ce cas on ne peut dire quel eût été l'événement[3]. Mais quelles que fussent les intentions, la vigilance du Ministère rendit cette entreprise inutile, & l'arrivée du Duc ne causa aucune rumeur[4]. » Une fois de plus, sa maladroite tentative d'insurrection et de coup d'état avorta.

Toute l'Europe −en dehors des Français, des Anglais pacifistes

---

[1]Élisabeth Ire d'Angleterre (1533-1603), fille du roi Henri VIII et d'Anne Boleyn, fut la cinquième et dernière représentante de la dynastie des Tudors. Elle fut surnommée « *La reine vierge* », «*Gloriana*» ou « *Good Queen Bess* » par ses partisans. Elle fut aussi fanatiquement anglicane que Marie, l'autre fille d'Henri VIII, fut fanatiquement catholique.

[2]Le segment est mis en évidence dans la version originale.

[3]Jonathan veut dire «Et on ne peut prédire quelle aurait été la conséquence de cette cérémonie si elle avait eu lieu.»

[4]Swift, Livre Premier, pp.70-72.

et des Espagnols qui s'en trouvaient les bénéficiaires− se surpassait dans l'acharnement à vouloir infléchir la politique anglaise. Monsieur Buys, ambassadeur des Provinces Unies, vint lui aussi à Londres pour essayer de percer le mystère des négociations secrètes franco-anglaises. « Son intention était de se donner l'air de négocier, afin de gagner du temps & de tâcher de découvrir tout le secret de ce qui se passait entre la France & l'Angleterre, bien résolu à ne point se laisser pénétrer lui-même, ni à rien faire qui pût engager ses maîtres[1]. » Buys et Bothmar, respectivement envoyés de la Hollande et du Hanovre[2], tentèrent ainsi d'influencer la reine Anne. Ils proposèrent de « continuer la guerre sur un nouveau pied, qui devait être fort avantageux pour la Grande Bretagne... mais ces offres... furent rejetées avec indignation, à la pluralité des voix[3]. » Devant tous ces déboires pour changer l'orientation de la politique anglaise, les Alliés décidèrent d'envoyer à Londres leur *Grosse Bertha*[4]. « Le cinq Janvier, le Prince Eugène de Savoye arriva en Angleterre... Il fut accompagné dans les rues par une populace nombreuse jusqu'au Palais de Saint-James, où Mr. Le Secrétaire d'État Saint Jean le présenta à la Reine, qui le reçut avec beaucoup de politesse... Les propositions de l'Empereur, relatives à l'Espagne, furent communiquées à la Chambre dans les termes suivants : " Sa Majesté Impériale[5] juge que quarante mille hommes suffiront pour ce service, & que toute la dépense de la guerre en Espagne pourra monter à quatre millions d'écus; pour laquelle somme Sa Majesté Impériale offre de faire monter le nombre de ses troupes dans ce pays, à trente mille hommes, & de se charger elle-même de fournir un million d'écus." D'un autre côté, la Chambre des Communes fut d'avis de n'accorder que le tiers de ces quatre millions, comme devant suffire pour la part de la Reine dans ce service ; car on supposait que l'Empereur devait porter la plus grande partie du fardeau, dans une affaire qui l'intéressait si fort, ou du moins que la Grande Bretagne fournissant un tiers, les deux autres tiers devaient être fournis par Sa Majesté Impériale & par les États Généraux[6], suivant les arrangements dont ils conviendraient entre eux... Ces propositions, peu de gens crurent que l'Empereur dût les observer, ou qu'il eût l'intention de se

---

[1]Ibid., Livre Deuxième, p.144.
[2]Botmar représenta aussi le Saint-Empire lorsque le comte de Gallas tomba en disgrâce auprès de la reine Anne.
[3]Swift Livre Premier, p.62. La *pluralité* signifie la *majorité.*
[4]L'expression est anachronique bien sûr puisque ce gros canon ne fut construit que deux siècles plus tard.
[5]Du Saint-Empire romain germanique dont le prince Eugène était le général en chef.
[6]C'est à dire les Provinces Unies (la Hollande).

priver d'une armée de trente mille hommes, pour agir en Espagne[1]. » Stimulés par leur insuccès, les uns et les autres discutaient ferme sur les *gros sous,* les deniers, que tous s'engageaient désormais à fournir. Chacun jurait que cette fois, il respecterait ses engagements sans faillir. Jusque-là, les uns et les autres avaient donné le meilleur d'eux-mêmes, les Allemands et les Hollandais leur sang, et les Anglais leur or. Mais quelque chose avait changé chez les Anglais. Ils oubliaient le sang qu'ils n'avaient pas versé et les dizaines de milliers de tués qu'ils n'avaient pas eus à pleurer, mais ils se sentaient frustrés d'avoir donné tant d'or. En fait, ils feignaient encore de négocier leur participation, mais ne faisaient déjà plus partie de la coalition. De ce fait, les grands principes venaient, comme des écrans de fumée, camoufler les raisons profondes de leur abandon : « La Reine... promettait de faire les plus grands efforts pour procurer le repos à l'Europe, & la satisfaction à toutes les parties[2].» Elle répétait inlassablement qu'elle désirait «sincèrement faire tous ses efforts pour *procurer le repos de l'Europe*[3]. » La mystification restait complète pour tous ceux qui n'étaient pas dans le secret des dieux, c'est à dire pour presque tout le monde. Face à eux, les Français gardaient bien tendu le fil qui ferrait l'Angleterre au bout de son hameçon et la tenait à sa merci. Les Anglais sentaient que s'ils ne suivaient pas à la lettre les directives du maréchal français, ils perdraient le monceau d'or que représentait la Traite des Esclaves vers l'Amérique latine. Le Grand Trésorier d'Angleterre, cité par Churchill, le laissait entendre lorsqu'il disait avec un brin de naïveté que «si le Duc d'Ormond avait refusé d'agir de façon offensive, il ne doutait pas qu'il n'avait fait que suivre les ordres; car ce n'était que prudence que de ne pas se hasarder dans une bataille au moment même de conclure *une bonne paix*, spécialement en considérant qu'ils avaient à faire à un ennemi si apte à briser sa parole[4].» Notons au passage l'habileté avec laquelle le Grand Trésorier anglais rejetait prestement sur les autres *l'aptitude à briser la parole donnée*, alors que son gouvernement était précisément en train de trahir les Hauts-Alliés avec lesquels il avait signé en 1701 à La Haye le *Traité de Grande Alliance offensive contre la France* dont l'Article Huitième interdisait de signer une *paix séparée* avec les Français.

---

[1]Swift, Livre Premier, pp.62 et suiv.
[2]Ibid., Livre Deuxième, p.119.
[3]Ibid., Livre Deuxième, p.121.
[4]Churchill, p.948. Paroles du Grand Trésorier, "if the Duke of Ormond had refused to act offensively, he did not doubt, but he had followed his instructions: and it was prudence not to hazard a battle upon the point of concluding a good peace, especially considering they had to deal with an ennemy so apt to break his word. "

Il devenait évident que l'entêtement des Alliés à imposer aux Français des conditions inacceptables et humiliantes, s'était retourné contre eux, conformément à la directive du sage théoricien militaire chinois Sun Tsu[1] qui conseillait de *Ne jamais s'acharner sur un adversaire désespéré, car il peut devenir méchant et dangereux.* Soigneusement exalté par une propagande de tous les instants, le peuple français, écrasé d'impôts non seulement pour payer cette guerre ruineuse mais pour entretenir dans le luxe le plus extravagant cette Aristocratie parasite qui avait l'impudence et le cynisme de se faire appeler *Noblesse*, le peuple français, donc, offrait son sang pour satisfaire son roi déclinant, comme les Aztèques sacrifiaient la vie de leurs plus beaux enfants à Tlaloc, dieu de la pluie. Je n'aurais garde d'oublier ici le valeureux peuple acadien −membre à part entière du peuple français− que ces négociations secrètes de Londres avaient lâchement sacrifié pour sauver le reste de la nation, comme on abandonne son manteau aux crocs d'un chien pour sauver sa propre vie.

Le vieux monarque français avait mis son pays dans une situation désespérée. La propagande en France avait été si active et si profonde que le Clergé lui-même, habituellement commensal de la Noblesse, décida de faire son petit possible pour aider son roi à genoux, outre ses neuvaines de prières, il promit de donner son or : «Le Clergé en particulier, promit de donner au Roi les Vases sacrés pour faciliter la continuation de la guerre[2].» Il ne fit que les promettre, pour le cas où ce serait absolument nécessaire. Et même si l'Enfer est, dit-on, pavé de bonnes intentions, il en retira un grand prestige terrestre. Mais c'était déjà un immense effort pour cette classe sociale aussi écornifleuse que la noblesse. Ainsi, «ce puissant Royaume que l'on regardait comme épuisé, poussé à bout par l'imprudence des Alliés, ou par la perversité de ceux qui dirigeaient leurs Conseils, trouva assez de ressources pour se soutenir pendant les trois campagnes suivantes[3] &, dans la dernière, devint trop puissant pour l'armée confédérée, par l'aveuglement & l'opiniâtreté des *Hollandais qui hasardèrent d'agir sans le secours de l'Angleterre qu'ils avaient honteusement abandonnée*[4]. » Là aussi, l'historien anglais Jonathan Swift, celui-là même qui avait si magnifiquement imaginé *les Voyages de Gulliver*, fait encore preuve d'une grande imagination créatrice en projetant sur les victimes –les Hollan-

---

[1]Article 7.36 de l'*Art de la Guerre* de Sun Tsu.
[2]Swift Livre Deuxième, p.83.
[3]Les campagnes de 1710, 1711 et 1712.
[4]Swift Livre Deuxième, p.83. Là encore, la honte de la trahison est habilement rejetée sur les Hollandais, sur ceux qui n'ont pas trahi. Le segment n'est pas mis en évidence dans le texte original.

dais et les Autrichiens– les carences et les petitesses de sa propre patrie.

Les résultats de l'année 1712 s'annonçaient sous de meilleurs auspices pour les Français, même si les Campagnes de 1710 et 1711 n'avaient été que globalement satisfaisantes. Le 9 avril 1712, James Butler, 2e duc d'Ormond, nouveau commandant en chef anglais en remplacement de Marlborough, limogé pour inculpation de détournement de fonds[1], était donc arrivé à La Haye. Là, les Hollandais et les Allemands lui firent immédiatement savoir qu'il ne serait pas le *généralissime* des armées alliées, comme l'avait été Marlborough. Le prince Eugène de Savoie-Carignan allait occuper cette fonction suprême. Les Alliés disposaient de 122.000 hommes [avec 120 canons] en face des 90.000 Français de Villars très mal équipés et munis d'une artillerie déficiente. L'avenir n'était donc pas parfaitement assuré pour les Français, mais leur moral s'était tout de même perché au zénith grâce à la collaboration secrète de l'Angleterre; et, comme on le sait, la volage déesse Victoire[2] ne se laisse séduire que par les soldats qui ont le moral. La Victoire déteste les armées découragées.

Dans ce dernier pays d'outre-Manche, la chicane continuait, acharnée, entre les Tories pacifistes et les Whigs belliqueux. Les Whigs attribuèrent aux «Ministres corrompus & vendus à la France[3] » les grands succès des armées françaises pendant cette campagne de 1712 qui suivit la défection des Anglais. «Les discours ordinaires étaient qu'on devait attribuer à leur conduite la journée de Denain, la réduction de Douai, celle du Quesnoy & de Bouchain; que leur précipitation à prendre avec la France des engagements prématurés l'excitait[4] à demander des conditions qu'elle n'aurait jamais exigées, si l'Angleterre, se conduisant plus honorablement, eût traité de concert avec ses Alliés[5]. » L'esprit tenaillé par les rumeurs de désertion britannique, le prince Eugène optait systématiquement pour la prudence. Il décida de se contenter de faire le siège du Quesnoy, après avoir mis le nouveau commandant en chef anglais à l'épreuve en lui proposant une bataille contre les Français,

---

[1]De toute façon, même si Marlborough avait été un ange d'honnêteté, il était trop bon stratège pour que les Français n'exigent pas son rappel immédiat, de même que, en 1754, les Anglais complotèrent à Versailles pour faire limoger Dupleix dont ils n'arrivaient pas à venir à bout sur le terrain.
[2]*Niké* en grec.
[3]Swift., Livre Quatrième.
[4]L'incitait.
[5]Torcy, Tom.III, Part IV p.258.

et avoir constaté que l'Anglais se dérobait. La prudence était donc de mise. Le siège du Quesnoy commença en cette fin de printemps 1712, le 8 juin précisément. Des rumeurs persistantes de trahison anglaise couraient toujours parmi les troupes hollandaises et autrichiennes. Certaines rumeurs, plus sinistres encore, affirmaient que les Anglais voulaient provoquer une bataille et ensuite déserter avec tous leurs mercenaires pour que le prince Eugène soit battu par infériorité numérique. «L'Armée du Duc d'Ormond était composée de dix-huit mille hommes de troupes nationales, & d'environ trente mille hommes de troupes soudoyées[1]. » Les troupes nationales se subdivisaient en approximativement 2500 Anglais, 5000 Écossais et 5000 Irlandais. « On apprit dans ce temps-là, d'Utrecht & de l'armée, qu'on sollicitait les troupes [mercenaires] à la solde de Sa Majesté d'abandonner son service; il courut même un bruit qu'*on avait dessein de se saisir des Anglais*, lequel n'était pas sans fondement[2].» Selon d'autres rumeurs non moins opiniâtres, des pourparlers secrets avaient déjà lieu entre la France et l'Angleterre pour que cette dernière abandonnât en pleine guerre le camp des Alliés. Le siège du Quesnoy perdura jusqu'au 4 juillet. Ce fut un curieux siège car la garnison française et les assaillants anglais avaient ordre de ne pas se tirer dessus. De mémoire de vieux troupier, on n'avait jamais vu ça sur aucun champ de bataille de la planète. Aujourd'hui on penserait aussitôt que des scénaristes sont en train de tourner un film et que les bruits des coups de feu seraient ajoutés par la suite sur la bande sonore. Mais à l'époque, les officiers hollandais, autrichiens et allemands qui suivaient les différentes opérations d'assaut à la lorgnette, croyaient vraiment rêver[3]. Avaient-ils tous été frappés de surdité totale? Certains officiers alliés à l'esprit plus acerbe pensèrent que c'était la seule bataille que les Anglais avaient livrée seuls durant cette guerre, face aux Français. Ormond, fortement sollicité par ses Alliés, avait accepté, à titre de compromis, de participer au siège du Quesnoy. Il détacha, pour se joindre aux troupes d'investissement alliées, 7 bataillons d'Infanterie et 9 escadrons de Cavalerie, dont la solde était payée conjointement par l'Angleterre et les Pays-Bas. Le général en chef anglais envoya discrètement un message secret à Villars pour lui expliquer que cette participation n'était destinée qu'à donner le change, c'est à dire à camoufler

---

[1]Swift, Livre Quatrième, p.321. Jonathan Swift gonfle un peu les nombres. En réalité les troupes purement britanniques ne comptaient qu'entre 12 et 15 000 hommes.
[2]Churchill, et aussi Swift, *Discours de la reine Anne Stuart au Parlement le 17 juin 1712*, Livre Quatrième, p.342. Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.
[3]Le début du siège se fit avec l'armée anglaise, mais *la ville fut uniquement prise par les troupes hollandaises et allemandes.* Toutefois, ce n'était pas une nouveauté sur les champs de bataille; la forteresse de Gibraltar, par exemple, fut prise aux Espagnols par des troupes de terre allemandes du Saint-Empire.

l'entente secrète entre les Français et les Anglais, et que de toute façon, aucun des soldats engagés n'était à la solde unique de l'Angleterre[1]. Mais l'étrangeté d'un comportement équivoque attire plus l'attention et frappe davantage l'esprit qu'un mouvement franc et non ambigu. Villars, furieux, intima à Ormond l'ordre d'interrompre le siège, mais ce dernier, ne sachant que faire pour ne pas perdre totalement la face devant ses soi-disant Alliés, se contenta de ne pas répondre et de faire le mort; ce qui, sur un champ de bataille, n'avait rien d'insolite. Eugène se rendait bien compte que les Anglais étaient en rapport occulte avec les Français. Il commença donc à séparer discrètement ses régiments de ceux des Anglais afin de se garder contre une volte-face subite comme le laissaient croire certaines rumeurs malsaines, contre un retournement d'alliance de leur part, ce qui aurait pu mettre ses propres troupes en danger. Car un ami qui poignarde dans le dos est incontestablement plus pernicieux et plus efficace dans son crime qu'un ennemi notoire, dont on peut se garder.

Dès que la rumeur se répandit selon laquelle l'Angleterre était sur le point de faire la paix, une nouvelle vague d'opposition véhémente se développa dans toutes les cours de la Grande Alliance. «Les Ministres hollandais dirent que le discours de la Reine[2] leur avait fait perdre tout le fruit de la guerre... La populace de Hollande s'échauffa & dit publiquement qu'elle était trahie par l'Angleterre. Les Sermons qu'on prêcha dans plusieurs villes des États[3] étaient remplis de termes peu respectueux pour Sa Majesté Britannique ; on la traitait de Papiste & d'ennemie de l'État. Le Garde du Petit Sceau[4] crut entrevoir quelque chose d'extraordinaire dans ce tumulte & craignit que le peuple n'attentât à sa vie. Il est certain que peu de jours auparavant, les États paraissaient très disposés à suivre les mesures que la Reine avait prise, & qu'ils eussent consenti à l'armistice général, si le Comte de Zinzendorf, un des Plénipotentiaires de l'Empereur n'eût semé par ordre de sa Cour[5] de la jalousie entre l'Angleterre & les États, & n'eût fait en même temps des offres prodigieuses aux derniers, de même qu'aux Ministres

---

[1]Pelet, XI, Tom.III, Part III. pp.462-463. J.J.G., et Vault, F.E. de, *Mémoires militaires relatifs à la Succession d'Espagne sous Louis XIV*, IV-VI, Paris, 1836-1842.

[2]Durant les Négociations d'Utrecht, la reine Anne exposa à ses parlementaires tout ce que sa politique avait gagné pour l'Angleterre, suggérant que si les autres Haut-Alliés avaient fait front commun avec les Anglais de façon plus soumise, les Français auraient été obligés de donner plus pour les autres Alliés de l'Angleterre. Ce texte du 17 juin 1712 en fut publié en néerlandais ce qui mit tout le monde en furie.

[3]Les États = les États-Généraux sont les Provinces-Unies, c'est à dire ce que nous appelons aujourd'hui la Hollande.

[4]Le docteur Robinson, évêque de Bristol, Garde du Petit Sceau et comte de Stafford, était l'un des plénipotentiaires anglais à Utrecht.

[5]La cour du Saint-Empire romain germanique qui siégeait à Vienne.

de Prusse, du Palatinat & du Hanovre, pour les engager à continuer la guerre. *Il est aisé de comprendre que ces trois Électeurs, qui ne fournissaient autre chose que des hommes pour la paye & les subsides qu'ils en recevaient*, ne devaient pas avoir beaucoup de peine à accepter les propositions de l'Empereur[1]. » Jonathan Swift, en patriote inconditionnel de son pays, comme le sont habituellement les citoyens de Sa Gracieuse Majesté, accusait les Électeurs du Saint-Empire de vouloir continuer la guerre pour de l'argent, car leur *trafic de mercenaires* leur rapportait des fortunes. C'était probablement un peu vrai, mais il est certain aussi que l'Angleterre avait bien profité de cet *esclavage de guerre* et en profitera dans les guerres subséquentes pour pallier son piètre volontariat au sein de la population anglaise.

Le comte de Zinzendorf, comme nous l'avons mentionné, tâchait de semer la *zizanie* à travers l'Europe continentale –à tel point qu'on en arrive à se demander si cette expression n'a pas été créée à partir de ce patronyme–. À Vienne, l'Empereur du Saint-Empire protesta avec force et insistance contre la proposition de priver la Maison des Habsbourg du trône espagnol et de son empire mondial. C'était, ni plus ni moins, pour les Français, l'objectif même de cette guerre de Succession d'Espagne. N'était-ce pas à la suggestion de Guillaume III d'Angleterre[2] que l'Empereur s'était engagé dans cette guerre d'Espagne? Et puis, comment protester efficacement contre des projets qui n'étaient que des rumeurs imprécises; les Alliés avaient l'impression de se battre contre des commérages de concierges, contre des moulins à vent. L'ancien ambassadeur du Saint-Empire, le comte de Gallas, homme des plus informés sur la situation diplomatique mondiale, avait été totalement ignorant du fait que son personnel abritait un espion français, l'abbé Gaultier, qui officiait dans sa chapelle et confessait sa femme bavarde plus qu'il n'en fallait pour sauver son âme. L'ecclésiastique avait même réussi à recruter un secrétaire de l'ambassade autrichienne qui avait fourni aux Français[3] les rapports officiels *top secret* que l'ambassadeur du Saint-Empire romain germanique expédiait régulièrement à Vienne et à Barcelone.[4] Le texte en était chiffré, mais le saint prêtre avait aussi réussi par miracle à subtiliser la

---

[1]Swift, Livre Quatrième, pp.343-344.

[2]Lequel s'était immédiatement retiré après avoir ouvert les hostilités, à son corps défendant, il est vrai, puis qu'il était mort par accident.

[3]Lesquels les transmirent loyalement aux Anglais

[4]Barcelone était la capitale provisoire de Charles III de Habsbourg, candidat allié au trône d'Espagne. Vienne était, à ce moment-là, la capitale de fait du Saint-Empire romain germanique et celle des Habsbourg.

clé du chiffre. La cour de Hanovre,[1] dont le prince [de Brunswick] était destiné à hériter de la couronne d'Angleterre lorsque la reine Anne trépasserait, se battait avec rage contre le projet d'interruption de l'état de guerre, surtout s'il fallait laisser aux Français les fruits de la victoire.[2] Le gouvernement anglais et les lobbies londoniens passèrent outre.

Tandis que toutes ces trahisons se manigançaient et que s'aiguisaient tous ces longs couteaux dans des salons feutrés richement ornés de meubles et de tapisseries des Gobelins[3] ou d'Aubusson, les soldats de toutes les nations –à l'exception des Anglais– continuaient de se massacrer avec courage et détermination, au nom du patriotisme et de la virilité, vertus dont on ne manquait pas de les abreuver sur tous les champs de bataille de France, d'Italie, d'Espagne, d'Amérique, d'Allemagne et de Flandre. Entre le 22 et le 24 juillet 1712 se déroula le siège de Denain. L'armée française se rangea en bataille devant les remparts de la ville-forteresse tenus par les Alliés. À midi, les Français étaient prêts. Le fossé était si peu profond, raconta le maréchal de Villars, qu'il jugea inutile de le combler de fascines[4]: «*Nos fascines*,[5] *seront les corps des premiers de nos gens qui tomberont dans le fossé*, » lança-t-il en brandissant sa main prétorienne couronnée de belles dentelles d'Alençon. Il montrait par ces mots l'immense respect que ce maréchal de France éprouvait pour la vie humaine en général et pour celle de ses hommes en particulier. Si le duc de Marlborough économisait avec passion la vie de ses soldats anglais comme s'ils étaient ses propres frères, et pour atteindre ses objectifs tactiques utilisait généreusement ses mercenaires allemands, le maréchal de Villars, lui, semblait inaccessible à la pitié en ce qui concernait les monceaux de morts français qui n'avaient dans son esprit pas plus d'importance que s'ils avaient été allemands ou néerlandais. À Denain, donc, Villars donna le signal de l'attaque à trois colonnes de, chacune, 36 bataillons d'Infanterie. Les tambours cadencèrent l'assaut, très lent, à un pas à la seconde, et la ligne de troupe s'ébranla et se mit à avancer lentement, sans tirer le moindre coup de feu, jusqu'à quelques mètres des remparts sur lesquels se massaient les troupes alliées. Ces dernières commencèrent à faire pleuvoir sur les Français trois volées de mousqueterie ainsi qu'une meurtrière canonnade, après avoir chargé leurs canons de grenaille et de boîtes à fragments antipersonnel. «Les Français reçurent le feu sans broncher et en

---

[1]Comme les autres gouvernements de la Grande Alliance
[2]Fruits de la victoire qui étaient l'accession de Philippe V d'Anjou, un Bourbon, au trône d'Espagne
[3]Louis XIV avait lui même créé la Manufacture royale de la Couronne en 1667.
[4]Les fascines sont des fagots destinés à remplir les fossés.
[5]Dit Villars à Albergotti.

ordre parfait[1], tandis que des centaines de soldats français tombaient frappés à mort.» «Serrez-les rangs!» hurlaient les chefs en enjambant les morts et les blessés, avec un calme qui frisait l'indifférence. Au signal, la ligne française, ou ce qu'il en restait, s'élança, l'épée à la main, franchit les fossés, en s'aidant des pieds et des mains, et donna l'assaut au parapet. La bataille fut féroce, puis les Alliés commencèrent à refluer en désordre sur leur deuxième ligne de défense. Les Français survivants s'élancèrent alors à l'assaut de la deuxième ligne alliée avec grande furie, survoltés par l'odeur du sang, la vue de leurs amis tombés précédemment à leurs côtés, et aussi l'exaspération longtemps refoulée durant l'assaut lent de devoir demeurer presque immobiles sous la grêle de projectiles mortels. Alors, les troupes allemandes et hollandaises se précipitèrent vers le pont sur l'Escaut, impatients de le franchir afin de se réfugier en sûreté sur la tête-de-pont gardée par la Cavalerie alliée. Le pont, constitué de bateaux de cuivre amarrés les uns aux autres, se disloqua sous la bousculade. À cet endroit, le fleuve faisait près de deux mètres de profondeur avec des rives abruptes. Dans la panique, des bataillons entiers se précipitèrent dans l'eau et se noyèrent. Chacun tâchait en vain de marcher sur ses camarades pour rester à la surface. Plusieurs généraux alliés, pris dans la bousculade, subirent le même sort. Craignant que le grand nombre de cadavres, qui encombraient les eaux de l'Escaut, ne bloquât les écluses de Valenciennes et ne provoquât des épidémies, le Haut-Commandement français garda des unités sur le champ de bataille en promettant «*30 sous*» par cadavre allié que les soldats français arriveraient à repêcher; *sans compter le butin qu'ils pourraient trouver dans les poches des cadavres*. L'armée française creusa ensuite une immense tranchée afin d'en faire une fosse commune. Le général hollandais Keppel, duc d'Albemarle[2], et une vingtaine d'officiers distingués furent faits prisonniers par les Français à cette occasion.

Mais les succès des Français sur les champs de bataille durant ces dernières campagnes, et en particulier au cours de la bataille de Denain, commencèrent à faire craindre aux Anglais que les plénipotentiaires français ne changent d'idée et réduisent le *Royal-Bribe* que les Français leur avaient octroyé pour les amener à la défection. Aussi la reine Anne décida de mettre un terme aux pourparlers occultes et de procéder aux dernières signatures afin que les Français ne puissent revenir en arrière et se rétracter de l'entente secrète franco-anglaise. Ainsi,

---

[1]Affirma Sir Winston Churchill dans son ouvrage cité en bibliographie.
[2]Ancêtre de Camilla Parker Bowles, d'abord maîtresse, puis 2[e] épouse du prince de Galles Charles Windsor, car Keppel devint anglais par la suite.

tandis que les autres Alliés languissaient à Utrecht en pestant contre ces Anglais incompréhensibles qui, après avoir été l'âme, la flamme et le banquier de la guerre, semblaient avoir été frappés par la grâce divine pour devenir soudainement des promoteurs zélés de Paix, de Concorde et de Fraternité entre les nations, la Convention secrète fut réglée en France, à Fontainebleau, entre les deux Secrétaires d'État de France et d'Angleterre. Ces derniers décidèrent ensuite que la signature de la trêve, ou plutôt de l'armistice sur *terre et sur mer* entre la France et l'Angleterre, serait de quatre mois, et ne débuterait qu'après l'audience de courtoisie à laquelle Monsieur St.John, vicomte de Bollinbroke, devait se prêter auprès du roi de France. Le Roi-Soleil, voulant marquer sa satisfaction vis-à-vis de la reine Anne qui l'avait sauvé de l'humiliation, reçut l'ambassadeur d'Angleterre avec grande distinction. Le Traité final de Suspension des hostilités fut signé le jour-même. L'armistice expirerait vers la fin de décembre 1712. En fait, il fut effectivement prolongé jusqu'à la Paix officielle.

Ce que les Hauts-Alliés ignoraient aussi, c'était que, vers la fin du mois d'avril 1712, le même Secrétaire d'État St.John avait, conformément à cette entente secrète franco-anglaise, expédié une nouvelle dépêche à Ormond pour s'assurer que toutes les troupes de Grande Bretagne, *y compris les troupes étrangères à la solde de l'Angleterre*, étaient, tel qu'exigé par les Français, gardées soigneusement sous ses ordres directs. Enfin, le 21 mai 1712, St.John avait transmis "*The Restraining Orders*" à Ormond :[1] «C'est donc un ordre exprès de la Reine à Votre Grâce, afin que vous évitiez de vous engager dans tout siège ou que vous ne vous hasardiez à livrer bataille jusqu'à ce que vous en receviez l'ordre de Sa Majesté. Par la même occasion, je me sens obligé de laisser savoir à Votre Grâce que la Reine voudrait que vous dissimuliez la réception de cet ordre...» «P.S. J'ai presque oublié d'informer Votre Grâce que communication de cet ordre est donnée à la Cour de France; de telle sorte que, *si le maréchal de Villars, prend, de quelque façon officieuse que ce soit, l'initiative de vous en faire notification, Votre Grâce devra obtempérer*. Si cette entente est modifiée par l'une des deux parties, l'honneur nous obligera à en faire part à l'autre partie[2].» Le

---

[1]Bolingbroke Correspondance, ii, 319-320 [le Ministre d'État St John était devenu vicomte Bolingbroke pour services rendus durant ces négociations secrètes]. Voir aussi sir Winston Churchill, Marlborough, *His Life and Times*, Presses de l'Université de Chicago, Volume IV, Chapitre XXXII, The Restraining Orders, page 939-952.

[2]"...it is therefore the Queen's positive command to your Grace that you avoid engaging in any siege, or hazarding a battle, till you have farther orders from her Majesty. I am, at the same time, directed to let your Grace know that the Queen would have you disguise the receipt of this order..." et en post scriptum: "P.S. I had almost forgot to tell your Grace that communication is given of this order to the Court

chroniqueur anglais Swift confirme lui-aussi que la reine « donna l'ordre au Duc d'Ormond de ne livrer aucune bataille, ni de n'entreprendre aucun siège, qu'il n'eût reçu de plus amples instructions. Elle lui ordonna cependant de tenir cet ordre secret & de chercher les meilleures excuses qu'il lui serait possible, en cas qu'il se présentât quelque occasion d'agir[1]. » Ainsi, le commandant-général anglais avait ordre absolu de la reine d'*obéir au chef de l'armée ennemie.* Le duc d'Ormond dut se demander comment les politiciens de son pays avaient l'audace de parler d'honneur[2]! L'avant-dernière phrase de la dépêche manquait de clarté. Et il faut s'en remettre à une autre dépêche, celle du 21 mai 1712 de Gaultier à Torcy, pour savoir quel rôle devrait vraiment jouer Ormond en cas de bataille: «J'ai demandé à Monsieur St.John ce que le maréchal de Villars devrait faire si par hasard le prince Eugène et les Hollandais lançaient une offensive[3]. Il répondit qu'il n'y avait rien d'autre à faire que de tomber sur lui [sur le prince Eugène] et de l'écraser, lui et son armée[4].» Tels furent les *Restraining Orders* ou *Ordres d'interdiction de combat contre les Français*, qui servirent de pièce à conviction principale[5] pour condamner St.John lorsque deux ans plus tard le trône d'Angleterre passa à l'Allemand, Georges Ier de Hanovre[6]. Les directives royales au duc d'Ormond exigeaient avec grande insistance que le général anglais gardât bien *sous ses ordres directs la totalité des régi-*

---

of France; so that if the Mareschal de Villars takes, in any private way, notice of it to you, your Grace will answer accordingly. If this order is changed on either side, we shall, in honour, be obliged to give notice of it to the other."Bolinbroke Correspondance, ii, pp.319-320 et Churchill,, p.945

[1]Swift, Livre Quatrième, p.316.

[2]«L'honneur nous obligera à...» William Shakespeare a dit dans son Henri IV : «*Qu'est-ce que l'honneur ? Un mot. Qu'est-ce que ce mot, Honneur? De l'air!*» Francisco de Quevado, pour sa part, a fait une petite erreur lorsqu'il a écrit dans *Marcus Brutus* : «*L'homme qui perd l'honneur à cause du négoce, perd le négoce et l'honneur*.» car de toute évidence, par son acte de trahison vis-à-vis de ses alliés, l'Angleterre a certes perdu l'honneur, mais certainement pas le négoce puisqu'elle est devenue, comme on a pu le voir, la première nation esclavagiste du monde.

[3]Une offensive contre les Français.

[4]***Édinburgh Review****,* octobre 1835, page 9. «He answered that there would be nothing to be done but to fall upon him *and cut him to pieces, him and his army*. » cité aussi par Churchill, p.945. C'était très clair : si les Alliés de l'Angleterre attaquaient les Français, les Anglais, sollicités par Villars, devaient se joindre à lui pour les écraser.

[5]Oxford, Robert Harley, Comte de*, Articles d'accusation de haute-trahison d'autres grands crimes, & de malversation contre Robert Comte d'Oxford et de Mortimer. Tels que la Chambre des Communes les a présentées à celle des Pairs: le 20. juillet 1715. Ausquels on a ajouté les chefs d'accusation contre Jacques Duc d'Ormond et contre Henri Vicomte de Bolingbroke.* Traduit de l'anglois et publié par Henri Scheurleer, à La Haye, 1715.

[6]Très attaché à ses origines allemandes, Georges Ier refusa toujours d'apprendre l'anglais. Il continua à faire des séjours longs et réguliers à Hanovre-Brunswick, qui resta son principal sujet de préoccupation, malgré ses efforts pour respecter ses devoirs envers son nouveau royaume. Il s'entoura de tout un personnel allemand. Cela le rendit peu populaire en Angleterre, et l'antipathie qui se développa à son encontre favorisa sans doute le complot jacobite qui tenta de le renverser en faveur du fils de Jacques II d'Angleterre, Jacques Édouard Stuart, surnommé « le Prétendant ».

ments écossais, irlandais, anglais et surtout les nombreux bataillons mercenaires prussiens. Ormond avait aussi ordre de traîner des pieds dans le cas où le prince Eugène voudrait livrer bataille aux Français. Le commandant-général anglais écrivit à St.John «qu'il obéirait ponctuellement aux ordres de la Reine, qu'il en garderait le secret autant qu'il serait possible & ferait même en sorte qu'on ne pourrait soupçonner la cause de la conduite qu'il tiendrait; mais qu'il serait bien difficile d'empêcher qu'elle ne fût bientôt pénétrée & qu'il aurait peine à déguiser les raisons secrètes qui l'obligeraient de s'opposer aux desseins du Prince Eugène, soit qu'il voulût donner bataille, soit qu'il fît le Siège du Quesnoy[1]. » Mais en dépit de ses savantes dissimulations sur les champs de bataille, les soldats de toutes les nations commencèrent bientôt à se rendre compte que l'armée anglaise refusait de se battre contre les Français.

Sur le terrain, les Alliés de l'Angleterre ne pouvaient manquer de constater le changement de comportement; nous l'avons déjà mentionné. Ils notèrent que Villars, stationné à quelques kilomètres seulement de l'armée confédérée[2], ne prenait aucune précaution pour retrancher son armée ni même pour envoyer des reconnaissances destinées à sonder les positions ennemies. Il semblait que les Français désiraient susciter et provoquer une attaque alliée en les invitant à donner tête baissée dans un piège. Ces "*imprudences*" apparentes de la part d'un stratège aussi expérimenté que Villars redoublèrent la suspicion du prince Eugène de Savoie-Carignan, comte de Soissons. Ce dernier décida donc de mettre les Anglais à l'épreuve. Il proposa au commandant en chef anglais d'attaquer les positions françaises qui semblaient sans défense. Le duc d'Ormond refusa, prétextant qu'il devait attendre les ordres d'Angleterre[3]. Les armées alliées restèrent donc immobiles en dépit des provocations invitantes des Français. Le test était convaincant. En entendant cette réponse d'Ormond, tout à fait incroyable sur un champ de bataille où la rapidité d'exécution est un facteur essentiel de succès, les Députés hollandais le mirent immédiatement en demeure de leur dire s'il avait des ordres de refuser la bataille : « Là dessus, les Ministres & les Généraux des Alliés prirent l'alarme, & s'emportèrent en des termes peu

---

[1]Torcy, Tome III, .Part.IV p.206.

[2]Hollandaise et impériale depuis que le Prince Eugène était devenu le généralissime. Du temps de Marlborough, les Confédérés étaient les Anglo-hollandais et les Impériaux les germaniques.

[3]*Mémoires de la vie de mylord Duc d'Ormond*, traduit de l'anglais, publié à La Haye, 1737. 2 tomes., Tome I, p.203. Cité aussi dans *La conduite du duc d'Ormond pendant la campagne de 1712, en Flandre. Où l'on voit par les lettres des lords Oxford & Bulingbroke, & des généraux Villars & Ormond, toute l'intrigue du dernier ministère d'Angleterre*, chez Henri Scheurleer, La Haye, 1715.

mesurés contre la Reine, & contre ceux qu'elle employait dans ses Conseils. Ils dirent que l'Angleterre les trahissait, & prirent la contenance de ceux qui ont reçu une injure, & qui sont disposés à se venger[1].» Devant les clameurs de réprobation officielles et officieuses des États-Généraux[2], la reine d'Angleterre montra qu'elle «n'était nullement embarrassée. En effet bien loin d'avoir égard aux reproches des États-Généraux contenus dans une Lettre très vive qu'ils lui avaient écrite, ni de faire attention à une Lettre que le Duc d'Ormond avait reçue de leurs Députés à l'armée, pleine de représentations offensantes, sur le refus qu'il faisait de concourir aux desseins du Prince Eugène, cette Princesse ne songea plus qu'à disposer le plan de la suspension d'armes, en sorte que l'Acte en fût incessamment signé[3].» Ainsi, réaction très féminine, au lieu de faire machine arrière sous les accusations de lâcheté et de trahison, comme aurait sans doute réagi un homme ordinaire, la reine d'Angleterre se cabra avec colère et en profita pour aller plus loin encore dans le camp des Français pour se venger des Alliés qui la soupçonnaient –avec raison– de les lâcher. Elle ordonna au vicomte de Bollinbroke[4] de signer le Plan de cessez-le-feu, dont nous avons parlé, qui contenait quatre articles : *le premier* prolongeait jusqu'à trois et même quatre mois, si nécessaire, la suspension d'armes selon le désir du roi de France. *Le second article* spécifiait pour la ennième fois les *Renonciations* bilatérales franco-espagnoles. Comme les lobbies redoutaient une entourloupette de la part des Français, la reine voulait que la Renonciation prononcée par le Roi-Catholique[5] soit ratifiée par le Parlement de chacune des Provinces de France. Mais il ne fallait pas compter sur Louis XIV pour jouer le moindre jeu qui ressemblait de près ou de loin à de la démocratie. Le roi de France, qui jadis avait eu assez de mal à domestiquer la Noblesse récalcitrante dans le grand *bac à sable* de Versailles, refusa de donner trop de pouvoir à tous ces ambitieux imprévisibles. Il changea cette clause et promit d'accepter la Renonciation de son petit-fils, de publier cette décision et de la «registrer dans tous les Parlements du Royaume de la manière la plus solennelle[6]; que de plus, les Lettres Patentes[7] que Sa Majesté avait accordées à ce Prince au mois

---

[1]Swift, Livre Quatrième,   p.320.
[2]C'est à dire les Provinces-Unies appelées Hollande aujourd'hui.
[3]Torcy, Tome III, .Part.IV p.207.
[4]Il s'agit bien sûr de St.John que la reine Anne vient de nommer vicomte pour services rendus. Il est désormais Henry St John, 1st Viscount Bolingbroke 1678-1751.
[5]C'est à dire le roi d'Espagne.
[6]Torcy, Tome III. Part.IV p.208.
[7]Ces Lettres Patentes précisaient que, en dépit de son absence du Royaume de France et malgré le fait qu'il occupait le trône d'Espagne, ce prince conserverait ses droits à la Couronne de France.

de Décembre 1700... seraient rayées des registres du Parlement, & du consentement du Roi Catholique, & abolies, & annulées. » *Le troisième article* indiquait que, le jour du cessez-le-feu général, la garnison française de Dunkerque serait remplacée par des troupes anglaises. « La Place demeurerait entre les mains de la Reine d'Angleterre jusqu'à la décision de l'équivalent que les Hollandais donneraient pour la démolition des fortifications & des écluses, & la destruction du port de cette ville[1]. » *Le quatrième article,* prévoyait que la ville de Dunkerque s'efforcerait de vivre normalement après la destruction du port militaire et des fortifications, et que le port civil continuerait de fonctionner et d'admettre les vaisseaux marchands *de tous les pays*, y compris ceux d'Angleterre, bien sûr.

À La Haye, où l'on qualifiait les Anglais de *traîtres*[2], il fut sérieusement envisagé d'incorporer aux autres armées alliées les troupes non-britanniques à la solde des Anglais et surtout *de désarmer et d'arrêter*[3] *comme de simples renégats les 12 000 soldats britanniques* stationnés en Flandre. Seul le représentant de la Prusse, craignant que l'Angleterre refuse en représailles de payer à son gouvernement les retards de louage des nombreuses troupes mercenaires prussiennes, s'opposa à ce que cette humiliation soit infligée à ces soldats et à ce pays.

En ce qui concernait le projet de désertion des troupes britanniques des champs de bataille continentaux, les conséquences tactiques en restaient inconnues. Elles pouvaient aussi bien transformer le théâtre des opérations militaires en un chaos infâme, en une farce grotesque et tragique qui rendrait les Français maîtres absolus des champs de bataille; mais elle pouvait aussi passer carrément inaperçue. En effet, il faut bien garder à l'esprit que lorsque le duc de Marlborough était en charge de la tactique et de la stratégie alliées, il utilisait avec libéralité ses troupes allemandes, néerlandaises, écossaises et irlandaises, mais il épargnait tellement ses troupes anglaises qu'elles étaient quasiment inutiles pour obtenir une décision tactique déterminante, c'est à dire la victoire. Mais ce que semblaient ignorer les politiciens et historiens alliés, c'est que *le nombre de soldats* n'est pas la seule variable et l'unique élément déterminant pour que la capricieuse déesse Victoire se sente invitée d'un côté

---

[1]Torcy, Tome III. Part.IV p.208. En fait, c'était les Hollandais qui devaient donner à la France la forteresse de Tournay pour les dédommager de Dunkerque qui était cédée aux Anglais. Un jeu de dupes au détriment des Hollandais.

[2]"The English traitors" cité par Churchill, p.947

[3]Churchill, p.947. "It was, in fact, seriously planned to disarm and arrest the twelve thousand British troops in Flanders."

ou de l'autre du champ de bataille. L*'esprit de décision du général en chef* est encore plus capital. Et même si la tactique du duc de Marlborough était simpliste : destruction continue en un seul point des bataillons amis et ennemis, jusqu'à ce que la menace d'extermination complète de l'armée ennemie incite celle-ci à se considérer comme vaincue et à retraiter; elle fonctionnait de façon satisfaisante, du moins si l'on faisait abstraction de la morale, de l'humanité, de la sensibilité et de tous les sentiments qui traversaient l'esprit et le cœur d'une Europe toujours prompte à se croire plus civilisée que le reste du monde en ce Siècle des Lumières. Cette tactique qui avait fait ses preuves durant cette longue guerre impliquait la *supériorité numérique* des Alliés afin de garder quelques bataillons en réserve –les bataillons anglais– qui auraient pour unique et ultime fonction d'aller planter le drapeau britannique sur le monceau de cadavres allemands, hollandais, écossais et irlandais, sans compter les Français aux uniformes blancs qui luttaient seuls contre tous ces beaux uniformes chatoyants. Même après le départ des Britanniques, les effectifs globaux des Alliés devraient *rester numériquement supérieurs aux effectifs français*, sauf si les mercenaires suivaient les Anglais; ce qui était hautement improbable. Deux autres éléments déterminants constituent la force et la puissance d'une armée –si l'on met entre parenthèses la *discipline*, toujours indispensable–. Ce sont *le moral* et... *l'argent*. Il est bien certain que, avec la défection anglaise, l'argent −nerf de la guerre− manquerait et, par conséquent, les troupes mercenaires n'accepteraient pas longtemps de se faire tuer à crédit, alors que, comme l'affirmait si justement un homme de bon sens, *les mercenaires sont des gens qui se font tuer pour vivre.* Dans le cas précis de cette guerre, *le moral* fut plus déterminant encore. La trahison de l'Angleterre laissa un impact très négatif sur le moral des troupes alliées. La bataille de Denain en fut la confirmation irréfutable. « Le Comte d'Albermale commandait à Denain un corps détaché de l'armée du Prince Eugène, son camp était bien retranché. Il occupait ce poste principalement pour garder pendant le siège de Landrecies toutes les provisions nécessaires pour la grande armée. Elles étaient rassemblées dans les magazins faits à Marchiennes. Les Maréchaux de Villars & de Montesquiou l'attaquèrent le 24 de juillet, forcèrent les retranchements, défirent entièrement les troupes qui les défendaient, & se rendirent maîtres de Marchiennes & des magazins. Albermale fut fait prisonnier, & plusieurs Officiers-Généraux des ennemis périrent dans cette journée[1]. »

---

[1] Torcy.

Le but stratégique du prince Eugène qui occupait désormais la fonction de commandant en chef était d'envahir la France. Il déclara donc sans ambages que la défaite alliée de Denain n'aurait aucun impact sur le siège de Landrecies et que cela ne l'empêcherait pas d'envahir la France. Il avait promis en s'exilant hors de France d'y revenir les armes à la main. En proie à une grande colère, il s'était écrié qu'il « pénétrerait en France, ravagerait la Picardie, la Champagne[1], donnerait bataille, la gagnerait, & se ferait voir victorieux aux portes de Paris. » C'était un beau rêve compensatoire destiné à rehausser sa propre estime et à réaliser la promesse qu'il avait lui-même faite en quittant son Paris natal, après le refus du roi de France de lui accorder le commandement de l'armée française. Et il comptait bien transformer ses rêves en réalité quels que soient les monceaux de cadavres que cela impliquerait. Dieu merci, son rêve resta un fantasme, comme restent généralement des fantasmes les rêves de millions de quinquagénaires qui, à 20 ans, s'étaient cru destinés à devenir millionnaires, Premiers ministres, célébrités ou archevêques.

Avant même leur victoire de Denain, et conformément au traité secret avec les Anglais, les Français avaient demandé aux garnisons anglaises des grandes forteresses flamandes de Gand et de Bruges de s'assurer qu'elles avaient bien ces villes sous leur seul contrôle. En conséquence, par le comte de Stafford, on fit en sorte de transmettre aux gouverneurs anglais de ces villes l'ordre de s'assurer de la possession des fortifications et de se garder de toute surprise de la part des troupes hollandaises ou wallonnes en garnison dans ces mêmes villes. Ces précautions étaient nécessaires avant que l'armée britannique reçoive l'ordre d'abandonner leurs alliés sur le champ de bataille même. On se trouvait dans la situation paradoxale où les Français donnaient secrètement des ordres aux garnisons anglaises. De ce fait, sur les champs de bataille, la situation devenait terriblement malaisée et embarrassante pour les troupes anglaises. Dès qu'il avait été avisé de l'entente secrète, le maréchal de Villars avait écrit au duc d'Ormond, commandant en chef anglais, pour lui faire savoir que la reine d'Angleterre lui avait permis d'entrer en contact épistolaire avec lui. Il lui avait signifié que le roi de France lui avait donné l'ordre de lui écrire *pour collaborer sur le champ de bataille.* La situation était vraiment inouïe, ubuesque. Toute collabo-

---

[1]Ravager les terres de l'ennemi n'avait pas pour but de faire souffrir les paysans mais d'appauvrir le Prince qui possédait ces terres. Le paysan n'était en fait pas plus considéré que les moutons ou les chevaux. Parfois, les envahisseurs poussaient le vice jusqu'à n'épargner que les résidences des nobles locaux afin de les faire haïr par la population.

ration entre deux généraux ennemis était, partout ailleurs, taxée de trahison et passible du peloton d'exécution. Finalement, la situation devint si tendue que l'un des plénipotentiaires anglais, l'évêque de Bristol[1], finit par avouer à ses Alliés que la reine d'Angleterre avait jugé à propos de suspendre les hostilités avec les Français. Les Alliés de l'Angleterre restèrent médusés et pétrifiés devant une telle situation, qu'ils avaient certes supputée jusque-là, mais qu'ils ne pouvaient s'empêcher de présumer erronée. Comment ne pas croire que ces rumeurs n'étaient que le simple produit d'un canular propagé par les ennemis de l'Angleterre, mystification que nous appellerions aujourd'hui *désinformation* depuis que la Guerre Froide en a forgé le terme? Personne ne voulait en accepter la réalité. Mais il fallut bien se rendre à l'évidence. Petit à petit, les alliés hollandais et autrichiens en vinrent à afficher une grande irritation contre ce qu'ils qualifiaient de *trahison* de l'Angleterre. Trahison? Trahison, certes, vu sous l'angle des Alliés; mais telle est l'ambiguïté du concept de trahison, que l'Angleterre, elle, considérait que si elle avait trahi ses amis, elle ne s'était pas trahie elle-même! Elle s'était montrée, au contraire, tout à fait fidèle à ses propres intérêts. Les Hollandais principalement étaient les plus meurtris. Des menaces réelles de violence s'élevèrent contre la reine Anne et contre les Anglais en général.

Selon l'entente secrète franco-anglaise, les Anglais avaient l'obligation de déserter les champs de bataille avec leurs troupes mercenaires qui représentaient un danger bien supérieur au retrait des troupes anglaises elles-mêmes. En effet, comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises dans cet ouvrage à cause de l'importance considérable de ce fait, les Anglais accordaient à tous les pays de la coalition une aide militaire très substantielle qui consistait −outre l'aide directe sous forme de livres sterling− à leur payer les soldes des troupes mercenaires prussiennes et allemandes en général. C'était d'ailleurs sur ces budgets fabuleux que le duc de Marlborough avait pris la mauvaise habitude de s'attribuer des sommes prodigieuses qui auraient dû revenir aux simples soldats allemands, à leur famille, et, le pire cas advenant, à leur veuve et orphelins. Ainsi le duc était rapidement devenu « *the richest of all Anne's subjects* », l'homme le plus riche d'Angleterre. Ce comportement pervers avait pour conséquence des retards de plusieurs mois dans le versement des soldes aux mercenaires allemands. Ces manœuvres dilatoires entraînaient un double avantage pour le général en chef anglais, car chaque combat générait toujours des milliers de tués, dont les *soldes*,

---

[1]L'autre plénipotentiaire, le comte de Stafford, avait décidé prudemment de regagner Londres sous prétexte de demander des ordres à la reine Anne.

au lieu d'être versées aux malheureuses veuves abandonnées, étaient discrètement défalquées pour son propre compte par John Churchill, 1[er] duc de Marlborough. Il était même accusé de provoquer la mort d'officiers, non pas pour leur voler leur femme, comme l'avait fait le roi David entre deux psaumes à la gloire du Très-Haut, mais parce que la solde d'un officier représentait l'équivalent de celle d'une compagnie de mercenaires. D'ailleurs, certains politiciens anglais plus courageux ne manquèrent pas de lui jeter à la figure cette infamie répugnante; en plein Parlement. Le comte Powlett, Earl Powlett[1], politicien Tory, déclara devant Marlborough que «personne ne doute du courage et de la bravoure du duc d'Ormond; mais [il ajouta] qu'il n'était pas comme un certain général [allusion à Marlborough, bien entendu] qui conduisait ses troupes au massacre afin qu'un grand nombre d'officiers soient frappés à la tête au cours du combat ou envoyés contre des murs de pierre, dans le but de se remplir les poches en s'appropriant leurs soldes[2]. » Des accusations fort violentes qui, en France comme en Angleterre, auraient entraîné un duel à mort. Ce que nous réglons aujourd'hui par des poursuites judiciaires était autrefois soldé par un duel. Mais la reine s'interposa, sur demande de la comtesse Powlett qui ne tenait pas à ce que le duc de Marlborough ajoute à ses méfaits le meurtre de son vieux mari. Par contre, curieusement, les deux *témoins* des deux princes, le duc de Hamilton et lord Mohun se battirent, au cours d'un duel *par substitution* destiné à laver dans leur propre sang l'injure infligée à leur ami. C'était pousser l'amitié très loin. Ils n'y réussirent que trop bien; ils se tuèrent mutuellement. «Le Duc d'Hamilton [blessé] tomba sur son ennemi après lui avoir porté un coup mortel. Un général écossais[3],

---

[1]Que sir Winston Churchill épelle Poulette par dérision, car en anglais *chicken* signifie aussi *peureux*; ce qui prouve que même les grands hommes peuvent parfois faire preuve de mesquine petitesse.

[2]"Nobody could doubt of the Duke of Ormonde's courage and bravery; but that he was not like a certain General, who led troops to the slaughter to cause a great number of officers to be knocked on the head in a battle, or against stone walls, in order to fill his pockets by disposing of their commission." cité par Churchill, p.950, *Parliamentary History*, CI, 1132. Earl Powlett était un titre de Pair d'Angleterre. Ce titre de pair venait d'être spécialement créé en 1706 pour John Powlett, 4[e] baron Powlett. La famille Powlett descendait de sir Antony Powlett, ancien Gouverneur de Jersey et capitaine de la Garde de la reine Élisabeth I[ère]. Un colonel gagnait 6000 livres par an et un simple soldat 90. Un colonel recevait donc les soldes de 65 soldats.

[3]Qui avait servi sur le continent sous les ordres du duc de Marlborough. Charles Mohun était le 4[th] Baron Mohun, et Hamilton, James duc de Hamilton. Dans son livre *Gentlemen's Blood : A History of Duelling, from Swords at Dawn to Pistols at Dusk,* [Bloomsbury Publishing, Londres 2004], Barbara Holland raconte le duel qui se déroula devant une taverne mal famée, la Rose Tavern, qui fut démolie en 1775 pour faire place au Théâtre Royal de Covent Garden (dans Catherine Street), ce qui laisse croire que l'alcool, plus que l'honneur, fut le véritable déclencheur de ce combat barbare. «Hamilton fit un bond sur Mohun et lui tailla profondément le flanc gauche, puis plongea carrément dans son côté droit son épée dont la lame ressortit dans le dos. Rejeté en arrière, Mohun frappa sauvagement et pénétra le mollet de Hamilton puis son bras, mais le plus âgé des deux hommes (Hamilton) s'acharna. Mohun leva alors au plus haut sa lame et la plongea de 20 cm dans la poitrine de Hamilton. À ce moment,

nommé Makarteney [McCartney]), second de Mohun, voyant Hamilton tombé, lui perça le cœur d'un coup d'épée[1].» Un tel crime n'était pas dans les règles normales fort policées des duels, mais dénotait la haine implacable dans laquelle macérait alors la politique anglaise, le tout relevé d'une forte chope de whisky écossais. Barbara Holland ne précise pas ce qu'il advint de McCartney qui, lui, avait commis un meurtre. Il fut vraisemblablement décapité à la hache s'il était noble, ou pendu à une vulgaire corde de chanvre dans le cas contraire; de ce chanvre indien qui présente la curieuse propriété d'envoyer au Septième Ciel celui qui joue avec.

Pendant ce temps, les différentes armées alliées refusaient de se laisser dépouiller, sans protester, de leurs mercenaires allemands dont l'Angleterre payait les soldes, car tous comptes faits, les troupes typiquement anglaises étaient peu nombreuses et ne représentaient qu'une fraction négligeable de l'armée de la Grande Alliance. Les effectifs typiquement britanniques varièrent au cours de la guerre entre 12 000 et 15 000 hommes dont 3000 Anglais, 5000 Écossais et 5000 Irlandais. Ces derniers étaient parfois encadrés par des officiers anglais, alors que, globalement, l'armée alliée pouvait compter 120 000 hommes. Les Anglais ne représentaient donc que ≈2,5% du total allié, les Écossais ≈5% et les Irlandais ≈5%. Les Hollandais sans leurs mercenaires allemands représentaient environ 16,6% et les Allemands en général 71% en incluant les mercenaires allemands qui renforçaient les différentes armées nationales. Selon l'agrément secret entre Torcy et St.John, il était entendu que, lorsque l'Angleterre abandonnerait le front, elle retirerait au moins 40 000 hommes (les 3/4 mercenaires) de la coalition. C'était la base du marché en vertu duquel les Français avaient payé le gigantesque pot-de-vin aux Anglais. Or, seuls les 10 ou 12 000 soldats britanniques (de ce nombre, les Anglais totalisaient 3000 soldats –soit 3,3% de l'Armée alliée–, auxquels s'ajoutaient *approximativement*[2] 4000 Irlandais, 4,7%) et 5000 Écossais, 5,8%), se préparaient à obtempérer à l'ordre de déser-

---

le duc fouetta l'air de son épée pour atteindre l'autre, alors, Mohun se rejeta en arrière et culbuta dans le fossé au moment où Hamilton, avec ses dernières forces décuplées par une rage aveugle, le transperça de part en part comme une vulgaire miche de pain dans l'entre-jambes et à travers la fesse, sectionnant une artère au passage. Tandis que le baron Mohun rendait son dernier soupir, son témoin, McCartney, égorgea son adversaire grièvement blessé; acte infâme qui contribua grandement aux mauvais sentiments entre l'Écosse et l'Angleterre.

[1]Torcy, pp.428-429

[2]*Approximativement,* car les nombres varient de quelques unités en fonction des batailles, des historiens, des périodes. De nombreux bataillons étaient simplement placés en garnison, dans des forteresses de la Barrière flamande (Belgique) loin des champs de bataille. Fallait-il les inclure dans les effectifs au combat? Je laisse le lecteur juge. Mais il est sûr qu'à 1 ou 2% près les chiffres sont exacts.

tion[1]. Bien que presque toutes les troupes mercenaires germaniques, aient refusé de suivre les Anglais dans leur désertion, il faut reconnaître, en faveur de ces derniers, qu'ils n'avaient pas joué le double jeu pour saboter le traité secret avec la France. Si l'Angleterre s'était montrée déloyale à l'égard de ses alliés, elle avait affiché un loyalisme exemplaire envers la France, de peur que cette dernière ne rompe ses engagements. Ormond avait bien reçu de Londres l'ordre exprès de retirer avec lui *l'ensemble* des troupes par crainte que les Français ne renoncent à livrer Dunkerque[2]. De plus, il est nécessaire d'examiner les conséquences stratégiques du retrait des forces anglaises de tous les champs de bataille. Ce décrochage présentait-il effectivement une importance *primordiale?* Les états-majors des différentes armées avaient constaté que les bataillons anglais *stricto sensu* n'avaient pratiquement pas participé aux grandes batailles de cette guerre, telles que celles de Blenheim, Malplaquet, Oudenarde et Ramillies. Le commandant en chef anglais –le duc de Marlborough– avait, pour différentes raisons, gardé ces troupes anglaises en réserve *à l'arrière* ou en garnison dans les forteresses de la ligne de défense dite *la Barrière.* Il agissait certes ainsi dans le but d'épargner les vies anglaises pour s'éviter les critiques liées à de telles pertes. Peut-être aussi considérait-il que la valeur combative de ses troupes nationales n'était pas des meilleures à cause de lacunes dans la forme de recrutement[3]. Quoi qu'il en soit, « on apprit bientôt en Hol-

---

[1]On remarque que les chiffres des effectifs sont variables à quelques centaines près. En fait il ne faut les prendre qu'à titre indicatif. Ces variations peu significatives ne changent pas le fond du problème.

[2]Ce fut d'ailleurs ce qui se produisit.

[3]A Badajoz, 1812, comme à Ciudad Rodrigo, les troupes anglaises du duc de Wellington burent, pillèrent, brûlèrent et violèrent durant trois jours entiers ces villes espagnoles. Après trois jours d'anarchie, le duc de Wellington fit dresser des potences pour ses soldats afin de venir à bout de ces excès. Lorsqu'il réussit à rétablir l'ordre, c'était un aspect de désolation et de honte. Devant cela, pour la première fois en public, les yeux de Wellington se mouillèrent. Il donna alors un aperçu de la valeur de l'armée anglaise lorsqu'il évoqua l'Armée britannique face aux Français durant ces guerres napoléoniennes : «Une armée française est constituée de façon très différente par rapport à la nôtre. En France, la Conscription fait appel à toutes les classes sociales –aussi bien votre fils que le mien–. Tout le monde doit y aller. Mais nos amis (nos soldats) –je peux le dire dans cette pièce (c'est à dire, entre nous)– c'est le rebut même de l'humanité. On prétend que ces soldats se sont engagés par patriotisme –Fumisterie!– Rien à voir. Quelques-uns sont entrés dans l'armée pour fuir leurs bâtards, d'autres parce qu'ils avaient quelques petits crimes sur la conscience, la plupart pour boire. On peu difficilement imaginer un tel assemblage. » Traduction libre de "A French army is composed very differently from ours. The conscription calls out a share of every class — no matter whether your son or my son — all must march; but our friends — I may say it in this room — are the very scum of the earth. People talk of their enlisting from their fine military feeling — all stuff — no such thing. Some of our men enlist from having got bastard children — some for minor offences — many more for drink. You can hardly conceive such a set brought together...." cité dans Paul Johnson, *The Birth of the Modern World Society 1815-1830*, Harper Collins Publishers, New York, 1991; p. 65. Par la suite, lorsque les pillages et les viols de Ciudad Rodrigo furent oubliés, ce commentaire cruel devint choquant pour les militaires anglais, et l'un d'eux ajouta un bout de phrase fictif qui sauvait l'honneur , "*and it really is wonderful that we should have made them the fine fellows they are*." Ce qui donnerait approximativement : «*Et il est vraiment*

lande que les Commandements particuliers des troupes de Hanovre, de Brandebourg[1] & autres Étrangers à la solde de l'Angleterre, à l'exception d'un Bataillon, de quatre Escadrons d'Holstein, & deux Escadrons du Régiment de Dragons de Walef du Pays de Liège, avaient refusé de suivre le Duc d'Ormond, s'ils n'en recevaient l'ordre exprès de leurs Maîtres[2]. » Sur un total, incluant les mercenaires prussiens, de 65 bataillons d'Infanterie[3] et 94 escadrons de Cavalerie[4] à la solde complète de l'Angleterre, les troupes britanniques[5] ne représentaient qu'un cinquième, parmi lesquelles les troupes purement anglaises ne correspondaient qu'à un quart. Autrement dit, la presque totalité des troupes mercenaires allaient continuer la guerre, à la charge financière des Alliés, si l'Autriche et les Provinces-Unies parvenaient à trouver les fonds nécessaires pour payer leurs soldes... ou du moins s'ils réussissaient à continuer de faire croire aux mercenaires qu'ils seraient un jour payés d'une partie de leur solde, dans le cas improbable où ils survivraient aux dangers mortels de la guerre[6]. Il est bien évident que les Alliés se rendirent compte alors que, militairement parlant, le départ des Anglais ne causerait pas de gros déséquilibres sur les effectifs globaux et qu'ils allaient garder la supériorité numérique sur les Français. Par contre le roi de France montra pour une fois qu'il n'avait qu'une confiance toute relative dans la loyauté des Anglais, ou, en tout cas, que sa confiance fléchissait par moments. Selon lui, ces derniers trichaient peut-être sur leurs engagements. Ils avaient trahi les Alliés, il y avait peut-être une possibilité pour qu'ils trahissent leur nouvelle alliée, la France. Mais le roi avait tort. Il n'en était rien car l'appât était trop gros pour ne pas les rendre vertueux. Par contre les Français en profitèrent pour utiliser ce

---

formidable que nous en ayons fait les bons gars qu'ils sont devenus. » Mais un tel commentaire, de la part d'un Wellington en pleurs, est totalement invraisemblable après trois jours d'anarchie, alors qu'il observait les potences destinées à punir ces mêmes soldats qui venaient de violer, de piller et de brûler cette ville espagnole censée être l'alliée des Anglais.

[1]Les Prussiens.

[2]Torcy, Tom.III, Part IV, p.213. Leurs Maîtres étaient les Électeurs qui les avaient mobilisés et vendus à une armée étrangère pour en tirer des revenus substantiels. Cette fidélité paraît surprenante pour nos esprits du XXI[e] siècle, mais il faut se rappeler que ces soldats étaient des analphabètes.

[3]Environ 32 000 fantassins. si l'on compte 500 combattant par bataillon en moyenne, à cette époque. Ces chiffres sont tirés d'un État des effectifs signé par le vicomte de Bollinbroke en personne, cité par Torcy.

[4]Approximativement 11 200 cavaliers. Si l'on compte 120 chevaux par escadrons. Ce qui était une moyenne.

[5]Originaires d'Écosse, d'Irlande et d'Angleterre.

[6]Pour qui connaît les milieux militaires, les leaders sont importants dans les groupes masculins et machistes tels que la troupe. Un bon leader, en jouant sur des cordes telles que le courage, la lâcheté, la trahison, la virilité... pourra forcer moralement des hommes moins malins qu'eux à agir contre leurs désirs profonds et même à aller jusqu'à la mort. Les officiers savaient manipuler ces leaders naturels soit par des promesses de promotions, soit par de l'argent.

problème d'effectifs comme prétexte dilatoire pour atermoyer dans la livraison de la ville de Dunkerque aux Anglais. Aux yeux de Louis XIV, trop détaché de contingences purement commerciales, cette ville était vraiment une clause essentielle, juste après le trône d'Espagne. Livrer les Acadiens à des ennemis implacables, qui allaient les martyriser[1], avait peut-être moins d'impact −puissé-je me tromper!− sur l'affectivité de Louis XIV que détruire les magnifiques et puissantes installations portuaires fortifiées de Dunkerque, chef-d'œuvre de l'art militaire des fortifications maritimes. Contre la désertion presque totale des mercenaires allemands, les Français protestèrent auprès de la reine Anne, menaçant de rompre l'entente secrète si les Anglais ne les démobilisaient pas aussi. De ce fait, une lettre de Bollingbroke ordonna au duc d'Ormond que « si les troupes étrangères persistaient à l'abandonner, [ordre] était de quitter l'armée (alliée) avec les troupes anglaises & celles qui voudraient se joindre aux Anglais, & de déclarer que la Reine ne voulait plus agir, ni payer ceux qui agiraient contre la France; qu'après les égards qu'elle avait eus pour les Alliés, le traitement qu'elle recevait de leur part la justifierait devant Dieu & devant les hommes, & lui laissait la liberté de continuer la négociation, soit à Utrecht, soit ailleurs, sans se mettre en peine du concours ou du refus de ses Alliés. Ainsi Bollinbroke promettait au nom de la Reine de la Grande-Bretagne, que "si le Roi remettait entre les mains de cette Princesse la Ville, Citadelle, & Forts de Dunkerque, sans en être détourné par la séparation des troupes étrangères payées par l'Angleterre, elle ne ferait en ce cas aucune difficulté de conclure sa paix particulière, laissant aux autres Puissances un temps pour se soumettre aux conditions du plan dont elle conviendrait avec le Roi [de France]"... Vous voyez, concluait Bollinbroke, que la paix est entre les mains du Roi . Si toute l'armée du Duc d'Ormond consent à la suspension d'armes, le premier projet dont nous sommes convenus aura son effet. Si elle n'y consent pas, les troupes anglaises se sépareront de celles des Alliés, & les étrangères pourront s'adresser aux États-Généraux pour leur subsistance, lesquels, loin de pouvoir subvenir à cette nouvelle charge, ne sont pas en état de continuer celles qu'ils ont déjà sur les bras. En un mot, *la Grande-Bretagne se retirera du théâtre de la guerre & n'y laissera que des Puissances qui sont trop faibles pour tenir tête à la France*[2]*,* de sorte que la paix pourra

---

[1]Par un nettoyage ethnique appelé *La Déportation des Acadiens*, quelques années plus tard. Les Acadiens eux-mêmes en ont édulcoré le terme pour ne pas blesser la susceptibilité des perpétrateurs en le nommant tout simplement : *Le Grand Dérangement*.

[2]Segment non mis en évidence dans le texte original. On notera que la reine avait une grande estime dans la valeur de ses troupes.

être conclue entre les deux Couronnes en peu de semaines. Voilà, Monsieur, les propositions que la Reine m'ordonne de vous faire, & elle croit que le Roi Très-Chrétien y trouvera aussi bien son compte que dans le premier plan[1]. » Devant tant de bonne volonté, –et sans relever le point de vanité qui consistait à laisser croire que les soldats alliés sans les troupes anglaises étaient *incapables*[2] de vaincre les Français– le roi de France répondit qu'il acceptait de laisser entrer les troupes anglaises à Dunkerque. Le courrier chargé de transmettre cet ordre au maréchal de Villars partit aussitôt le 5 juillet 1712, et celui pour le duc d'Ormond le lendemain.

En Hollande par contre, et en Autriche, la désertion presque générale, vers les Alliés, des mercenaires allemands de l'armée anglaise avait ranimé l'espoir de vaincre les Français, d'humilier le Roi-Soleil et de lui arracher tout ce qu'il avait pu leur soustraire jusque-là. Les Alliés, qui ignoraient tout du *Royal-Bribe* promis aux Anglais, ne pouvaient s'empêcher d'espérer −comme le père de l'Enfant prodigue− que l'Angleterre reviendrait tôt ou tard sur sa décision d'imposer la paix et même de changer de camp, surtout si les Français, indignés de voir que les Anglais ne parvenaient pas à récupérer et à neutraliser leurs mercenaires allemands, n'acceptaient pas de leur livrer et de leur laisser occuper la forteresse de Dunkerque. S'ils avaient su que Dunkerque n'était qu'un piètre hors-d'œuvre mais que le plat de résistance de ces somptueuses ripailles était le fabuleux *Asiento de Negros*, ils auraient perdu tout espoir. Quant à cette banale insuffisance budgétaire engendrée par le départ des Anglais, elle pouvait être comblée par une taxe nouvelle à la charge du bas-peuple[3]. Tout cet imbroglio de décisions secrètes engendrait une grande confusion, et dans l'expectative d'une éclaircie politique, le duc d'Ormond n'osait faire aucun mouvement belliqueux ni vers l'un ni vers l'autre; il suspendit simplement la marche des troupes qui avaient pour mission d'aller occuper la forteresse de Dunkerque car des rumeurs d'agression alliée contre les troupes anglaises commençaient à galoper à travers la plate plaine de Flandre.

Les Whigs anglais pour leur part ne se lassaient pas de déchaîner leur propagande belliciste en Angleterre et chez les Alliés. Ils promettaient à tout vent un nouveau Parlement favorable à la guerre.

---

[1]Torcy, Tom.III, Part IV, p.216-217.
[2]Curieusement, cette prophétie vaniteuse se réalisa car la trahison anglaise rompit tellement le moral des autres Alliés qu'ils se révélèrent incapables de vaincre les Français. Le moral, –comme la discipline– est l'une des forces essentielles d'une armée.
[3]À la charge du petit peuple seulement, puisque la Noblesse et le Clergé jouissaient de l'exemption fiscale totale.

Quand? Très bientôt! Le comte autrichien von Sinzendorff claironnait à qui voulait l'entendre que les armées réunies du Saint-Empire romain germanique et de la Hollande pouvaient efficacement soutenir la guerre jusqu'à ce qu'une révolution anglaise, prévisible selon lui, renversât la reine Anne et la remplaçât par le duc de Hanovre qui devait, en vertu de *l'Acte d'Établissement*[1], hériter du trône d'Anne Stuart d'Angleterre *si cette dernière mourait sans héritier*; objectif que fort probablement certaines personnes, zélées en faveur de la candidature de la dynastie du duc de Hanovre, se faisaient un devoir d'atteindre, si l'on en juge par la *mort systématique de* ***tous*** *les enfants* d'Anne Stuart[2]. Chaque nouveau-né de la dynastie des Stuart était méthodiquement étouffé à la naissance à l'insu de la reine. Il faut noter que les comportements mystérieux la suivaient depuis sa plus tendre enfance comme une ombre malfaisante, puisqu'elle avait été secrètement élevée dans la religion protestante par son entourage en dépit de la volonté de son père, monarque catholique d'Angleterre et d'Écosse. Il dut regretter de ne pas avoir veillé avec plus d'attention à l'éducation de sa fille. Mais les parents ne réalisent que lorsqu'il est trop tard qu'on n'a qu'une seule chance d'élever un enfant. Quoi qu'il en soit, aussitôt que l'Angleterre tomberait entre les mains de la dynastie des Hanovriens, la guerre contre la France pourrait reprendre avec toute sa furie initiale afin d'effacer la honte de ce que le prince Eugène et toute l'Europe appelaient *une trahison* –sans même véritablement savoir que cela en était une. Tout ce tumulte politique mena vraisemblablement à l'assassinat même de la reine Anne en 1714, trop tard pour changer les objectifs et les alliances. Trop d'enjeux politico-religieux déchiraient l'Europe et l'Angleterre elle-même. Chez les Alliés, frustrés par cette trahison, incompréhensible pour les autres cours d'Europe qui ne connaissaient pas les dessous de l'affaire, «l'animosité augmentait, seulement à mesure que se découvrait l'impuissance de la satisfaire[3]. » La victoire désormais possible de la France dans cette guerre –si l'on en jugeait par les opérations militaires qui se poursui-

[1]Voté en Angleterre en 1701.
[2]Anne Stuart eut 16 enfants, une fille morte-née le 12 mai 1684, Marie née le 2 juin 1685 qui ne vécut qu'un an et 7 mois, Anne Sophie née le 12 mai 1686 qui ne vécut que 8 mois et demi, un garçon mort-né en janvier 1687, un fils mort-né le 22 octobre 1687, un fils mort-né le 16 avril 1688, Guillaume, duc de Gloucester né le 24 juillet 1689 qui ne vécut que onze ans, Marie qui ne vécut que quelques heures le 14 octobre 1690, George qui ne vécut que quelques heures le 17 avril 1692, une fille morte-née le 23 avril 1693, un garçon mort-né le 21 janvier 1694, une fille morte-née le 18 février 1696, un fils mort-né le 20 septembre 1696, une fille morte-née le 25 mars 1697, un fils mort-né en décembre 1697, Charles qui vécut quelques heures le 15 septembre 1698, et une fille morte-née le 25 janvier 1700. Anne elle-même n'échappa vraisemblablement pas aux assassins. Il fut dit qu'elle succomba peu après, le 1er août 1714, à la goutte, ayant mené à une érysipèle. Son corps grotesquement enflé sous l'effet des poisons fut inhumé à l'Abbaye de Westminster dans un vaste cercueil presque carré.
[3]Torcy, Tom.III, Part IV. p.220.

vaient implacablement sur les champs de bataille nord-européens et ibériques–, mettait toute l'Europe en furie. « Il n'est pas impossible de réparer, avec beaucoup d'économie, la brèche que la défection de l'Angleterre fait à la Grande Alliance; mais il est cruel que la France après tant de désastres dans le cours de douze années, triomphe par la négociation, & remporte le prix & l'honneur d'une guerre si glorieuse pour nous, soutenue avec tant de dépenses de notre part & tant de sang répandu[1], » disait-on dans les milieux des Alliés, après la prise du Quesnoy et le siège de Landrecy qui amenuisait les espoirs d'être en mesure d'envahir la France, la piller, comme elle le méritait selon eux, et la mettre à genoux. Aux plénipotentiaires anglais qui suggéraient au roi de France d'essayer d'accorder quelques satisfactions aux Hollandais aussi pour les amadouer, le roi répondit «d'attendre que cette République fît les premiers pas pour se rapprocher.... il ne convenait plus à son service de rechercher une Nation devenue plus fière à proportion des avantages que Sa Majesté lui avait offerts[2].» Il était évident que sa rancune contre la Hollande ne lui inspirait que châtiments, représailles et destruction.

Parallèlement à la mort suspecte de tous les enfants de la reine, les Whigs ne désarmaient pas pour hâter les changements politiques. « Les ennemis domestiques persistaient dans le dessein d'exciter à Londres un soulèvement, & si le projet formé depuis longtemps ne réussissait pas, ils y substituaient l'espérance de réussir plus heureusement dans les mesures secrètes prises avec la Cour de Vienne & les États-Généraux, pour se saisir de toutes les troupes anglaises alors en garnison dans les Places des Pays-Bas[3].»

L'armée anglaise déserte les champs de bataille.

À la mi juillet, le prince Eugène, désireux de tester encore le loyalisme des Anglais, ordonna à l'armée alliée d'exécuter un mouvement hostile contre les Français à partir du Quesnoy qui était tombé le 1[er] juillet. Voyant qu'il allait être forcé de prendre parti, Ormond se décida alors à déclencher la retraite de l'armée britannique, annonçant officiellement qu'un armistice avait été signé avec les Français. Le duc d'Ormond avait écrit à Villars qu'il s'attendait à être abandonné par

---

[1]Ibid., Tom.III, Part IV. p.224
[2]Ibid., Tom.III, Part IV. p.227.
[3]Ibid., Tom.III, Part III. p.139. Dans les Pays-Bas espagnols ou catholiques, bien sûr.

toutes les troupes allemandes soldées par l'Angleterre. Effectivement, les généraux mercenaires désertèrent le camp anglais, la veille du mouvement de retrait, c'est à dire le 6 juillet 1712. Deux petites unités allemandes seulement décidèrent de rester avec les Anglais et de déposer les armes, conformément aux exigences des Français. Le 7 juillet, Villars écrivit à Ormond fort soucieux, pour lui annoncer qu'on allait tout de même livrer Dunkerque à Hill[1]. Les 18 000 hommes d'Ormond incluant 3000 mercenaires allemands de Holstein, y compris les Dragons de Wallis, reçurent alors l'ordre de déserter le champ de bataille allié et de retraiter vers la mer. Les régiments anglais s'ébranlèrent afin d'évacuer la zone de guerre, sous les quolibets et les gestes de mépris et de haine des Alliés. Tout le long du chemin, les troupes anglaises en pleine retraite, objets d'affronts méprisants et de sarcasmes dépréciatifs de la part des Hauts-Alliés, durent ravaler leurs larmes de désespoir et subir ce long chemin de croix. Les yeux baissés, les Habits-Rouges avaient du mal à contenir leur colère et leur humiliation. Des larmes de rage, des blasphèmes et des malédictions s'épanchaient contre la reine Anne et contre les lobbies marchands de Londres qui dirigeaient la politique anglaise à leur profit égoïste sans tenir compte de l'honneur de leur nation. Certains régiments brisaient leurs mousquets avec rage. Sir Winston Churchill écrivit au sujet de cette terrible retraite : «Aucune humiliation ne fut épargnée aux troupes britanniques en retraite. Tournai, Mons et d'autres forteresses conquises leur fermèrent la porte au nez[2], ...” refusant même de les héberger pour la nuit[3]. » Une mutinerie impliquant 3000 hommes amena les autorités militaires anglaises à exécuter 10 meneurs, et la discipline fut rétablie[4]. Mais ce n'était pas pour protester

---

[1]L'article VI qui parlait du sort de Dunkerque précisait au sujet des fortifications que « Sa majesté consentira à les faire démolir immédiatement après la conclusion du Traité, à condition qu'on lui donnera un équivalent convenable & à sa satisfaction, pour le dédommager des fortifications de cette place. Et comme l'Angleterre ne peut fournir cet équivalent, la discussion de cette affaire sera renvoyée aux Conférences que l'on tiendra pour la négociation de la paix. » [Swift, Livre Deuxième I, p.128.] Autrement dit il faudrait que les Pays-Bas donnent l'équivalent.

[2]Sir Winston Churchill,*Marlborough, His Life and Times*, voir in fine

[3]Les troupes anglaises auraient préféré bivouaquer derrière les murailles de ces villes de peur que leurs anciens alliés ne les attaquent de nuit et par surprise, en représailles.

[4]La défaite de Denain affecta beaucoup le moral des troupes alliées. Plus tard dans l'année, une grave mutinerie éclata parmi les troupes anglaises à Gand. La mauvaise qualité du pain fut la goutte qui fit déborder le vase. Un Corps de 3.000 mutins anglais, armés jusqu'aux dents, dut être encerclé par des unités allemandes et forcé de remettre ses armes. Les meneurs furent exécutés sur place. Peu auparavant, un groupe de 600 soldats anglais, bien armés, perpétra en France un massacre qui fut "*l'Oradour-sur-Glane du XVIII*[e] *Siècle*". Ils tombèrent sur le village français de Molain dont les habitants avaient barricadé les rues et s'étaient emparés d'outils hétéroclites en guise d'armes. Les soldats anglais se précipitèrent dans le village, massacrèrent les paysans, mirent le feu à l'église où 400 femmes et enfants furent brûlés vifs. Puis ils s'acharnèrent sur le reste du village, pillant, violant et incendiant. Deux jours après, leur général reçut une plainte des autorités françaises, mais aucune mesure punitive ne fut prise. *“Ce fut un avant-goût de ce à quoi la France aurait pu s'attendre [si les Alliés avaient réussi à l'enva-*

contre la trahison. En fait, ces soldats, tout comme les troupes allemandes mercenaires, subissaient des retards de soldes considérables, et craignaient d'être démobilisés sans aucun rappel de solde; ils avaient voulu prendre les devants en se mutinant. Mal leur en prit, car, de toute façon, les caisses étaient toujours désespérément vides[1]... pour eux.

Selon la convention franco-anglaise, les Anglais avaient l'autorisation d'occuper la ville de Dunkerque dès que l'armistice serait officiellement paraphé. Pour prendre possession de cette ville, sept bataillons (5 000 hommes sous le commandement du général Hill) vinrent *directement* d'Angleterre par voie maritime, car le Haut-Commandement anglais n'osait leur laisser traverser les Flandres à pied où couraient des rumeurs d'agression autrichiennes et hollandaises. En effet, à titre de représailles pour l'incompréhensible changement de cap politique de Londres, les Alliés avaient envisagé de s'emparer des troupes anglaises et de les massacrer ou de les envoyer en captivité. On peut d'ailleurs se demander pourquoi ces 5000 soldats anglais n'étaient pas, eux aussi, venu renforcer les 2500 qui se trouvaient déjà sur les champs de bataille continentaux, au lieu de rester ainsi, bien en sécurité dans leur île, tandis que mouraient leurs Alliés! Le général en chef anglais qui avait appris « quelque temps avant que les armées se séparassent, qu'on tramait certaines menées relatives à la sûreté de sa personne, & qui plus est, à celle du petit corps d'Anglais qui était à ses ordres[2] », avait soigneusement tenu secret son itinéraire de retraite par souci de sécurité pour ses troupes. Dès le 19 juillet, les sept bataillons anglais en provenance d'Angleterre furent admis à Dunkerque. Dans le reste des Flandres, la retraite des troupes britanniques se poursuivit en dépit des protestations alliées. Les gouverneurs hollandais et wallons des forteresses de Bouchain, de Douai, de Lille et de Tournay leur refusèrent non

---

hir], et je mentionne la chose à cet effet, car l'action en elle-même est tout à fait inexcusable." écrivit le capitaine anglais Robert Parker, *Military Memoirs*, Robert Parker and comte de Mérode-Westerloo, The Marlborough Wars, Edited by David Chandler, Longmans, 1968, pp.120-121. Parker ajouta: «*Les soldats n'avaient dès lors plus rien à faire, excepté leur service de garde. Et, d'une élévation devant notre camp, ils avaient une très belle vue de cette riche région de France, qu'ils estimaient avoir mérité le droit de piller. Ils étaient grandement exaspérés par la déception et murmuraient continuellement contre ceux qui les avaient amenés devant ce spectacle de "Terre Promise", comme ils l'appelaient, et malgré cela ne voulaient pas leur permettre de prendre le lait et le miel qui y abondait.*» Et ce fut ainsi que la sodatesque s'accorda le droit de martyriser le village de Molain.

[1]L'argent destiné à les payer était, comme nous l'avons précisé, en bonne partie détourné, non seulement par les chefs mais aussi par les Électeurs, rois, évêques et souverains allemands du Saint-Empire romain germanique qui recrutaient et louaient leurs bataillons mercenaires aux Anglais et jouaient les intermédiaires. Les officiers payeurs attendaient donc qu'un maximum de soldats soit tué afin de payer les survivants, toujours en retard salarial de plusieurs mois. De plus, l'Angleterre refusait désormais de payer, ce qui n'était pas fait pour arranger les soldats.

[2]Swift, Livre Quatrième, p.356

seulement l'hébergement mais même le passage; et les troupes anglaises durent contourner à travers champs les villes-forteresses[1]. Il occupa Gand –déjà entre les mains d'une petite garnison anglaise de 500 hommes retranchés dans la citadelle– et Bruges dans laquelle il réussit à introduire une garnison aussi. Rester maîtres de toutes ces forteresses pouvait, pour les Anglais, devenir un moyen stratégique de pression sur les Hollandais et les Impériaux, afin de les forcer à faire la paix avec les Français. Lorsque la nouvelle parvint en Angleterre selon laquelle les Français avaient effectivement tenu leur promesse de livrer Dunkerque en dépit du fait que les Anglais avaient été incapables de tenir la-leur[2], les Londoniens crurent ou feignirent de croire[3] à une ruse de la part des Français, car les Français n'étaient plus tenus de se plier à livrer Dunkerque. Même si, sous l'angle de la *Grande Alliance*, le départ des effectifs de l'armée britannique n'était pas une perte décisive pour elle qui gardait encore la supériorité numérique sur les Français, le coup sur le moral des Alliés fut rude, et même, on peut l'affirmer rétrospectivement, mortel. De ce fait, les négociations d'Utrecht furent interrompues durant quelques semaines, après la livraison de Dunkerque qui avait été le corollaire de l'armistice et de la désertion anglaise. Mais dans cet imbroglio politico-militaire, il manquait encore les renonciations officielles des Bourbons d'Espagne à la couronne de France.

Les Renonciations

La Grande-Bretagne considérait qu'une séparation perpétuelle entre les couronnes de France et d'Espagne ne pouvait résulter que d'une Renonciation définitive de Philippe V à ses droits sur le Trône de France. Torcy, dans un Mémoire transmis au nom du roi de France au ministre britannique, le comte d'Oxford, le 18 mars 1712, affirma que : « La France ne peut jamais consentir à devenir province de l'Espagne, et l'Espagne pensera de même à l'égard de la France. Il est donc question de prendre des mesures solides pour empêcher l'union des deux monarchies ; mais on s'écarterait absolument du but qu'on se propose… si l'on contrevenait aux lois fondamentales du Royaume. Suivant ces lois, le Prince le plus proche de la Couronne en est héritier nécessaire… il succède, non comme héritier mais comme le maître du Royaume dont la

[1] Ibid., Livre Quatrième, p.355.
[2] À cause de la désertion des mercenaires allemands de l'armée anglaise.
[3] Les Whigs surtout mettaient en doute la coopération des Français afin de fustiger le pacifisme des Tories.

seigneurie lui appartient, non par choix, mais par le seul droit de sa naissance. Il n'est redevable de la Couronne ni au Testament de son prédécesseur, ni à aucun édit, ni à aucun décret, ni enfin à la libéralité de personne, mais à la loi. *Cette loi est regardée comme l'ouvrage de Celui qui a établi toutes les monarchies*[1], et nous sommes persuadés, en France, que *Dieu seul la peut abolir*. Nulle Renonciation ne peut donc la détruire, et si le Roi d'Espagne donnait la sienne, pour le bien de la paix et par obéissance pour le Roi son grand-père, on se tromperait en la recevant comme un expédient suffisant pour prévenir le mal que l'on se propose d'éviter. » En voulant démontrer qu'une dynastie ou une monarchie est d'*essence divine*, et que, de ce fait, «nulle renonciation humaine ne peut la détruire», il faut ou bien ignorer, −ou faire semblant d'ignorer−, comment sont nées ces dynasties; combien de crimes ont été perpétrés pour asseoir la dynastie en écartant les gêneurs et les ambitieux. Il faut se remémorer que la plus ancienne Noblesse européenne est issue des fonctionnaires impériaux de Charlemagne qui se sont incrustés à leur poste. De tout temps, l'aphorisme selon lequel *le Pouvoir, la Noblesse et la monarchie étaient de Droit divin* n'a été qu'un subterfuge, inventé par la Noblesse, pour empêcher le peuple de s'insurger contre l'Ordre que cette classe privilégiée avait égoïstement établi en sa propre faveur. Un peuple n'a jamais été mieux mené que par les chaînes spirituelles, les liens invisibles de la religion, soigneusement cachés dans la tête et dans le cœur, qui dirigent les pensées et les actes sous la menace des flammes éternelles. C'est pourquoi le Clergé et la Noblesse d'Europe, les deux grands profiteurs de cet injuste système féodal de privilèges odieux, ont toujours agi de concert en se soutenant l'un l'autre. Le Clergé justifiait le *droit divin* de la Noblesse qui,de son côté, lui accordait sa protection physique et matérielle, ainsi que l'opulence.

Quoi qu'il en soit, et en tâchant de faire abstraction de toutes ces pitoyables considérations sur l'organisation quasi mafieuse de la société européenne sous l'Ancien Régime, la Chambre des Lords se rallia à ce point de vue, estimant, dans le cadre d'une motion adressée à la Reine Anne, que le duc d'Anjou ne pouvait se voir privé d'un bénéfice qui «lui avait été donné par le droit de sa naissance, et qu'avec le consentement du peuple français, il devait demeurer inviolable, en accord avec la loi fondamentale du Royaume.» Par ces derniers mots, Torcy lui-même dénonçait ce qu'il percevait comme une illusion : la séparation définitive des deux Couronnes ne saurait être garantie par une simple Renonciation, même si le Roi d'Espagne y était contraint par son grand-

---

[1]Segments non mis en évidence dans le texte original.

père. Cette chimère mènerait à de plus grands périls encore. Mais Torcy[1] ne fut pas entendu. Les Britanniques avaient mal compris les fonctions et les attributions du Parlement de Paris. Ils pensaient qu'elles étaient les mêmes que celles du parlement de Westminster, investi, lui, du pouvoir de légiférer. Or le Parlement de Paris, bien qu'il fût chronologiquement le premier des parlements, n'avait pas à cette époque l'initiative des lois. Il s'agissait avant tout d'une Cour, chargée d'*enregistrer* les différents arrêts royaux. Cette procédure leur donnait alors force de loi. C'est pourquoi le simple enregistrement d'un arrêt royal ne pouvait modifier un élément constitutionnel aussi fondamental que les droits de Succession au Trône, contrairement à ce que permettait le système juridique en Grande-Bretagne où le Parlement anglais avait pu édicter l'abdication de Jacques II en 1689, ou établir en 1701 la *règle d'une succession protestante* par l'*Act of Settlement*; même s'il est sûr que dans tous ces événements qui avaient pour motivation sous-jacente la sempiternelle religion, un député anglais qui aurait osé voter *contre* l'établissement d'un régime anglican ou protestant en Angleterre n'aurait pas manqué de s'en mordre les doigts.

Le 8 juillet, le roi d'Espagne signa enfin le décret par lequel il renonçait à la double couronne. « Soit notoire et manifeste aux Rois, Princes, Potentats, Républiques, Communautés et personnes particulières qui sont et qui seront dans les siècles à venir que l'un des principaux fondements des traités de paix à faire entre la couronne d'Espagne et celle de France d'une part, et celle d'Angleterre de l'autre, pour parvenir à la paix générale, étant d'assurer pour toujours le bien universel et le repos de l'Europe et d'établir un équilibre entre les puissances, en sorte qu'il ne puisse pas arriver que plusieurs étant réunies en une seule... Il a été convenu de ma part et de celle du roi mon grand père, que pour éviter en quelque temps que ce soit, l'union de cette monarchie à celle de la France, et pour empêcher qu'elle ne puisse arriver en aucun cas, il se fît des renonciations réciproques... afin que l'on évite, en tous les cas imaginables, l'union de la monarchie d'Espagne avec celle de la France... J'ai résolu, en conséquence de ce qui est ci-dessus exposé, par l'amour que j'ai pour les Espagnols, par la connaissance que j'ai de ce que je dois au leur, par les fréquentes expériences que j'ai faites de leur fidélité, et pour rendre grâce à la divine Providence, d'abdiquer pour moi et pour tous mes descendants le droit de succéder à la couronne de France, désirant de vivre et de mourir avec mes aimés et fidèles Espa-

---

[1]Colbert , Jean-Baptiste (marquis de Torcy), *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol.

gnols, laissant à toute ma descendance le lien inséparable de leur fidélité et de leur amour, afin que cette délibération ait l'effet qu'elle doit avoir, et pour faire cesser ce qui a été considéré comme un des principaux motifs de la guerre qui a jusqu'à présent affligé l'Europe. De mon propre mouvement, de ma libre, franche et pure volonté, moi, Don Philippe, par la grâce de Dieu, Roi de Castille et de Léon, etc... etc..., je renonce par le présent acte pour toujours et à jamais, pour moi-même et pour mes héritiers et successeurs, à toutes prétentions, droits et titres, que moi ou quelques autres de mes descendants que ce soit, aient dès à présent, ou puissent avoir en quelque temps que ce puisse être à l'avenir, à la succession de la couronne de France. Je les abandonne et m'en désiste, pour moi et pour eux, et je me déclare et me tiens pour exclu et séparé, moi et mes enfants, héritiers et descendants, perpétuellement, du droit de succéder à la couronne de France. Je veux et consens, pour moi-même et pour mes descendants, que, dès à présent comme alors, ce droit soit regardé et considéré comme passé et transféré au duc de Berry, mon frère, à ses enfants et descendants mâles, nés en légitime mariage. Et, au défaut de ses lignes masculines, au duc d'Orléans, mon oncle, et à ses enfants et descendants mâles, nés en légitime mariage, et, au défaut de ses lignes, à mon cousin, le duc de Bourbon, et à ses enfants et descendants mâles, nés en légitime mariage, et successivement à tous les princes du sang de France, leurs enfants et descendants mâles, pour toujours et à jamais, selon le rang et l'ordre, dans lesquels ils seront appelés à la couronne par le droit de leur naissance. Je me dépouille et me désiste, spécialement, des droits qui pourraient m'appartenir, par les lettres patentes, ou actes par lesquels le Roi, mon grand-père, me conserve le droit de succession à la couronne de France. Lesquelles lettres patentes furent données à Versailles, au mois de décembre de l'année 1700 et enregistrées au parlement. Je veux qu'elles ne me puissent servir de fondement, pour les effets qui y sont prévus. Je les rejette et y renonce, et les regarde comme nulles d'aucune valeur, comme si jamais elles n'avaient été données. Je promets et m'oblige en foi et parole de Roi, que, de ma part et de celle de mes dits enfants et descendants, nés et à naître, je procurerai l'observation et l'accomplissement de cet acte, sans permettre ni consentir qu'il y soit contrevenu directement, en tout ou en partie. » À travers ces textes, on sent la paranoïa névrotique des juristes et des jurisconsultes appelés en renfort qui s'étaient donné pour mission de prévoir toute entourloupe de la part des Français retors. D'autres textes de renonciations peuvent être consultés plus loin, en annexe, dans le chapitre rapportant les clauses du Traité d'Utrecht lui-même.

Les combats cessèrent définitivement en 1713, après une cam-

pagne militaire en Allemagne, victorieuse pour les Français. Les Alliés, démoralisés, semblaient manquer de cœur au combat.

Le Dossier des Ursins, ultime pierre d'achoppement avant la paix générale

Enfin, la paix était en vue pour les soldats épuisés. Ils devaient sans doute contempler cette paix avec l'exultation des soldats de Cyrus apercevant la Mer Noire[1] : *Thalassa! Thalassa!... Eiréné! Eiréné!.* Cette paix allait enfin permettre aux Européens de démobiliser et de renvoyer les malheureux survivants dans leurs foyers, munis d'une partie de leur solde, au moins, et bercés de l'espoir vite déçu d'en récupérer quelques miettes supplémentaires tombées de la table de leurs généraux. Mais ils se trompaient doublement. Non seulement les arrérages de leur solde resteraient dans les poches du duc de Marlborough, mais la paix n'était pas pour tout de suite car un autre aristocrate −une femme cette fois−, allait bloquer le processus de paix par avidité. Et tous ces soldats-otages allaient continuer de mourir inutilement pour la satisfaire. Avant d'évoquer le dernier obstacle qui vint entraver la fin de la guerre de Succession d'Espagne et son règlement final, il est bon de donner un aperçu de la Cour d'Espagne, théâtre principal de l'imbroglio qui retarda durant plusieurs mois l'avènement de cette chère paix. Car la paix –comme la santé et l'amour– présente la particularité de ne s'apprécier à sa véritable et inestimable valeur, que lorsqu'on l'a perdue.

Pour observer et comprendre le fonctionnement de cette cour qui évoluait au palais royal de l'Alcazar à Madrid[2], quoi de plus éloquent que les textes des diplomates français dont l'occupation était justement d'en épier les rouages, puis de rédiger des rapports aux Services français des Affaires étrangères qui géraient aussi l'espionnage. Dans ce texte élaboré en 1711, la situation[3] de la cour espagnole est ébauchée de

---

[1]La mer! La mer!... La paix! La paix! auraient pu crier les soldats de la Guerre de Succession d'Espagne.

[2]L'actuel Palais Royal de Madrid (*Palacio Real de Madrid*) ou Palais d'Orient (*Palacio de Oriente*), résidence officielle du Roi d'Espagne, est situé à la Place de l'Orient au cœur de Madrid. Le palais fut construit entre 1738 et 1755 par Philippe V à l'emplacement de l'ancien Alcazar Real et fut détruit par un incendie en 1734. Les événements que nous décrivons se déroulèrent au palais royal de l'Alcazàr.

[3]Notes du roi à Monsieur Jean Louis D'Usson, marquis de Bonnac, ambassadeur de France en Espagne de 1711 à 1713. *in* Correspondance d'Espagne, tome 223, fol.15-26, *in* Commission des Archives Diplomatiques au Ministère des Affaires Étrangères, Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française, XII Espagne, avec une introduction et des notes par A. Morel-Fatio et H. Léonardon, Tome deuxième (1701-1722) Ancienne Librairie Germer Baillière et C[ie], Félix Alcan, Éditeur, Paris, 1898.

façon impitoyable. Le roi d'Espagne est présenté avec quelque ironie comme un souverain mal renseigné sur la situation générale de la guerre et peu enclin à consulter ses sujets espagnols eux-mêmes : «Le Roi d'Espagne,... ne... déguiserait peut-être pas le véritable état de ses affaires, *si ce prince les connaissait à fond*[1]; mais il est à craindre qu'il ne soit lui-même le premier trompé. Il a cru trop aisément... qu'il devait à sa fermeté le retour de son bonheur; l'excès de confiance lui paraît une vertu et ces idées flatteuses sont d'autant plus difficiles à détruire dans son esprit qu'il est opiniâtre dans ses sentiments, en sorte que si, malheureusement, il prend de mauvais partis, il ne sera pas facile de lui faire connaître l'erreur, lorsqu'il aura commencé à s'y laisser entraîner.» Outre son obstination dans l'erreur, le caractère influençable du roi en fait le jouet de sa femme qui est : « également capable de le conduire dans une route conforme à ses intérêts, de l'en détourner... et lorsque ses talents seront bien employés[2], comme il paraît qu'elle en a l'intention[3], le Roi d'Espagne sera heureux d'être conduit par elle, puisque, du caractère dont il est, *il semble nécessaire que quelqu'un le gouverne*[4].» Or il se trouve que si le Roi-Catholique est soumis à l'influence de son épouse, celle-ci est totalement subjuguée par *la princesse des Ursins*, laquelle, de ce fait, dirige véritablement les destinées de l'Espagne. Cette femme a le pouvoir de faire et de défaire les carrières de la Noblesse espagnole et étrangère : «La princesse des Ursins paraît jusqu'à présent posséder entièrement la confiance et du Roi et de la Reine d'Espagne... [et il faut souligner] l'empressement des Espagnols à s'adresser à elle pour obtenir des grâces du Roi leur maître.» Quant aux questions politiques, les décisions sont prises en comité restreint; et ce comité est constitué du roi qui se trouve directement sous l'influence de sa femme, laquelle prend sans ambages des décisions totalement inspirées par la princesse des Ursins. Les Espagnols « savent que ce prince délibère et décide de ses principales affaires entre la Reine et elle, que ce Conseil intérieur règle le sort de l'État, que *les autres ne sont que pour la forme*, et qu'on ne doit regarder comme ayant part au gouvernement que ceux que la princesse des Ursins veut bien appeler à ses consulta-

[1]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[2]Les talents de son épouse la reine. L'ironie de l'incise « *comme il paraît qu'elle en a l'intention* » suggère que la reine n'a pas encore montré la moindre intention de bien employer son talent.
[3]Segment non mis en évidence dans le texte original.
[4]Segment non mis en évidence dans le texte original. De la même façon, le président Ronald Reagan des USA n'agissait (politiquement) qu'avec l'assentiment de sa femme Nancy, laquelle prenait toutes ses décisions après avoir consulté une tireuse de cartes qui aurait pu éventuellement être sous le contrôle des Soviétiques.

tions[1]...» L'importance de la princesse des Ursins au palais de l'Alcazar est donc essentielle. Le chef de la Diplomatie française et du Service d'espionnage, Monsieur de Torcy, celui-là même qui dirigeait alors les négociations secrètes entre la France et l'Angleterre, conseillait donc à l'ambassadeur français à Madrid d'afficher « une extrême déférence pour la princesse des Ursins. Il ne doit pas regarder comme choses incompatibles de lui plaire et de chercher des voies sûres pour pénétrer la vérité. Il faut que la princesse des Ursins l'aide, s'il veut réussir dans l'exécution des ordres que Sa Majesté lui donnera[2]...» C'était tout à fait clair et indubitable.

Grâce à cette princesse et à plusieurs autres facteurs aussi importants, la cour d'Espagne était à ce moment-là entièrement entre les mains des Français. Ce mémoire[3], dressé aussi pour M. de Bonnac sur le fonctionnement ubuesque de la cour d'Espagne sous son premier Bourbon, montre bien que la princesse des Ursins était, à la cour de l'Alcazar de Madrid, le passage obligé pour obtenir les faveurs royales, comme Raspoutine à Saint-Petersbourg deux siècles plus tard, la duchesse de Marlborough au début de cette même guerre à la cour d'Angleterre, et Madame de Pompadour à Versailles trente ans après. On constate aussi avec tristesse que les Espagnols ne tenaient pas les places qui leur revenaient à la Cour d'Espagne. «Cette cour[4] est composée comme toutes les autres de deux sortes de gens, à savoir de courtisans et de ministres... Il n'y a pas un seul courtisan ou ministre qui puisse se vanter d'avoir une entière confiance auprès de ses maîtres... M[me] la princesse des Ursins... [tant] qu'elle sera en Espagne, il n'y aura qu'une méthode pour manier les affaires dont on y sera chargé: *c'est de s'adresser à elle et de gagner sa confiance*[5].» Ainsi les Espagnols ont acquis un roi mais n'ont pas réussi à conquérir les postes qui leur revenaient dans la hiérarchie supérieure de leur Administration. De la même façon, deux ans plus tard, lorsque le duc de Hanovre viendra prendre possession du trône d'Angleterre, il s'y fera suivre de tout son personnel allemand, −y compris des conseillers−, car il ne parlait pas l'anglais et ne voulait s'exprimer qu'en allemand ou en français. D'ailleurs, il vivra le plus souvent au Hanovre plutôt que dans cette ville de Londres où il se sen-

---

[1]Comme Raspoutine, deux siècles plus tard.
[2]Correspondance d'Espagne, tome 223, folio 15-26. P.209.
[3]Tiré du *Mémoire concernant l'État présent de la cour d'Espagne* [Correspondance d'Espagne, tome 223, folio 15-26]
[4]Lettre de Bonnac à Torcy, Madrid, 7 août 1713; in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*.
[5]Segment non mis en évidence dans la version originale.

tait un étranger exilé. En Espagne, le Conseil du Cabinet, ou *Despacho,* était une assemblée où aurait dû s'élaborer les grandes lignes de la politique espagnole. Le roi d'Espagne en personne assistait tous les jours au Conseil de Cabinet, du moins quand une partie de chasse ne venait pas le distraire du service de son pays. Mais, constate Torcy, «on ne rapporte, dans ce Conseil, que des affaires de peu d'importance, et quand on y traite des autres, ce n'est qu'après qu'elles ont été décidées en particulier [par la princesse des Ursins], et seulement pour les faire approuver. » De plus, lorsque les affaires sont considérées comme de peu d'importance et que, de ce fait, elle sont négligées par le trio directeur[1], « on se contente d'examiner dans ce Conseil à quel des autres Conseils elles peuvent avoir rapport, pour demander leur sentiment, auquel presque toujours le Conseil de Cabinet se conforme.» Mais, bien sûr, cette méthode engendrait des retards. À cause de ces retards qui firent traîner si longtemps les négociations d'Utrecht, Torcy jugeait cette cour négativement, lui qui était habitué à la centralisation excessive de l'administration française à la tête de laquelle le roi décidait d'un seul mot, d'un geste, d'un unique froncement de sourcils. Il est bien évident que, pour cet ambassadeur de France habitué à l'autoritarisme absolu d'un Louis XIV, tous ces comités et sous-comités, d'essence plus ou moins démocratique avant l'heure, chargés de donner au moins une opinion, n'étaient qu'une perte de temps inutile. « Cette méthode est la cause de toutes les longueurs qu'on a à essuyer dans les affaires qu'on traite en Espagne, parce que le Roi et ses Secrétaires d'État les perdent de vue, et que les Conseils particuliers sont fort lents à donner leurs avis. Il arrive même souvent que les membres qui les composent ne s'accordent pas dans le même sentiment; chacun forme son avis à part, qu'il faut examiner, ce qui fait perdre encore beaucoup de temps[2].» Inadmissible selon l'esprit du marquis de Torcy. En ce qui concernait l'intérêt de la France, il n'était pas question de tergiverser : l'intérêt de la France restait primordial. En cas de conflit d'intérêt entre la France et l'Espagne, «il faut que celui qui sera chargé du soin des affaires du Roi, auprès du Roi son petit-fils, ait toujours en vue le bien du Royaume[3] préférablement à celui de l'Espagne[4].»

Mais toutes ces interférences des Français dans les affaires espagnoles, ne manquaient pas de créer beaucoup d'irritation et même de

---

[1]Le trio constitué par la princesse des Ursins, le roi et la reine.
[2]Morel-Fatio, pp. 232-234.
[3]de France
[4]*Mémoire concernant l'État présent de la cour d'Espagne, in* Correspondance d'Espagne, tome 223, folio 15-26. P.209.

la résistance chez le peuple espagnol, si fier comme on le sait; résistance légitime, certes, et sans doute entretenue en sous-main par les courtisans espagnols humiliés par la présence de tous ces étrangers qui dirigeaient leur pays selon leur bon plaisir. De ce fait, planait sur la Cour d'Espagne et dans l'Intelligentsia un certain regret du temps ou les Habsbourg régnaient sur leur patrie : «Plusieurs, en assez grand nombre, attachés encore à la maison d'Autriche, crurent que la division des Français[1] facilitait les moyens de servir l'Archiduc[2]... La cause des désordres était attribuée aux Français, et les plaintes que la conduite de quelques individus excitait, faisaient oublier les dépenses excessives où le Roi s'engageait pour conserver les États dépendant de la monarchie d'Espagne[3].» Comme la défense de l'Espagne était entre les mains des Français et que les premières années de guerre avaient été favorables, quand les Français dominaient sur les champs de bataille, les opposants et les nostalgiques de l'Autriche s'étaient fait discrets. Mais sous l'effet des défaites, ils relevèrent la tête et intensifièrent leur opposition contre la France : « La hardiesse et le nombre des mécontents augmentèrent dans ce Royaume, lorsque les événements de la guerre devinrent malheureux. Enfin, l'Espagne ne contribuant en rien à sa propre défense, pendant que la France s'épuisait pour elle, et sans en retirer aucune utilité[4]...» Cette infiltration des Français dans les affaires espagnoles, jusque dans le Conseil des Ministres, avait donc une raison; la France en soutenait l'entière défense : « Et comme tout le poids de la guerre[5]... tombait uniquement sur la France, le Roi sentit la nécessité de permettre que son ambassadeur assistât toujours aux Conseils du Roi son petit-fils, et qu'il devint même son premier ministre...[6]»

Et pourtant la cour de France se défendait d'envahir la cour d'Espagne et de se substituer à Felipe V de Burbón contre sa volonté; au contraire : « Le Roi [de France] n'avait d'autre intention que de laisser aux Espagnols le soin de gouverner ces mêmes États suivant leurs maximes et suivant leurs anciens usages, consentant seulement à donner ses conseils lorsque le Roi d'Espagne les lui demanderait. Mais cette

---

[1]Les divisions entre les Français qui conseillaient le Roi d'Espagne, en particulier, d'une part, la princesse des Ursins, fort jalouse de son autorité, qui demeura en Espagne durant presque toute la Guerre de Succession d'Espagne, et, d'autre part, les ambassadeurs de France chargés par Louis XIV d'influencer la politique de Philippe V, roi d'Espagne.
[2]Le deuxième candidat au trône d'Espagne.
[3]Morel-Fatio, pp. 232-234.
[4]Ibid., pp. 232-234. Certes elle n'en retirait aucune utilité mais Louis XIV avait bien espéré annexer l'Espagne et son Empire, tout au moins au début de la guerre.
[5]Sa Majesté Louis XIV.
[6]Morel-Fatio, pp. 232-234 Segment non mis en évidence dans la version originale.

modération ne convenait pas aux désirs de la nation espagnole[1].» N'y a-t-il pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir?

Ce fut à ce moment précis, au début de 1713, à l'instant même où le bout du tunnel s'ébauchait à l'horizon de la Paix que se dressa devant les négociateurs internationaux un problème inattendu qu'il fallut régler, *le Dossier des Ursins.* La princesse française des Ursins, favorite de la reine d'Espagne, exigea que de l'Empire espagnol soit détaché en sa faveur quelques territoires dans les Pays-Bas. Elle désirait profiter de l'amitié de la reine d'Espagne pour se constituer un patrimoine personnel d'*«états »* familiaux, dans le sens français archaïque qui ne s'est conservé que dans la langue anglaise[2]. Si la duchesse de Marlborough, favorite de la reine d'Angleterre, avait perturbé le début de cette Guerre de Succession d'Espagne, la princesse des Ursins, favorite de la reine d'Espagne allait en retarder l'issue de sorte que de nombreux soldats moururent par sa faute. M^me^ des Ursins –qui avait francisé de cette façon son nom conjugal italien Orsini[3]– s'était donc mis dans la tête de se faire octroyer une principauté indépendante dans les Flandres[4]. L'ensemble de ces provinces flamandes appelées Pays-Bas espagnols[5] était, de par les stipulations des Alliés, destiné à être octroyé à l'Empereur du Saint-Empire romain germanique. Les Hollandais qui

---

[1]Missions de l'ambassadeur français à la cour d'Espagne. Morel-Fatio, pp. 232-234
[2]L'expression française *real estate* (état royal) qui n'a subsisté sous cette forme qu'en anglais, et en français dans l'expression : « *il retourna dans ses états.* »
[3]L'un des descendants de cette famille aristocratique italienne, Teobaldus Orsus Felice Orsini, tenta d'assassiner Napoléon III à Paris, le 1er janvier 1858.
[4]Marie-Anne de La Trémoille, princesse des Ursins, (1642-1722). Elle fut mariée à quinze ans (1657) au prince de Chalais, Adrien-Blaise de Talleyrand (l'aïeul du diplomate). Chalais, compromis dans un des duels du temps, se réfugia en Espagne, y demeura trois ans, puis se dirigea vers Rome, mais mourut pendant le voyage; sa femme, ne tarda pas à se remarier en 1675 avec un grand seigneur italien, Flavio degli Orsini. En 1698, le duc de Bracciano mourut, lui laissant une fortune considérable. Elle prit le titre de princesse des Ursins et obtint une pension de Louis XIV. Grâce à des intrigues d'une finesse extrême, elle obtint la place de *camerera mayor* de la reine d'Espagne, lorsque le duc d'Anjou fut appelé à la succession d'Espagne. La faiblesse de Philippe V, gouverné par la reine, et l'ascendant pris sur celle-ci par la princesse des Ursins fit que ce fut elle qui gouverna l'Espagne dans ce moment si difficile où la guerre étrangère se compliquait d'une guerre civile, au milieu des intrigues de palais. Appelée à Paris, à la suite d'une dénonciation du cardinal d'Estrées, qui l'avait surprise avec un certain d'Aubigny qu'elle logeait près d'elle au palais, elle revint ensuite à Madrid, avec la bénédiction de Mme de Maintenon, et montra, pendant les années de crise qui suivirent, le génie d'un homme d'État.
[5]Ou *Pays-Bas catholiques* et qui seront appelées *Pays-Bas autrichiens* à partir de 1714, quand cette région, qui correspond à la Belgique actuelle, sera cédée à l'Autriche c'est à dire au Saint-Empire romain germanique à titre de dédommagement.

préféraient que cette région −alors flamingante mais aujourd'hui wallonne− devienne autrichienne plutôt que française pour des raisons de sécurité, ne voulaient officiellement promettre que leurs bons offices, leur médiation bienveillante, auprès de cet empereur pour qu'il accepte de procéder à la cession de cette principauté. Les négociations stagnèrent de nouveau en attendant la réponse des souverains impliqués concernant les demandes de la comtesse des Ursins. À l'heure des hordes de touristes et surtout de l'internet, il est difficile d'imaginer avec précision le temps alors nécessaire pour obtenir une réponse de Vienne, de Paris, de Londres et de Madrid par des chemins creux, boueux et défoncés. La reine Anne d'Angleterre s'impatientait, continuellement talonnée par les lobbies marchands qui craignaient de perdre les avantages d'une paix accélérée avec les Français. Ces derniers risquaient de changer d'idée dans l'octroi de leur pot-de-vin royal. Dans le milieu complexe de la Cour d'Espagne se développa donc ce problème à l'apparence mineure, mais qui bloqua complètement le mécanisme de la paix et entrava la fin de la guerre de Succession d'Espagne. Son aspect insignifiant fit dire à Louis XIV qu'il «y a lieu de s'étonner que la paix soit suspendue par des difficultés aussi peu considérables que celles qui l'arrêtent encore[1].» Ce fut le grain de sable dans le mécanisme des négociations. Le 11 avril 1713, en effet, les premières signatures étaient déjà apposées sur les parchemins rédigés en latin –avec copie dans la langue nationale des pays belligérants– du fameux Traité d'Utrecht, alors que les négociations elles-mêmes se déroulaient en français, quand les plénipotentiaires furent interrompus *in extremis* car l'Empereur du Saint-Empire romain germanique refusait d'accorder à la princesse des Ursins un petit territoire de la taille du comté de Rivière-du-Loup au Québec[2], qu'elle souhaitait se faire octroyer par le roi d'Espagne dans les Pays-Bas *espagnols* aussi nommés *catholiques*. Malheureusement ces fameux Pays-Bas *espagnols* devenaient *autrichiens* en vertu de ce même Traité d'Utrecht. Ce n'était donc plus le roi d'Espagne qu'il avait fallu solliciter mais l'Empereur du Saint-Empire romain germanique qui se trouvait

---

[1]Du Mont, *Corps diplomatique*, t.8, partie I, pages 393, 401 et 427]. Le traité de paix entre Philippe V d'Espagne et Victor-Amédée de Savoie fut signé à Utrecht le 13 août 1713. Le traité de paix entre Philippe V et la reine Anne d'Angleterre, signé à Utrecht du 2 au 13 juillet 1713, fut ratifié du 31 juillet au 12 août par la reine d'Angleterre. Par contre, à cause de l'égoïsme de la princesse des Ursins, le traité de paix et de commerce entre l'Espagne et la République de Hollande ne fut signé à Utrecht que le 26 juin 1714.

[2]Les comtés québécois sont aujourd'hui organisés en MRC ou Municipalités régionales de Comté. La municipalité régionale de Rivière-du-Loup regroupe 13 municipalités qui couvrent un territoire de 1268 km2. On y dénombre approximativement 35000 résidents. La ville de Paris, avec ses 105km2 contiendrait donc 12 fois dans le comté de Rivière-du-Loup. Et si ce comté possédait la même densité de population que la municipalité parisienne, il entasserait 26,4 millions d'habitants.

être aussi souverain d'Autriche. Sous l'impulsion de la princesse des Ursins, le roi d'Espagne exerçait donc une espèce de blocage, de chantage à la signature, afin que l'Empereur soit forcé de céder. Mais il se trouvait que ce même Empereur était le grand perdant de cette Guerre de Succession d'Espagne. D'abord c'était lui-même –sous le nom de Charles III d'Espagne– qui avait été, *en vain*, le concurrent malheureux de Philippe de France, duc d'Anjou. Son couronnement en 1711 en tant que Charles VI de Habsbourg, *Empereur des Romains,* ne l'avait pas consolé de sa défaite en Espagne, mais il restait quand même ulcéré de ce que, sous son règne peu glorieux, la Maison des Habsbourg avait définitivement perdu l'Empire espagnol qui était jusque-là le plus beau joyau de sa couronne impériale. Les Habsbourg inconsolables conservèrent jusqu'à leur abdication[1], en 1918, à l'issue de la Première Guerre mondiale, le titre de *Roi de toutes les Espagnes.* De la même façon, les rois d'Angleterre, chagrinés eux aussi d'avoir perdu la Guerre de Cent Ans, avaient, jusqu'à 1802, arboré dans leur pédigrée royal le titre de *Roi de France;* pendant 350 longues années! Ironiquement, la reine Anne et Louis XIV étaient tous deux Souverains de France! C'est dire la profondeur de leurs regrets et de leur frustration! L'Empereur du Saint-Empire, qui n'avait de saint que le nom, aurait donc souhaité continuer la guerre jusqu'au dernier mercenaire prussien afin d'écraser ce Louis XIV qu'il haïssait de tout son cœur, en espérant que tôt ou tard la reine d'Angleterre que l'on prétendait malade depuis longtemps, aurait la bonne idée de rejoindre son trône céleste pour laisser la place à la dynastie des Hanovre-Brunswick. Il ne fallait donc pas compter sur l'Empereur du Saint-Empire romain germanique pour hâter l'avènement de la paix en accordant à la princesse des Ursins un morceau de son propre territoire, lui qui aurait plutôt souhaité la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire, ou l'effondrement final... de la France, bien entendu!

Mais qui était donc cette fameuse princesse des Ursins qui surgissait ainsi sur la scène diplomatique internationale comme un pantin à ressort jailli de sa boîte-surprise, au moment où personne ne l'y attendait? Madame des Ursins était une aventurière de haute volée et de grande classe –âgée de 70 ans en 1712– qui avait réussi à devenir

---

[1]La devise des Habsbourg d'Autriche était "Alles Erdreich ist Österreich untertan" en allemand et "Austriae est imperare orbi universo" en latin. On l'écrit en abréviation A.E.I.O.U. Elle signifie "*Il appartient à l'Autriche de gouverner tout l'univers*" et montre l'ambition de cette famille, aussi présomptueuse que celle du III[e] Reich qui espérait durer 1000 ans. D'ailleurs, comme nous l'avons vu dans cet ouvrage, la branche espagnole des Habsbourg s'éteignit en 1700, déclenchant cette Guerre de Succession d'Espagne ; la branche autrichienne disparut en 1740, provoquant la Guerre de Succession d'Autriche. Quant à la branche des Habsbourg-Lorraine, elle mourut en 1918 après avoir déclenché la Première Guerre mondiale.

l'amie intime de l'épouse du duc d'Anjou. Or, lorsque le duc était devenu roi d'Espagne, la princesse avait tout naturellement pris le titre et la fonction de *favorite* de la reine d'Espagne. Philippe d'Anjou étant fort soumis à son épouse, il suffisait d'être dans l'intimité de la reine pour manipuler le Destin de l'Espagne à sa guise. Le marquis de Brancas[1] était à ce moment-là l'un des représentants du royaume de France en Espagne[2]. Sa mission lui avait été détaillée par quatre lettres royales[3]. En résumé, ces lettres lui ordonnaient de contribuer à hâter la signature du Traité d'Utrecht par l'Espagne. Dans chaque lettre adressée à l'ambassadeur français, on sentait croître l'irritation de Louis XIV devant l'entêtement de son petit-fils sur ce point. Il le sentait esclave docile de la princesse des Ursins, laquelle, pour obtenir son titre de propriété, n'hésitait pas à prolonger les tueries de la guerre. Dans la dernière missive, le roi de France ordonnait avec véhémence et même sur un ton menaçant, que la princesse des Ursins se contente du comté de Chiny[4], à défaut de quoi elle n'aurait rien du tout. Brancas tâcha, dès le 1er novembre[5] 1713, de faire fléchir la princesse ainsi que le roi d'Espagne, et de les exhorter à abandonner la garantie que Philippe V réclamait pour la principauté de Mme des Ursins[6]. Non seulement Brancas n'y réussit-il pas, mais « c'en était assez pour lui attirer l'inimitié de la *Camarera Mayor*[7] qui exigeait la possession de cette principauté avec toute la force de son ambition sans scrupules, et qui avait pris assez d'empire sur le roi pour qu'il risquât de compromettre la paix à la seule fin de lui complaire[8].» Ce représentant français perdit ainsi la confiance de la Cour de

---

[1]Brancas avait été gouverneur de Girone du 12 février 1711 à 1713. La façon dont il avait soutenu pendant huit mois le blocus mis devant cette place en 1712, lui avait valu, le 13 janvier 1713, le collier de la Toison d'Or. Né en 1692, il n'avait servi que dans la carrière des armes. Louis de Brancas, de la famille des comtes de Forcalquier, marquis de Céreste, dit le marquis de Brancas, était entré dans les mousquetaires dès 1689. En 1692, il était passé dans la Marine Royale, pour rentrer, sept ans plus tard, dans l'Armée de Terre. Fait brigadier en juin 1702, en récompense de sa belle conduite au siège de Kaiserswerth, il avait été envoyé en Espagne où il assista aux sièges de Gibraltar et de Barcelone. En 1707, il guerroya sur la frontière de Portugal; en 1708, il commandait un camp volant en Estremadure [*Gazette de France*, p.187, de Madrid, le 3 avril 1708]. Créé successivement commandeur de l'Ordre de Saint-Louis et lieutenant général, il servait à l'Armée de Roussillon, lorsque lui fut confié la garde de Girone.

[2]Du 15 juin 1713 à 1714.

[3]Lettres en date des 28 août, 24 septembre, 9 et 19 octobre 1713

[4]Chiny est aujourd'hui une petite ville du Luxembourg belge, de deux ou trois mille habitants. Le comté de Chiny était étendu et comptait comme villes principales, outre Chiny sa capitale, Herbemont, Neufchâtel, Virton, Marville en partie, Montmédy, Orval, Yvoi et Orchemont. Le comté de Chiny avait été vendu en 1364 à Wenceslas, premier duc de Luxembourg.

[5]Il entra en fonction le 27 octobre.

[6]*Correspondance d'Espagne*, t. CCXXIV, fol. 2 (Dépêche de Brancas à Louis XIV, Madrid, 1er novembre 1713).

[7]Titre officiel de Madame des Ursins, Grande Chambrière.

[8]Morel-Fatio, A., et Léonardon, H., dans l'Introduction du *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*,

Madrid à cause de sa position sur les exigences de la princesse des Ursins. En représailles, il se trouva tenu à l'écart et en butte à la malveillance de la princesse et même d'Orry[1]. Aussi sa position à Madrid devint-elle rapidement intolérable. On ne lui laissa même plus voir la reine qui se mourait du cancer. Cette dernière rendit le dernier soupir le 14 février 1714, et le roi fut alors entièrement livré aux mains expertes de M[me] des Ursins. Sachant qu'elle était de quarante ans l'aînée du Roi Catholique[2], on peut croire qu'elle possédait des vertus peu ordinaires, de celles, *pas très catholiques*, dirions-nous, auxquelles les hommes influençables et cacochymes ont du mal à résister. Le marquis de Brancas demanda son rappel en France et partit en mars 1714. La cour d'Espagne l'accusait avec malveillance «de vouloir soulever les Espagnols contre le roi, leur maître, et d'avoir tenu des discours très injurieux de Sa Majesté Catholique[3]. » Mais revenons un peu en arrière de quelques mois.

La première lettre de Louis XIV, qui servait d'instruction au marquis de Brancas, ambassadeur de France en Espagne, était datée du 28 août 1713 à Marly-le-Roi.[4] Elle précisait de régler en urgence le problème des Ursins car les soldats mouraient. La deuxième lettre[5] de Louis XIV développait le problème du dossiers des Ursins. «Les plénipotentiaires de cette couronne espèrent que toutes les difficultés[6] en seront incessamment réglées, mais celle qui regarde la souveraineté de la princesse des Ursins ne l'est pas encore. On avait proposé d'établir cette souveraineté sur le comté de Chiny. L'Électeur de Bavière, qui le pos-

---

XII Espagne, tome deuxième (1701-1722), édité par la Commission des Archives Diplomatiques au Ministère des Affaires Étrangères, Ancienne Librairie Germer Baillière et C[ie], Félix Alcan,Éditeur, Paris, 1898. pages 231.

[1] Saint-Simon, *Mémoires,* édition de Boislisle, tome X, pages 389 à 391. Jean Orry, seigneur de Vignory, né à Paris au début de septembre 1652, mort le 29 septembre 1719. Sa réputation de financier le fit désigner pour aller en Espagne, en juin 1701, afin de se rendre compte de l'état des finances. De 1701 jusqu'à 1715, année où il revint définitivement en France, il résida presque constamment en Espagne, sauf à de rares occasions, comme lorsque la disgrâce momentanée de M[me] des Ursins entraîna la sienne. Vers la fin de son séjour, Philippe lui avait donné la Surintendance générale des troupes espagnoles et le titre de *veedor.*

[2]72 ans contre 31.

[3]Lettre de Pachau à Torcy, Madrid, 16 avril 1714.

[4]*Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, XII Espagne, avec une introduction et des notes par A. Morel-Fatio et H. Léonardon, tome deuxième (1701-1722), (Publié par la Commission des Archives Diplomatiques au Ministère des Affaires Étrangères), Ancienne Librairie germer Baillière et C[ie], Félix Alcan, Éditeur, Paris, 1898; pages 229 et suiv.

[5]Rédigée le 24 septembre 1713 à Fontainebleau.

[6]Relatives à la signature du Traité d'Utrecht.

sède présentement[1]... a cependant fait représenter à Madrid le préjudice que cette disposition lui causerait; et comme la princesse des Ursins croyait, elle-même, que cette terre ne serait pas assez considérable pour former une souveraineté, les ordres ont été envoyés aux plénipotentiaires d'Espagne de la demander ailleurs, et ces ordres sont arrivés dans le temps précisément que le traité d'Utrecht paraissait en état d'être signé[2].» L'Électeur de Bavière qui ne savait pas encore s'il allait récupérer sa chère Bavière dite "*héréditaire*", ne voulait pas consentir à céder immédiatement le comté de Chiny. Il proposait d'attendre la paix pour remettre cette principauté à la princesse des Ursins, et qu'en attendant, elle jouisse en souveraineté des terres de Binch[3] et de Mariemont, qu'elle rendrait à son possesseur initial lorsque la principauté de Chiny serait remise entre ses mains. Tout le monde attendait les réponses de la Cour d'Espagne à ces propositions de l'Électeur. Ce dossier était le seul qui retardait la paix entre l'Espagne et les Provinces-Unies, c'est à dire la Paix générale. « Il y avait lieu de croire [poursuivait le roi de France dans sa deuxième lettre] avant que le marquis de Monteleon[4] soit passé en Hollande pour tenter de hâter les négociations, que l'Espagne et l'Angleterre pourraient prendre ensemble des liaisons secrètes par rapport au commerce... [mais] les difficultés que les Espagnols apportent... ne contribueront pas beaucoup à l'union des deux nations...» La menace était directe et aurait dû faire changer d'opinion tout autre qu'un prince follement amoureux ou dominé. La troisième lettre, rédigée par Monsieur de Torcy[5], précisait à ce sujet : « Quant à l'article de Madame la princesse des Ursins, Sa Majesté... est persuadée qu'il ne sera jamais employé que pour fortifier l'union et la bonne correspondance entre elle

---

[1]Cette région [*les Pays-Bas Catholiques*] lui avait été confiée par l'Espagne à la demande de la France pour le dédommager de s'être fait confisquer la Bavière au début de la guerre. Finalement, l'Électeur retrouva sa Bavière et les Pays-Bas devinrent autrichiens.
[2]Morel-Fatio.
[3]Binche se situe dans la province de Hainaut (Belgique). Mariemont-Saint-Arthur est un hameau de la province de Hainaut, Belgique, situé, comme Binche, entre Mons et Charleroi.
[4]Don Isidoro Casado, marquis de Monteleon, était le troisième plénipotentiaire espagnol lors des négociations qui amenèrent au Traité d'Utrecht. De 1705 à 1711, il avait rempli les fonctions d'envoyé d'Espagne à Gènes, et, vers la fin de 1711, il fut désigné pour les négociations d'Utrecht. Il était à Paris lorsque Philippe V lui donna l'ordre de passer en Angleterre, et, quoi que n'ayant pas le titre d'ambassadeur, il y fut reçu avec solennité et présenté à la reine Anne le 25 décembre 1712. Cette même année son fils fut arrêté en France, à Poitiers, porteur de papiers compromettants du prince de Cellamare. En 1722, en vue des négociations à poursuivre en faveur de l'infant Don Carlos, le marquis de Monteleon reçut le titre d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Italie, avec mission de se rendre auparavant à Londres et à Paris pour y prendre langue. Il était en France en 1725 lorsque eut lieu le renvoi de l'Infante et il dut alors se retirer en Espagne. [Coxe, *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, t.II, p.282, 286, 408; t.III, p. 90-92, 96]
[5]De Louis XIV au marquis de Brancas, ambassadeur de France en Espagne.. Elle fut rédigée par le ministre, cette lettre montrait plus de diplomatie et moins d'impatience que celles du roi. Elle fut rédigée par Torcy, Ministre des Affaires étrangères, le 9 octobre 1713 au château de Fontainebleau.

et Leurs Majestés Catholiques... Je crois, Monsieur, que vous jugerez qu'il ne faut pas aliéner pour des bagatelles les gens dont on a besoin pour les affaires les plus importantes...» La quatrième et dernière lettre, rédigée le 19 octobre 1713, complétait l'explication. «... L'affaire la plus pressante est celle qui regarde la souveraineté de la princesse des Ursins. Cet article seul forme présentement un obstacle invincible à la paix entre le Roi d'Espagne et la République de Hollande. Le duc d'Ossone, abusé par les conseils de ceux qui ont intérêt à retarder la conclusion de cette paix, s'est flatté d'obtenir la garantie des États-Généraux en faveur de la princesse des Ursins, et ses représentations l'ont emporté à Madrid sur les avis du marquis de Monteleon et du sieur d'Aubigny[1]. L'affaire a été si mal conduite que la princesse des Ursins n'a plus de choix à faire. Il faut qu'elle accepte le comté de Chiny ou bien qu'elle renonce à cette prétention de souveraineté; qu'elle se contente de l'assurance que les Hollandais lui donnent de ne remettre les Pays-Bas Catholiques à l'Archiduc [d'Autriche] qu'à cette condition, et qu'elle se désiste de toute demande de garantie de leur part. Je ne sais même s'il serait possible de l'installer, avant la paix à faire avec l'Archiduc, dans la possession du comté de Chiny, car le Roi d'Espagne a donné sa parole à l'Électeur de Bavière de le laisser jouir de cette partie du duché de Luxembourg tant que la guerre durerait, et je ne vois pas comment il pourra revenir contre un pareil engagement. Mais l'essentiel est de faire la paix avec les États-Généraux... Je suis persuadé que le Roi d'Espagne est trop sensible au bien de ses peuples pour préférer le second parti à celui de la paix; mais quand même il n'exposerait pas ses sujets et sa propre couronne en continuant une guerre qu'il ne peut soutenir, j'aurais lieu de croire qu'il considérerait comme une raison invincible de faire la paix, les engagements que j'ai pris en son nom et en vertu des pouvoirs qu'il m'en a donnés. Insistez donc fortement sur cette dernière raison que je crois invincible, puisque rien ne le doit toucher davantage que l'honneur et l'obligation de satisfaire à sa parole... Comme je ne puis croire que la princesse des Ursins veuille que la guerre se rallume dans toute l'Europe à son occasion, je ne serai pas surpris qu'elle-même se joigne à vous pour persuader au Roi d'Espagne de faire ce que son honneur et l'intérêt de sa couronne demandent de lui dans la conjoncture présente. Le désintéressement qu'elle témoignerait serait glorieux pour elle et m'engagerait encore davantage à travailler

---

[1]Jean Bouteroue, dit d'Aubigny. Sur ce personnage peu connu, qui eut une influence considérable sur Madame des Ursins, et dont le seul mérite était, dit-on, d'être son amant [en même temps qu'elle fut, possiblement, la maîtresse du roi Philippe V d'Espagne en dépit de ses 70 printemps], voir les *Mémoires,* de Saint-Simon, édition de Boislisle, tome XI, page 243, note 5.

auprès de l'Électeur de Bavière pour lui persuader de céder dès à présent le comté de Chiny, sans attendre la conclusion de la paix à faire avec l'Archiduc...»

Si le roi de France se montrait mécontent envers son petit-fils qui se laissait manipuler par la princesse des Ursins, et qui de ce fait empêchait la guerre de se terminer, la reine Anne d'Angleterre ne se montrait pas mieux disposée envers cette femme. «La Reine d'Angleterre paraît également blessée de cette variation... [explique Louis XIV] Je ne sais pas bien certainement si la conclusion en est arrêtée par d'autres raisons que par la condition de la souveraineté qu'il faut établir en faveur de la princesse des Ursins, mais... L'incertitude où il[1] laisse les affaires peut renouveler le feu de la guerre dans toute l'Europe. *Il s'en faut de beaucoup qu'il soit en état de la soutenir, puisqu'il ne peut réduire une seule ville rebelle dans son Royaume,[2] et que pour la soumettre à son obéissance*[3], il me demande des secours qu'il m'est impossible de lui donner[4]... Je l'ai soutenu pendant tout le cours d'une guerre très longue et très difficile; il me serait fâcheux de l'abandonner lorsque les principales Puissances de l'Europe sont convenues avec moi de le reconnaître comme légitime Roi d'Espagne... mais il ne serait pas juste de faire périr mes sujets pour satisfaire un seul entêtement de la cour de Madrid[5]...»

Finalement, le brûlant et encombrant Dossier de la princesse des Ursins ne put être réglé que par la volonté divine. Heureusement, ce fut la reine d'Espagne qui, morte la première d'un cancer fulgurant, permit à une nouvelle reine bien inspirée de s'installer sur le trône d'Espagne et de régler le Dossier des Ursins *in two shakes of a lamb's tail*[6], pour utiliser une expression triviale. Ce cancer dévorant emporta la reine d'Espagne, Marie-Louise de Savoie[7], le 14 février 1714 à Madrid, à l'âge tendre de 26 ans. Devenu veuf à 31 ans, Philippe V, roi d'Espagne –qui cumulait les titres de prince des Pays-Bas, duc de Milan,

---

[1]Le roi d'Espagne.

[2]Allusion au siège de Barcelone qui ne fut reprise par le roi d'Espagne que le 11 septembre 1714, et avec l'aide des troupes françaises. Le vieux roi de France, frustré, devient ironique et venimeux.

[3]L'ironie mordante de Louis XIV éclate clairement. Segment non mis en évidence dans le texte original.

[4]Il le menace ainsi, en termes à peine voilés, de l'abandonner à ses seules forces en lui refusant son aide militaire.

[5]Morel-Fatio, pp. 232-234. Pour ce qui est du souci du Roi Soleil de ne pas continuer cette terrible guerre de Succession d'Espagne, c'était plus parce que ses finances étaient totalement épuisées, que pour éviter de verser le sang innocent de ses sujets.

[6]Expression qui se traduirait par "*en deux coups de cueillère à pot.*"

[7]María Luisa Gabriela de Saboya pour les Espagnols. Née à Turin sous le nom de Maria Luisa di Savoia.

roi de Sardaigne[1], roi de Naples et roi de Sicile[2]–; Philippe, donc, se remaria par procuration le 25 août 1714, selon une cérémonie longuement ourdie par nulle autre que l'intrigante *Camarera Mayor*, la princesse des Ursins, qui désirait garder cette charge honorifique et gratifiante auprès de la nouvelle reine. La jeune épousée, *Élisabeth Farnèse* d'Italie, était une Parmesane pleine d'énergie et encore plus jeune que la première reine d'Espagne, car elle n'affichait que 22 beaux printemps. Le mariage se fit grâce à la coopération active et zélée de l'abbé Giulio Alberoni, ambassadeur du duc de Parme à Madrid. L'intrigante et éternelle princesse des Ursins alors âgée de 72 ans pensait que la nouvelle reine qui lui serait redevable de son trône resterait aussi influençable que la précédente. Elle se trompait lourdement. Le tableau d'Élisabeth Farnèse par le peintre Ilario Spolverini qui peut être consulté sur internet, nous montre une princesse grande, belle, énergique et déterminée. Elle va le prouver. Le duc de Saint-Aignan, nouvel ambassadeur de France à la place de Brancas, se porta dans la bonne ville de Tarbes (Midi-Pyrénées) pour y accueillir Élisabeth, le 27 novembre 1714. Elle rejoignait son mari en Espagne. À Madrid, Saint-Aignan fut le témoin du premier acte de son règne: la disgrâce de la vieille princesse des Ursins que la nouvelle reine exila immédiatement[3], effaçant en même temps toutes ses ambitions de devenir souveraine de quelque principauté flamande ou wallone, et, par ce même acte, tout obstacle à la Paix générale. Le favori *montant* remplaça sans tarder la favorite *descendante*. L'abbé Julio Albéroni, le nouveau favori, *montait d'un jardinier* tandis que la princesse des Ursins *descendait* de *Georges de La Trémoille* qui, par jalousie mesquine, avait contribué à détruire la vie de Jeanne d'Arc. Insensiblement, Alberoni s'immisça, joua des coudes et devint, sans en avoir le titre, Premier ministre du Roi Catholique. En 1717, il profita de sa gloire pour se faire octroyer la mitre et la pourpre cardinalice, afin de pouvoir prétendre, simultanément, à l'évêché de Malaga et à l'archevêché de Séville, qui lui furent attribués par le roi d'Espagne[4]. En tant que cardinal, il pouvait même espérer asseoir sa personne de plus en plus empâtée dans le moelleux coussin du Saint Siège. Toutes les ambitions lui étaient ouvertes! Mais, un favori chassant l'autre, il fut brusquement disgracié et expulsé deux ans plus tard en 1719, et, pour faire

---

[1]Sous le nom de Philippe IV de Sardaigne.
[2]Sous le nom de Philippe IV de Sicile.
[3]Coup d'État de Jadraque.
[4]Giulo Alberoni, né à Plaisance en 1664, entré dans les ordres religieux, délégué par le duc de Parme auprès du duc de Vendôme en 1703; dès lors il s'attacha à la fortune du maréchal et le suivit pendant sa campagne d'Espagne, le 10 juin 1712.

bonne mesure, poursuivi jusqu'au Vatican par les persécutions mesquines et sinistres de Sa Très Gracieuse Majesté Catholique, Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne. La Parmesane possédait toutes les vertus cardinales excepté celle de gratitude pour ceux qui, lui ayant rendu service, s'attendaient à quelque reconnaissance. Mais qui donc au monde rend service sans en rien attendre, ne serait-ce qu'une meilleure place au paradis? Albéroni réussit pourtant à prendre le large et à fuir loin de ceux qui aspiraient à sa mort; en premier lieu la nouvelle reine, certes, mais aussi la princesse des Ursins, elle-même exilée mais toujours active dans sa haine et dans son désir de vengeance jusqu'à ce que sa propre mort, huit ans plus tard, à Rome, à l'âge fort respectable pour l'époque de 80 ans, refroidisse sa rancune acrimonieuse. La vie politique dans les principautés italiennes a toujours été des plus funestes pour la longévité des politiciens. La vieille princesse des Ursins n'avait ainsi été qu'à demi vengée. Mais que le lecteur se rassure, Albéroni ne sombra pas pour autant dans la misère. En tant qu'électeur potentiel de souverain pontife, il put enfin venir en 1721 s'installer dans la même *Ville Éternelle*, sous la protection du pape qui lui conféra généreusement l'administration de Ravenne et de Bologne, cités papales[1]. La princesse en mourut un an plus tard, de dépit et de consomption, tant il est vrai que la haine peut tuer celui qui en est affligé. Un sage proverbe prétend que celui qui envisage de se venger doit creuser deux tombes, l'une pour sa victime et l'autre pour lui-même. Dans son cas, une seule aurait suffi, la sienne; car celle d'Albéroni resta inoccupée 30 ans de plus[2].

Les signatures des plénipotentiaires

Le 11 avril 1713, tout semblait réglé; les pays de la Grande Alliance, découragés ou encouragés par l'Angleterre, suivant le point de vue, avaient cédé au désespoir de laisser la France imposer sa volonté : *un roi français sur le trône d'Espagne*; l'objet même de cette guerre! Ils acceptaient de signer les premiers traités qui établissaient la Paix générale sur des bases légales. Du côté français, l'honneur de signer les Traités de Paix revint au maréchal d'Huxelles et à Mesnager, seuls plénipotentiaires français depuis que l'abbé de Polignac était retourné en France en février 1713 pour y revêtir lui aussi la pourpre cardinalice couronnée de la mitre sang et or. «Les plénipotentiaires anglais se rendirent le deuxième de Mars à l'Hôtel de Ville d'Utrecht, où ceux des Alliés étaient

---

[1] *Lettres intimes de Jules Albéroni, adressées au comte I. Rocca*, Émile Bourgeois, Paris, 1893.
[2] Il mourut à 88 ans.

assemblée & le Garde du petit Sceau[1]... Les Traités furent alors signés entre la France, l'Angleterre & les État-Généraux des Provinces-Unies, le Portugal, le Duc de Savoie, & l'Électeur de Brandebourg, aux conditions que le Roi [de France] avait réglées, comme on le peut voir dans les exemplaires imprimés de ces Traités. Il dépendait du Roi d'Espagne de conclure en même temps la paix avec ces différentes Puissances. *Toutes consentaient à le reconnaître Monarque légitime de l'Espagne & des Indes*. » Le 7 mars 1714, fut signé le *Traité de Rastatt*, qui n'était qu'un volet de la Paix d'Utrecht entre la France et le Saint-Empire romain germanique représenté par le souverain de l'Autriche. Il avait été négocié par le maréchal de Villars pour la France et le prince Eugène pour le Saint-Empire. Le 7 septembre 1714 fut paraphé un autre traité, celui *de Bade* [2] entre Louis XIV et l'Empereur du Saint-Empire romain germanique, qui étendait les décisions du traité de Rastatt à tous les États allemands. Par ce traité de Bade, la France gardait l'Alsace. Quant aux Électeurs de Bavière et de Cologne, ils conservaient leur trône respectifs; ce qui était une grande victoire pour les Français. Le 28 juin 1714, fut signé le Traité de Paix entre Philippe V d'Espagne et la Hollande. Louis XIV eût désiré voir son petit-fils conclure avec l'Empereur une paix définitive; sans résultat. Vis à vis de l'Espagne, l'Empereur du Saint-Empire, indomptable, conservait le titre de *roi d'Espagne* sans en avoir la fonction, comme les rois d'Angleterre, inconsolables jusqu'à la Paix d'Amiens (1802), gardèrent le titre de *roi de France* depuis la Guerre de Cent Ans qu'ils avaient perdue, c'est à dire depuis le milieu du 15e siècle.

Pour ce qui fut des Provinces-Unies (la Hollande) et de leurs demandes spécifiques sur la sécurité des Pays-Bas *espagnols* devenus *autrichiens*, Louis XIV qui les avait laissé languir longuement finit par leur accorder son adhésion par un traité particulier conclu le 11 avril 1713, ce fut le *Traité d'Anvers* qui régla momentanément le problème de *la Barrière;* car tout ne peut être que momentané et provisoire entre des monarques dont la seule règle morale est la force brute. «On est ainsi convenu qu'aucune province, ville, fort ou place desdits Pays-Bas espagnols... ne puisse échoir à la couronne de France, ni à aucun prince ou princesse de la maison ou ligne de France, soit en vertu de quelque don, vente, échange, convention matrimoniale, succession par testament ou *ab intestat*[3], ou sous quelque autre titre que ce puisse être, ni être mis, de

---

[1]Le docteur Robinson, évêque de Bristol, Garde du Petit Sceau et comte de Stafford.
[2]Bade dans le canton suisse d'Argovie.
[3]En l'absence de testament.

quelque manière que ce soit, au pouvoir... de quelque prince ou princesse de la maison ou ligne de France[1].»

Conséquences de cette guerre de Succession d'Espagne

Et ce fut ainsi que se termina la Guerre de Succession d'Espagne. Les Alliés, quoique encore en majorité d'effectifs, avaient perdu en peu de temps tout ce qu'ils avaient acquis depuis 1702 car le moral n'y était plus, et une armée n'a aucune chance si elle perd le moral. Le généralissime des armées alliées durant la Première Guerre mondiale, le Français Ferdinand Foch, résumait ainsi ce concept : « Quatre-vingt dix mille hommes vaincus se retirent devant quatre-vingt dix mille vainqueurs, uniquement parce qu'ils n'en veulent plus, et ils n'en veulent plus parce qu'ils sont *démoralisés*, à bout de résistance morale. » Ce qui fit dire à Joseph de Maistre[2] : « Une bataille perdue est une bataille que l'on croit avoir perdue, car une bataille ne se perd pas matériellement. » Par conséquent, c'est moralement qu'elle se perd. Mais... une bataille gagnée, c'est une bataille dans laquelle on ne veut pas s'avouer vaincu. On peut substituer au mot *bataille* le mot *guerre*. « Sur cette importance capitale *du moral* à la guerre,... rappelons-nous simplement [le colonel] Bugeaud qui, dans son récit du combat d'Arly[3], nous montre l'ennemi en fuite sans qu'on lui ait tiré un seul coup de fusil, mais *parce qu'on avance*. Ô puissance morale, tu es la reine des armées! » conclut-il. « La *démoralisation* [de l'ennemi], dit le général Cardot, est la fin dernière, la cause efficiente et l'explication vraie du succès. La victoire décisive, la victoire vraie, c'est la *victoire morale*.» La Guerre de Succession d'Espagne se termina donc ainsi. *Les soldats Alliés, démoralisés par la défection des Anglais essuyèrent défaites sur défaites durant les trois dernières campagnes militaires; en dépit de leur supériorité numérique*. Pour les Français ce fut bien entendu la réciproque : ils furent de nouveau les favoris de la Déesse Victoire. Les Français purent ainsi conserver l'Alsace; ils ne restituèrent que quelques places secondaires de la rive droite du Rhin; la rive allemande. L'Espagne perdit *Gibraltar* et

---

[1]C'est l'article 14 du Traité d'Utrecht, cité par Raxis de dans Actes et mémoires.
[2]Barthelet, Philippe, *Joseph de Maistre*, Dossier H, L'Age d'Homme, 2005
[3]Combat du Premier Empire contre les Austro-Hongrois. 1813-1815. Les deux villages de Haute-Savoie, séparés par le Val d'Arly, site de la bataille, ont fusionné sous le nom d'Albertville. La ville fut le site des Jeux olympiques d'Hiver de l'année 1992.

Minorque que l'Angleterre voulut garder, même si ces deux places avaient été conquises par des troupes allemandes (soudoyées) du Saint-Empire. En compensation pour la couronne espagnole définitivement perdue par l'Autriche, l'Espagne offrit aux Habsbourg ses possessions italiennes : la Sardaigne, la Campanie napolitaine, le Milanais, les présides de Toscane[1], de même que la Flandre. Ainsi les soldats espagnols si longtemps exilés dans les lointaines garnison flamandes[2] purent rentrer dans leur chère Andalousie, et n'éprouvèrent donc plus le besoin de chanter leurs tristes complaintes nostalgiques appelées *los flamencos, les chansons flamandes*. Les gitans espagnols adoptèrent ces complaintes mélodiques afin d'en faire vibrer les quatre vents, les soirs d'été, pour le plus grand plaisir de l'esprit.

Les pertes humaines de l'ensemble de cette Guerre de Succession d'Espagne atteignirent 600 000 soldats, en faisant abstraction des pertes civiles qui furent plus nombreuses encore.[3] Il faut ajouter à ce chiffre au moins l'équivalent pour les pertes par maladie. C'est donc de près de deux millions de morts que ceux qui ont déclenché la Guerre de Succession d'Espagne sont responsables. Pour définir le nombre de blessés et handicapés, il faut multiplier ce nombre par cinq, soit 10 000 000.

Tactiquement parlant, l'ensemble des batailles et des sièges de la Guerre de Succession d'Espagne, présente un bilan militaire relativement positif en faveur des Français, si l'on fait abstraction bien sûr de l'aspect stratégique et moral (qui englobe la perte de l'Acadie, l'abandon des Acadiens, l'abandon des populations francophones de Terre-Neuve, et des postes de pelleterie de la Baie-d'Hudson.) Au total, en ne considérant que l'aspect strictement tactique, sur 84 batailles et sièges, les Français remportèrent 46 victoires (55%) et les Anglo-Alliés 33 (39%). Cinq combats restèrent indécis (6%). Pourtant, les quatre grandes batailles de masse[4], victoires Alliées, eurent un impact plus important sur le cours de

---

[1]Les présides étaient les *places fortes* espagnoles.
[2]Les Pays-Bas (incluant la Belgique actuelle et les Pays-Bas d'aujourd'hui) sont devenus espagnols sous Charles Quint, né à Gand en 1500. Il hérita des Habsbourg (donc du Saint-Empire romain germanique) et de la couronne d'Espagne. En 1581, les sept provinces du nord, à majorité protestante, se détachèrent de l'ensemble pour former les Provinces-Unies (la Hollande actuelle). Les dix provinces du sud (catholiques) restèrent sous le contrôle de l'Espagne jusqu'en 1714, puis devinrent les Pays-Bas autrichiens.
[3]Chiffres tirés de Urlanis, B., *Wars and Population*, Progress Publishers, Moscou, 1971, p.45.
[4]Blenheim 1704, Ramillies 1706, Oudenarde 1708, Malplaquet 1709; toutes victoires alliées.

la guerre que les neuf victoires françaises[1].

Pour ce qui fut de l'endettement public, l'Angleterre avait accumulé des dettes prodigieuses afin d'alimenter la guerre durant les dix premières années. Pour éviter d'astreindre la Noblesse et la bourgeoisie anglaises à payer des impôts en dépit du fait que ces deux classes sociales furent les grandes bénéficiaires de cette guerre et s'enrichirent considérablement grâce à tous les avantages commerciaux obtenus et en particulier à la Traite des Esclaves vers l'Amérique espagnole qu'elles obtinrent pour trente ans, jusqu'en 1744, le Parlement anglais dominé désormais par les Whigs, depuis la mort de la reine Anne, créa des *loteries* qui pallièrent l'absence d'impôt sur le revenu. Ainsi, ce fut essentiellement le petit peuple, fort adepte de ces jeux de hasard, qui paya la dette publique en achetant ces billets de loterie, sources inépuisables de rêves de richesse. Que faire d'autre, en ces temps égoïstes où la solidarité nationale n'existait pas, que de songer à la richesse? Les marchands anglais s'en tirèrent avec des avantages commerciaux et matériels inestimables, des colonies à exploiter; et la fructueuse *Traite des Esclaves* qui fit entrer durant 30 ans des milliards de *guinées* dans les coffres de la Banque d'Angleterre fondée 20 ans plus tôt, de même que des millions d'esclaves du *Golfe de Guinée* dans les plantations d'Amérique latine. À tel point qu'une nouvelle monnaie d'or, *la guinée,* fut créée à cette époque par «*la Vieille Dame de Threadneedle Street*[2]»,car avec les esclaves on découvrit aussi de l'or dans cette région d'Afrique et la *guinée* fut d'abord confondue avec l'argent de la Traite des Esclaves. Mais tout a une fin, et lorsque à l'issue de ces 30 années de franchise −Que ce mot semble inadéquat dans ce contexte!− approcha la date fatidique qui marquerait le tarissement de cette manne financière, les marchands de Londres, toujours fertiles en idées, commencèrent à ourdir un prétexte pour déclarer la guerre à l'Espagne afin de la forcer à accorder la franchise de l'Asiento *à perpétuité* aux marchands anglais. Le prétexte en fut la fraude d'un négrier anglais. Les trafiquants d'esclaves devaient verser une taxe au fisc espagnol pour chaque esclave ou sur chaque marchandise importée. Or bien entendu, comme on peut s'en douter, ils fraudaient. Le dieu mythologique des marchands, Hermès, n'est-il pas le même que celui des voleurs? En 1731, la garde-côtière espagnole avait arrêté un fraudeur nommé Robert Jenkins. L'homme résista[3], et, dans

---

[1]Cranenburg 1702, Friedlingen 1702, Spire 1703, Almansa 1707, Villaviciosa 1710, Denain 1712, et les trois batailles navales : Santa-Marta 1702, Velez-Malaga 1704, Beachy-Head 1707 et Vigo 1702; toutes victorieuses pour les Français, à l'exception de Vigo.

[2]Surnom de la Banque d'Angleterre, à cause de son adresse londonienne.

[3]Le 9 avril 1731, le sloop de la douane espagnole SAN-ANTONIO, commandé par le capitaine Juan

l'échauffourée qui s'ensuivit, l'oreille du capitaine anglais avait été tranchée d'un coup de sabre. Sept ans plus tard, en 1738, le Gouvernement anglais qui, sous l'impulsion des lobbies, recherchait un prétexte à une guerre avec l'Espagne, créa une *Commission d'enquête parlementaire* pour monter cet incident en épingle afin de créer une crise diplomatique qui avait pour objectif de déclencher une guerre. Robert Jenkins exhiba son morceau d'oreille soigneusement conservé dans un bocal de rhum. Shocking! Les parlementaires anglais purent ainsi déclarer à l'Espagne, la *Guerra del Asiento de Negros,* que les Anglais, désireux d'en édulcorer la raison peu avouable, appellent aujourd'hui avec humour du nom enfantin de *la Guerre de l'Oreille à Jenkins* ou *The War of Jenkins'Ear*. Cette guerre se confondit à partir de 1740 avec la Guerre de Succession d'Autriche et se termina par la Paix d'Aix-la-Chapelle en 1748. Mais l'Angleterre, qui perdit cette guerre, ne put récupérer pour son Commerce d'Esclaves que les quatre ans perdus à cause des hostilités[1]. Les guerres, simples jeux commerciaux pour les financiers, sont le désespoir des peuples car on y trouve deux sortes de participants : ceux qui meurent, et ceux qui s'enrichissent. Et dans ce cas précis, il y avait aussi les esclaves qui en étaient les premières victimes.

Pour ce qui fut du destin des différents acteurs tories qui avaient amené l'Angleterre à fausser compagnie à ses Alliés au cours de cette Guerre de Succession d'Espagne, le maréchal de Berwick, catho-

---

Francisco de Leon Fandino intercepta au large de La Havane le brick anglais de contrebande REBECCA commandé par le capitaine Robert Jenkins. Les douaniers espagnols voulurent vérifier les livres de bord mais Jenkins s'y opposa. Inutile de préciser que ce refus parut suspicieux aux Espagnols. La vérification fut tout de même effectuée par la force et une certaine quantité de marchandise interdite fut découverte dans la cargaison, en contravention avec les clauses du Traité d'Utecht. Furieux, Jenkins insulta l'Espagnol, affirmant qu'il était sujet britannique et que son roi le protégeait. L'Espagnol lui répliqua que "*Si le roi d'Angleterre en personne violait la loi espagnole, il subirait le même sort*." Outré, Jenkins prit la mouche, un combat prit place au cours duquel les Anglais eurent le dessous. Jenkins lui-même eut un morceau d'oreille sectionné par une arme blanche espagnole. La cargaison interdite fut confisquée. Jenkins garda précieusement son morceau d'oreille comme preuve de l'intervention musclée des douaniers.

[1]La Guerre de l'Oreille à Jenkins ou Guerra del Asiento de Negros se termina par la Paix d'Aix-la-Chapelle en 1748. Elle se confondit avec la Guerre de Succession d'Autriche (1740-1748). L'Article XVI du Traité d'Aix-la-Chapelle entre l'Espagne et l'Angleterre soulignait : « Le traité de l'Asiento pour la traite des nègres, signé à Madrid le 26 mars 1713, et l'article du vaisseau annuel, faisant partie dudit traité, sont spécialement confirmés par le présent traité, *pour les quatre années* pendant lesquelles la jouissance en a été interrompue depuis le commencement de la présente guerre; et seront exécutés sur le même pied et sous les mêmes conditions qu'ils ont été ou dû être exécutés avant ladite guerre.» Comme l'Angleterre avait perdu la guerre, l'Asiento ne fut pas renouvelé en faveur de ses marchands, mais Louis XV de France, par absurde faveur, leur accorda tout de même de récupérer les quatre années durant laquelle la guerre avait interrompu la Traite des Esclaves.

lique réfugié en France, écrivit dans ses *Mémoires*[1]: « Au commencement de l'année 1715, milord Bolingbroke [Henry St.John]... se sauva en France sous l'accusation de haute trahison. À son arrivée à Paris, je le vis en secret, et il me confirma la bonne disposition des affaires en Angleterre; mais, ne croyant pas qu'il convint encore qu'il se mêlât publiquement des affaires du jeune roi, il se retira à Lyon, d'où, après quelques mois, nos amis lui mandèrent qu'il eût à revenir à Paris, ce qu'il fit, et alors nous agîmes de concert en toutes choses. Tout s'explique. À l'époque du passage de Bolingbroke à Paris, le bill d'*attainder*[2] n'était pas rendu. Ce n'est que dans les premiers jours d'août que Walpole[3] vint, au nom de la *Commission d'enquête*, porter devant la Chambre des lords ses redoutables accusations[4]. On conçoit la prudence de Bolingbroke et pourquoi il se retira à Saint-Clair, près de Vienne [dans l'Isère, France], sur la rive gauche du Rhône. » James Butler, 2e duc d'Ormond fut lui-même chassé du gouvernement en 1715 par le nouveau roi d'Angleterre, Georges Ier de naissance allemande. Il s'enfuit en France, et, soudainement frappé par la grâce divine, redevint un ardent catholique Jacobite[5]. Il mourut en exil en Espagne[6], les humains préférant, curieusement, l'exil terrestre avec toutes ses incertitudes éprouvantes, aux incertitudes de la béatitudes éternelle auxquelles il aurait pu accéder en restant en Angleterre. «Leurs ennemis en crédit auprès du nouveau Souverain, & ne respirant que la vengeance, persécutèrent ceux que la Reine Anne avait employés à la pacification de l'Europe, & quelques-uns d'entre eux n'eurent d'autre récompense du bien qu'ils procurèrent à leur Patrie, que

---

[1]*Mémoires du maréchal de Berwick, écrits par lui-même; avec une suite abrégée depuis 1716, jusqu'à sa mort en 1734; précédés de son portrait, par Milord Bolingbroke, & d'une ébauche d'Éloge historique, par le Président de Montesquieu; terminés par des Notes & des Lettres servant de pièces justificatives pour la campagne de 1708*, Chez Moutard, à Paris, 1780.

[2]En droit anglais, un bill d'attainder (ou Bill of Attainder, ou Act of Attainder, ou Writ of Attainder) est un acte législatif qui déclare une personne ou un groupe de personnes coupable d'un crime et le punit *sans procès*. La constitution des États-Unis prohibe les bills d'attainder.

[3]Hill, Brian W., *Sir Robert Walpole : Sole and Prime Minister*, Hamish Hamilton, Londres, 1989.

[4]Oxford, Robert Harley, Comte de, *Articles d'accusation de haute-trahison d'autres grands crimes, & de malversation contre Robert Comte d'Oxford et de Mortimer. Tels que la Chambre des Communes ... les a presentées à celle des Pairs: le 20. juillet 1715. Ausquels on a ajouté les chefs d'accusation contre Jacques Duc d'Ormond et contre Henri Vicomte de Bolingbroke.* Traduit de l'anglois et publié par Henri Scheurleer, à La Haye, 1715.

[5]Les Anglais exilés en France étant catholiques, il valait mieux être catholique pour être admis dans ce milieu. On peu apprécier la grande faculté d'adaptation des politiciens anglais dans le domaine religieux.

[6]Dictionary of National Biography et Dalton, C., British Army Lists and Commissions Registers, Londres 1898-1904, 6 volumes. Une clause du traité d'Utrecht exigeait que les réfugiés catholique installés en France soient expulsés.

d'en être bannis & traités comme criminels[1]. On les accusa de transaction secrète en faveur du [Vieux] Prétendant[2], dont il n'avait été parlé de leur part que pour demander qu'il fût obligé de sortir de France, comme condition essentielle à la paix. Faute de preuve d'une accusation si grave à l'égard de l'Angleterre, les délateurs furent obligés de dire que dans la recherche qu'ils avaient faite des Lettres & Papiers dont ils étaient demeurés les maîtres, les preuves des négociations secrètes en faveur du Prétendant manquaient, & suivant les expressions du Comité Secret, "ne se sont pas trouvées dans le grand nombre des volumes, livres & papiers qu'ils ont visités & examinés[3]." »

Ainsi, le drame étant joué, les autres acteurs principaux quittèrent rapidement la scène pour se joindre aux foules de morts et de handicapés, que leur folie avait entraînées. La reine Anne Stuart d'Angleterre mourut le 1er août 1714, vraisemblablement empoisonnée comme ses seize enfants; Louis XIV le 1er septembre 1715, et 7 ans plus tard, le duc de Marlborough les rejoignit dans l'Au-delà paradisiaque auquel tout le monde aspire, mais sans la moindre impatience. L'Empereur du Saint-Empire, Joseph Ier de Habsbourg, les avaient précédés en quittant Vienne et cette terre en 1711, et son frère était devenu son successeur Charles VI à la tête du Saint-Empire romain germanique que les Allemands considèrent comme leur 1er Reich[4].

Chaque pays de la Grande-Alliance, à l'exception de l'Angleterre et de la France, eut vraiment l'impression de s'être fait mystifier et duper. Les plénipotentiaires essayèrent de deviner ce qui s'était passé entre la France et l'Angleterre mais le secret en demeura solidement dissimulé. Il en reste encore bien gardé aujourd'hui grâce à la complicité spontanée des Historiens anglais qui, par patriotisme, ignorent totalement ce fait historique peu flatteurs[5]. Un seul Anglais, et non

---

[1]Bolinbroke « was dismissed from office (in August 1714) ... alarmed by the obvious intention of the Whigs to pursue him to the scaffold, he fled to France. » *D'Iberville Correspondance*, The English Historical Review, Oxford,1937, p.673

[2]Le Prétendant est le Stuart catholique réfugié en France. En 1688, le roi catholique Jacques II d'Angleterre et d'Irlande et Jacques VII d' Écosse (1633-1701) qui régnait depuis 1685 fut détrôné par un coup d'état, appelé par les historiens Glorieuse révolution, mené par l'armée hollandaise protestante et plus de 3.000 huguenots français. Beaucoup de catholiques se réfugièrent alors en France. Les historiens évaluent à 40 000 le nombre de réfugiés jacobites en France, qui ont émigré après la *Glorieuse Révolution protestante,* dont environ 60% étaient irlandais, 34% anglais et 6% écossais. Parmi eux, 40% étaient de familles aristocratique. Jacques II vécut en exil en France. Son fils Jacques III aussi, Jacques François Stuart, aussi connu comme le Chevalier de St. George ou "le Vieux Prétendant".

[3]Torcy, Tome III. Part III, pp.72-73

[4]Le 2e Reich, celui qui engendra la Première Guerre mondiale, fut créé à Versailles en 1871 et le 3e Reich fut celui de Hitler de triste mémoire.

[5]Comme ils ignorent aussi les Guerres de l'Opium, les nettoyages ethniques dans les Highlands écossais, en Irlande, en Acadie, à Terre-Neuve, dans les Prairies canadiennes et américaines, en Tasmanie,

le moindre, sir Winston Churchill, descendant de l'illustre duc de Marlborough-Churchill, le mentionna dans la biographie de son ancêtre. Et ce ne fut pas par souci d'authenticité historique ou pour le bien de l'Histoire britannique mais pour l'honneur de son ancêtre, qui avait été inculpé de détournement de fonds pour expliquer son limogeage. Bien sûr, en voyant les avantages immenses qu'obtenait l'Angleterre, les autres alliés de la Grande Alliance purent deviner que ce pays avait agi de façon inavouable, mais la plupart des documents qui auraient pu servir de preuves avaient été systématiquement détruits par les diplomates anglais qui n'étaient sans doute pas très fiers de ce tour de force, et qui savaient que le roi suivant les traduirait en Justice ou devant une Cour martiale pour haute-trahison[1]; à huis clos pour ne pas salir l'honneur du pays. De ce fait, il fallut attendre les *Mémoires de Torcy*[2] pour que les Hollandais, les Autrichiens, les Portugais, les Espagnols et les Allemands –toutes les nations de la coalition que constitua *la Grande Alliance contre la France*– puissent prendre connaissance du fin mot de l'affaire.

Au Congrès d'Utrecht, donc, chacun avait essayé de trouver une sortie honorable. Philippe V conserva le trône d'Espagne. Toutefois il dut renoncer, pour lui et pour sa descendance, au trône de France, même dans le cas où les autres *princes du sang* français disparaîtraient. De la même manière, la France conserva toutes les conquêtes européennes de Louis XIV[3]. Mais en Amérique, elle céda notre malheureuse Acadie, Terre-Neuve et la Baie d'Hudson qui avaient été conquises à la pointe de l'épée par les Canadiens. Certains historiens ont soutenu que l'Acadie était déjà entre les mains de l'Angleterre et que ce ne fut donc pas un abandon. Certes, cette colonie de peuplement était déjà entre les mains des Anglais, mais le roi de France aurait pu en exiger le retour s'il y avait vraiment tenu, comme il négociait la restitution des *îles à sucre* des Antilles lorsqu'elles tombaient entre leurs mains. Mais rien ne fut

---

la Traite des Esclaves est minimisé... Selon un entretien réalisé avec François Poirier, historien français chargé de recherche à la British Library, en février 2007 par Carole Trébor, historienne et journaliste, collaboratrice d'ARTÉ, à la question : “Reste-t-il des tabous dans l'histoire de l'Angleterre?” La réponde fut: “La pression sociale entraîne l'absence de questionnement sur certains faits.” Il est certain que les ouvrages retraçant les crimes du passé sont refoulés par les éditeurs britanniques qui publient deux fois plus de titres que les éditeurs américains; ce qui pérennise cette omerta historique et permet aux Anglais de ressentir la fierté de leur Histoire qu'ils ne connaissent pas vraiment.

[1]Oxford, Robert Harley, voir plus haut.

[2]Colbert , Jean-Baptiste (marquis de Torcy), *Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck* [Ryswick] *jusqu'à la paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol.

[3]De nombreuses provinces telles que la Flandre française, le Roussillon, Lille, l'Artois, la Franche-Comté, l'Alsace.

fait. Le Canada lui-même, qui tombera en 1763, aurait pu être récupéré par la France à l'issue de la Révolution américaine mais Louis XVI refusa, pour des raisons de mauvaise stratégie[1], alors que cette éventualité terrorisait les négociateurs anglais. Quant à la Grande Louisiane, elle fut simplement cédée à l'Espagne sans aucune raison sérieuse. Ce premier empire colonial français brûlait déjà les doigts des Français.

Louis XIV reconnut les droits de George I[er] au trône d'Angleterre et s'engagea à ne plus soutenir les Stuart exilés. La France restitua à l'Allemagne les villes de Brisach, Fribourg et Kehl, mais les Habsbourg *durent renoncer* à la couronne d'Espagne et des Amériques, et restituer leurs États héréditaires aux Électeurs de Bavière et de Cologne, amis de la France. L'Électeur de Brandebourg fut reconnu *Roi de Prusse* pour le plus grand malheur de l'Europe, mais cela est une longue et triste histoire qui atteindra son apogée au XX[e] siècle. La puissance des Habsbourg était, en définitive, fort ébranlée. Dès 1738, ils cèderont Naples et la Sicile au profit de Charles III d'Espagne, fils de Philippe V, à l'issue de la Guerre de Succession de Pologne. Les négriers de divers pays perdirent pour plusieurs décennies le monopole de l'*asiento* ou *Traite des esclaves* qui était octroyé exclusivement à l'Angleterre dans le cadre du pot-de-vin. La Savoie, alors duché autonome, récupéra pour quelques années encore le territoire aujourd'hui occupé par les Français, ainsi que la Sicile qu'elle échangea avec l'empereur contre la Sardaigne. En revanche, le duc de Savoie céda la vallée de Barcelonnette à la France. Les Provinces-Unies obtinrent le droit d'ériger, à la frontière française, dans les Pays-Bas désormais autrichiens, une série de huit forteresses (Furnes, Ypres, Menin, Tournai, Mons, Charleroi, Namur et Gand), défendues par des garnisons hollandaises. En dépit du fait que ce furent des soldats du Saint-Empire romain germanique qui avaient conquis deux places fortes stratégiques de la Méditerranée, Gibraltar et l'île de Minorque, dans l'archipel des Baléares, l'Angleterre obtint de les garder pour son usage personnel, toujours dans le cadre du bakchich. *L'Article 10* du Traité d'Utrecht entre l'Espagne et l'Angleterre précisait[2] : «Le Roi Catholique, en son nom et celui de ses héritiers et successeurs, cède par ce Traité à la Couronne de Grande-Bretagne la pleine et entière propriété de la ville et des châteaux de *Gibraltar*, conjointement

---

[1]Prévoyant que, tôt ou tard, son allié (les États-Unis) deviendrait puissant,donc rival de la France, Louis XVI laissa donc l'Angleterre en possession du Canada afin de contrecarrer la future puissance américaine. Il pensait naïvement que l'Angleterre jouerait ainsi involontairement le jeu de la France. C'était vraiment une pauvre vision stratégique du monde.

[2]Le Traité d'Utrecht fut rédigé dans la langue des diverses nations combattantes, mais une *version latine* servait de sources en cas de contestation.

à son port, défenses et forteresses qui lui appartiennent, donnant ladite propriété de manière absolue afin qu'elle l'ait et en jouisse de plein droit et pour toujours, sans exception ni aucun empêchement.» Les expressions des légistes « *de manière absolue... de plein droit... pour toujours... sans exception ni aucun empêchement...*» n'étaient que des tournures classiques et coutumières qui n'avaient qu'un usage momentané, jusqu'à la guerre suivante. Ainsi, dès le début de la guerre suivante, les Français reprirent aux Anglais, l*'île de Minorque* pour la rendre aux Espagnols. À Gibraltar, même si le commerce transfrontalier était interdit, la garnison pouvait acheter en Espagne des vivres, des provisions et autres nécessités servant aux troupes du préside, aux habitants ou aux navires mouillant dans le port. Mais pour toute marchandise introduite frauduleusement en Espagne par Gibraltar, les coupables étaient sévèrement châtiés. «Sa Majesté britannique, sur instance du Roi Catholique, consent et convient qu'il n'est permis pour aucun motif que des Juifs ou des Maures habitent ou aient un domicile dans ladite ville de Gibraltar ni qu'on laisse entrer ou qu'on accueille les navires de guerre maures dans le port de ladite Ville, la communication entre l'Espagne et Ceuta pouvant en être coupée ou les côtes espagnoles être infestées de corsaires maures[1].» Pour ce qui était de la religion catholique, « Sa Majesté la Reine de Grande-Bretagne promet aussi que sera concédée aux habitants de ladite Ville de Gibraltar la libre pratique de la Religion Catholique romaine. Et si l'Angleterre décidait un jour de vendre ce point stratégique, « il est convenu et accordé par ce Traité qu'on donnera à la Couronne d'Espagne la priorité sur d'autres pour la racheter. » L'*Article 11* concernait Minorque : « Sa Majesté la Reine de Grande-Bretagne s'engage en outre, à faire en sorte que tous les habitants de ladite île, ecclésiastiques aussi bien que laïques, pourront en toute paix et sécurité jouir de tous leurs biens en tout honneur, et la libre pratique de la religion catholique romaine sera autorisée, et des mesures seront prises pour la préservation de ladite religion dans cette île, *à condition que cela soit compatible avec le gouvernement civil et les lois de la Grande-Bretagne*.[2].» Là comme au Canada, 50 ans plus tard, la liberté religieuse

---

[1]Les villages côtiers de l'Europe étaient à cette époque continuellement attaqués par des corsaires nord-africains afin d'approvisionner en esclaves européens la noblesse et la bourgeoisie musulmane et leurs harems. Au total, en quelques siècles, un million d'Européens auraient été ainsi réduits en esclavage. Ceux qui voudraient en savoir plus sur ce sujet mal connu peuvent lire avec grand intérêt l'œ uvre de Giles Milton, *White Gold; The Extraordinary Story of Thomas Pellow and North Africa's One Million European Slaves*, Hodder & Stoughton, London, 2004. Le titre français, qui recherche moins le sensationnalisme, est *Captifs en Barbarie, L'histoire extraordinaire des esclaves européens en terre d'Islam,* Noir & Blanc, Paris, 2004.
[2]Ainsi Minorque devint anglaise pour 42 ans, puisque en 1755, *en pleine paix*, sur ordre de l'amirauté britannique daté de juillet, le vice-amiral Hawke qui commandait la Royal Navy en Méditerranée,

était accordée sans aucune garantie, en dépit des apparences, car «*les lois de la Grande-Bretagne*» étaient justement soumises au *Test Act* qui réduisait les catholiques et les juifs à l'état de sous-hommes.

La Guerre de Succession d'Espagne a profondément marqué l'évolution du rapport des forces entre les puissances européennes. La Grande-Bretagne s'est affirmée comme l'une des puissances majeures en Europe, non pas en tant que grande puissance militaire *terrestre* puisqu'elle ne participa que symboliquement aux opérations terrestres si l'on considère le sang versé par les soldats de naissance anglaise, mais elle se tailla une place de leader dans le domaine financier et diplomatique, et son énorme participation financière lui permit de prendre la tête de cette coalition et des Alliances subséquentes contre la France. L'argent investi dans cette guerre lui rapporta au centuple, car, par le Traité d'Utrecht, l'Angleterre devint la première nation esclavagiste du monde. Ce fut vraisemblablement de cette guerre que date le méchant sobriquet de *Perfide Albion* à l'égard de l'Angleterre. La France demeurait la première puissance militaire du continent, le plus grand, et encore le plus peuplé avec vingt millions d'habitants. Son ensemble colonial restait (pour le moment) plus important que celui de l'Angleterre

Mais les deux nations "*victorieuses*" y perdirent leur honneur; les Français en abandonnant à leur triste sort les Acadiens qui voulaient tant rester Français, et qui subirent de la part des Anglais les pires tourments dont le nettoyage ethnique de leur pays[1]. Les Anglais aussi perdirent leur honneur en se laissant corrompre par les biens matériels et en

---

commença une campagne navale contre les navires marchands français qui faisaient du commerce en Méditerranée. Les prises étaient remorquées à Port-Mahon de Minorque où se réfugiaient aussi les croiseurs anglais. Le but était bien entendu de ruiner le commerce français dans cette mer. Ces actions commencèrent plusieurs mois *avant la déclaration de guerre*. Ce fut la dernière goutte qui fit éclater la Guerre de Sept Ans dont l'issue fut si horrible pour nous Canadiens. Le 18 avril, une armée française débarqua dans l'île pour mettre le siège devant les solides fortifications de Port-Mahon qui abritaient la garnison anglaise et les prises françaises. Un mois plus tard, le 17 mai, l'Angleterre déclara la guerre à la France. L'annonce de la déclaration de guerre anglaise était synchronisée avec une offensive générale de la flotte anglaise de la Méditerranée qui attaqua immédiatement la flotte française de couverture du siège. Le 20 mai 1756, se déroula au large de Port-Mahon la fameuse *Bataille navale de Port-Mahon* à l'issue de laquelle les Anglais, vaincus, se réfugièrent à Gibraltar. En conséquence de cette défaite, l'amiral anglais John Byng fut passé en Cour Martiale et fusillé. La garnison anglaise, témoin de cette défaite navale de la Royal Navy, capitula aux Français. Les Anglais perdirent ainsi l'île de Minorque qui fut remise aux Espagnols. Le Traité de Paris (1763) rendit l'île à l'Angleterre. En 1782, durant la Guerre d'indépendance américaine, les Français reprirent l'île aux Anglais et la remirent aux Espagnols. Mais en 1798, pendant les Guerres de la Révolution française, les Anglais reprirent l'île aux Espagnols, mais par le Traité d'Amiens en 1802, les Français exigèrent que l'île soit rendue à l'Espagne.

[1]Quarante ans plus tard, le peuple acadien fut déporté en masse parce qu'il refusait de prêter serment d'allégeance à la couronne d'Angleterre, afin de ne pas être forcé de porter les armes contre la France, en cas de guerre. Ô belle et infidèle France!

trahissant leurs frères d'armes, les Hollandais, les Impériaux, mais aussi ─et surtout─ les Catalans, les seuls "*Espagnols*" qui avaient délibérément et avec ensemble choisi le camp anglais, à qui Londres avait réitéré de nombreuses fois la promesse selon laquelle les Anglais ne les laisseraient jamais tomber et qu'ils auraient au sein de l'Espagne du roi Charles III un rôle dominant. Ils furent, comme les Acadiens, abandonnés. Pire, devant l'agitation des Catalans qui refusaient leur sort et en appelaient aux Anglais, le nouveau roi d'Espagne demanda à la reine d'Angleterre de faire respecter le traité et sa clause d'évacuation de l'Espagne. Il exigea que le Gouvernement anglais "*ordonne à une escadre de la Royal Navy de forcer ces sujets à l'obéissance et par là même parachève la tranquillité de l'Espagne et du commerce en Méditerranée*." L'allusion au commerce en Méditerranée ─qui pourrait être perturbé au détriment de l'Angleterre─ fit un effet immédiat sur les marchands londoniens qui dirigeaient la politique anglaise. Une flotte fut dépêchée sur le champ pour mâter ces trouble-fête catalans, trop sujets à la "sensiblerie". Elle avait pour mission de forcer Barcelone à la capitulation, par la force s'il le fallait. Mais les troupes françaises lui évitèrent cette action décevante en venant, elles-mêmes, mettre le siège devant Barcelone, et la Chambre des Lords put faire rappeler la flotte anglaise. Le siège désespéré dura un an encore. Les Catalans, qui ignoraient les mouvements menaçants de la Royal Navy, firent parvenir plusieurs appels au secours à l'Angleterre qui avait, durant cette guerre, émis maintes déclarations d'amitié garantissant son support à la Catalogne. Mais le jeu avait changé; les appels agaçants et embarrassants furent ignorés. Les Barcelonais continuèrent leur combat sans espoir sous les 14 000 bombes françaises qui écrasèrent leurs maisons en ruine[1]. Enfin, le 11 septembre 1714, Barcelone[2] fut prise d'assaut par les troupes françaises. D'affreux et cruels combats se poursuivirent dans les rues. Et la Catalogne perdit non seulement l'espoir d'autonomie que lui avaient fait miroiter les Anglais, mais même les privilèges politiques dont elle jouissait auparavant et qu'elle ne retrouva qu'à la fin du XX^e^ siècle, après la disparition du général Francisco Franco, et grâce au roi bourbon Jean-Charles I^er^[3].

---

[1]"«When England first opened a separate negociation for peace, she might easily have secured the Catalonian liberties by making their recognition an indispensable preliminary for peace; but, instead of this, the English ministers began by recognising the title of Philip, and contented themselves with a simple prayer that a general amnesty might be granted.» William Edgard Hartpole Lecky, *A History of England in the Eighteenth Century*, Second Edition, Volume 1, Longmans, Green & CO, London 1879, p.125

[2]Qui ne capitula jamais.

[3]Plus habituellement nommé selon son nom espagnol Juan Carlos.

Pour différentes raisons, les Anglais n'osèrent pas trop célébrer ostensiblement le dénouement et les aboutissements de cette Guerre de Succession d'Espagne. Certes les financiers et les lobbies marchands de Londres avaient gagné des avantages immenses, et, de ce fait, en l'honneur d'une guerre aussi fructueuse, ils purent, dans le secret de leurs résidences, trinquer au champagne du moine Dom Pérignon[1] qui lui aussi, justement, mourut cette année-là. Comme nous l'avons dit plus haut, les acteurs de ce traité secret d'Utrecht furent d'abord récompensés par la reine Anne, puis punis par le roi Georges I[er].

Si les populations acadiennes n'eurent plus que leurs yeux pour pleurer, tout comme les mères, les épouses et les orphelins des soldats tués, partout, dans le reste de la France, la population indifférente à leur misère célébra la victoire et surtout la paix. L'abbé Jean-Baptiste Morvan de Bellegarde composa un magnifique *Éloge historique du roi sur la conclusion de la paix générale*[2]. Des bals vinrent égayer les foules françaises. Au cours d'un grand bal donné à Suresnes le 21 mai 1713, par Son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Électeur de Bavière, des tableaux vivants représentèrent *La magnificence, se faisant suivre du Dieu de l'Amour et de celui de la treille, préside d'intelligence à cette brillante fête qui assemble partie de la cour et partie de la ville sous le masque paysan. Mais ce qui rend l'un et l'autre plus célèbre, c'est l'abondance avec laquelle cet illustre Prince répand ces faveurs, qui conspirent toutes ensemble à lui donner un séjour éternel dans les cœurs*[3]. On croit rêver quand on finit par comprendre ce galimatias! Qui, dans cette ivresse, dans cet étourdissement général, pensait alors aux Acadiens, aux centaines de milliers d'orphelins et de veuves qui pleuraient leurs morts? Les artistes gravaient des estampes à la gloire du Roi-Soleil et de son long règne victorieux[4], qui avait bien failli

---

[1]Dom Pérignon mourut d'ailleurs en cette année 1715 à l'âge de 78 ans, ce qui prouve, si besoin est, que le vin de Champagne est un gage de longévité.
[2]Abbé Jean-Baptiste Morvan de Bellegarde, *Éloge historique du roi sur la conclusion de la paix générale,* J. Collombat, Paris, 1714.
[3]Estampe du *Bal donné à Suresne le XXI jour de May M.DCCXIII par son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Electeur de Bavière. La magnificense ce faisant suiure du Dieu de l'Amour et de celuy de la treille preside d'intelligence à cette brillante feste, qui assemble partie de la cour et partie de la ville sous le masque paysant. Mais ce qui rend l'un et l'autre plus celebre, c'est l'abondance avec la quelle cet illustre Prince repand ces faveurs, qui conspirent tous ensemble à luy donner un sejour eternel dans les cœurs* publiée chez Jacques Langlois, sur le petit Pont, à la Couppe d'Or, Paris, 1713.
[4]Estampe de *la France victorieuse en 1712, par les avantages remportez au Camp de Denain Et la réduction des places de Marchienne, St. Amand, Doüay, le Quesnoy, Bouchain et autres, sous le Commandement de Mr le Maréchal de Villars*, publiée Chez François Gérard Jollain ruë Saint Iacques à l'Enfant Iésus, Paris, 1713, ou estampe représentant Les Heureux présages de la Paix, Fondez sur la Suspension d'Armes, Entre la France et l'Angleterre Ratifiée par le Roy le 21. Aoust et publiée à Paris le 24. Aoust 1712, publiée chez Gérard Jollain, à Paris, 1712, ou estampe intitulée La Paix réunit les

s'écrouler avec fracas comme la statue creuse de Saddam Hussein à Bagdad sous le poids des chars américains en 2003.

À sa mort, en 1715, Louis XIV laissa aux Français le soin de payer ses énormes dettes. Mais le royaume de France était agrandi de l'Alsace, du Roussillon, de Lille et de Dunkerque. Le règne de soixante-douze ans avait été globalement positif.

À Utrecht, la Prusse et le Piémont furent érigés en royaume, tandis que le traité sanctionnait l'affaissement de la puissance économique des Provinces-Unies et l'exclusion perpétuelle de la Maison d'Autriche de la possession de l'Empire espagnol. On ne célébra pas dans ces régions, les véritables vaincus de la guerre de Succession d'Espagne, pas plus qu'en Acadie ou en Catalogne. Quant à la ville de Dunkerque,[1] la France finit par refuser de la démilitariser complètement. L'Espagne, quant à elle, fut ainsi jugée : « Le royaume d'Espagne, depuis que le duc d'Anjou est monté sur le trône... a commencé de se relever de la grande décadence où il était tombé depuis la Paix de Vervins, sous ses trois derniers Rois... L'Espagne a plus fourni de troupes qu'elle n'avait fait auparavant pendant cinquante années[2].» L'Espagne avait définitivement coupé ses deux siècles de liens familiaux avec l'Autriche, et les Français obtenaient ce qu'ils avaient recherché depuis le début, *un Français sur le trône d'Espagne pour éviter un encerclement stratégique*.

Pour nous Canadiens −et aujourd'hui Québécois−, le Traité d'Utrecht marqua vraiment le début de la fin de la Nouvelle-France. On put voir à quel point la monarchie française imprévoyante commençait à placer l'Amérique du Nord au plus bas de ses préoccupations, ce désintérêt criminel culmina lorsque la France négligea d'envoyer suffisam-

---

cœurs des rois et relève l'Espérance des Peuples, 1713, Adorable changement ! C'est vraiment l'ouvrage du Très-Haut. Psaume 76 Verset 11, publiée Chez Gabrielle Landry, ruë Saint Jacques à Saint Landry. (Le verset est introuvable.)

[1]La ville avait été prise aux Espagnols par Turenne et livrée aux Anglais pour payer les troupes qu'ils louaient à la France [1658]. Au moment de la Guerre de Succession d'Espagne, Louis XIV venait de la racheter en 1662 au roi d'Angleterre Charles II, et les Anglais voulaient la récupérer. Le 19 juillet 1712, était arrivée la garnison anglaise 5000 hommes du major Hill. Départ de la garnison française du comte de L'Omont. Les Anglais occupèrent le Fort Louis qui sera détruit en 1714. En 1713, construction par les Anglais d'un batardeau [barrage provisoire permettant de travailler en dessous du niveau de la mer] coupant les jetées et l'entrée du port. Le 20 août 1714, départ de la garnison anglaise de Dunkerque. Ne restent à Dunkerque que deux commissaires, le colonel Abercrombie et l'ingénieur Lascelles. Dunkerque redevient français. En 1722, reconstruction et agrandissement de la partie *port de guerre* de Dunkerque qui avait été démolie.

[2]*Actes et mémoires touchant la paix d'Utrecht, in* Rousset de Missy, Jean, Recueil historique d'actes, négotiations, mémoires et traitez, depuis la paix d'Utrecht jusqu'au second congrès de Cambray inclusivement, H. Scheurleer, La Haye, 1728-1754. (21 tomes) t.1, p.173.

ment de soldats pour garder un territoire d'une superficie égale à celle de l'Europe et deux fois plus grand que ne l'était l'Empire romain[1]. Le Roi-Soleil à courte vue avait délibérément sacrifié le valeureux mais lointain peuple acadien pour sauver en Europe sa face de vieux roi prétentieux. Mais stratégiquement parlant, en donnant Terre-Neuve et l'Acadie, les portes de la Nouvelle France restaient béantes et largement dépourvues de défenseurs. La maîtrise du golfe et de l'estuaire du Saint-Laurent allait devenir *problématique*. Il ne restait en place que la forteresse de Louisbourg, véritable verrou de la Nouvelle-France qui n'allait pas manquer de sauter si le roi de France ne la munissait pas d'une puissante garnison. Ce qu'il ne fit pas, ni lui ni ses successeurs. La Nouvelle-France allait devenir une proie facile pour les Anglais ingénieux qui, –après une tentative manquée durant la Guerre de Succession d'Autriche– allaient, durant la Guerre de Sept Ans, lancer contre la France la toute jeune et puissante Prusse pour occuper ses armées en Europe, tandis qu'elle-même s'empareraient de la Nouvelle-France non soutenue par la mère-patrie.

Certes l'Angleterre avait trahi tous ses Alliés pour son seul profit, mais elle sut dissimuler sa trahison, et, de toute façon, devant la France menaçante, les pays européens n'avaient pas le choix, ils devaient s'unir coûte que coûte, et nous verrons vingt-cinq ans plus tard la même Autriche avec sa grande robe du Saint-Empire romain germanique et la même Hollande qui, pour faire face à la France, tomberont de nouveau sous l'emprise des guinées anglaises, de ces guinées d'or fruits de l'esclavage en provenance du Golfe de Guinée. Et de nouveau des milliers de mercenaires allemands viendront se battre pour l'Empire britannique pour le plus grands intérêt des princes-Électeurs du Saint-Empire qui en faisaient le commerce[2]. Et cette Hollande et cette Autriche seront de nouveau trahis, car, une fois de plus Albion en mauvaise posture viendra négocier secrètement avec les Français, et saura de nouveau tirer son épingle du jeu avec maestria, de façon certes perfide mais tout à fait magnifique. Ce sera la Guerre de Succession d'Autriche. Mais n'anticipons pas!

---

[1]L'Empire romain couvrait une superficie d'un peu plus de 5 000 000 de km^2 dans sa plus grande extension, sous la protection de 300 000 soldats. Le Canada moderne totalise 10 000 000 de km^2.

[2]Aujourd'hui encore, au XXI[e] siècle, en Irak comme partout, les difficultés de recrutement de soldats anglais sont telles que l'armée anglaise recrute au Népal. Ce ne sont plus les Allemands mais les Gurkas népalais qui constituent les troupes mercenaires de l'Angleterre. Les Services d'Information de l'armée ne les mettent jamais en avant devant les caméras pour éviter de créer des polémiques inutiles. Jusqu'en 2009, ces soldats efficaces étaient discrètement renvoyés au Népal lorsqu'ils atteignaient l'âge de la retraite ou quand ils étaient blessés.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

des relations diplomatiques franco-anglaises
durant la Guerre de Succession d'Espagne

♦*Acte royal du 2 septembre 1702 à Versailles, Lettre... à Mgr. le cardinal de Noailles, archeves que de Paris, pour faire chanter le Te Deum en l'église Notre-Dame, en action de grâces de la victoire remportée en Italie par le Roy d'Espagne à la teste de ses troupes, jointes à celles du Roy, commandées par M. le duc de Vendôme, Publication impr. de L. Josse, Paris, 1702.*

♦*Acte royal du 29 octobre 1702 à Versailles, Déclaration... portant explication de l'édit... d'avril dernier, touchant les justices des domaines engagez... Registrée en Parlement, impr. de F. Léonard, Paris, sans date.*

♦*Acte royal. 4 octobre 1703 à Fontainebleau, Lettre... à Mgr. l'évêque comte de Chalons,... pour faire chanter le Te Deum dans toutes les églises de son diocèse, en action de grâces de la victoire remportée sur les Impériaux par l'armée du Roy, commandée par M. l'Électeur de Bavière...*

♦*Acte royal du 21 mars 1703 à Versailles, Lettre du Roy, écrite à Mgr. le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, pour faire chanter le Te Deum en l'église Notre-Dame, en action de grâces de la prise de Kell et autres avantages remportez sur le Rhin par les troupes de S. M., sous le commandement de M. le mareschal de Villars, impr. de L. Josse, Paris, 1703.*

♦*Acte royal du 20 janvier 1706 à Versailles, Lettre... à Mgr l'évêque comte de Chalons... pour faire chanter le Te Deum en action de graces de la prise du château de Nice et de la forteresse de Montmellian par l'armée du Roy, commandée par M. le duc de Barwick [Jacques Fitz-James, duc de Berwick et maréchal de France] avec le mandement de Monditseigneur [du 5 février 1706], Publication impr. de P. Seneuze, Chalons, 1706.*

♦*Acte royal donné à Marly le 21 juillet 1706. Ordonnance prescrivant aux officiers de la marine et aux armateurs de considérer comme ennemis les navires des pays en révolte contre le roi d'Espagne : villes de Flandre et de Brabant, Catalogne et partie du Royaume de Valence.*

♦*Acte royal du 22 novembre 1707 à Versailles, Lettre... à Mgr. le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, pour faire chanter le Te Deum dans l'église de Notre-Dame, en action de grâces de la prise de Lérida en Espagne par les troupes françoises et espagnolles, sous le commandement de Mgr. le duc d'Orléans.*

♦*Acte royal du 29 décembre 1710 à Versailles, Lettre du Roy... à Mgr. le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, pour faire chanter le Te Deum dans l'église de Notre-Dame, en action de grâces de la victoire remportée en Castille [à Villaviciosa] par, le Roy d'Espagne à la tête de son armée, commandée sous les ordres de S. M. Catholique par M. le*

duc de Vendosme
♦*Acte royal du 4 janvier 1711 à Versailles, Lettre du Roy... à Mgr. l'évêque comte de Chalons,... pour faire chanter le Te Deum en action de grâces des avantages remportez par le Roy d'Espagne sur ses ennemis [à Brihuega], avec le mandement de Mgr [du 2 janvier 1711.], impr. de E. Seneuze, Chalons, 1711.*
♦*Acte royal du 27 septembre 1712 à Versailles, Ordonnance... rendue en exécution du traité fait entre la France et l'Angleterre pour la liberté des prisonniers faits de part et d'autre pendant la présente guerre..., impr. de D. Thierry, Paris, sans date.*
♦*Acte royal du 10 octobre 1712 à Versailles, Lettre... à Mgr. le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, pour faire chanter le Te Deum dans l'église de Nostre-Dame, en action de graces de la prise du Quesnoy par l'armée de S. M., Publication Josse, Paris, 1712.*
♦*Acte royal de mars 1713 à Versailles, Lettres patentes... qui admettent les renonciations du roi d'Espagne, de Mgr. le duc de Berry et de Mgr. le duc d'Orléans, et qui suppriment les lettres patentes... de décembre 1700... Registrées en Parlement le 15 mars 1713, sans nom de publication et sans date.*
♦*Acte royal de mars 1713 à Versailles, Lettres patentes... qui admettent les renonciations du roi d'Espagne, de Mgr. le duc de Berry et de Mgr. le duc d'Orléans, et qui suppriment les lettres patentes... de décembre 1700... Registrées en Parlement le 15 mars 1713, sans nom de publication et sans date.*
♦*Aire-sur-la-Lys, Notice historique sur le canton d', par le baron Camille Dard, Res Universis, Aire, 1876.*
♦*Rooke, Sir George, A Journal of the Proceedings of her Majesty's Fleet under the command of Sir George Rooke from June the seventh to July the thirteenth 1704 ... In a letter to a friend, etc., Publication J. Nutt, Londres, 1704.*
♦*Alister, R., pseudonyme de Robertson, Alexander, Extermination of the Scottish Peasantry, Londres, 1853.*
♦*Amiot, Joseph-Marie, [missionnaire en Chine] Art militaire des Chinois, ou Recueil d'anciens traités sur la guerre, Édité chez Didot l'aîné, Paris, M.DCC.LXXII [1772] Ce fut la première traduction des théories du Chinois Sun Tsu dans une langue occidentale.*
♦*Annales de la Société Historique & Archéologique à Maestricht, Tome II, Imprimé chez Leiter-Nypels, Maestricht, 1856-1857-1858.*
♦*An Account of the Proceedings in the West-Indies of Vice-Admiral Benbow, Admiral of Her Majesty's Ships in the West-Indies, from the 11th day of July last, to the middle of October, With a relation of an engagement between a squadron of Her Majesty's Ships under his command, and a squadron of French under Monsieur Du Cass, near the coast of Santa Martha, from the 21st to the 24th day of August last, Edw. Jones, in the Savoy, 1702.*
♦*An account of the arraignments and tryals of Col. R. Kirkby, Capt. J. Consta-*

ble, C. Wade, S. Vincent, and C. Fogg, ... at a court-martial held on board the ship Breda in Port-Royal harbour, ... October, 1702, for cowardice ... and other crimes, committed by them in a fight at sea, ... between ... J. Benbow and Admiral Du Casse. ... Transmitted from two eminent merchants at Port-Royal ... to a person of Quality in ... London, Londres, 1703.

♦*A new mapp of the theatre of the warr in Flanders and on the Rhine together with the Dutch and French Frontiers and their conquests in the same carte de Nicolas de Fer, traduite par Christopher Browne...Londres, [avant 1714].*

♦*An Impartial Account of all the material Transactions [of the] Grand Fleet and Land Forces from their first setting out from Spithead June 29 till ... the duke of Ormond's arrival at Deal, Nov. 7, 1702: in which is included a particular relation of the expedition at Cadiz, and the glorious victory at Vigo, écrit par une officier présent durant ces actions, Publication R. Gibson, Londres, 1703.*

♦*Anselme, P. Augustin Déchaussé, Histoire généalogique et chronologique de la Maison Royale*, Paris, 1712.

♦*Archives de la Marine, France.*

♦*Archives de l'Armée, Château de Vincennes, Paris, France.*

♦*Asclépiodote, Traité de tactique, traduction de L. Poznanski, Les Belles Lettres, Paris, 1992.*

♦*Asimov, Isaac, The Shaping of England, Houghton Mifflin Company, Boston, 1969.*

♦*Bal donné à Suresne le XXI jour de May M.DCCXIII (1713) par son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Electeur de Bavière. La magnificense ce faisant suiure du Dieu de l'Amour et de celuy de la treille preside d'intelligence à cette brillante feste, qui assemble partie de la cour et partie de la ville sous le masque paysant. Mais ce qui rend l'un et l'autre plus celebre, c'est l'abondance avec la quelle cet illustre Prince repand ces faveurs, qui conspirent tous ensemble à luy donner un sejour eternel dans les coeurs* [estampe], *publié chez Jacques Langlois, sur le petit Pont, à la Couppe d'Or, Paris, 1713.*

♦*Bannatyne, Neil, lieutenant-colonel, History of the Thirtieth Regiment, 1689-1881, Liverpool, 1923.*

♦*Barnett, Correlli, Britain and Her Army 1509-1970, A Military, Political and Social Survey, William Morrow & Company, New York, 1970.*

♦*Basire, James, graveur, Plan of the battle of Oudenard fought july 11th 1708, sans nom d'éditeur, [La Haye], circa 1750.*

♦*Basire, James, Plan of the battle of Malplaquet gained by the allies sept. 11, 1709, sans nom d'éditeur, [La Haye], circa 1750.*

♦*Bataille de Spire gagnée par l'armée du roi [estampe], Publication chez Henri Bonnart rue St-Iacques proche la fontaine S.t Seuerin au Coq, à Paris, date inconnue, il s'agit d'un almanach.*

♦*Battistini, Olivier, La Guerre. Trois tacticiens grecs, Enée, Asclépiodote, Onasandre, Anthologie. Editions Nil, Paris 1994.*

♦*Battlefields of Europe, Chilton Books, Philadelphia.*

♦*Baudoin, Archives des Colonies, Correspondance générale. Canada. Paris, "Journal de Monsieur Baudoin", 14*

♦*Bellin, Jacques-Nicolas, Carte particulière de la Frontiere de Portugal ou l'on a marqué les Lieux ou les Armées ont campé depuis le 1er Septembre jusqu'au 27 Octobre 1704, in Remarques sur la carte du royaume de Portugal, dressée au Dépôt des Plans de la Marine, par ordre de M. le Duc de Choiseul, Colonel Général des Suisses & Grisons, Ministre de la Guerre & de la Marine, Paris.*

♦*Bély, Lucien, Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV, Fayard, Paris, 1990.*

♦*Belloc, Hilaire, British battles. S.Swift & Co, Hugh Rees, Londres, 1911-1913. 6 volumes.*

♦*Barthelet, Philippe, Joseph de Maistre, Dossier H, L'Age d'Homme, 2005*

♦*Berwick, maréchal de, Mémoires du maréchal de Berwick, écrits par lui-même; avec une suite abrégée depuis 1716, jusqu'à sa mort en 1734; précé-dés de son portrait, par Milord Bolingbroke, & d'une ébauche d'Eloge historique, par le Président de Montesquieu; terminés par des Notes & des Lettres servant de pièces justificatives pour la campagne de 1708, Chez Moutard, à Paris, 1780.*

♦*Bescherelle aîné, Histoire de Duguay-Trouin, E. Ardant, Limo ges, 1886.*

♦*Bielinski,Stefan, Pieter Schuyler, Colonial Albany Social History Project, New York State Museum.*

♦*Black, Jeremy, La guerre au XVIII[e] siècle, traduit de l'anglais par Jacques Vernet (Warfare in the Eighteenth century), Éditions Autrement, Paris, 2003.*

♦*Blundell, dom Odo, O.S.B., The Catholic Highlands of Scotland, 2 volumes, Sands & Co., London, 1909. [dernière copie aujourd'hui, bibliothèque vaticane.*

♦*Boissonnault, Charles-Marie, Histoire politico-militaire des Canadiens-Français, Editions du Bien-Public, Trois-Rivières.*

♦*Bolingbroke, Henry St. John, Viscount, Letters and Correspondence, public and private, by the Lord Visc. Bolingbroke during the time he was Secretary of State, annoté par Gilbert Parke et J. Robinson, London, 1798. (4 volumes)*

♦*Bonnault, Claude de, Histoire du Canada-Français, 1534-1763, PUF, Paris.*

♦*Borgnet, Jules, Promenades dans la Ville de Namur, Namur, 1851.*

♦*Boudan, Louis, dessinateur et graveur, Veüe du d'Estroit de Gibraltar et des Environs, avec les tranchées du Siège mis en 1704, [dessin], aucun nom.*

♦*Bourbon-Parme, Sixte de, Le traité d'Utrecht et les lois fondamentales du Royaume, Communication & tradition, Paris, 1998.*

♦*Bourbon-Penthièvre (Les) (1678-1793) une nébuleuse aristocratique au XVIIIe siècle, Jean Duma..., Publications de la Sorbonne, Paris, 1995 [con-cernant l'amiral de France Louis Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse].*

♦*Bourcet, M. de, lieutenant-général des armées du roi, Mémoires historiques sur la guerre que les Français ont soutenue en Allemagne depuis 1757 jusqu'en 1762, Maradan, Paris, 1792, 3 vol. in-8.BN Lh*[4]*-88*
♦*Bourgeois, Émile, Lettres intimes de Jules Albéroni, adressées au comte I. Rocca, Paris, 1893.*
♦*Bourguignon d'Anville, Jean-Baptiste, cartographe, Carte des opérations militaires dans la région située entre Alcantara et Almeida, autour de Ciudad Rodrigo, sans nom d'éditeur ni lieu, entre 1700 et 1710.*
♦*Brooke-Little, John, The British Monarchy in Colour, Blandford Press, Poole [Dorset], 1976.*
♦*Brydges, Sir Egerton, K.J., Collin's Peerage of England; Genealogical, Biographical, and Historical. Greatly augmented, and continued to the Present Time., in Nine Volumes, Printed for F.C. and J. Rivington, Otridge and Son, J.Nichols and Co. T. Payne... etc..., London, 1812.*
♦*Butler, James, 2*[ème] *duc d'Ormonde, A relation of the great and glorious success of the fleet and forces of Her Majesty and the States-General at Vigo, the land forces being under the command of the Duke of Ormond, and the fleet commanded by Sir George Rooke, publié par Edward Jones, Londres, 1702.*
♦*Cambridge, R.O., History of the War between France and England on the Coast of Coromandel, London, 1762.*
♦*Castex, amiral Raoul, Stratégie des opérations combinées, Centre des Hautes études navales, Paris, 1933.*
♦*Castex, amiral Raoul, Fragments stratégiques, Economica, Paris, 1985.*
♦*Castex, amiral Raoul, Les Idées militaires de la marine au XVIIIe siècle. De Ruyter à Suffren, Paris, 1911.*
♦*Castex, Jean-Claude, Dictionnaire des batailles navales franco-anglaises, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2004.*
♦*Chandler, David, Editor, A Guide to the Battlefields of Europe, Chilton Books, Philadelphia.*
♦*Chassaigne, Philippe, Histoire de l'Angleterre, Éditions Aubier, Paris 1966.*
♦*Chevalier, É., Histoire de la marine française sous le consulat et l'empire, faisant suite à l'Histoire de la marine française sous la première république, Librairie Hachette, Paris.*
♦*Churchill, Winston, sir, Marlborough, His Life and Times, Presses de l'Université de Chicago, Volume IV, essentiellement le Chapitre XXVII, The Secret Négociations, page 873-884, le Chapitre XXXII, The Restraining Orders, page 939-952, et le Chapitre XXXIII, The British Desertion, pages 953-966.*
♦*Clausewitz, Carl von, De la Guerre, traduction de Denise Naville, Les Editions de Minuit, Paris 1955. [5 volumes]*
♦*Clowes, Sir William Laid, The Royal Navy, A History from the Earliest Times to the Present, Sampson Low, Marston & Company, Ltd, Londres, 1897. 7 vol.*
♦*Colbert , Jean-Baptiste (marquis de Torcy), Mémoires de Monsieur de Torcy, pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Rysuryck*

[Ryswick] jusqu'à la paix d'Utrecht, Nourse & Vaillant , Imprimeur, Londres, 1757. 3 vol.

♦*Colin, J., Les Grandes Batailles de l'Histoire, Paris, 1915.*

♦*Constans, Mn, Cronica de Banyoles 1705 al 1951, Oeuvre inédite déposée aux Archives de Banyoles, Espagne.*

♦*Correspondance d'Espagne, tome CCXXIII, fol.15-26 in Commission des Archives Diplomatiques au Ministère des Affaires Étrangères, Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française, XII Espagne, avec une introduction et des notes par A. Morel-Fatio et H. Léonardon, Tome deuxième (1701-1722) Ancienne Librairie Germer Baillière et Cie, Félix Alcan,Éditeur, Paris, 1898.*

♦*Correspondance Politique, Angleterre, Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Quai d'Orsay, Paris.*

♦*Corvisier, André, La bataille de Malplaquet, 1709, l'effondrement de la France évité / André Corvisier, Publication Economica, Paris, 1997.*

♦*Coxe, William, Archideacon of Wiltshire, L'Espagne sous les Rois de la Maison de Bourbon, ou Mémoires relatifs à l'histoire de cette nation, 6 tomes, Paris 1827, publié d'abord par Longman, Hurst, Rees, Orme & Brown, à Londres en 1813, puis traduit en français pour diffusion internationale.*

♦*Deane, John Marshall, A Journal of the Campaign in A.D. M.DCC.VIII., including the battle of Oudenarde and the siege of Lille, edited by the Rev. John Bathurst Deane, écrit en l'année 1748 mais non publié. Aujourd'hui à la British Library à Londres.*

♦*Derode, Victor, Histoire de Lille et de la Flandre Wallonne (2 tomes), Librairie Vanackère, Lille, 1819.*

♦*Devine, T.M. & Dickson, David, Ireland and Scotland, 1600-1850, Parallels and Contrasts in Economic and Social Development, John Donald Publishers Ltd, Edinburgh, 1983.*

♦*Dickinson, William Calvin, et Eloise R. Hitchcock, The war of the Spanish Succession, 1702-1713, a selected bibliography, Greenwood Press, Londres, 1996.*

♦*Draper, Lyman Copeland, Collections of the State Historical Society of Wisconsin, Published by the Society, Madison, 1908.*

♦*Du Chesne Tourangeau, André du..., géographe du Roy, Histoire généalogique de la Maison de Montmorency, Sébastien Cramoisy, Paris 1631.*

♦*Dufour, Atlas de Géographie (nombreux plans de batailles), Paris, date inconnue.*

♦*Dumont, Jean, Corps universel diplomatique du droit des gens; contenant un recueil des traitez d'alliance, de paix... de toutes les conventions... & autres contrats, qui ont été faits en Europe, depuis le regne de l'empereur Charlemagne jusques à présent ; avec les capitulations imperiales et royales... & en général de tous les titres... qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier les droits et les intérêts des princes et états de l'Europe..., chez P. Brunel, R et G. Wetstein, les Janssons*

Waesberge, et L'Honoré et Chatelain, Amsterdam, & chez P. Husson et Charles Levier, La Haye, 1726-1731. [8 tomes]

♦*Dunwell, Frances F., The Hudson River Highlands, Columbia University Press, 1991.*

♦*Dupleix, Mémoires, Paris.*

♦*Dutertre, Père Jean-Baptiste, Histoire Générale des Antilles Habitées par les Français, Paris, 1667.*

♦*The Edinburgh Review, Aechibald Constable, Edinburgh; & T.N. Longman & O. Rees, London, Oct. 1835- Jan. 1836.*

♦*Émy, Jean, Histoire de la pierre à fusil, Imprimerie Alleaume, Blois.*

♦*Énée le Tacticien, Poliorcétique, traduction de A. Bon, Les Belles Lettres, Paris, 1967.*

♦*English Historical Documents, General Editor David, C. Douglas, M.A., F.B.A. Eyre & Spottiswoode, Part IX.*

♦*Escayol, Maria Antònia Martí ,Cronologia Guerra de successió, 1705-1714, Generalitat de Catalunya, Barcelone, 2006.*

♦*Faucherre, Nicolas, Places fortes, bastions du pouvoir, R.E.M.P.A.R.T., Desclée de Brouwer, 1986, 4éme édition de 1991, Paris*

♦*Fer, Nicolas de, géographe de sa Majesté Catolique et de Monseigneur le Dauphin, La glorieuse campagne de Philippe V aux environs du Tage dans les provinces de Beira, Estramadura et Alentejo, Publication chez l'auteur, Paris, 1705.*

♦*Fer, Nicolas de, (carte de la) Bataille d'Almanza dans le Royaume de Valence ou l'armée des allies fut deffaite par celle des deux couronnes le 25 avril 1707, échelle de 4 lieües, sans nom de publication, 1707.*

♦*Fer, Nicolas de, Plan de la bataille de Fredelingue gagnée sur les Imperiaux par l'Armée du Roy commandée par Mr. le Marquis de Villars le 14 Octobre 1702, échelle de Douze Cent Toises, publié par l'auteur avec privil. du Roy, Paris, 1702.*

♦*Fer, Nicolas de, cartographe, Bataille d'Almanza dans le Royaume de Valence ou l'armée des allies fut deffaite par celle des deux couronnes le 25 avril 1707, échelle de 4 Lieües [= 6,6 cm], sans nom ni lieu, 1707.*

♦*Flassan, comte Gaëtan de Raxis de Flassan, Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française, depuis la fondation de la monarchie jusqu'à la fin du règne de Louis XVI, Lenormant, Paris, 1809.*

♦*Foch, Ferdinand, La Victoire morale, Les Principes de la Guerre, X, La bataille : attaque décisive,* Imprimerie Nationale, Paris, 1996.

♦*Forbes-Leith, William, The Scotsmen-at-arms and life-guards in France, Edinburgh, 1882, in-4.*

♦*Fortescue, J.W. History of the British Army, Macmillan and Co. Limited, St.Martin's Street 13 volumes, Londres, 1883.*

♦*Fortification et attaque de la ville d'Ostende commencée depuis le 3 juillet, sans nom d'auteur, de publication ni de lieu, 1706.*

♦*Foster, R.F., The Oxford Illustrated History of Ireland, Oxford University Press, 1991.*

♦*Fouré, Pierre, Trophées de la guerre de Succession d'Espagne, C. Terana,*

Paris, 1982.
♦*"France Septentrionale", décembre 1693, dans les Archives des Colonies. "Correspondance générale, Canada". Paris, AC,C 11A,12:396V*
♦*Frey, Linda and Marsha , A Question of empire : Leopold I and the war of Spanish succession, 1701-1705, East European monographs, Boulder 1983.*
♦*Gallais, Pierre, La prise de la ville de Douay par l'armée du roi commandées par Monsieur le maréchal dux de Villars, Chez P Gallays, Paris, date inconnue.*
♦*Gillingham, John, The Oxford Illustrated History of Britain, Edited by Kenneth O. Morgan, Guild Publishing, London, 1984.*
♦*Giraud, Charles, Le Traité d'Utrecht, Communication & tradition, 94-Le Plessis-Trévise, 1997.*
♦*Gomez, Herminio, Almansa, 25 de abril 1707, un día en la historia de Europa, Erein, Saint-Sébastien, 2005.*
♦*Grant, J.G., British Battles on Land and Sea. Cassel Petter & Galpin, Londres. Tome 1.*
♦*Guibert, lieutenant-général, comte Jacques Antoine Hippolyte de, Essai de tactique générale, Paris, 1773.*
♦*Hale, Les grands combats sur mer, de Salamine au Jutland, Paris, 1932.*
♦*Ham, C. . Cartographe, snuth major D.A.Q. M Gen.l Plan of the battle of Malplaquet, septembre 11th 1709, Longman, Hurst, Rees, Orne & Brown Paternoster Row, Londres, circa 1709*
♦*Hannon, Leslie, F., Forts of Canada, The Conflicts, Sièges, and Battles that Forged a Great Nation, McLelland & Stewart Ltd, Toronto, 1969.*
♦*Hardÿ de Périni, Édouard, Batailles françaises, 6 vol. de 1214 jusqu'en 1789, Editeur Ernest Flammarion, Paris, 1894.*
♦*Harris, I., graveur, The war in Portugal and Spain with the harbours of the Groyne, Vigo, and Bayonna, Porto, Lisbon and St Ubes, Cadiz etc. and a chart from England to the Streights... Échelle 120 milles anglais, Publication Christopher Browne, Londres, année indéterminée.*
♦*Hartpole Lecky, William, Edward, A History of England in the Eighteenth Century, Second Edition, Volume 1, Longmans, Green and Co, London, 1879.*
♦*Hibbert, Christopher, The English, A Social History, 1066-1945, W.W.Norton & Company, London, 1986.*
♦*Hill, Brian W., Sir Robert Walpole : Sole and Prime Minister, Hamish Hamilton, Londres, 1989.*
♦*Hogg. Ian, V., Forteress; a History of Military Defense, Macdonald and Jane's Publishers, London, 1975.*
♦*Hrodej.,Philippe, L'amiral Du Casse: l'élévation d'un Gascon sous Louis XIV, Paris, Librairie de l'Inde, 1999.*
♦*Huebner, Johann l'Aîné, Les Généalogies historiques des Rois, Empereurs, etc., et de toutes les maisons souveraines qui ont subsisté jusqu'à présent, etc, traduit de l'allemand en français pour diffusion internationale, 4 tomes, Paris 1736 - 1738.*

♦*Huey Boles Jr., Laurence, The Huguenots, the Protestant interest, and the War of the Spanish succession, 1702-1714, P. Lang, New York, 1997.*

♦*Insh, George Pratt, The Scottish Jacobite Movement, A Study in Economics and Social Forces, The Moray Press, Edinburgh, 1952.*

♦*Jan van Call, Plan du combat qui s'est donné près de Winendael entre les troupes des alliés commandées par le Gen: maj: Webb et celles de France sous la conduite du comte de La Motte, le 28 sept. a.é 1708, sans nom ni lieu, circa 1708.*

♦*Jeffreys, C.W., The Picture Gallery of Canadian History, The Ryerson Press, Toronto, 1942; 3 volumes.*

♦*Jollain, Gérard, Les Heureux présages de la Paix, Fondez sur la Suspension d'Armes, Entre la France et l'Angleterre Ratifiée par le Roy le 21. Aoust et publiée à Paris le 24. Aoust 1712, [estampe] publiée chez Gérard Jollain, à Paris, 1712.*

♦*Jollain, François-Gérard, La France victorieuse en 1712, par les avantages remportez au Camp de Denain Et la réduction des places de Marchienne, St.Amand, Doüay, le Quesnoy, Bouchain et autres, sous le Commandement de Mr le Maréchal de Villars [estampe], publiée Chez François Gérard Jollain ruë Saint Iacques à l'Enfant Iesus, Paris, 1713.*

♦*Jomini, baron de Jomini, général et aide de camp de l'empereur de Russie, The Art of War, traduit du Français par le capitaine G.H. Mendell et par le lieutenant W.P. Craighill, Greenwood Press Publishers, Westport, Connecticut, USA. [L'auteur s'excuse de n'avoir eu à sa disposition que la version anglaise; ce qui a entraîné une traduction supplémentaire de l'anglais au français.]*

♦*Jones, Dwyryd Wyn, War and economy in the age of William III and Marlborough, Editions B. Blackwell, Oxford, 1988.*

♦*Jugement rendu par le conseil de guerre extraordinaire de marine, tenu à Lorient par ordre du roi. (Au sujet des accusations portées contre plusieurs officiers supérieurs ayant pris part au combat naval de la Dominique [21 mai 1784], Lorient : imp. de L.-C.-R. Baudoin, Sans date.*

♦*Knox, John, History of the Reformation in Scotland, Edited by William Craft Dickinson, etc... 2 vol., Thomas Nelson & Sons, Londres, 1949..*

♦*Koenig, Frédéric, Duguay-Trouin, Mame et fils, Tours, 1880.*

♦*La Chenaye-Desbois, Dictionnaire de la noblesse, tome VI, Paris.*

♦*La Colonie, Jean-François Martin de, Mémoires de Monsieur de La Colonie, maréchal de camp des armées de l'Électeur de Bavière..., transcription Émile et Jean Rigot, Publication J. Rigot, Bruxelles, 2001. (Œuvre Google en ligne)*

♦*Lacoursière, Jacques, Histoire populaire du Québec, des origines à 1791, Editions du Septentrion, Montréal, 1996.*

♦*La Guer de Marville, Ingénieur -cartographe, Partie du Canada ou Nouvelle France et de la Nouvelle Angleterre, de l'Acadie dressée par le Père Aubry, jésuite depuis le traité de la paix d'Utrecht (du 22 avril 1713) dessinée par le Sr de Morville sous ingénieur en novembre 1713,*

Echelle de 100 lieues [=0,30m], dessiné en 1713.

♦*Lamberty, Guillaume de, Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e^ siècle, contenant les négociations, traitez, résolutions et autres documens authentiques concernant les affaires d'État liez par une narration historique des principaux événemens dont ils ont été précédez ou suivis..: P. Mortier, Amsterdam, 1735-1740.* (14 vol.)

♦*Lanctot, Gustave, Histoire du Canada, 1713-1763, Beauchemin, Montréal.*

♦*Landry, Gabrielle, La Paix réunit les coeurs des rois et relève l'Espérance des Peuples, 1713, Adorable changement ! C'est vrayment l'ouvrage du Tres-haut. Ps. 76 V. 11, [estampe], publié Chez Gabrielle Landry, ruë Saint Jacques à Saint Landry.*

♦*Langlois, Jacques, Bal donné à Suresne le XXI jour de May M.DCCXIII (1713) par son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Electeur de Bavière. La magnificense ce faisant suiure du Dieu de l'Amour et de celuy de la treille preside d'intelligence à cette brillante feste, qui assemble partie de la cour et partie de la ville sous le masque paysant. Mais ce qui rend l'un et l'autre plus celebre, c'est l'abondance avec la quelle cet illustre Prince repand ces faveurs, qui conspirent tous ensemble à luy donner un s.jour éternel dans les coeurs [estampe], publié chez Jacques Langlois, sur le petit Pont, à la Couppe d'Or, Paris, 1713.*

♦*La Roncière, Histoire de la Marine française des Gallo-Romains à 1678, Paris.*

♦*La vie de S. A. S. le prince Eugène de Savoie, Humbert, Amsterdam, 1714.*

♦*La Roncière, Charles Bourel de, et G. Clerc-Rampal, Histoire de la marine française, Librairie Larousse, Paris,1934.*

♦*Lecky, Hartpole, William, Edward, A History of England in the Eighteenth Century, Second Edition, Volume 1, Longmans, Green & Co, London, Bombay [Mumbai] & Calcutta, 1879.*

♦*Lemau de La Jaisse, Plan des Principales Places de Guerre et villes maritimes frontalières du Royaume de France, publié chez Didot, Paris, 1736.*

♦*Lenclume, Jacques, Raisons qu'a eues le roi très-chrétien de préférer le testament de Charles II au partage de la succession d'Espagne, les avantages qui lui en reviennent, avec les intérêts des princes de l'Europe dans un ci grand événement, Imprimeur Jacques Lenclume, Pampelune, 1701.*

♦*Lenman, Bruce, The Jacobite Risings in Britain, 1689-1746, Eyre Methuen, London, 1980.*

♦*Léon, Virginia, Carlos VI, el emperador que no pudo ser rey de España, Aguilar, Madrid, 2003.*

♦*Le Rouge, Georges-Louis, Plan d'Ath, avec les Attaques et le Blocus des Alliés, du deux d'Octobre 1706, Par et chez le Sieur Le Rouge Ingénieur Géographe, Paris, 1745.*

♦*Le Rouge, Georges-Louis, Environs d'Oudenarde avec le Plan de la bataille, donnée le 11 Juillet 1708 [estampe], Chés le S.r le Rouge, Ingénieur Géographe du Roy, Paris, 1745.*

♦*Lesage, Gérard, Denain (1712), Louis XIV sauve sa mise, Editions Cénomane,*

Le Mans, 1992.

♦*Le Saint, L., Histoire de la marine française, Editions, E. Ardant et C. Thibaut, Limoges, 1872.*

♦*Les lignes de Stolhoffen prises sur les Impériaux par l'armée du roi, commandée par Mr le mareschal de Villars le 23 mai 1707, plan, Chez Gérard Jollain, Paris, date inconnue.*

♦*Lot, Ferdinand, Les effectifs des Armées françaises de 1492 à 1562.*

♦*MacLauchlan, Thomas, The Depopulation System in the Highlands, London, 1849.*

♦*Marshall, P.J. editor, British Empire, Cambridge University Press, Cambridge [England], 1996.*

♦*Michaud, J.F.R., Biographie Universelle Ancienne et Moderne, Akademische Druck-U. Verlangsanstalt, Graz-Austria, 1970.*

♦*Michel, Francisque, Les Écossais, 1841.*

♦*Michelet, Jules, Histoire de France, 19 vol., Paris, 1879.*

♦*Miquelon, Dale, New France 1701-1744, The Canadian centenary series, McClelland and Stewart, Toronto, 1987.*

♦*Monsieur le duc de Bourgogne, Pour son coup d'essay, en treize jours de tranchée ou se rend maistre de la forte Ville de BRISACK / une des plus importantes places de l'Empire, Chez Pierre Gallays, Paris, date inconnue.*

♦*Montal, M. de, Drapaux et guidons pris à Dixmude par M. de Montal le 27 ou le 28 juillet 1695, Pavillons et drapeaux pris à Carthagenes en 1697 par M. de Pointis, Flames, pavillons, guidons et drapeaux pris par Jean Bart sur mer, ou pris en divers endroits sur les barbets ou à d'autres prises, Drapeaux de la prise de Castiglione en Italie en 1702, Pavillons et flammes pris par M. le Chevalier de Saint-Pol , Capitaine de vaisseau le 21 et 22 avril 1703 sur les anglois et hollandois, Drapeaux et étendart pris au combat d'Eckeren le 30 juin 1703...., Pavillons pris sur les hollandois le 8 et le 9 septembre 1703 par M. le Chevalier de Saint-Pol..., Bataille de Spire remportée par M. le Maréchal de Tallard le 15 de novembre 1703..., Drapaux pris par M. le Duc de Vandausme le IIe janvier 1704 près Castelnouo sur la Bormia sur le Comte Starenberg.*

♦*Morgan, Kenneth, O., The Oxford Illustrated History of Britain, Edited by Kenneth O. Morgan, Guild Publishing, London, 1984*

♦*Morvan, Abbé Jean-Baptiste Morvan de Bellegarde, Éloge historique du roi sur la conclusion de la paix générale, J. Collombat, Paris, 1714.*

♦*Mosburger, Plan de la bataille d'Oudenaerde du 11 juillet 1708, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1708.*

♦*Mulligan,Tim, The Hudson River Valley, A History and Guide, Random House Inc., 1981.*

♦*Newport a strong Sea-port town in Flanders, restored to the Empire by the Treaty of Utrecht, Éditeur James Basire, La Haye, circa 1750.*

♦*Nicolas, Sir Nicholas Harris, GCMG, A History of the Royal Navy, from the earliest times to the wars of the French Revolution, 2 vol. Londres*

1847.
♦*Nouveau Plan des trois attaques de la ville et citadelle de Tournay, dont les tranchées se sont ouvertes le 7 juillet au soir, sans nom d'auteur, de publication ni de lieu, ca. 1710.*
♦*Onassandre, [Strategikos], traduction de Guischardi, in Liskenne et Sauvan, Bibliothèque historique et militaire, t.III Paris, 1840.*
♦*Ormonde, La conduite du duc d'Ormond pendant la campagne de 1712, en Flandre. Où l'on voit par les lettres des lords Oxford & Bulingbrokek, & des généraux Villars & Ormond, toute l'intrigue du dernier ministère d'Angleterre... Traduit de l'anglois de : The conduct of His Grace the Duke of Ormonde in the campaign of 1712, chez Henri Scheurleer, La Haye, 1715.*
♦*Oxford, Robert Harley, Comte de, Articles d'accusation de haute-trahison d'autres grands crimes, & de malversation contre Robert Comte d'Oxford et de Mortimer. Tels que la Chambre des Communes ... les a presentées à celle des Pairs, le 20 juillet 1715. Ausquels on a ajouté les chefs d'accusation contre Jacques Duc d'Ormond et contre Henri Vicomte de Bolingbroke. Traduit de l'anglois et publié par Henri Scheurleer, à La Haye, 1715.*
♦*Parker, Capitaine Robert, et le comte de Mérode-Westerloo, maréchal de camp du Saint Empire romain germanique, Military memoirs of Marlborough's campaigns, 1702-1712, éditions de David Chandler, Greenhill books, Londres, 1998.*
♦*Ormonde, James Butler, duc d', Me moires de la vie de mylord Duc d'Ormond, traduit de l'anglais, publié à La Haye, 1737. 2 tomes.*
♦*Pelet et Vault, F.E. Mémoires militaires relatifs à la Succession d'Espagne sous Louis XIV, IV-VI, Paris, 1836-1842.*
♦*Pigaillem, Henri, Blenheim, 1704, le prince Eugène et Marlborough contre la France, Economica, Paris, 2004.*
♦*Porter, W., History of the Corps of Royal Engineers. Vol.1 Londres 1889.*
♦*Plan de l'action entre le corps des troupes alliées commandé par le G. Major Webb contre l'armée des Français commandée par le comte de La Motte auprès de Wynendale le 28 Septe 1708, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles,1709.*
♦*Plan de la situation et du siège du Quesnoy investi le 8eme de juin 1712 par un détachement de la grande Armée commandée par le baron de Fagel, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1712.*
♦*Plan du siège de la ville de Menin avec ses environs, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1706.*
♦*Plan du siège de Mons, 1709, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1710.*
♦ *Plan de la ville d'Ostende, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1707.*
♦*Plan de la ville d'Ostende avec ses environs et le campement des troupes des alliés... 1706 C. par C. Hoppack, ingénieur ordinaire, Éditions Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1707.*

- ♦*Plan de la bataille de Malplaquet... donnée le 11 sept. 1709, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1709.*
- ♦*Plan du Quesnoy ville forte au comté de Henault, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, ca. 1710.*
- ♦*Plan de la ville d'Aire et de ses environs.. . prise le 8 nov. 1710, levé par le capitaine cartographe Jean-Henri Weber, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1711.*
- ♦*Plan de la citadelle de Lille après que la ville fut prise le 22 oct. [1708], Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1709.*
- ♦*Plan de la ville de Lille investie par les Hauts Alliés le 13 aoust et prize le 8 octobre 1708, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1709.*
- ♦*Plan des attaques de la ville de Lille commencées... le 22 aoust et finies le 22 octobre 1708, Éditions Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1709.*
- ♦*Plan de la bataille d'Oudenaerde du 11 juillet 1708, par Mosburger, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1708.*
- ♦*Plan of the battle of Oudenard fought july 11th 1708, par le graveur James Basire, sans nom d'éditeur, [La Haye], circa 1750.*
- ♦*Plan de la ville et citadelle de Tournay investie par l'armée des Hauts-Alliés le 29 juin 1709, Éditions Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1709.*
- ♦*Plan de la citadelle de Tournay avec ses galeries et contre-mines et les attaques de Mr le general Schulenborg, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1709.*
- ♦*Plan de l'ordre de bataille de l'armée des Alliés comme elle étoit [...] dans le retranchement qui étoit fait entre le Village de Fretin et Nogelles, lorsque l'armée de France vint pour l'attaquer le 13 sept. 1708 et celui des attaques de Lille (durant le siège de Lille en 1708), sans nom d'auteur, sans nom d'éditeur, vers 1708.*
- ♦*Plan de la bataille de Fredelingue remportée sur les Impériaux par l'armée du Roi, commandée par Mr. le Marquis de Villars le 14 oct. 1702, sans nom d'auteur, de publication ni de lieu.*
- ♦*Plan de la ville de Gilbraltar, échelle d'un demi-lieu d'Espagne, Publication chez Pierre (Pieter) Husson, à La Haye, vers 1706-1709. (Représentation du siège de Gibraltar en 1705 et d'un combat naval entre les escadres de Pointis et de Leake.)*
- ♦ *Plan de la situation où la bataille de Ramillies[-Offus] soit donnée... le 23... may 1706, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1706.*
- ♦*Plan de la bataille de Ramillies donnée le 23 mai 1706, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1706.*
- ♦*Plan de la bataille de Fredelingue gagnée sur les Impériaux par l'armée du Roy le 14 oct. 1702 par N. de Fer, sans nom d'auteur, de publication ni de lieu.*
- ♦*Plan de l'attaque de St Venant ouverte la nuit du 16 au 17 sept. 1710, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles ,1710.*
- ♦*Plan de St Venant avec la circonvalation et l'ataque, investi par S.A. Monsr le Prince d'Orange le 6 7.bre 1710, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1710.*

♦*Plan de la ville d'Aire et du Fort St François, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1710.*
♦*Plan d'Aire et de ses Environs, les Inondations y on esté Marquées dans leurs plus Grandes Estendues le 2° septembre 1710 Échelle, 300 Toises, sans nom de publication ni de lieu, 1710. Avec les possibilités d'inondations.*
♦*Plan de l'action qui s'est passée à Wynendale le 28 sept. 1708, document cartographique par Anna Beeck, (Gravenhage), 1708*
♦*Plan of the battle of Wynendale, between e y troops of e y allies commanded by major Gen. Webb & those of France under Count de La Motte, sep 28 1708, par le graveur James Basire, sans nom d'éditeur, [La Haye], circa 1750.*
♦*Plan of different movements of e y army of e y allies under prince Eugene of Savoy, and e y French army, under marshal Villars..., campaign to e y 24th of july 1712, when e y French attacked e y intrenched camp at Denain commanded by the E. of Albemarle, par le graveur James Basire, sans nom d'éditeur, [La Haye], circa 1750.*
♦*Plan of the glorious battle of Hochstet gained by the allies on august 13th 1704, par le graveur James Basire, sans nom d'éditeur, [La Haye], circa 1750.*
♦*Plan de la ville d'Aire et du Fort St François l'an 1710, levé par F.H. Weber, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1711.*
♦*Plan de la ville de Douay et du fort de l'Escarpe, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles 1710.*
♦*Plan des attaques de la ville de Douay jusqu'au 3 juin 1710, Éditions Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1710.*
♦*Plusieurs auteurs, Historical Narrative, The Story of Albany, J.B. Lyon Company, 1924.*
♦*Porch, Douglas, Atlas des guerres des empires britannique, ottoman et russe, traduit de l'anglais par Alix Girod ; revu et préfacé par Marc Michel.*
♦*Puységur, Jacques-François de Chastenet, marquis de, maréchal de France, Traité de l'Art de la Guerre, par principes et par règles, ouvrage de M. le maréchal de Puységur, mis à jour par M. le marquis de Puységur son fils, etc... Paris, 1748, puis La Haye, 1749.*
♦*Quiney, J.C., Mémoires, Imprimerie Le Cesne, Paris, 1791.*
♦*Rechteren, Adolph Henrik van, Mémoire d'Adolphe Henri, comte de Rechteren, un des plénipotentiaires de leur hautes puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies : avec les documents y joints sub no. 1. 2. 3. 4. & 5 & litt: a. b. c. d. & e, contenant ce qu'il s'est passe au suiet de quelques querelles entre les laquais dudit comte, & ceux de monsieur Menager, un des plenipotentiaires de Sa Majeste Très-Chrétienne, chez Henry Scheurleer, La Haye , 1712. (4 tomes)*
♦*Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française, publié sous les auspices de la Commission des Archives diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères, xii, Espagne, avec une introduc-*

tion et des notes par Morel-Fatio, A., et Léonardon, H., Tome Deuxième (1701-1722), Félix Alcan Éditeur [Ancienne Librairie Germer Baillière et C^ie^], Paris, 1898. [en microfilms à la BN]

♦*Reflections on the management of Sir George Rooke ... Vice-Admiral of England ... In the late fight in the Mediteranean, Publication A. Baldwin, Londres, 1704.*

♦*Reich, Emil, Foundations of the Modern Europe, New York, 1908.*

♦*Reid, John G., The "conquest" of Acadia, 1710, University of Toronto Press, Toronto & Buffalo, 2004.*

♦*Relation de l'Action qui s'est passée à Wynendale le 28 de sept. 1708 entre un corps de Troupes des Alliés, commandé par le Major général Webb et l'Armée des François, commandée par le comte de la Motte, Publication Eugène-Henri Fricx, Bruxelles, 1711.*

♦*Richer, M., Vie du Comte de Forbin, chef d'escadre des armées navales de France, M. Richer, Editions J.-A. Joly, Avignon, 1811.*

♦*Robertson, Alexander, Extermination of the Scottish Peasantry, Londres, 1853. [Écrit sour le pseudonyme de Alister, R. pour éviter les représailles du gouvernement anglais].*

♦*Rogers, H.C.B., colonel, The British Army of the Eighteenth Century, George Allan & Unwin Ltd, London, 1977.*

♦*Roncière, Charles de La, Histoire de la marine française, Plon, Paris, 1899.*

♦*Rorive, Jean-Pierre, Les misères de la guerre sous le Roi-Soleil, les populations de Huy, de Hesbaye et du Condroz dans la tourmente du Siècle de malheur, Éd. de l'Université de Liège, Liège, 2000.*

♦*Rousset de Missy, Jean, Recueil historique d'actes, négotiations, mémoires et traitez, depuis la paix d'Utrecht jusqu'au second congrès de Cambray inclusivement, H. Scheurleer, La Haye, 1728-1754. (21 tomes)*

♦*Saint-Simon, Louis de Rouvroy, duc de, 1675-1755, Mémoires, éditions de Boislisle, Adolphe Chéruel, 1858.*

♦*Schneider, lieutenant-colonel Fernand, Histoire des Doctrines militaires, PUF, Paris, 1957.*

♦*Schoell, Maximilian Samson Friedrich, Cours d'histoire des états européens, depuis le bouleversement de l'Empire Romain d'Occident jusqu en 1789, Paris, 1830-34. 46 tomes.*

♦*Schuyler, Peter, By the Honourable Peter Schuyler Esq; president of His Majesty's Council for the province of New-York and territories thereon depending in America, &c. A proclamation, Whereas the General Assembly of the said province stands adjourned to the first Tuesday in May ... Given under my hand and seal at arms at New-York the 21th day of April ... annoq; Domini 1720, Imprimé par William Bradford, New York, 1720.*

♦*Sen, S.P., The French in India, 1763-1816, Firma K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1958.*

♦*Shovel, Cloudesley (Sir), Review of the late Engagement at Sea, being a collection of private letters... containing the truest and most authentick accounts: with some remarks on the conduct of our admirals, particular-*

ly Sir G. R. [George Rooke.], Londres, 1704.
♦*Siochrú, Micheaál Ó ., God's Executioner, Oliver Cromwell and the Conquest of Ireland, Faber & Faber Limited, Londres, 2008.*
♦*Smurthwaite, David, Battlefields of Britain, Congdon & Weed, Londres, 1984.*
♦*Stenuit, Robert, Les Épaves de l'or: plongées sur les galions de Vigo, Famot, Genève,1982.*
♦*Stuart, Bérault, Traité sur l'Art de la Guerre, Introduction et Édition par Élie de Comminges, Éditions Martinus Nijhoff, La Haye, 1976.*
♦*Sue, Eugène, Histoire de la Marine française, Paris, 1835.*
♦*Sun Tzu, L'Art de la guerre, Flammarion, Paris, 1972. [version de Francis Wang Sun Tsé ou Sun Tzu traduit par le missionnaire Joseph-Marie Amiot, Art militaire des Chinois, ou Recueil d'anciens traités sur la guerre, Édité chez Didot l'aîné, Paris, 1772.*
♦*Swift, Jonathan, Histoire du règne de la reine Anne d'Angleterre contenant les Négociations de la paix d'Utrecht, & les démélés qu'elle occasionna en Angleterre, ouvrage posthume du Docteur Jonathan Swift, Doyen de S.Patrice en Irlande; publié sur un Manuscrit corrigé de la propre main de l'Auteur, & traduit de l'Anglois par M**** [Marc-Antoine Eidous],Chez Marc-Michel Rev., & Arkstée & Merkus, à Amsterdam, 1765.*
♦*Susane, général, Histoire de l'Artillerie, Paris.*
♦*Table des cartes des pays-bas et des frontières de France, avec un recueil des plans des villes, sièges et batailles données entre les Hauts Alliés et la France, chez Eugène Henry Fricx, Bruxelles, 1712.*
♦*Théâtre de la guerre en Italie qui comprend le Duché de Milan dans toute son étendue et les Estats et Frontières qui l'environnent, Publication Pierre Mortier, Amsterdam, année inconnue.*
♦*The war in Portugal and Spain with the harbours of the Groyne, Vigo, and Bayonna, Porto, Lisbon and St Ubes, Cadiz etc. and a chart from England to the Streights... Publication Christopher Browne, Londres, sans date.*
♦*Thornton, Edward, The History of the British Empire in India, Wm.H.Allen & Co. London 1859. (Université Laval DS 463 T513 1859)*
♦*Torras i Ribé Torras i Ribé, Josep Maria, La guerra de successió i els setges de Barcelona (1697-1714), R. Dalmau, Barcelone, 1999.*
♦*Torcy, voir Colbert.*
♦*Toselli, J-B, Comment on aurait pu tenter le sauvetage des galions de Vigo, P. Cordier, Paris, 1875.*
♦*Traité de Paixentre la France et l'Angleterre conclu à Utrecht le 11 Avril 1713, suivant la Copie imprimée à Paris; Michel Salvin, Libraire au Canton des Flamans, La Rochelle, 1713.*
♦*Trevelyan, George-Macauley, O.,M., Illustrated English Social History, 4 vol. Longmans Publishing, Londres, 1944.*
♦*Trouvain, Antoine, Prise de la ville de Tortose par les armées de France et d'Espagne commandées par S. A. R. Mr le Duc d'Orleans le 10e de Juillet 1708, aprés 20 jours de tranchée ouverte, Chez Trouvain, Pa-*

ris.
♦*Vauban, Maréchal de, Traité de l'attaque des places, Paris 1706.*
♦*Vidal, général, L'Armée française à travers les âges; L'Artillerie, Paris, 1933.*
♦*Vie de Monsieur Du Gay-Trouin, écrite de sa main. Nouvelle édition contenant les passages inédits des manuscrits de la bibliothèque et des archives communales de Saint-Malo, et colligée sur le texte du manuscrit de la bibliothèque de Chaumont, avec une introduction et des notes par Henri Malo, coédition de F. Paillart, Abbeville et éditions Bossard, à Paris, 1922.*
♦*Waddington, Albert, L'Acquisition de la couronne royale de Prusse par les Hohenzollern,.*
♦*Wanty, Émile, général, La pensée militaire des origines à 1914, Brépols, Bruxelles.*
♦*Weiss, Charles, Histoire des réfugiés protestants de France depuis la révocation de l'Édit de Nantes jusqu'à nos jours, 2 tomes, Charpentier Librairie-Éditeur, Paris, 1853.*
♦*Wells Smith, Mary Prudence ,The boy captive of old Deerfield, Little & Brown, Boston, 1904. (An account of the experiences of a boy taken captive at Deerfield, Massachusetts, during the Indian raid of 1704.)*
♦*Wilcoxen, Charlotte, Seventeenth Century Albany: A Dutch Profile, Education Department, Albany Institute of History and Art, 1984.*
♦*Williams, Gomer, History of the Liverpool Privateers and Letters of Marque with an account of the Liverpool Slaves Trade, William Heinemann Publishing, London, 1897.*
♦*Young, Peter, A Dictionary of Battles, New English Library, Londres, 1977.*

Table des matières

Après le Dictionnaire des Batailles navales franco-anglaises publié aux Presses de l'Université Laval, et le Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept Ans (P.U.L.), Jean-Claude Castex se penche sur l'Histoire des relations diplomatiques franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Espagne.

Tandis que, le 4 août 1701 à Montréal, 39 Nations indiennes du Mid-Ouest américain signaient avec la France la Grande Paix de Montréal, l'Europe entière se préparait à la guerre. En effet, le 1er novembre 1700 était mort le roi d'Espagne, Charles II de Habsbourg, après avoir légué son trône à un Bourbon français. La France, déjà dominatrice, risquait de devenir trop puissante pour toute coalition. Dix ans plus tard, Louis XIV qui luttait contre l'Europe toute entière, était à bout de souffle. Les Services d'espionnage français achetèrent alors secrètement le retrait de l'Angleterre de la coalition anti-française. Ainsi, sans les énormes subsides de l'Angleterre qui subventionnait les armées de l'Autriche et des autres coalisés en leur offrant des mercenaires germaniques, la Grande Alliance se désintégra rapidement, et la France parvint à imposer un Bourbon sur le trône de l'Espagne et de l'immense Empire espagnol sur lequel le soleil ne se couchait jamais.

Une histoire passionnante !

Les Éditions du Phare-Ouest